

TÉMOIGNAGES 1

Tome 1

«Je sais
Qui Je suis»



Yacouba Isaac ZIDA

TÉMOIGNAGES *1*
Tome

«Je sais
Qui Je suis»

Yacouba Isaac ZIDA

Copyright © 2018 Yacouba Isaac Zida
Tous droits réservés.

Copyright © 2018 par Golan éditions
Ouagadougou, Burkina Faso.
Tous droits réservés.

Sauf indication contraire, les textes bibliques sont tirés de la Bible Louis Segond 2010.

ISBN: 979-10-97175-00-9 (reliure Allemande)

ISBN: 979-10-97175-01-6 (reliure Caisse)

Imprimé au Canada.

Ce livre est sous la protection des lois sur les droits d'auteurs du Canada. Il est interdit de reproduire ce livre en tout ou en partie pour des fins commerciales. L'utilisation de courtes citations ou la copie de pages pour des fins d'études personnelles ou en groupe est permise et encouragée.

Table des matieres

Avant-propos

1. Burkina Faso: Une hégémonie régionale de deux décennies
2. Les signes d'une fin de règne
3. Les quarante-huit heures de l'insurrection populaire
4. Les chroniques d'une crise politico-militaire dans la transition
5. La désillusion
6. Le possible developpement

Remerciements

À l'Éternel, l'unique Dieu, par la seule volonté de qui «je suis celui que je suis», qui m'a donné la vie, la parfaite santé, et la force de toujours avancer, en ayant les regards tournés vers Lui et Lui Seul;

À ma tendre et chère épouse Stéphanie, ma meilleure amie, ma confidente, qui m'a toujours supporté dans les moments difficiles, avec qui je partage mes peines, mes inquiétudes, mais également mes valeurs, mes espoirs et mes assurances;

À mes enfants bien-aimés, Othniel, Lemuel Paul Patrice et Gadielle Sara qui, du fait de leur présence candide, m'ont toujours donné cette joie et cette foi en l'avenir que je désire le meilleur possible pour eux, mais aussi pour toute la génération d'enfants burkinabè, aussi bien ceux non scolarisés et déscolarisés, que ceux qui sont aujourd'hui sur les bancs des écoles, des lycées et des universités;

À la vaillante jeunesse et à l'ensemble du peuple burkinabè qui, par son intégrité retrouvée les 30 et 31 octobre 2014, se sont résolus à ne plus courber l'échine devant l'arbitraire et l'injustice d'où qu'ils viennent.;

À son Excellence le président, Michel Kafando, avec qui j'ai pu servir mon pays à un haut niveau de responsabilité, degré auquel l'exaltation de la tâche n'a d'égal que le sens du sacrifice qui y est attaché;

À tous ceux qui parcourront les pages de cet ouvrage, pour leur temps précieux consacré et pour la confiance qu'ils ont placée en un homme dont la vocation a depuis toujours été celle de servir les autres;

Enfin à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à me faire traverser de dures épreuves, car ils ont par ces occasions, été des instruments dont Dieu s'est servi pour bâtir la personne humble, patiente, et persévérante que je n'ai pas toujours été;

Puisse le Seigneur Dieu Tout-Puissant accorder à chacun d'abondantes grâces et bénédictions.



Avant-propos

Nous avons choisi d'utiliser pour la rédaction de cet ouvrage, un langage simple et courant, afin de permettre à toutes les catégories de lecteurs, de comprendre le sens et la portée de nos propos.

L'objectif du livre que vous tenez en main est celui d'apporter une autre contribution après les nombreux écrits déjà parus et certainement à venir, afin d'éclairer la génération actuelle, mais surtout les générations futures, sur les éléments de la seconde insurrection populaire que notre pays, le Burkina Faso, a connue les 30 et 31 octobre 2014.

Une troisième insurrection pouvant survenir (ce que nous ne souhaitons guère), nous avons résolu d'informer et d'avertir les Burkinabé sur ce qui peut conduire des millions de citoyens d'un pays dans la rue et pour dire encore que nous pouvons ensemble éviter cela en privilégiant le vivre ensemble malgré nos différences. Notre peuple a longtemps espéré quitter sa condition d'assisté permanent avec un avenir incertain, mais malheureusement, le leadership qui devait le guider, connaît une telle défaillance morale avec pour corollaire des intérêts égoïstes, claniques, au lieu de bâtir la nation héritée de nos fiers aïeux. La déchirure sociale, comme celle d'un vieux tissu, s'accroît chaque jour un peu plus avec le risque que cela installe durablement une crise que plusieurs générations passeront leur temps à régler, avant de pouvoir tourner le regard, vers ce qui apparaît comme l'aspiration profonde de chaque peuple: se développer harmonieusement à travers les générations.

Pour avoir assumé à un moment donné de l'histoire de notre cher pays le Burkina Faso, les plus hautes charges de l'État, nous sentons le devoir de rendre compte des étapes du processus de l'insurrection auxquelles tous les Burkinabé n'ont naturellement pas eu accès, mais qui pour le moins, les concernent et les intéressent. Je n'ai pas l'honneur d'être un écrivain, ce talent étant réservé à une poignée de personnes seulement dans chaque génération, mais le devoir m'impose de restituer certains faits par ma propre plume, afin d'assumer

entièrement les propos et d'éviter éventuellement quelques distorsions. Alors, laconiquement, mais avec détermination, je me jette à l'eau.

Puisse Dieu m'aider à répondre à l'attente de tous ceux qui prendront de leur temps précieux pour parcourir les lignes de cette autobiographie.



«Lorsque la case du voisin brûle, c'est aussi ton affaire...»

Burkina Faso: Une hégémonie régionale de deux décennies

J'étais stupéfait devant ces images qui passaient en boucle sur une chaîne de télévision. Deux avions venaient de s'écraser l'un après l'autre sur chacune des deux tours du World Trade Center à New York.

Devant cette horreur, que je vivais en direct sur le petit écran dans le bureau du commissaire de police de l'aéroport d'Abidjan, j'en étais arrivé à oublier que j'étais moi-même dans une situation difficile en ce début d'après-midi du 11 septembre 2001. J'avais quitté Ouagadougou la veille à bord d'un avion de la compagnie Air Afrique avec huit autres militaires en direction d'Abidjan. Nous étions quatre officiers et cinq sous-officiers admis pour des stages divers au Royaume du Maroc cette année-là. Pour nous y rendre, nous devons obtenir les visas d'entrée au Maroc à partir de l'ambassade du royaume chérifien à Abidjan. Tout devait se dérouler normalement selon la division opération de l'État-major qui s'occupait du déploiement des stagiaires. C'était sans compter avec la situation des relations dorénavant tendues entre le nouveau pouvoir d'Abidjan, avec à sa tête le président Laurent Gbagbo élu juste un an auparavant, en octobre 2000, dans des conditions calamiteuses.

Laurent Gbagbo avait succédé au Général Robert Guéi, luimême parvenu au pouvoir en décembre 1999 à la suite du coup d'État de Noël qui a renversé le président Henri Konan Bédié. Bédié lui, avait succédé au président Félix Houphouët-Boigny à la tête de la nation ivoirienne à la mort de ce dernier en 1993, sans pour autant réussir à la rassembler, mais bien au contraire, y avait semé les germes de la division en donnant naissance au concept de «l'ivoirité». Au commencement de cette folie xénophobe, il était question de «l'ivoirisation

des cadres» dans l'administration publique, car le vieux Houphouët avait privilégié les compétences à l'appartenance ethnique, religieuse, ou même territoriale. C'était connu, Houphouët ne se gênait pas de nommer des Burkinabè, des Maliens ou des Béninois d'origine, parmi les membres de ses différents gouvernements. Pour lui, les frontières nationales ne pouvaient pas constituer une séparation nette entre les fils et filles de l'Afrique. Il connaissait bien l'histoire des peuples noirs ainsi que le lien qui unissait les familles et les ethnies désormais citoyennes de différents pays par le biais de la balkanisation du continent noir à la fin du 19^e siècle. Houphouët fut plus nationaliste que panafricaniste, et il savait bien s'attacher les services des autres Africains pour développer la Côte d'Ivoire. Il ne supportait pas l'idée d'une Afrique unie comme un seul pays; les nombreuses identités culturelles qui la composent auraient, selon lui, causé des chocs aux conséquences incalculables.

Le vieux avait grandi à l'école française et il en était un très bon élève. Cependant, les Français eux-mêmes, tout en rejetant la fédération en Afrique, envisageaient bien l'union de leur côté. En effet, Victor Hugo avait affirmé à la fin des années mille huit cent que la France, si elle ne voulait pas disparaître un jour, devrait se fondre dans un ensemble plus grand. C'était la vision de l'Union européenne que d'autres intellectuels comme Robert Schuman défendront ardemment plus d'un siècle après. Houphouët avait donc une vision d'une Afrique que lui dictaient ses maîtres de l'hexagone et pas plus. Le rêve d'une Afrique unie, comme le souhaitaient certains de ses pairs tels Kwamé Nkrumah, président du Ghana, et dont le dynamisme la conduirait, à terme, vers une Afrique forte, jouant un rôle majeur dans le concert des nations s'éloignait. Houphouët avait exprimé son désaccord sur l'union africaine en des termes qui lui valent aujourd'hui le titre de «fossoyeur de l'union africaine». N'avait-il pas en effet dit qu'il ne souhaitait pas «une Afrique unie dont la Côte d'Ivoire serait la vache nourricière»? Une Afrique unie ne serait pas le dernier des pays du monde, mais le dernier des pays du monde restera encore longtemps un pays d'une Afrique désunie et globalement à la traîne sur tous les plans par rapport aux autres nations.

Je ne détournais presque pas les yeux du petit écran sur lequel défilait une véritable scène apocalyptique que même les grands réalisateurs hollywoodiens auraient du mal à produire. C'était insoutenable de voir les prisonniers des flammes se jeter du haut des tours jumelles, plusieurs dizaines d'étages plus hauts, avec certainement l'espoir d'être recueillis plus bas par des soldats du feu, eux-mêmes impuissants devant le plus grand défi auquel ils n'ont jamais été confrontés. Ils se battaient pour apporter le secours quand bien même leur vie

était plus que jamais en danger. Je pensais rapidement à la devise de la brigade nationale des sapeurs-pompiers du Burkina: «sauver ou périr», simple, mais profonde de sens surtout dans les moments où l'on décide d'y aller malgré l'énorme risque de périr. Trois cent quarante-trois soldats du feu périrent ce jour-là à New York parmi les deux mille neuf cent quatre-vingts et douze victimes des attentats terroristes les plus meurtriers de l'histoire à nos jours. Je voyais clairement que le commissaire de police de l'aéroport assis dans son fauteuil était préoccupé; il téléphonait avec son mobile, puis avec le téléphone fixe, puis nous posait des questions pas très claires auxquelles nous répondions comme nous pouvions. Puis la décision du commissaire tomba comme une sentence: nous ne sommes pas autorisés à entrer en ville. Nous pouvons poursuivre notre voyage vers une autre destination ou tout simplement retourner au Burkina Faso dès le prochain vol disponible. Nous essayions de convaincre le commissaire que ce n'était pas la première fois puisque les stagiaires des années précédentes étaient passés par là et que notre cas ne constituait rien d'exceptionnel. Il doit y avoir une erreur de jugement, lui dis-je. Nous sommes uniquement des stagiaires en partance pour le Maroc. Sur un ton qui n'était plus le même, le commissaire de police nous traita de mercenaires venus pour déstabiliser la Côte d'Ivoire. Quelle bêtise pensais-je? Je lui rétorquais que nous ne sommes pas aussi idiots qu'il le croyait, si nous étions en mission de déstabilisation de la Côte d'Ivoire, nous ne serions pas venus par l'aéroport, avec nos passeports sur lesquels il est clairement écrit que nous sommes des militaires. J'ajoutai que pour une mission de déstabilisation nous serions venus par là où personne ne peut nous voir jusqu'au jour où les canons tonneraient dans le ciel d'Abidjan.

Ces propos étaient-ils prémonitoires? Toujours est-il qu'une année après, presque jour pour jour, les canons vont tonner dans le ciel paisible d'Abidjan et ne se tairont que dix années plus tard en 2011, avec l'arrestation du président Laurent Gbagbo. Je pensais qu'à force d'arguments nous réussissions à convaincre le commissaire de police de nous laisser sortir de l'aéroport, mais hélas, apparemment les instructions qu'il avait reçues de sa hiérarchie étaient non négociables. Nous devions être refoulés purement et simplement, sans doute pour envoyer un signal fort aux autorités de Ouagadougou. Nous n'étions donc en réalité que les boucs émissaires d'une crise latente entre les autorités politiques des deux pays. En bons soldats, nous avons compris que les ordres sont les ordres et que nous ne pouvions plus rien espérer de ce commissaire de police qui d'ailleurs, disparut quelque temps seulement après nous avoir fait connaître notre sort. Nous avons essayé de faire intervenir l'ambassade du Burkina Faso à Abidjan, où l'attaché militaire, le colonel Palm Jean-Pierre avait

pris les dispositions pour notre accueil. Son conducteur était d'ailleurs sur place à l'aéroport sans que nous n'ayons même pu le voir physiquement, ne communiquant avec lui qu'au téléphone. Dans la soirée, nous avons été réorientés vers Dakar la capitale du Sénégal, où, après un loisible séjour de deux jours au pays de la Teranga (hospitalité légendaire) nous obtenions nos visas d'entrée au Maroc, nous permettant ainsi de rejoindre enfin nos différents centres de formation.



Cet incident à l'aéroport d'Abidjan m'a beaucoup taraulé l'esprit pendant les semaines qui ont suivi mon arrivée à Meknès au Maroc. Je n'arrêtais presque pas de penser aux relations entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, ces deux pays frères. Si la situation devait continuer de se détériorer, il y aurait un désastre humanitaire et les trois millions et plus de Burkinabè qui vivent en Côte d'Ivoire en feraient les frais malgré eux. Je ne parvenais pas à arrêter de repenser à la situation entre les deux nations car visiblement il était clair que la tension ne baisserait pas de sitôt. Je prenais de plus en plus conscience de chaque élément de cette tension. La présence d'un groupe de soldats, principalement nordistes de l'armée ivoirienne, qui avaient trouvé refuge à Ouagadougou, était sans doute un élément majeur. Leur chef était le caporal-chef Ibrahim Coulibaly, dit «IB», ancien basketteur international, chef de la sécurité de la famille (épouse et enfants) de Alassane Dramane Ouattara, quand celui-ci était Premier ministre du gouvernement Houphouët de 1990 à 1993. Les habitants de Ouagadougou s'étaient familiarisés de la présence de leurs voisins du Sud dont ils faisaient connaissance plus à travers les frasques amoureuses et virées nocturnes dans les boîtes de nuit de la capitale... Il y avait notamment Ouattara Issiaka dit «Watao», Diarassouba Oumar, dit «Zaga-zaga», Zakaria Koné dit Djakis, Chérif Ousmane, Moussa Koné, Messamba Koné (c'était lui le plus gradé, car il était adjudant-chef), l'adjudant Tuo Fozilé, et bien d'autres. Ils avaient trouvé la tranquillité à Ouagadougou en fuyant la persécution du régime de Laurent Koudou Gbagbo. Certains d'entre eux avaient regagné la capitale burkinabè après que le Front Populaire Ivoirien (FPI), parti politique de Laurent Gbagbo, soit arrivé au pouvoir en octobre 2000. D'autres cependant, comme «IB», sont arrivés plus tôt, en janvier 2000, après le coup d'État manqué contre le Général Robert Guéi qu'ils avaient porté eux-mêmes au pouvoir une année plus tôt en perpétrant le coup d'État de décembre 1999. Après s'être installé au Palais de Cocody et au bout d'une année de «balayage» puisque c'était la mission qu'il s'était assignée lui-même, le «Général balayeur» ayant trouvé la maison ivoire assez confortable,

décida d'y demeurer en se présentant aux élections présidentielles de 2000, violant ainsi l'accord secret entre lui et ses soldats putschistes d'une part, et d'autre part avec les mentors de ces derniers.

De l'avis de certains observateurs de la scène politique ivoirienne, après avoir «balayé» la maison, Robert Guéi devait organiser des élections qui devaient permettre à Alassane Dramane Ouattara de gagner. Ce plan ne prenait pas en compte la maturité de la population ivoirienne, qui en avait assez de voir son destin conduit par les mêmes acteurs depuis l'indépendance en 1960. Félix Houphouët Boigny, Henry Konan Bédié, Alassane Dramane Ouattara, sont tous de la même famille politique, les caïmans d'une même marre comme on dit couramment, et ce règne qui a duré plus de 40 années était devenu lassant et n'offrait aucune perspective nouvelle à la jeunesse ivoirienne. Les heures de gloire de la Côte d'Ivoire s'estompaient visiblement et le peuple ivoirien était désormais assoiffé d'une véritable alternance.

La solution cette fois, qui lui était présentée, était Laurent Gbagbo et le peuple ivoirien va se saisir de l'opportunité que lui offre le scrutin d'octobre 2000, pour porter l'opposant légendaire au pouvoir. La lassitude des populations a eu raison du Général Robert Guéi, chassé du pouvoir par la rue avant même la proclamation officielle des résultats. Il s'était fait avoir comme «un bleu» par le vieux faucon de la politique ivoirienne Laurent Koudou Gbagbo. Ce dernier a utilisé le général Guéi pour éliminer Alassane Dramane Ouattara (communément appelé ADO) de la course à la présidentielle à travers un véritable jeu de conjonctions de coordination, de «et» et de «ou». Alassane Ouattara devrait aujourd'hui remercier ses bourreaux d'hier, car ils lui ont permis de revenir dix années plus tard à la tête d'un pays où les populations ont vécu quelque chose de différent. Son pouvoir aujourd'hui, comparé aux dix années de guerre qu'a vécu le pouvoir de Laurent Gbagbo, est nettement préférable pour l'ensemble des Ivoiriens. S'il avait succédé à Bédié ou au général Guéi, ADO aurait difficilement gouverné la Côte d'Ivoire au-delà de cinq ans. Les peuples sont assoiffés de changement, peu importe quelques fois ce que ce changement pourrait leur coûter; l'espoir en un avenir meilleur qui est suscité par la dynamique du changement vaut bien le coût de tenter.

Les changements auxquels aspirent les peuples visent essentiellement à leur apporter plus de liberté et de progrès. C'est la lutte des classes et cette lutte aussi vieille que le monde n'est pas près de disparaître. Les intérêts antagoniques des différentes classes d'une même société conduisent à une lutte qui peut prendre plusieurs formes, quelques fois pacifiques, mais parfois tragiques. La

démocratie, le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple apparaît comme le but à atteindre par cette lutte, mais là encore il reste que chaque protagoniste se définit lui-même le plus souvent comme étant le peuple. La Chine communiste avec son parti unique, abrite paradoxalement l'une des plus grandes bourgeoisies de la planète, aux côtés de la classe ouvrière la plus exploitée avec même moins de droits que leurs compères africains. Jusqu'en 2008, il n'existait aucun code du travail en Chine, ce qui signifie que le travailleur chinois n'avait que les seuls droits que son employeur voulait bien lui accorder. Ces conditions n'ont pas empêché le pays du dragon de devenir depuis 2014 la première puissance économique de la planète (selon les chiffres de la Banque mondiale, le produit national brut de la Chine le positionnait en tête avec 18 030 932 millions \$ devant les États-Unis).

Le véritable problème c'est que les peuples ont horreur de l'immobilisme et préfèrent quelquefois les changements même les plus risqués. Pourquoi les dirigeants ne susciteraient-ils pas eux-mêmes plus de dynamique au sein des différents régimes aux fins de répondre à ce besoin pressant? Dans les démocraties les plus évoluées comme aux États-Unis, c'est presque devenu une règle, l'alternance est de mise et nous constatons qu'à deux mandats républicains succèdent deux mandats démocrates et vice versa, et cela dure depuis 1853. Plus proche de nous, la quatrième république ghanéenne datant de 1992, est un modèle de démocratie par l'alternance pacifique à la tête de l'État. En effet ces vingt-cinq dernières années le Ghana a été dirigé par cinq chefs d'État, tous élus démocratiquement. Le printemps arabe que la Tunisie et l'Égypte ont connu, n'ont cependant apporté à ces pays ni plus de démocratie ni plus de développement. Le cas le plus éloquent c'est l'Égypte, qui se retrouve encore aujourd'hui avec un pouvoir militaire après celui de Hosni Moubarak en passant par la gouvernance islamiste de Mohamed Morsi. Sur le chemin de la construction de la démocratie, chaque peuple fait sa propre expérience, parfois difficile, mais rien ne saurait remettre en cause sa marche, ni les hommes les plus obstinés, ni les régimes les plus dictatoriaux; tous finissent sur l'autel de la volonté populaire, car ne dit-on pas «vox populi, vox dei» (la voix du peuple est la voix de Dieu). Aucun régime ne peut tenir devant un peuple déterminé à aller au changement, même s'il faut se rendre à l'évidence que les changements de régime n'ont pas toujours répondu aux attentes et aux espoirs qu'ils ont suscités; et il a fallu donc avancer encore et encore. Cet état des choses ne peut que donner raison à Lord Acton qui a si bien écrit «Le pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompt absolument. Les grands hommes sont presque toujours les hommes mauvais...»



Ce n'était pas la première fois que la tension montait entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso puisqu'en 1998 et en 2000, on assistait à l'assassinat en masse de Burkinabè à Fengolo et à Tabou dans le grand Ouest ivoirien à la suite de litiges sur le foncier rural. Ce que les autorités ivoiriennes d'alors avaient qualifié «d'altercation» a causé la mort de dizaines de Burkinabè et des milliers d'autres déplacés. On se souviendra toujours des images de cadavres jonchant la route allant de Grand-Béréby à la frontière du Libéria. Les autorités ivoiriennes, soucieuses dans un premier temps, de préserver la paix sociale, socle sur lequel le pays a bâti son essor économique, ont adopté à la suite de cette crise première crise majeure, une loi relative au domaine foncier rural (loi N°98-750 du 23 décembre 1998), mais celle-ci connaîtra des difficultés dans son application sur le terrain. En effet, en vertu de cette loi, le droit coutumier sur la base duquel les terres étaient gérées a été transformé en droit de la propriété privée. Cependant, le droit coutumier avait déjà permis aux allogènes Burkinabè d'acquérir des terres importantes chez leurs tuteurs, à qui ils prenaient, pour commencer, un petit lopin en compensation de leur labeur, puis encore, et encore, jusqu'à ce que la propriété change de mains pour quitter celles du Kroumen autochtone, et devenir désormais la propriété du Mossi. À une proportion réduite, cela est supportable, mais à l'échelle d'un pays comme la Côte d'Ivoire où un habitant sur quatre est étranger, la situation est quasi intenable. Le cas est atypique en Afrique, voire dans le monde, car le dénombrement de la population effectué en 1998 donnait des chiffres effarants de 15 366 672 habitants dont 4 000 047 d'étrangers en majorité burkinabè (56% des étrangers).

Dans de telles conditions, il est très difficile pour tout responsable d'ignorer ce qui se passe de l'autre côté de la frontière Ouest de son pays et le président Blaise Compaoré était dans son droit, je dirais même dans son devoir, de s'ingérer dans la politique interne de la Côte d'Ivoire. Le président Olusegun Obasanjo du Nigeria dira plus tard en 2004 que «Blaise Compaoré a parfaitement raison de s'ingérer en Côte d'Ivoire vu le nombre de ses compatriotes qui y vivent, et ce, d'autant plus que la France qui ne compte que 25 000 Français sur le sol ivoirien y a établi une base militaire, le 43^e BIMA».

La vive tension que connaissaient les deux pays allait inéluctablement déboucher vers une crise sans précédent pour la région de l'Afrique de l'Ouest. Y avait-il la possibilité d'épargner cette guerre civile à la Côte d'Ivoire? Ou tout simplement y a-t-il eu tentative de conjurer le sort ivoirien? Je ne parvenais pas à cesser de penser à l'incident de l'aéroport d'Abidjan où nous étions traités

d'assaillants ni de penser à ces jeunes soldats ivoiriens fuyant la persécution du régime FPI de Laurent Gbagbo pour aller se réfugier au Burkina voisin. Je savais que certains parmi ces derniers avaient laissé derrière eux des épouses et des enfants à la merci des difficultés de la vie quotidienne. J'entretenais avec certains de ces soldats déserteurs des rapports courtois et amicaux. Je veillais de manière particulière à ce qu'il ne leur manque pas du nécessaire pour vivre, selon les instructions qui nous avaient été données et par un souci purement humanitaire.



Depuis qu'ils étaient arrivés à Ouagadougou, j'étais chargé, en relation avec l'intendant du palais, de veiller à les loger, les nourrir, les soigner et leur octroyer un petit pécule pour le savon, la cigarette et autres. J'en avais récupéré certains depuis la frontière du Ghana où ils se sont réfugiés dans un premier temps avant de quitter ce pays voisin pour rejoindre le Burkina où ils avaient l'intention de retrouver leur chef IB, déjà présent à Ouaga. Mon devoir était aussi de m'assurer que ces réfugiés se tenaient bien tranquille et qu'au temps prévu leur retour à Abidjan se ferait dans de bonnes conditions. J'avais de l'estime particulièrement pour Watao, qui se révélera plus tard comme un bon soldat, courageux, respectueux, et loyal. Il se distinguera surtout par ses qualités humaines et par sa capacité à conduire ses troupes, s'identifiant à chacun de ses hommes. C'est Watao qui également comptera dans ses rangs le plus grand nombre de délinquants libérés de la prison de Bouaké après le repli d'Abidjan le 23 septembre 2002. La révolution déclenchée après le putsch manqué avait besoin de bras valides, et les portes des prisons ont ainsi donc été cassées en vue de libérer les détenus qui ont servi à renforcer les effectifs. Watao avait le plus grand contingent d'anciens prisonniers donc de compatriotes burkinabè, car comme par hasard, les prisons de Bouaké et aussi celles du reste de la Côte d'Ivoire étaient bondées à tort ou à raison de Burkinabè. Les autres chefs de guerre en réunion d'État-major n'arrêtaient pas de demander à Watao de rappeler «ses Burkinabè» à l'ordre.

Mon stage au Maroc m'avait paru interminable puis au bout de dix mois, intervint enfin le retour au pays, mais non pas sans difficulté. Entre temps, la compagnie Air Afrique avait fait faillite, parce que les chefs d'États africains avaient eu l'imprudence de nommer à la tête de la multinationale déjà en difficulté un président français en la personne de Yves Roland-Billecart, qui comme en mission commandée, a donné le coup de grâce à la compagnie en l'endettant exagérément par l'acquisition d'avion neufs de la société Airbus.

Comment une compagnie qui bat de l'aile pouvait-elle se permettre ce luxe? Ne pouvant rembourser ses créances, il restait donc à la multinationale continentale aucune autre option que de mettre la clé sous le paillason, permettant ainsi à la compagnie Air-France de se retrouver seule dans l'espace aérien entre l'Afrique et la plupart des capitales européennes avec Paris comme hub. Pour aller en avion de Ouagadougou à Lomé, ou de Lagos au Caire, il vous fallait désormais faire un détour par Paris... Ce sujet est une toute autre histoire qui met à nu le poids de la domination néocoloniale. Nos billets de retour étant donc inutiles, il fallait que l'État-major nous envoie de nouveaux billets, mais de quelle compagnie? Les différentes combinaisons pour nous ramener au pays constituaient un véritable casse-tête et demandaient une immense fortune. Il a donc finalement été décidé que ça soit un avion de l'armée de l'air burkinabè qui vienne nous chercher pour nous ramener au bercail. Après trois escales successives à Agadir en Algérie, à Atar en Mauritanie et à Bamako au Mali, nous arrivons enfin à Ouaga aux environs de 2 heures du matin le 10 juillet 2002. Ce fut une journée complète de navigation pour les deux pilotes, le colonel Palé Naba Théodore et le capitaine Kambou Stéphane, chose contraire à la réglementation sur la navigation aérienne, mais nos pilotes sont des soldats et la mission exige parfois des sacrifices au-delà des usages habituels que l'on appelle «règlements».

La joie de rentrer au pays après un long moment d'absence était immense. Quelques jours de permission et à nouveau le devoir m'appelait, car telle est rythmée la vie du soldat que j'étais. À peine ai-je repris le service que le dossier Côte d'Ivoire passe en priorité avec l'assassinat à Ouagadougou dans la nuit du 1^{er} au 2 août de Bala Keita, ancien ministre ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sous Félix Houphouët-Boigny. Le pouvoir d'Abidjan en a fait des commentaires qui laissent penser qu'il a marqué un grand coup en frappant en plein Ouagadougou une autorité réfugiée bénéficiant de la protection de la célèbre garde présidentielle de Blaise Compaoré. Mais comme on le dit souvent, «rira bien qui rira le dernier». J'ai été de ceux qui avaient été informés quelques instants seulement après la découverte du corps inerte de Balla Keita dans sa résidence de la zone du bois. Ce dossier relevait de ma compétence, car cet assassinat concernait directement une personnalité proche du président Compaoré, sous la protection d'éléments du RSP et son meurtre s'était produit à la maison des hôtes qui était gardée par nos éléments.



En février 1997, quatre mois seulement après mon arrivée au sein du régiment de sécurité présidentielle je fus nommé officier de sécurité, fonction que je cumulais avec celle de commandant de compagnie. Ce poste consistait à veiller par tous les moyens humains et techniques, à la protection du personnel et des installations du régiment et par extension de celles de l'armée et du pays contre l'espionnage, la subversion et le sabotage; une mission que j'accomplissais avec bien sûr dévouement et une bonne conscience.

Les différents chefs au sein du régiment et de toute l'armée appréciaient mon apport considérable. J'accomplissais avec efficacité cette mission par la qualité des rapports mensuels que je produisais sur l'état du moral de la troupe et également par ma participation remarquable aux formations dispensées au profit de l'ensemble des personnels de l'armée de terre d'une part et de toute l'armée d'autre part. Les officiers avec lesquels j'entretenais des rapports dans le cadre des missions de sécurité militaire me faisaient confiance et ils me l'exprimaient. Pour la plupart d'entre eux, je véhiculais une autre image du RSP et les plus anciens n'hésitaient pas à me confier leurs déboires qu'ils avaient eus avec tel ou tel autre soldat du «Conseil», le siège du RSP.

Les officiers et en général les militaires de l'armée nationale n'étaient pas habitués à être respectés par leurs collègues du RSP. Ils étaient au contraire accoutumés au mépris et au manque de respect de la part de ceux-ci. J'entrepris de faire changer les choses; si j'étais arrivé dans ce corps en même temps que quatre promo-tionnaires, c'est parce que la hiérarchie avait l'intention de faire changer les choses dans le bon sens, et l'intention du chef se définissant comme une mission, je ne devrais plus me faire prier pour m'investir en vue de réussir cette mutation, à savoir, impulser au RSP des changements qualitatifs. Mes relations avec tous les autres militaires de l'armée nationale étaient des relations respectueuses, empreintes de courtoisie, peu importe le grade de celui qui se tenait en face de moi. Je ne manquais aucune occasion d'interagir avec non seulement les militaires des autres corps, mais aussi, et surtout avec ceux du RSP, car le changement à mettre en œuvre devait surtout se faire au niveau de ces derniers. Je parvenais ainsi à faire comprendre à la plupart d'entre nos soldats, que les «descentes musclées» contre les civils, ou contre d'autres militaires étaient intolérables. Le taux d'altercation décroissait visiblement et cela me valait une mention spéciale lors des rencontres périodiques des officiers de sécurité. J'avais réussi à tisser mon réseau constitué des officiers de sécurité de toutes les garnisons du pays. Au moindre trouble provoqué par un ou plusieurs éléments du RSP, que cela se passa dans un non loti de Ouagadougou ou dans le village le plus reculé du pays, j'étais informé le plus rapidement

possible et j'intervenais immédiatement pour régler la situation. Ce travail exigeait de moi une disponibilité encore plus grande par rapport à mes autres collègues, mais cela, plutôt que de me causer un problème, me passionnait beaucoup car j'étais convaincu qu'il fallait changer les choses dans ce contexte d'ouverture démocratique et d'évolution sociale. Les militaires du RSP ne pouvaient pas continuer de «casser la gueule» ou de tirer sur qui ils voulaient de façon impunie. Le vent de la démocratie avait soufflé sur tout le continent y compris sur le Burkina et cette démocratisation comportait des exigences, dont celle du respect de l'égalité des citoyens devant la loi qui régit la république.

Alors que je me réjouissais de voir boucler une seconde année de cette expérience fructueuse, le 13 décembre 1998, le célèbre journaliste d'investigation Norbert Zongo, alias Henri Sebgo, directeur de publication du journal «l'Indépendant», fut assassiné à la sortie de Sapouy, localité située à une centaine de kilomètres au sud de la capitale Ouagadougou. Cette nouvelle, en ce dimanche soir, me choqua dans un premier temps, puis fit place à une multitude d'interrogations. J'avais beaucoup d'estime pour ce journaliste d'investigation. Je ne le connaissais pas personnellement et la seule fois où j'étais resté très près de lui fut en septembre 1996 lorsqu'il était venu donner une conférence aux élèves officiers sur le thème de l'AZAWAD. Ce sujet n'avait en apparence rien d'actuel à l'époque, mais tout ce que Norbert Zongo avait évoqué devant son auditoire, à savoir les risques que la non-résolution de cette question ferait courir à la sous-région, est devenu une réalité depuis 2012, avec le déclenchement du conflit armé au nord Mali. Norbert savait aller au fond des sujets et ses analyses étaient toujours pertinentes. Je lisais toujours son journal «l'Indépendant» dont je m'en procurais aux frais du service. L'une de mes attributions d'officier de sécurité était de toujours être informé sur tout propos subversif, d'en informer la hiérarchie et bien entendu de proposer des solutions afin de protéger le moral des troupes. Pour bien accomplir cette mission, je lisais tous les journaux de la place tous les jours, du moins pour certains journaux je me contentais de synthèses que me produisaient certains subalternes.

La règle étant que les militaires devaient toujours penser et réfléchir selon le sens du commandement et éviter de tourner leur attention vers les idées provenant d'autres milieux surtout celui des journalistes «subversifs». Donc chaque mardi matin, parmi le lot des journaux déposés sur mon bureau, j'étais sûr de lire en entier «l'Indépendant». Norbert maniait la langue de Molière avec dextérité et les sujets qu'il traitait loin d'être de simples ragots étaient des questions pertinentes touchant à l'intérêt national, si bien que l'on se délectait de ses écrits dont on terminait la lecture sans s'en rendre compte, tout en ayant hâte

de voir arriver le numéro suivant, toujours avec la signature «Henri Sebgo». Quel génie!

Au cours de cette année 1998, ses écrits sont devenus plus virulents à l'endroit du pouvoir de Blaise Compaoré. Norbert Zongo n'avait jamais eu l'ambition de conquérir le pouvoir d'État et ne s'était même pas affiché une appartenance politique. Ce qu'il a toujours voulu, c'est que le régime en place construise une vraie démocratie afin que toutes les filles et tous les fils du Pays des hommes intègres jouissent des fruits inséparables de la démocratie: la liberté et le développement, l'un sans l'autre n'ayant aucun sens.



La mort tragique de David Ouédraogo, le chauffeur de François Compaoré, frère cadet du président Compaoré, était un autre meurtre crapuleux duquel les éléments du «Conseil» étaient cités comme auteurs. Toute la nation fut indignée à la suite de la révélation de cette affaire par Norbert Zongo, car il faut le dire, personne d'autre n'avait osé évoquer cette affaire malgré les plaintes de la famille du défunt David à la gendarmerie. L'enlèvement, la séquestration suivie de l'assassinat d'un individu, quel qu'il soit n'est pas le genre de mission que l'on vient déclencher au rassemblement de la troupe en désignant un chef de mission connu de tous. Un petit groupe de soldats en rapport direct avec l'autorité politique et totalement insoumis à sa hiérarchie directe avait été instrumentalisé pour enlever, torturer et assassiner David. Et puisqu'en dehors de la famille de cet infortuné il ne s'est trouvé dans tout le Burkina Faso qu'un journaliste «intraitable» pour ne pas se taire sur cette affaire, alors il fallait le faire taire par tous les moyens.

Toutes les écoles du renseignement s'accordent sur les trois moyens de soumettre une personne: la corruption, la compromission et la violence. Norbert était un homme intègre et l'argent ne comptait pas parmi ses valeurs de référence, il était donc exclu de tenter de le corrompre. Aucune compromission n'était envisageable, car il avait la vie bien réglée entre son travail et sa famille. Pour taire Norbert, il ne restait qu'une seule option: la violence. Et c'est ce qui lui arriva ce 13 décembre alors qu'il se rendait, comme à son habitude, à son ranch, le «safari Sissili», situé dans la commune de Biéha, à 13 km, à l'Est de Léo, province de la Sissili.

Ce dernier assassinat commandité va mettre tout le pays en ébullition, ce que les bourreaux n'avaient certainement pas prévu. Entre l'année 1987 où l'on a assassiné froidement le capitaine Thomas Isidore Noël Sankara et l'année 1998,

beaucoup d'évolutions sont survenues dans le monde et au Burkina, notamment dans la sphère politique avec la naissance des partis d'opposition, mais également sur le plan de la défense des droits de l'homme dont les organisations de la société civile en ont fait leur cheval de bataille. Le Mouvement burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP) est très actif en tant que membre de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme (UIDH) dont Me Halidou Ouédraogo, président du MBDHP, est également président et pour laquelle il a obtenu des autorités de Ouagadougou un accord de siège au Burkina. Les syndicats en lutte pour de meilleures conditions de travail depuis toujours vont s'allier aux partis politiques et aux organisations de la société civile pour créer ensemble le mouvement «Collectif contre l'impunité», version burkinabè. Le peuple burkinabè se mobilise fortement autour des leaders de ce mouvement et toutes les activités qu'ils organisent connaissent un véritable succès sur toute l'étendue du territoire national. Sur le plan international, le pouvoir est très critiqué, voire pointé du doigt comme une dictature, ce qui le fait paniquer, et l'amène à faire des concessions, dont la mise en place d'une commission d'enquête indépendante pour élucider l'assassinat de Norbert Zongo. «Reporter sans frontière» envoie son président en la personne de Robert Ménard pour participer à cette commission. La commission présidée par le magistrat Kassoum Kambou va faire un travail extraordinaire. Ses membres risquent leur vie, mais la vérité a des exigences qu'ils n'ignorent pas et par conséquent ils n'hésitent pas à convoquer et entendre tout le monde, sans négliger aucun détail.

À la faveur du traitement de l'affaire Norbert Zongo, les coupables de l'affaire David Ouédraogo sont identifiés par la commission d'enquête, et interpellés, jugés puis condamnés. Norbert lui-même avait dit que cette affaire David Ouédraogo allait tôt ou tard être jugée; même si lui-même disparaissait un jour, cela n'empêcherait pas la vérité sur le dossier David de paraître au grand jour. Pourquoi ne l'a-t-on pas simplement écouté? Ceux qui s'étaient rendus coupables de la mort de David auraient payé de leurs actes et cela aurait servi de leçon à toutes les brebis galeuses qui refusent d'avancer au rythme de la dialectique de l'histoire. On aurait fait l'économie du crime odieux de Sapouy qui a fragilisé définitivement le pouvoir Compaoré à travers d'une part, les manifestations de rue régulièrement tenues tous les week-ends de l'année 1999 et d'autre part l'exacerbation de son isolement sur la scène internationale.

Cette année-là, j'étais inscrit à l'université de Ouagadougou en vue d'obtenir une licence en droit. Les travaux dirigés (TD) prévus tous les samedis de 8h à 12h, coïncidaient avec les manifestations du collectif et je devais bien sûr

m'absenter à ces cours pour raison de service. Le capitaine Traoré Mamadou dit «Madoc», officier de gendarmerie, qui était également inscrit dans le même cours m'encourageait. Il arrivait tant bien que mal à participer aux TD avant de rejoindre le service. Je me demandais comment il s'arrangeait, mais ce n'était pas la même situation, car dans cette affaire Norbert Zongo, le RSP semblait être en première ligne du maintien de l'ordre en lieu et place de la police et de la gendarmerie.

Ce fut une année particulièrement difficile, et je me souviens encore de toutes les fois où nous pourchassions les manifestants pour la plupart des étudiants, dans les rues du quartier Zogona. Ceux qui étaient interpellés étaient chicotés avant d'être remis par la suite à la gendarmerie. Un autre officier de la gendarmerie, le capitaine Tagséba Nikiéma m'a dit un jour ceci: «il faut que tu arrêtes de chicoter les manifestants si tu dois les déposer chez nous par la suite. Si dans le lot, il se trouve un blessé, nous n'allons pas le prendre en compte et il faudra que tu le gères toi-même.»

Je fis comprendre à cet officier que je veillais personnellement à ce que les manifestants ne soient pas molestés avant d'être embarqués pour le camp Paspanga de la gendarmerie cependant, le contrôle des soldats m'échappait quelquefois, car, dans la course-poursuite derrière les manifestants qui se réfugiaient souvent dans les «célibatoriums», ma section se dispersait et je ne pouvais pas être derrière chaque soldat pour m'assurer qu'il ne chicotait pas à l'aide de ceinturon le manifestant qu'il venait d'appréhender. Je donnais bien sûr l'ordre de les arrêter simplement pour que nous les déposions au camp de la gendarmerie à Paspanga, mais rien n'y fit, les soldats les chicotaient toujours avant de les embarquer.

«Penses-tu que je veux avoir des cas Dabo Boukary sur la conscience?» lui avais-je finalement répliqué. Dabo Boukary est cet étudiant de 7^e année de médecine, militant de l'Association Nationale des Étudiants burkinabè (ANEB), arrêté le 19 mai 1990 par des militaires du «conseil» accompagnés de Salif Diallo alors conseiller spécial de Blaise Compaoré. Dabo a été séquestré et torturé à mort, sans que sa famille ne puisse jamais voir son corps.

J'avais des débats francs avec cet officier de gendarmerie qui, de plus, a pour épouse une fille de Yako, ma ville natale. Entre beaux-frères, on se disait tout sans tabou et je me confiais quelques fois à lui sur la manière dont certaines choses fonctionnaient au RSP.

Je me souviens qu'en 2005, il a été celui qui m'a supplié de renoncer à ma décision de demander mon affectation en dehors de ce corps. Il s'y était farouchement opposé et m'avait obligé à lui remettre la lettre que j'avais écrite à cet effet et adressée à mon chef de corps. Je me souviens que pendant nos longs débats, il m'a lancé cette question un jour: «supporterais-tu qu'un jour dans ce pays, ton fils Lemuel ou ma fille Stéphanie soit arrêté, torturé ou liquidé tout simplement parce qu'il ou elle a une opinion politique différente?» Ma réponse avait été claire et nette: «Cela n'arrivera plus jamais dans ce pays; non seulement pas à mon fils, ni à ta fille, mais à aucun autre fils de ce pays. Nous ferons ce qu'il faut pour que cela soit à jamais révolu».

Il ne cessait de me répéter que je devais à tout prix faire la différence au RSP à travers mon comportement exemplaire pour mes hommes. Selon nous, nos enfants, ainsi que tous les autres enfants du Burkina que nous aimons tant, ont le droit de grandir dans un pays où l'on ne tue pas gratuitement quelqu'un à cause de ses opinions.

Mon garçon Lemuel était très attaché à sa fille Stéphanie, laquelle tient son nom de mon épouse. Lorsque nous parlions de nos enfants, nous extrapolions toujours pour évoquer l'avenir de tous les enfants du pays qui pour nous, méritent que nous leur garantissons un avenir dans un Burkina Faso de droit, de démocratie, de paix, de liberté et en pleine croissance économique. «Ce serait possible, me disait-il, si en tant que militaire tu réfléchissais plutôt comme un gendarme». Il savait que j'avais fait le choix d'être gendarme à la fin de ma formation à l'académie militaire Georges Namoano, mais le destin a voulu que l'on me refuse cette orientation et que je me retrouve à l'infanterie, de surcroît dans cette unité paracommando qu'est le RSP.

J'avais peut-être raté ma première vocation, mais j'avais une petite consolation, car, ayant été nommé officier de sécurité, j'étais responsable de la sécurité militaire au sein de ce corps qui avait le volume d'une région militaire. J'étais à ce titre l'interface entre, d'une part, la troupe et le commandement, à qui je rendais compte de l'état du moral des hommes et d'autre part entre les militaires et la population civile. Cette fonction me permettait de sensibiliser les soldats sur le type de rapport qu'il convient d'avoir avec la population civile, c'est à dire respectueux et courtois. J'organisais et animais des conférences-débats dans ce cadre.

Que croyaient-ils au fond, ces assassins qui ont ôté à David Ouédraogo la vie? Croyaient-ils que le Burkina allait demeurer une jungle isolée dans un monde en évolution, juste taillée à leur mesure, un «no man's land» dans lequel

ils allaient pouvoir continuer de spolier le peuple, tuer, ou violer qui ils voulaient, sans s'inquiéter de rien, parce qu'il n'y aurait personne pour oser leur demander des comptes?

L'affaire David a fini par être jugée en août 2000, sur la base de l'enquête menée par la commission d'enquête indépendante. Tôt ou tard, le dossier Norbert Zongo sera lui aussi jugé, car le juge d'instruction chargé du dossier rouvert par les autorités de la Transition est à pied d'œuvre. Même si des six suspects sérieux désignés par la commission d'enquête, seuls trois sont encore vivants à ce jour, plusieurs témoignages ont été entendus depuis la chute du régime Compaoré et les éléments en possession du juge devront permettre à terme un procès. La famille de Norbert, notamment sa veuve Geneviève Zongo et ses enfants ont trop longtemps souffert de ne pas comprendre ce qui s'est réellement passé et le peuple burkinabè veut enfin savoir qui a tué Norbert, qui sont les commanditaires? Et pourquoi l'avoir tué?

Le régime Compaoré a beaucoup vacillé à cause de cette affaire Norbert Zongo, plus qu'il ne le laissait paraître. La pression interne et externe lui a valu un certain embargo sur la scène internationale dont il ne doit son salut qu'à cette amitié développée avec le président Mouammar Kadhafi, qui faisait atterrir à Ouagadougou armes et dollars à souhait. La perfusion libyenne fonctionnait à tel point que les «embargos» des Occidentaux ne se ressentaient pas du tout à Ouagadougou. Mais le président Compaoré était bien conscient qu'il ne pouvait reposer l'avenir de son pays sur un homme aussi imprévisible qu'est le colonel Kadhafi. Il fallait jouer balle à terre, pour ne pas trop exciter le courroux des puissances occidentales. En fin stratège, il avait réussi à se faire des alliés parmi l'opposition burkinabè, en l'occurrence le très controversé Herman Yaméogo qui avait intégré le gouvernement d'ouverture mis en place et qui était l'une des recommandations du «Collège des sages», institué pour réfléchir sur les possibilités de restauration de la paix et de la stabilité au Burkina à la suite de la crise Norbert Zongo. Herman avait même, à l'occasion de son entrée au gouvernement, dit à ses camarades du «collectif contre l'impunité» encore surnommé le «pays réel» que «*la lutte est commune, mais, le destin est individuel*» et avait ajouté que lui Herman avait atteint son objectif, et qu'il leur souhaitait bonne chance. Il avait si bien illustré son exit par la parabole qui enseigne la nécessité d'avoir toujours plusieurs flèches dans son carquois: l'une des flèches qu'était le gouvernement d'ouverture étant tirée, il restait encore la flèche de la lutte contre l'impunité que devaient tirer les syndicats et les organisations de la société civile. Sacré Herman! Peu de Burkinabè le comprennent, mais il reste un lutteur né. On raconte que lorsque son père le

président Maurice Yaméogo était au pouvoir, Herman était l'un des principaux activistes du lycée Philippe Zinda Kaboré où il organisait avec ses camarades des grèves, marches et meetings contre le régime de la première république que présidait son père. Blaise Compaoré s'en tirait ainsi à bon compte au travers des lézardes créées dans la structure du «collectif contre l'impunité». Mais comme l'a dit le président Laurent Gbagbo en 2002, *«l'on ne sort pas d'une crise comme l'on sort d'une boîte de nuit»* et Blaise avait opté désormais pour la prudence sur les questions nationales et aussi sur celles internationales. Dans sa garde, il avait exigé que les officiers soient les vrais maîtres à bord, comme pour reconnaître que ceux-ci ne commandaient pas assez les sous-officiers et les militaires du rang, laissant ces derniers prendre des «initiatives malheureuses». Était-il lui-même otage de ces hommes avec lesquels il avait évolué depuis qu'il était rentré de sa formation d'officier à l'École Militaire Interarmes (EMIA) au Cameroun? Ces hommes les plus proches étaient des sous-officiers et des militaires du rang, mais qui, pour la plupart avaient déjà joué à ses côtés des rôles déterminants, au point qu'ils s'arrogeaient des droits bien au-delà de ce que prévoit le règlement militaire. Il fallait à tout officier avoir du cran pour commander cette catégorie de militaires qui étaient dans nos rangs comme des super héros.



J'ai encore en souvenir cet incident entre l'adjudant Maïga le chauffeur de Blaise, et moi-même. Alors que j'étais responsable de la soute à carburant du régiment, j'avais établi des règles et défini des quantités à servir dans les véhicules en fonction des missions qui leur étaient dévolues. Mon seul but était que le carburant qui nous était alloué serve uniquement pour nos missions. Un matin, alors que j'allais de mon domicile à mon bureau à pied, une voiture vint tourner brusquement devant moi, manqua de me renverser et s'immobilisa. L'adjudant Maïga sortit du véhicule et se mit à vociférer. Après m'avoir traité de néophyte à la question militaro-politique, il promettait d'aller sur ce pas rendre compte au président Compaoré de la manière dont je gérais le carburant, en instituant des règles «bidons» et inappropriées à la mission délicate qui est la leur ici au RSP. Je le fixais droit dans les yeux, puis, lorsqu'il cessa de parler, je lui dis ceci: «prochainement si vous recommencez ce cinéma, je vous envoie une balle dans la tête»; et j'ai ajouté ceci: «pendant que tu rendras compte de mes règles bidons au président Compaoré, dis-lui également de ma part que je n'ai pas fait trois années de formation à l'académie militaire pour venir gérer du carburant. Je n'ai jamais demandé à faire ce travail, et par conséquent, je m'en

débarrasserais volontiers.» Puis, je poursuivis mon chemin sans regarder en arrière.

Depuis ce jour, l'adjudant Maïga est rentré dans sa coquille comme un mollusque et demandait dorénavant audience à mon secrétariat lorsqu'il voulait me voir, et me soumettait ses préoccupations d'une manière très respectueuse, évitant prudemment de m'offenser. Je n'ai jamais moi-même manqué de respect à aucun militaire, ni du RSP ni d'aucun autre corps, qu'il s'agisse d'un supérieur ou d'un subordonné. Je lance un défi à quiconque sur ce point, officier, sous-officier ou militaire du rang, qui puisse seulement dire qu'à une occasion quelconque je lui ai manqué de respect. L'armée m'a appris certes, les formules du respect, mais ce respect en lui-même est un trait du caractère que l'homme acquiert dans son éducation. C'est une nature qui colle à vous et fait que l'on dira de vous que vous êtes ou non bien éduqué. Un adage mossi dit ceci: «yam rikda ma-rrog nooré»; ce qui se traduit en français par: «la sagesse (ou le bon comportement) se prend à la porte de la maison familiale en sortant».

Le président Compaoré avait fait beaucoup de concessions dans cette crise née de l'assassinat de Norbert Zongo, allant jusqu'à partager le pouvoir dans un gouvernement d'ouverture, ou d'union nationale, selon le qualificatif que l'on se plairait à lui donner. Toujours est-il qu'un calme était revenu et que les Burkinabè ont regagné de l'espoir en des lendemains meilleurs. On a institué et organisé une journée du pardon le 30 mars 2000, érigé des monuments de la paix sur lesquels on pouvait lire des graffitis «plus jamais ça». Le tissu social était recousu, mais, l'était-il définitivement? Non, car la paix doit faire l'objet d'une quête permanente et il ne faut jamais commettre l'erreur de la considérer comme un acquis. Pendant que nous jouissons de la paix du moment présent, nous devons en même temps être dans une posture de poser les fondements de la paix ultérieure à travers nos discours et nos actions. Ne dit-on pas que «qui sème le vent récolte la tempête»?

Au sortir de cette crise, le président Compaoré ne souhaitait pas s'engager dans une nouvelle crise, surtout extérieure. Il avait entrepris de travailler à la décrispation des relations avec les autorités ivoiriennes, allant jusqu'à leur proposer qu'elles dialoguent avec les personnes réfugiées au Burkina Faso, en vue de leur retour à Abidjan. Cela pouvait être le premier pas vers la normalisation de la situation dans ce pays frère, gage d'une paix durable pour l'ensemble de la région. Mais Abidjan ne l'entendait pas de cette oreille. Par la voix de son ministre de l'intérieur Émile Boga Doudou, la réponse négative vint sous forme de menaces: «*nous savons qui sont tous ceux-là qui se trouvent à*

Ouagadougou, où ils habitent, ce qu'ils font du matin au soir, mais ils ne sont rien et ne seront jamais rien».

Cette attitude orgueilleuse de la part du ministre ivoirien de l'Intérieur, un responsable de son rang qui de surcroît est chargé du département de la sécurité, traduisait une ignorance totale de la situation sécuritaire précaire de son pays. L'homme qui était censé être le plus renseigné de la Côte d'Ivoire, sera lui-même surpris par les événements et succombera malheureusement sous les premières balles tirées dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002 à son domicile, alors qu'il tentait de s'échapper par-dessus le mur de son arrière-cour. Le système du renseignement ivoirien n'avait absolument pas fonctionné et pourtant, l'Agence nationale de sécurité et d'intelligence regorgeait de cadres aux compétences avérées. Nous avons côtoyé certains d'entre eux quelques années plus tard dans le cadre des ateliers devant plancher sur la mise en place du CISSA (Comité des services de sécurité et de renseignement africain). Il était impensable que tous ces renards n'aient pas flairé le moindre indice de ce qui se préparait contre la Côte d'Ivoire, surtout lorsque la discrétion n'était pas la panacée chez certains de nos amis.

IB communiquait énormément au téléphone avec des personnes à Abidjan. Il ne supportait pas de se taire. C'était vraiment la dernière personne de qui l'on pouvait espérer un minimum de discrétion. Guillaume Soro et IB habitaient à deux dans une villa de Wayalguin et Guillaume se plaignait continuellement de l'attitude extravagante de IB. J'admirais le sérieux de ce jeune homme que j'apprenais à connaître depuis le soir où je suis allé l'accueillir à son arrivée de Paris. C'est IB qui m'avait appelé pour m'informer qu'il avait son «petit» qui arriverait de Paris et qu'il souhaitait ma présence à l'aéroport, car ce dernier aura dans ses bagages un ordinateur et que la douane pourrait lui causer des soucis. Ayant tenté de le rassurer vainement, je décidai de ne pas envoyer un soldat ou un sous-officier à l'accueil, mais plutôt d'y aller personnellement. Lorsque l'avion atterrit, j'étais avec IB au hall des arrivées. Soudainement, IB sauta de joie, lorsque je vis sortir un garçon très courtaud en jean bleu et blazer sombre, portant sous l'aisselle gauche une unité centrale d'ordinateur. Après les salutations et les présentations, nous sommes sortis de l'aéroport sans difficulté. Les douaniers se sont montrés compréhensifs, puisqu'il s'agissait après tout de l'ordinateur personnel d'un étudiant rentrant de Paris. J'étais loin d'imaginer que cet étudiant se révélerait être le cerveau d'une méga conspiration régionale avec la bénédiction de leur «tuteur» comme ils appelaient affectueusement Blaise Compaoré.

En effet, «le tuteur» face au mépris des autorités d'Abidjan, n'avait d'autres choix que d'allumer, sinon d'encourager, ou du moins regarder naître l'étincelle qui allait devenir le brasier ivoirien. Pour cela, il fallait plus que du muscle et la tête du petit Guillaume allait être bien utile. Guillaume et moi avions eu le temps de sympathiser avant mon voyage pour le Maroc. Guillaume s'exprimait bien en français et était très cohérent dans les discussions que nous avions, contrairement au soldat analphabète qu'était IB. Je n'ai pas mis beaucoup de temps à me convaincre que ce petit civil ferait un meilleur chef dans le groupe en lieu et place de IB qui semblait tout avoir dans les muscles et rien dans la tête. Il y a plus de chances de succès pour un groupe de moutons dirigé par un lion que pour un groupe de lions dirigé par un mouton. La qualité du leadership est essentielle au succès de toute action. La troupe est à l'image du chef, a-t-on coutume d'entendre. La discrétion étant la première qualité dans une telle situation, Guillaume se distinguait définitivement, mais il lui fallait surtout être prudent, sinon IB était capable de le liquider froidement; car la dernière chose que supportent les ignorants, c'est la rivalité. Pourtant, une rivalité saine et mesurée peut susciter chez chacun de nous le zèle qui le conduirait à devenir meilleur.



L'assassinat de Bala Keita s'était avéré être un élément déterminant dans l'avenir des relations entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. En ce début du mois d'août 2002, le président Compaoré avait au bout de deux années de patience, pris la décision de renvoyer cette troupe ivoirienne d'exilés chez elle. Elle était très indiscreète, et risquait d'empirer la situation du Burkina qui se trouvait déjà dans le collimateur des Nations Unies et des États-Unis d'Amérique dans le dossier libérien et Sierra Léonais. À cela s'ajoutaient des querelles de leadership pour contrôler le mouvement qui n'était pas encore né, ces rivalités incitaient quelques-uns à vouloir se replier sur Abidjan plutôt que de rester et subir la dictature de IB. Mais les laisser y retourner signifiait dénoncer clairement aux autorités ivoiriennes l'existence du groupe à Ouagadougou et surtout l'intention de celui-ci qui en réalité, n'était plus qu'un secret de polichinelle. Mais contre toute attente, la décision de Compaoré fut celle de les renvoyer tous, en raison du motif évoqué plus haut.

L'assassinat de Bala Keita était la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase des relations difficiles entre Abidjan et Ouagadougou; avec pour conséquence immédiate l'annulation in extremis de la décision radicale de renvoyer les exilés chez eux. Attaquer le pouvoir de Compaoré au cœur même de son dispositif était

une erreur à ne pas commettre par les autorités d'Abidjan. À moins que cet assassinat ne fût perpétré dans le but de dissuader Compaoré qui voulait se séparer de ses filleuls en lui montrant à quel point le régime d'Abidjan pouvait être dangereux pour lui et tous ses amis, incluant Alassane Ouattara lui aussi, résident quasi permanent à Ouagadougou. Aujourd'hui encore, l'enquête sur cet assassinat n'a pas apporté de réponses aux nombreux questionnements. Pour le commun des Burkinabè et même des Ivoiriens le pouvoir d'Abidjan reste le commanditaire de cet assassinat. Mais il faut se rendre à l'évidence que si Balla Keïta n'avait pas été assassiné dans la nuit du 1^{er} août 2002, le cours de l'histoire ivoirienne serait différent parce que les réfugiés seraient rentrés en Côte d'Ivoire les jours suivants.

En tant que secrétaire général de l'UDPCI (parti dont le Général Robert Guéi était le candidat à la présidentielle), Bala Keïta était certes un opposant de taille au pouvoir de Laurent Koudou Gbagbo contre qui il avait perdu aux élections, mais avant d'être opposés, les deux étaient des alliés de circonstance pour écarter ADO de la course à la présidentielle. Bala Keïta était un farouche opposant à la candidature de Alassane Ouattara. Il le jugeait indigne de se présenter aux élections présidentielles, parce qu'à un moment de son parcours professionnel, ADO s'était, non seulement prévalu de la nationalité Burkinabè (pays au titre duquel il a travaillé comme vice-gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de 1983 à 1984, en remplacement de Charles Bila Kaboré, mais également du fait de son mariage avec Dominique Claudine Nouvian, une Française d'origine juive. Pour ces deux raisons essentiellement, Bala Keïta avait combattu farouchement et réussi à écarter la candidature de Alassane Ouattara à l'élection présidentielle de l'année 2000. Certains politiciens ont donné et continuent de donner malheureusement les arguments utiles à leurs concitoyens pour les qualifier des «hommes les plus malhonnêtes de la planète». Comment ignorer qu'en 1942, il n'existait aucun pays appelé Haute-Volta? Puisque le seul pays qui s'appelle de ce nom a été créé le 1^{er} mars 1919, dissout le 5 septembre 1932 et reparti entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger, puis finalement reconstitué quinze années plus tard soit le 4 septembre 1947. Alassane Ouattara né à Dimbokro en 1942 ne pouvait donc pas être de la nationalité d'un pays inexistant.

Pour atteindre leur but politique, on dit que certains politiciens vendraient leur mère, si l'on y mettait le prix. Toujours est-il que l'on se demande si après une telle forfaiture, Ouagadougou était véritablement le lieu de repli le plus sûr pour Bala Keïta, fuyant la persécution du régime de Laurent K. Gbagbo, son allié d'un passé encore très récent. La politique nous apparaît comme un monstre

froid sous le ciel africain où, encore au 21^e siècle, les pouvoirs en place utilisent quand ils le peuvent la liquidation physique comme moyen de combattre leurs opposants politiques. Sous d'autres cieux, cette façon de faire la politique est révolue, mais ce n'est malheureusement pas encore le cas pour le continent noir, qui traîne les pieds pour sortir de sa jungle.

Est-ce véritablement parce que l'homme noir est plus proche de cette nature animale que le reste des humains? La question mérite d'être sérieusement abordée, car certaines personnes qui ont tenté de l'appréhender avec légèreté et sans intelligence en sont arrivées à la conclusion que l'homme noir n'était pas assez intelligent ou qu'il n'était pas assez entré dans l'histoire.



Une expérience vécue, un cas flagrant de mépris qui m'a beaucoup frustré et suscité en moi une réaction violente, s'est déroulé en 2009 lorsque j'étais envoyé en équipe d'observateurs militaires à Gbadolité en République Démocratique du Congo, pour le compte des Nations Unies. Là-bas, un officier indien m'a un jour dit un jour ceci: *«l'homme congolais est un produit inachevé de la théorie de l'évolution de Charles Darwin»*. Il disait cela en déduction d'une longue analyse que nous faisons de l'attitude de certains Congolais au regard de leur propre situation sociopolitique.

Nous désapprouvons tous ces comportements irresponsables plongeant les populations de l'un des pays les plus riches en ressources naturelles de la planète dans une misère indescriptible; j'étais cependant très loin d'imaginer que mon collègue indien avait une tout autre compréhension de la situation. C'est à ses derniers propos que je compris tout de suite qu'il voulait insinuer que l'Africain était encore un animal. Mon sang fit un quart de tour et je me mis dans un état tel que, n'eût été sa rapide abdication, quelque chose de grave aurait pu se produire. Nous aurions tous les deux été rapatriés dans nos pays respectifs au regard du règlement qui régit la mission des Nations Unies. Les jours qui suivirent, cet officier indien ne se sentant plus en sécurité après avoir tenu de tels propos, se fit affecter à Goma au quartier général de la brigade-est. Il savait que j'étais en très bonne intelligence avec la population ainsi qu'avec le commandement du bataillon congolais stationné à Gbadolité, et il s'imaginait à tort que je pourrais le livrer à la vindicte populaire; mais je ne suis pas ce genre de personne qui règle ses comptes dans l'irrespect total des lois et règlements. Il avait insulté les Africains, enfreignant ainsi les règles cardinales de l'ONU qui condamnent toute forme de racisme. Il m'aurait suffi d'envoyer un rapport au quartier général de la

MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo) dénonçant ces propos racistes et cela lui aurait valu un rapatriement illico presto. Conscient du danger dans lequel il s'était mis et au regard de l'ambiance devenue délétère, il n'avait pas d'autre choix que de prendre la poudre d'escampette. Il l'avait échappé belle certes et ce n'est pas tant cela qui me dérange, mais le fait de savoir que cet officier et bien d'autres personnes comme lui dans le monde puissent un tant soit peu croire ou même affirmer une telle niaiserie.

Avant tout déploiement d'un contingent à l'extérieur du pays, il y a la préparation des hommes, qui consiste à leur donner le maximum d'informations possibles sur le milieu dans lequel ils seront déployés et bien entendu les comportements qu'ils doivent y adopter. Il est clair que cet officier indien n'aurait pas fait une telle déclaration, si son idée n'avait pas été forgée dans un cadre formel avant son arrivée en Afrique. Mais doit-on en vouloir à ceux qui pensent ou véhiculent ces idées saugrenues? Nous pensons plutôt que nous les Africains d'aujourd'hui et de demain, gagneraient à prouver par tous les moyens qu'ils ont tort et cela passe nécessairement par un réveil de cette profonde léthargie dans laquelle nous a plongés le colonisateur. Il nous a inculqué cette mentalité selon laquelle il faut tout attendre de lui, pour qu'il nous donne bien sûr ce qu'il veut bien nous donner en nous prenant en retour tout ce que nous avons de précieux... jusqu'à notre dignité.

La science du comportement consiste pour 90% à observer et en déduire des concepts. Les éléments scientifiques à la disposition de l'armée indienne ne sont rien d'autre que le résultat des rapports que ses missionnaires de retour du continent noir déposent auprès de leur hiérarchie. D'autres sources sont certainement exploitées pour rendre le plus «scientifique» possible l'outil nécessaire à l'apprentissage des candidats indiens au déploiement. Je suis curieux de savoir dans le détail ce qui leur est inculqué lors de ces cours préparatoires à l'immersion, mais je peux imaginer aisément qu'à aucun moment il ne leur a été dit que les Africains sont des hommes dignes, intègres, respectables et intelligents à l'égard desquels ils doivent traiter d'égal à égal. Mais, il leur est certainement enseigné de se tenir bien à l'abri des réactions épidermiques, voire des réactions animales des Africains, car leur survie en dépendrait. Ces assertions ont certainement été bien illustrées par des images de soldats maï-maï, tenant au bout d'une broche la tête d'un chef local fraîchement décapité et dont ils auraient mangé la chair.

Quels sont les éléments «scientifiques» à la disposition de certaines autorités politiques telles que Nicolas Sarkozy? Possible que ce soit les résultats de conclusions d'éminents socio anthropologues, puisque Sarkozy en a été tellement persuadé qu'il n'a pas hésité un seul instant à tenir des propos insensés à l'endroit de tous les Africains lors de son passage à Dakar, ancienne capitale de l'Afrique-Occidentale Française. Il avait laissé entendre dans son discours ceci: *«l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire»*.

Cette déclaration sarkozienne avait fâché un moment et suscité une légitime indignation dans l'opinion africaine, mais quelques jours après, leur auteur était encore considéré comme le «père» qui détenait toutes les solutions aux problèmes africains, si bien que certains Africains l'ont encouragé dans son entreprise sordide de destruction de la Libye de Mouammar Kadhafi.

Personne parmi les dirigeants africains n'avait osé défier publiquement Sarkozy, si ce n'est la réaction de quelques intellectuels touchés dans leur fierté. Même la presse émancipée du continent était restée timorée. Il a fallu Ségolène Royal pour déclarer à l'attention de Sarkozy que les propos de ce dernier *«n'engageaient nullement la France et qu'à contrario les Africains étaient bien rentrés dans l'histoire avant, pendant et après la colonisation»*.

Une autre femme, Rama Yade, en réponse à Sarkozy a affirmé que *«l'homme africain était bel et bien le premier à entrer dans l'histoire»*. Que comprendre? Que les femmes ont plus de «couilles» que les hommes. Toujours est-il qu'à part ces réactions, l'affaire était close et n'importe quel observateur, s'il voulait être gentil, pouvait dire que les Africains sont de «grands enfants» qui ont vite fait d'oublier ce que leur visiteur avait dit de mal. Il aurait fallu mettre Sarkozy à genoux pour qu'il supplie les Africains et aussi les Français de lui pardonner d'avoir parlé d'une manière aussi irréfléchie. Cela n'a pas été fait, et dix ans après, c'est Emmanuel Macron qui récidive en traitant les femmes africaines de reproductrices, ne sachant que faire de leurs couvées, qu'elles appellent plutôt leurs enfants et bien sûr pour le malheur du continent. Macron pousse l'outrecuidance jusqu'à traiter nos chefs d'État de réparateurs de climatiseurs, les tapotant sur la joue comme on ferait exactement à son garçonnet. Jusqu'à quand les Africains devraient-ils continuer de subir ces humiliations à répétition de la part de dirigeants français? Pourquoi ne peut-on pas expliquer à Macron que la femme burkinabè qui fait 8 grossesses sait pertinemment qu'au regard du taux de mortalité infantile (85/1000 en 2016 au Burkina), n'a de chance de voir que 7 d'entre eux atteindre l'âge de 5ans, car le paludisme à lui tout seul exterme un enfant de 0 à 5 ans toutes les deux minutes en Afrique

subsaharienne. Cette mère sait aussi que 6 de ses enfants seulement atteindront l'âge de 10 ans du fait d'autres pandémies telles que la méningite. Seulement 4 enfants seront scolarisés et 2 des 4 atteindront le niveau secondaire, d'où 1 seul franchira le seuil du supérieur pour finalement se retrouver quelques années plus tard à la queue d'une longue file de sans-emploi. Lorsque l'on veut émettre un avis sur un sujet d'importance tel que celui relatif à l'avenir d'une nation ou d'un continent, on se doit de réfléchir mûrement au lieu de se contenter de raconter des fables comme si la vie des nations tenait à de la simple comédie. Cela d'une part, s'appelle; «avoir de la considération» à l'endroit de pays et de peuples qui sont dans le cours de leur évolution et montrerait d'autre part que l'on n'ignore pas sa propre histoire dont certains épisodes rappellent tragiquement que la peste a tué en Europe 50% de la population en seulement 5 ans (soit 25 millions de victimes entre 1347 et 1352). Et qu'au 19^e siècle, c'est encore des millions de personnes qui ont encore été fauchées par la peste et le choléra. Aussi, qu'il y a moins d'un siècle en 1929, le président américain Franklin D. Roosevelt à travers sa politique du New Deal avait réussi à sauver non seulement l'Amérique de la grande crise, mais était venu au secours de l'Europe où la faim et la malnutrition frappaient 1/5 de la population, sans compter la maladie, le chômage et la dévaluation qui donnait à l'Europe l'image d'un continent sans avenir. Pourquoi ne pas commencer humblement par dire que la France joindra ses efforts à ceux des nations africaines, pour éradiquer le paludisme, rendre l'éducation accessible à tous, endiguer le chômage chronique avant de suggérer par la suite à la femme africaine de faire moins d'enfants pour préserver sa propre santé physique et garantir son épanouissement socioprofessionnel dans une Afrique qui se construit? En Afrique, la sagesse impose le silence face à certains propos que l'on considère comme des «pets d'ânes». En effet, lorsque l'âne brait, il lâche en même temps si bien que l'on a du mal à distinguer ce qui sort par devant de ce qui sort par-derrière...

Les Africains, de notre humble avis, ne sont ni de grands enfants ni des singes en voie de parachèvement de leur processus d'évolution. Nous sommes les créatures originelles du Créateur, tant il est prouvé que l'Afrique est le berceau de l'humanité. Nous sommes donc de merveilleux êtres humains, qui s'empressent d'oublier les offenses qui leur sont faites dans le seul but de toujours repartir sur de bonnes bases.

Quand je regarde le quartier noir de Harlem à New York qui fait la fierté de toute l'Amérique aujourd'hui, je ne peux m'empêcher de penser à ces esclaves nouvellement affranchis qui dans le noir de leur misère la plus totale parvenaient néanmoins à survivre aux coups de la lutte identitaire et des droits, rythmés au

son de la musique afro-américaine et négro-gospel. Aborder la vie du bon côté est le choix de l'homme noir, qui n'a fait de mal à personne, alors que les Mèdes, les Perses, les Grecs et les Romains envahirent le monde pour assouvir leur soif de richesses et de pouvoir. Après eux, les Ottomans, les puissances colonialistes (Espagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Belgique, Portugal, États-Unis, Japon, URSS) ont chacun selon ses capacités envahi terres et mers à la recherche de biens matériels qu'ils pouvaient arracher aux autres habitants de la planète, sans oublier les génocidaires de l'Allemagne nazi qui ont perpétré la plus grave tragédie de toute l'humanité contre le peuple juif.

L'homme noir a quant à lui, subi en silence toutes les atrocités de l'histoire humaine comme un enfant, sans broncher; ses intempestives révoltes ayant été réprimées dans le sang, que ce soit aux Caraïbes, au Cameroun, ou encore dans le Mouhoun au Burkina Faso (la révolte Bwa de 1915-1916). L'Afrique demeure toujours le continent où la médiation et la réconciliation sont les issues privilégiées à toute crise, tandis qu'en Europe et ailleurs, on parle plus de capitulation et d'armistice. En Afrique, ce n'est pas que les guerres ne connaissent jamais de perdants, mais les Africains préfèrent ne pas parler de leur victoire, mais plutôt de la réconciliation qui, selon eux, constitue le préalable à une vie sociale harmonieuse.

C'est ainsi que dans les guerres africaines, il y a toujours presque deux perdants et deux vainqueurs. Chaque partie évoquera la guerre, en parlant indistinctement de ses victoires aussi bien que de ses défaites, si bien qu'à la fin vous demeurerez sur votre faim si votre objectif était uniquement de savoir qui a gagné cette guerre. C'est le cas des conflits entre le Cameroun et le Nigeria, entre le Tchad et la Libye, entre l'Éthiopie et l'Érythrée, entre le Maroc et l'Algérie et des deux guerres entre le Mali et le Burkina Faso.

Nulle part dans nos livres d'histoire il n'est fait mention de capitulation ou d'armistice comme dans les guerres en Occident. Lorsque par exemple l'Allemagne (anciennement la Prusse) lors de la guerre de 1870 a vaincu la France, elle lui avait imposé un tribut à payer en terme monétaire qui s'élevait à 5 milliards de francs or dans un délai de 3 ans; le territoire français avait été occupé jusqu'au paiement du dernier centime. En Afrique, ces épisodes regrettables sont à peine abordés dans les écrits, pas parce qu'il manque d'historiens, mais simplement parce que l'évocation des souvenirs d'une guerre rappelle les causes de cette guerre et pourrait déclencher à nouveau le conflit chez les générations futures, de même par pudeur et respect pour ceux qui ont souffert dans leur corps et dans leur âme, on préfère ne pas en parler. En Afrique,

tout ce qui affecte la cohésion sociale entre dans le domaine du tabou. Les Indiens disent qu'ils enterrent la hache de guerre, mais les Africains eux enterrent même les jours de la guerre comme s'ils n'avaient jamais existé et n'ont jamais fait partie de leur histoire.



En janvier 1966, le président Maurice Yaméogo, premier président de la Haute-Volta renommée Burkina Faso, a été chassé du pouvoir à la suite d'une insurrection populaire. À peine est-il fait mention de cet événement majeur dans nos livres d'histoire. Il n'existe pas d'images de cette insurrection qui a porté le Général Sangoulé Lamizana au pouvoir, c'est dans les mémoires de ce dernier qui a dirigé le pays de 1966 à 1982 que l'on peut lire quelques lignes sur ces événements de janvier 1966.

Les mémoires d'un homme, fut-il président de son pays, ne constituent pas un manuel scolaire. Les révolutions françaises, que ce soit celle de 1789, de 1830 ou de 1848, ne se trouvent pas seulement dans les mémoires des hommes qui y ont joué un rôle, mais également dans les manuels d'histoire, de sociologie, d'art militaire, etc.

Les écoliers au Burkina Faso comme en Côte d'Ivoire et ailleurs en Afrique connaissent toute l'histoire des révolutions françaises et des guerres européennes. Ils savent presque tous que le roi Louis XVI de France a été décapité à la place de la révolution de Paris (actuelle place de la Concorde) après avoir été renversé en 1789 lors de la première insurrection populaire dans l'hexagone. Mais hélas, ces mêmes scolaires ignorent presque tous les détails des événements de même nature qui ont marqué significativement le continent noir. La conscience noire rejette le souvenir des événements tragiques, et c'est ici le corollaire d'un autre type d'oubli, celui qui nous est suggéré, encouragé, voire imposé par l'Occident qui a intérêt à ce que nous perdions totalement notre identité pour ne plus nous identifier qu'à travers lui. L'Afrique vit encore pleinement dans le néocolonialisme, alors que partout dans le monde la colonisation est bel et bien terminée. L'Africain ne s'est malheureusement pas affranchi du système de pensée que lui a inoculé comme un poison son colonisateur. Qui va lui rendre sa liberté s'il n'est pas capable de l'arracher de lui-même comme tous les peuples anciennement colonisés l'ont fait? De toute façon, il n'appartient à personne de la lui rendre, car il ne s'agit pas ici d'une dépendance institutionnelle, mais d'un système de pensée profondément ancré dans la conscience noire.

L'Africain doit s'affranchir sur tous les plans et assumer son histoire quoiqu'il l'en coûte. Le président Thomas Sankara disait ceci: «l'esclave, qui n'est pas capable d'assumer sa révolte, ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère». Les indépendances africaines qui sont intervenues comme un «cadeau» du colonisateur se sont révélées être un cadeau empoisonné, car au même moment qu'il accordait cette indépendance, le colon se réservait le droit d'en définir toutes les modalités. Pendant que les Africains célébraient les indépendances à travers des réjouissances populaires en chantant «indépendance cha-cha tozuwi ye», les Task-Forces coloniales réfléchissaient sur les modalités de la coopération postcoloniale afin de tirer le meilleur parti de cette nouvelle tournure de l'histoire. Puis, la suite nous la connaissons; le piège s'est refermé sur l'homme noir qui malheureusement, s'en est pris d'affection comme pour un nid douillet. L'intelligentsia noire, la nouvelle élite qui a remplacé le colon dont il s'était pris du goût pour le style de vie, n'a pas trouvé mieux à faire qu'à perpétuer la domination de ses maîtres. On ne peut les détester d'avoir obéi, car ils n'avaient pas toujours le choix, mais pourquoi certains y mettaient-ils tant de zèle?

Il existe une telle facilité qui est de dépendre d'autrui sur qui l'on peut aisément rejeter tous ses échecs et la responsabilité de sa condition misérable. Les Africains ont comme une certaine peur de s'assumer. Mais il n'y a pas pire condition que ce que le continent vit en ce moment et comme on dit souvent «le cabri mort n'a pas peur du couteau». La crainte de s'assumer est aussi individuelle que collective et il est très aisé de remarquer sur le continent cette grande préférence pour la vie communautaire, surtout pas toujours par solidarité, mais, parce qu'elle offre un asile, un prétexte pour ne pas se sentir véritablement responsable de sa propre faillite. C'est la famille, la communauté, le village, le patronat, le gouvernement, c'est toujours autrui qui est responsable de toute situation, bonne ou mauvaise, étant donné que pour la plupart du temps, cette situation est mauvaise.

Il faut que le système de pensée des Africains change. Il faut que ce qui s'apparente à une solidarité sans en être une disparaisse de notre système de pensée. La meilleure des solidarités est celle de réussir soi-même d'abord et de payer ensuite ses impôts, car la communauté tout entière en bénéficiera. L'État dispose de structures adéquates pour redistribuer nos impôts dans les secteurs sociaux, afin d'aider au mieux les personnes les plus vulnérables en matière de santé d'hygiène, de transport, de logement, d'éducation, etc. Le véritable

problème est que sur la voie de la réussite il y a d'énormes défis à relever et pour cette cause, on veut être certain de ne pas se retrouver seul sur ce chemin périlleux. On préfère avoir d'autres personnes avec lesquelles partager ces défis et éventuellement (ou assurément...) le chaos qui en résultera.

Quelle est donc cette propension à échouer? Ne partons-nous pas dans la bataille déjà comme perdants? La quasi-totalité des opérateurs économiques en faillite accuse leurs parents qui travaillaient avec eux, et cependant, malgré cette situation, presque tous s'entourent encore et toujours des membres de leur famille pour gérer leurs affaires.

Ce qui est vrai à l'échelle familiale l'est également à l'échelle de la nation. Les hommes d'État africains gèrent les affaires de leur pays avec les plus proches membres de leur famille et pour cause, dans leur système de pensée, ils s'attendent inconsciemment à échouer, puis à se donner bonne conscience en accusant les membres de leur famille. Leur responsabilité sera alors moindre et ils seront même à plaindre d'avoir été victime de leur générosité à l'endroit des leurs.

Le visage népotique du continent est tel que nous n'avons pas besoin d'un dessin pour le présenter: Edouardo Dos Santos, Robert Mugabe, Yaya Djameh, Abdoulaye Wade, Blaise Compaoré, pour ne citer que ces quelques exemples. Mais la réalité est que ces personnalités sont pour ainsi dire des victimes, car si la majorité des Africains étaient à leur place, ils auraient eu exactement le même comportement, même si quelques rares leaders africains comme Thomas Sankara, John Jerry Rawlings, Ahmed Sékou Touré, Mathieu Kérékou, Julius Nyerere, etc. ont fait l'exception. C'est dans la culture noire que se retrouvent les tares qui condamnent l'homme noir à échouer sur la scène politique moderne que régissent les normes d'un monde en évolution. Nous devons par conséquent évoluer dans nos mentalités pour voir désormais la compétition partout et envers tous, chose qui n'a rien de négatif dans le sens où cette compétition va créer une saine émulation, incitera chaque individu à travailler avec plus d'ardeur et de détermination afin d'accroître la transformation de nos conditions d'existence.

Abordons maintenant la question de la réconciliation pour une meilleure compréhension de la démarche africaine et décryptons-y un aspect positif du phénomène de l'oubli. Pour parvenir à une véritable réconciliation, il faut d'abord passer par un effort inhabituel d'oubli et de pardon. Il s'agit en effet d'oublier la douleur qu'a engendrée la guerre dans la vie de la nation, des familles et des individus. La conscience collective africaine se livre à cet

exercice de l'oubli depuis toujours et c'est malheureusement ce qui est interprété par certaines personnes comme une immaturité ou même une insuffisance intellectuelle, allant jusqu'à comparer notre cerveau à celui des primates. Cependant, vivre avec le lourd tribut d'un passé pittoresque vous enlève le goût du petit bonheur présent, et assombrit davantage la marche difficile sur la voie d'un meilleur avenir. Une personne profondément meurtrie va à son tour infliger des blessures tout autour d'elle à moins qu'elle ne soit préalablement guérie de ses propres blessures intérieures. Il faut toujours prendre garde aux personnes qui ont vécu de graves troubles émotionnels, car elles sont généralement sur la défensive et puisque «la meilleure défense c'est l'attaque», ces personnes auront tendance à offenser des personnes innocentes dans leur entourage, simplement parce qu'elles ne sont pas guéries; elles se souviennent encore d'expériences amères qu'elles ne souhaiteraient plus revivre. Ces troubles du comportement ont des conséquences incalculables sur l'histoire des individus non seulement, mais également sur celle des nations, surtout en Afrique où c'est l'individu qui incarne l'institution, et non pas le contraire. L'on peut mieux comprendre comment des opposants légendaires échouent lamentablement lorsqu'ils arrivent au pouvoir; n'ayant pas été guéris des frustrations subies de longues années durant, ils manifestent des troubles de comportement, parfois imperceptible, mais produisant toujours des résultats terriblement décevants pour les populations qui avaient placé en eux leurs espoirs.

Il y a certes en Afrique, et à juste raison, un effort individuel et collectif pour oublier les épisodes tragiques de l'histoire, mais les Burkinabè et Africains de la génération présente, conscients de leur responsabilité dans l'avenir du continent doivent se garder d'oublier le souvenir des luttes sanglantes pour la liberté et la démocratie. À défaut de quoi, lorsque cette génération aura vieilli, elle sera alors témoin de la misère indescriptible à laquelle seront livrés ses enfants qui n'auront de cesse de poser sur eux un regard accusateur comme pour dire qu'ils n'ont rien fait pour leur assurer «le pain et la liberté». Si cette génération ne s'assume pas maintenant, elle assumera plus tard la responsabilité de son échec devant l'histoire. Malgré un relatif développement qui donne un bien-être apparent à certains pays comme l'Afrique du Sud, le Nigeria ou l'Angola, le Ghana, le chemin emprunté par la plupart des pays africains n'est pas le bon et, quels que soient le rythme de la marche et le temps que cela prendra, l'objectif de développement reste hypothétique. Nous croyons qu'il faut placer l'Homme au cœur de toutes les politiques, car il est la première et la plus importante des ressources. Le plus grand défi qui se présente aux peuples sur la route de leur devenir n'est pas celui de la construction des ponts et chaussées, bien que ces

infrastructures soient importantes, mais incontestablement celui de la gestion des ressources humaines. Si nous y réussissons, alors nous optimiserons les énergies nécessaires à la construction nationale; mais si nous y échouons, les gènes de la division et de la guerre prendront le dessus pour saper considérablement le tissu social en nous éloignant plus que jamais de la cohésion et la paix, nécessaires à tout développement. La tâche du développement paraît donc très ardue et oublier certains épisodes douloureux peut aider à mieux s'unir pour relever les défis et construire l'avenir. Nulle personne ne peut développer un pays avant d'avoir au préalable bâti une nation forte, et nulle personne ne peut construire durablement un pays avec une nation fracturée...

Sans oubli et sans pardon, il est quasi-impossible d'aller de l'avant? L'oubli, quoique positif à bien des égards, a des effets pervers dont il faut se garder.

Le comportement des autorités politiques du Burkina avant l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre, montre qu'elles avaient complètement oublié que le peuple burkinabè s'était insurgé le 3 janvier 1966 contre le président Maurice Yaméogo. L'histoire doit nous enseigner et nous éviter les erreurs du passé, comme Winston Churchill, ancien premier ministre du Royaume-Uni, a si bien dit «*un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre sans cesse*» et, la meilleure manière d'apprendre de notre histoire est de n'en oublier aucun détail.



Des signes d'une fin de règne

Les signes de la fin du régime Compaoré étaient très visibles et comme on le dit couramment «il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir».

Jamais avant cette année 2014, la société civile n'avait été aussi active et l'opposition burkinabè aussi unie et forte. Cette dernière venait d'être rejointe dans l'ambiance de la Saint-Sylvestre par le MPP (Mouvement du Peuple pour le progrès), parti créé par des dissidents du parti au pouvoir, le CDP (Congrès pour la Démocratie et le Progrès). S'en est suivi une cascade de démissions au sein du CDP pour rejoindre le MPP. Dès lors, le CDP n'était plus que l'ombre de lui-même.

Les manifestations organisées par l'opposition connaissaient de très grands succès et l'on se souviendra du méga marche-meeting du 23 août 2014. L'opposition était de plus en plus convaincue qu'elle parviendrait à faire avorter le projet de modification de l'article 37 de la constitution, laquelle modification visait à permettre au président Blaise Compaoré de se représenter aux élections présidentielles de novembre 2015 pour un cinquième mandat. Cette révision était en outre décriée par l'ensemble de la communauté internationale.

Le régime de Compaoré avait applaudi l'échec de Sarkozy aux élections présidentielles du 6 mai 2012 en France, sachant que s'il avait été réélu, c'était clair que Sarkozy ne soutiendrait pas le tripatouillage de la Constitution. Il l'avait du reste déjà annoncé à plusieurs occasions et avait déclenché une guerre sans merci-contre Mouammar Kadhafi, un allié sûr de Compaoré.

Qu'en était-il de François Hollande? Il serait plutôt accommodant, dépendamment de la façon dont on l'aborderait. L'ambassadeur français Emmanuel Beth, en fin de séjour à Ouagadougou, lors de son dîner d'au revoir, avait dans son discours souhaité au Burkina «*le changement dans la continuité ou la continuité dans le changement*». Son propos ne pouvait être plus ambigu. C'est la caractéristique principale de la politique extérieure française, depuis le

Général de Gaulle, qui n'a jamais cessé de démontrer que la France n'a pas d'amis, mais plutôt des intérêts.

Du côté des Américains, le discours était très clair depuis l'annonce faite par le président Barack Obama lors de sa visite le 13 juillet 2009 au Ghana: *«l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes»* et l'ambassadeur Tuilinabo S. Mushingui, son représentant à Ouagadougou, ne manquait jamais l'occasion de répéter cette phrase qui était désormais devenue sa lettre de mission. La visite du président Compaoré à Washington en août 2014 pour le sommet «US-Africa Leaders Summit» n'avait pas beaucoup amélioré les choses, bien au contraire.

En effet à l'hôtel le Méridien Oriental où nous étions hébergés avec toute la délégation présidentielle, une interview en présence de médias internationaux avait été organisée dans la suite présidentielle et ce fut l'occasion pour le président Compaoré de lancer sa célèbre réplique *«sans hommes forts, il n'y a pas d'institutions fortes»*. L'enfant terrible de Ziniaré venait ainsi de manifester une fois encore toute son intention de braver les mises en garde du président Obama et cela ne se passait nulle part ailleurs que dans la capitale américaine, à quelques encablures de la maison blanche. Quelle témérité! Mais comme le dit un adage africain: *«quand l'âne va te terrasser, tu ne vois pas ses oreilles»*. Plus d'une personne à Ouagadougou a dû se dire que le président avait «mangé du grigri». Comment osait-il se présenter à Washington, dans la capitale des États-Unis, utiliser la chaîne audiovisuelle de renom «BBC News» pour défier le président Obama en déclarant que les institutions du Burkina Faso avaient bel et bien besoin de lui l'homme fort et qu'à ce titre, l'article 37 de la constitution allait bel et bien être modifié.

Si cela n'était pas du courage, en tout cas ça avait tout l'air d'être un «je m'en foutisme». Depuis cet interview, je m'interrogeais sur la stratégie mise en place pour réussir le projet et ce qu'il prévoyait en cas de durcissement de la position de Obama qui, me disais-je, avait parlé d'institutions fortes au Ghana dans le but d'encourager ce pays voisin, dans la mesure ou depuis deux décennies, le Ghana faisait des avancées considérables tant sur le plan des réformes politiques que sur le plan du développement économique. En matière de communication, l'interview de Washington était un raté si toutefois l'objectif était que les supporters du président Compaoré notamment le CDP et la FEDAP/BC (la Fédération associative pour la paix et le progrès avec Blaise Compaoré) sortent de leur léthargie. De toute façon, le match ne se jouait pas à Washington, mais à Ouagadougou où l'opposition était plus que jamais déterminée et bien présente

sur le terrain, avec ses centaines de milliers de manifestants qu'elle rassemblait désormais à chaque appel; tandis que le CDP brillait par son absence aussi bien en ville que dans les campagnes.

La situation n'était pas plaisante pour le régime, mais personne ne pouvait imaginer ce qui allait se passer deux mois plus tard. À l'opposition, il y avait certes un espoir de changer les choses, mais leur plus grand rêve se limitait à amener Blaise Compaoré, candidat naturel du CDP à se retirer en 2015, obligeant son parti à présenter un nouveau candidat qui certainement ne ferait aucun poids face à ceux de l'opposition. Certains individus, notamment du parti MPP, prennent le malin plaisir à s'octroyer la paternité de l'insurrection du 30 octobre 2014, ce qui relève totalement de la malhonnêteté intellectuelle et d'un mépris à l'endroit du peuple burkinabé, car absolument personne ne rêvait d'une insurrection populaire; tout comme l'histoire du pays avait basculé imprévisiblement en 1966 lorsque des lycéennes sont sorties massivement avec leur proviseure pour réclamer la libération de l'époux de celle-ci en la personne du Pr Joseph Ky Zerbo, incarcéré par le pouvoir d'alors. Ces élèves avaient été rejoints par les enseignants et d'autres travailleurs puis par la population mécontente, pour créer ce qui a été la première insurrection populaire du pays. Dans le camp du président Compaoré, des encouragements étaient donnés aux camarades les plus sceptiques sans vraiment des gages concrets d'assurance. «*Le grand marabout Ladjiri a dit que ça va chauffer, mais ça va passer*», tels furent certains propos tenus dans le milieu du pouvoir. Sur le plan de la sécurité, des dispositions particulières s'imposaient compte tenu de la dégradation de la situation d'ensemble. Malheureusement, personne ne semblait prendre la mesure de la menace du côté des forces de défense et de sécurité qui de toutes les façons entendaient rester en dehors de cette bagarre politique. Depuis que le colonel-major Boureima Kéré avait été nommé en avril 2011 à la tête du régiment de sécurité présidentielle (RSP), le dernier rempart de sécurité des institutions, un autre type de commandement qui excluait la participation des échelons subalternes était installé. Il n'y avait presque jamais de réunions de commandement. C'était la première fois, depuis mon arrivée au RSP où j'avais vu passer cinq chefs de corps, que j'avais à faire avec un chef qui exerçait un genre de commandement aussi atypique, aux antipodes de l'art militaire. Les ordres étaient pour la plupart du temps décousus, sinon contradictoires.

Le pire était qu'on ignorait totalement quelle était la sphère de décision qui faisait fonctionner le régiment. Y avait-il tapis dans l'ombre des amis civils et militaires jouant le rôle de conseillers qui disaient à Kéré ce qu'il convenait de faire? Au début de sa nomination, à la faveur de la mutinerie de jeunes soldats

du RSP le 14 avril 2011, Kéré ne semblait pas du tout apprécier sa nouvelle fonction de chef de corps. Il s'était ouvert à moi en me confiant que le nommer lui, à un poste précédemment occupé par un moins gradé qu'était le colonel Omer Bationo, était tout sauf une belle promotion. Il disait qu'il considérait cela plutôt comme une sanction malgré sa grande contribution à rétablir le calme pendant la mutinerie. Il disait, qu'il préférait rester à son ancien poste de chef du cabinet militaire, voir plutôt moi Zida nommé à la tête du RSP et il se chargerait de m'apporter tout son soutien chaque fois que j'en aurais besoin.

Pendant toute l'année 2011, il refusa d'occuper son bureau au RSP, se contentant d'y passer une à deux fois par semaine. Au cours de ses passages, il restait dans mon bureau d'adjoint pour échanger sur certains sujets. Il avait été remplacé au cabinet militaire par le Colonel-Major Pierre Sanou (anciennement ambassadeur au Ghana).

Kéré passait donc presque tout son temps à son domicile où j'allais régulièrement lui faire le point de situation sur la vie du corps. En plus de cela, presque tous les soirs, il terminait ses sorties nocturnes chez moi. C'était également l'occasion d'échanger sur certaines questions du service autour d'une table garnie de bouteilles de bière pour lui et de sucreries pour moi. C'était des moments de convivialité, mais tout ce que nous nous disions de sérieux en ces temps-là pouvait être crédité dans un compte de pertes et profits, mon chef, en authentique bobo (ethnie majoritaire de l'ouest du Burkina, réputée pour sa propension à consommer exagérément l'alcool), les ayant bien arrosés d'une bonne dose de malt et de houblon ne s'en souvenait presque jamais le lendemain.

J'apprenais surtout de lui pendant ces moments de causeries l'histoire du pouvoir Compaoré parce qu'il racontait toujours avec passion certains événements et anecdotes. Kéré avait été affecté au CNEC (Centre national d'entraînement commando) qui deviendra le RSP, en 1988 lorsqu'il est rentré de sa formation d'officier qui s'est déroulée au Maroc. Il s'était vite retrouvé aide de camp du Président Compaoré, en remplacement du Capitaine Honoré Nabéré Traoré. Il m'expliqua que Honoré avait été écarté avec la complicité de Hyacinthe Kafando qui l'accusait d'être un officier trop frimeur, trop léger sur les questions militaires. Il en voulait pour preuve l'attitude de Honoré le soir où Blaise Compaoré rentrant d'une mission en Asie *«échappait à un coup d'État organisé par les commandants Jean Baptiste Lingani et Henry Zongo»*.

Honoré, fatigué après le voyage, était rentré tranquillement chez lui pour retrouver sa famille et se reposer alors que la vie du Président venait d'être sauvée in extremis par le capitaine Gilbert Diendéré qui avait organisé

l'arrestation des «putschistes». Comme à son habitude, Diendéré n'avait rien fait pour sauver Honoré. Hyacinthe qui dès lors, a commencé à se sentir plus fort que les officiers va leur rendre la vie impossible durant des années. Les officiers étaient trop peu nombreux pour se défendre efficacement; en effet, il n'y avait que Diendéré, Kéré, Bationo et Traoré Amirou Fadar-Fadar le médecin personnel du président. L'effectif du corps était alors plus du millier avec le Poste de commandement à Pô et des détachements à Tenkodogo, Léo, Zabré et bien sûr Ouagadougou.

Si Hyacinthe Kafando que l'on surnommait «Jimmy» ou «John Bree» était resté au Burkina, il serait devenu officier sans que personne dans toute notre armée nationale ne bronche, puisqu'il est passé de caporal à sergent, puis sergent-chef et finalement adjudant sans avoir effectué aucun des stages requis. Les beaux statuts de l'armée ne concernaient guère Hyacinthe Kafando, dont le malheur viendra plus tard de sa trop grande ambition, voulant coûte que coûte être formé au Maroc (comme Blaise Compaoré) afin de montrer à l'opinion qu'il avait autant de compétences que son chef et qu'il serait bien digne de le remplacer le cas échéant. Hyacinthe recevait de l'argent autant qu'il en voulait et gare au ministre des Finances qui lui résisterait; Hyacinthe pouvait «buter» qui, il voulait, quand il voulait et comme il le voulait sans être inquiété aucunement.

Si Hyacinthe touchait à ta femme et que tu n'étais pas content, il envoyait Otis, un de ses hommes, te prendre et «te faire» ou «te buter» (termes consacrés à l'époque pour dire «te tuer»). Combien d'hommes ont été humiliés, molestés ou sont peut-être morts tout simplement pour avoir eu la malchance d'épouser une belle femme convoitée par Jimmy?

Obstiné donc à vouloir être formé au Maroc, Jimmy s'est envolé laissant derrière lui des officiers frustrés et blessés dans leur dignité, n'ayant que trois mois pour dérouler une manœuvre sans faille, à défaut de quoi ils mouraient tous sous la torture au retour du désormais officier John Bree. Mais trois mois furent plus que suffisants pour inverser la tendance. Les hommes les moins fidèles de Jimmy ont été très rapidement retournés en faveur de Diendéré, notamment les sous-officiers supérieurs qui commandaient les compagnies et les détachements, à qui on a fait miroiter rapidement les galons d'officiers en leur rappelant qu'ils étaient plus instruits que Jimmy et que si celui-ci pouvait bien devenir officier à l'issue de son stage au Maroc, eux-mêmes méritaient plus encore ces galons.

La promesse fut faite de les promouvoir à l'occasion d'un simulacre de test de recrutement d'officiers issus des rangs (OIR). En réalité, ce test aura bien lieu en 1997, mais aucun d'eux ne sera admis, car Hyacinthe en ce temps-là ne

constituait plus une menace, ayant été accusé de préparation un coup d'État et contraint à l'exil à partir de son lieu de stage.

Le cas Jimmy a ainsi donc été réglé avec la bénédiction de Blaise qui certainement commençait à comprendre que son fidèle gardien commençait à avoir les dents trop longues. La «stratégie du retournement» qui a marché contre Jimmy sera une fois de plus mise en œuvre contre le Premier ministre au cours de la transition politique en 2015. En effet, sous le poids de la charge liée aux nouvelles fonctions, je ne parvenais plus à garder le contact avec les soldats du RSP et deux mois seulement furent suffisants pour que ceux de la totalité des hommes que je contrôlais parfaitement depuis des années, soient retournés contre moi. Il a suffi de leur dire que l'intention du premier ministre était de dissoudre le RSP en leur faisant perdre ainsi d'énormes privilèges. Cette stratégie du retournement fonctionne presque toujours et beaucoup plus facilement lorsque les personnes à manipuler sont d'un niveau intellectuel très limité ou des personnes dont l'ambition et l'amour de l'argent ont fini de ruiner la conscience.

Les plus fidèles éléments de Hyacinthe furent arrêtés, emprisonnés, et par la suite affectés dans d'autres garnisons. Son homme à tout faire, Otis, le plus fidèle de tous les fidèles, fut affecté à Gaoua dans la région du Sud-Ouest, mais il était escorté vers sa nouvelle garnison pour s'assurer qu'il n'y arrivera jamais.

Le CNEC fut dissous et sur ses cendres, fut créé le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) avec les mêmes moyens humains et matériels. Avec ce dénouement et cette victoire sur John Bree, plus question pour Diendéré et ses autres collègues-officiers de donner une quelconque chance à un sous-officier d'avoir la prééminence. C'est ainsi qu'en novembre 1996, au nombre de l'effectif de la 6^e promotion des officiers sortants de l'Académie Militaire Georges Namoano de Pô, cinq furent affectés d'un seul coup au RSP, dont le sous-lieutenant Zida Yacouba. Une année avant, le sous-lieutenant Giles Bationo rentrant du Maroc y avait été affecté, puis le capitaine Séré Yaha était arrivé quelques semaines avant nous. L'effectif des officiers avait plus que doublé en quelques mois seulement avec l'objectif d'avoir un officier à la tête de chaque compagnie et de chaque groupement. J'avais personnellement été surpris de mon affectation dans cette unité parachutiste commando.

Après notre cérémonie de sortie qui s'était tenue le 1^{er} novembre 1996 en marge de la célébration de la fête de l'armée, j'avais effectué une visite au service de la gestion militaire situé dans l'enceinte du camp Guillaume Ouédraogo. Accompagné d'un collègue et ami, nous avons demandé et obtenu

pour achat des galons de sous-lieutenant. Figurez-vous que sans avoir nos affectations, nous avons tous les deux acheté des galons de couleur argentée que portent les officiers du service du matériel et de l'intendance, étant tous deux convaincus que nous y allions être affectés.

J'ignore quelles étaient les certitudes de mon ami qui pourtant, a bien réussi son coup. Mais pour ma part, je ne voyais pas comment on pouvait m'envoyer ailleurs qu'au service du matériel, compte tenu d'un état de santé précaire qui avait entraîné ma non-participation aux activités sportives presque toute la dernière année de formation. Au cours des deux premières années j'avais de très bonnes performances physiques mais cela relevait désormais du passé. Est-ce que ces performances avaient influencé mon affectation dans une unité d'élite? Toujours est-il que, contre toute attente, j'ai dû répondre à mon affectation au RSP, malgré ma condition de santé difficile. Un mois seulement après mon arrivée au RSP, ma santé fut encore plus préoccupante au plus haut niveau et c'est le président Compaoré lui-même qui a donné des instructions pour que je sois évacué à Bordeaux en France, pour des soins plus appropriés.

Depuis cette intervention chirurgicale subie au CHU de Bordeaux, ma santé n'a plus jamais fait défaut durant les dix-huit années de service au cours desquelles je me suis toujours acquitté, avec succès, de mes obligations physiques, intellectuelles et morales.

Je me plaisais toujours à écouter le Colonel-Major Kéré, par qui j'ai énormément appris de choses sur les premières années du pouvoir de Compaoré. Mais il se méprenait lui aussi en pensant que la crise consécutive à la mutinerie de 2011 était définitivement derrière nous. Il avait tenu pour responsables les attitudes trop arrogantes de certains chefs à l'endroit de leurs hommes et comparait cette dernière crise à celle vécue cinq années plus tôt en 2006; elle avait éclaté au Groupement de Commandement d'Appui et de Soutien (GCAS) et montrait en effet beaucoup de similitudes.

Le colonel Ignace Zoungrana qui commandait alors le GCAS, est un «promotionnaire» de Kéré, de l'Académie militaire royale de Meknès (ARM) au Maroc. Dès les premiers coups de feu, je m'étais rendu immédiatement au camp Sangoulé Lamizana où est basé le GCAS. J'étais le premier officier à me retrouver devant ces soldats en furie, moins d'une demi-heure après le début des tirs, le capitaine Farta Bachirou de la division information de l'État-Major Général des Armées m'y avait rejoint.

Nos tentatives pour calmer les soldats étaient vaines, car nous étions restés sans arguments face au motif pour lequel ils tiraient en l'air. Ils nous avaient simplement laissés pantois en nous expliquant qu'il s'agissait d'une affaire de «bouffe», c'est-à-dire de repas. À entendre ces propos, c'était comme si un voile tombait de mon visage pour me laisser apercevoir ce qui jusque-là n'avait pas retenu mon attention, l'état de malnutrition prononcé des soldats debout face à moi. Ils étaient tous maigrichons, et à l'évidence sous-alimentés. Dans leurs commentaires, ils nous dirent ceci: *«nous ne sommes pas des animaux et même que des animaux seraient mieux nourris. Lorsque le repas est servi à la cuisine, nous formons un cercle autour de chaque récipient et chacun sort son piment de sa poche; tu jettes le piment en même temps que tu le ramasses avec la poignée de nourriture qui doit rejoindre ta bouche. C'est seulement à cause du piment que tu peux manger sinon le repas n'a aucun goût. Même des cochons ne mangeraient pas ça!!!»*

Ils avaient exigé que leur chef de corps, le colonel Zoungrana, vienne s'expliquer cette même nuit-là, mais en réalité certains parmi eux avaient l'intention de l'abattre à la faveur de la pénombre, dès qu'il se présenterait au camp. Lorsque j'ai compris ce complot, j'en informai au téléphone le Chef de l'État-major de l'armée de terre, le Colonel-major Dominique Diendéré, qui instruisit l'intéressé d'éviter la caserne cette nuit-là et de se mettre à l'abri. Je discutais librement avec ces jeunes soldats, car ils n'avaient aucune raison de m'en vouloir personnellement, à moins de vouloir s'en prendre à tout officier, ce qui n'était visiblement pas le cas. Ayant rapidement fait une évaluation de la situation, je me suis rapidement convaincu que cette affaire était circonscrite au GCAS.

N'ayant pas réussi à convaincre les soldats d'arrêter les tirs, puisque quelques-uns parmi eux avaient commencé à rejoindre la ville tout en poursuivant ces tirs en l'air, je me repliai au «conseil» où toutes les dispositions sécuritaires avaient déjà été prises sur la base des renseignements que je fournissais en permanence, à partir de ma position au camp Sangoulé Lamizana. Je faisais là mon devoir, celui de renseigner mes supérieurs sur la réalité de la menace présente et future éventuellement; bien entendu, je n'avais pas attendu qu'un quelconque chef me demande de me rendre au camp Sangoulé pour voir ce qui s'y passait.

C'est justement dans le cadre normal de l'accomplissement de mes missions habituelles que j'allais me retrouver le 30 octobre 2014, face à une nouvelle destinée, celle d'accomplir un devoir plus élevé au service cette fois-ci non pas

d'un supérieur hiérarchique, mais de la nation tout entière. La limite qui sépare les deux instants où je servais ma hiérarchie et celui où je décidai de servir exclusivement la patrie a été franchie à un moment que je ne puisse point déterminer, mais le pas qui a été franchi est inscrit dans l'histoire passée, présente et future de l'homme que je suis intrinsèquement, c'est-à-dire quelqu'un qui croit profondément être un homme de devoir et du reste un simple instrument au service du Dieu Créateur, pour manifester sa souveraine volonté. Que puis-je être d'autre qu'un serviteur, me considérant moi-même comme le moindre de tous les Burkinabè, qui dès la naissance n'a attiré aucun regard admiratif de la part des hommes? Né dans un contexte particulièrement difficile, je n'avais pas eu droit à une grande euphorie comme signe de bienvenue. J'avais été éduqué dans la plus grande rigueur par mes parents assistés en cela par le maître coranique qui m'enseignait les bases de la religion musulmane. Envoyé ensuite dans une famille d'accueil dès l'âge de six ans lorsque je fis mon entrée en classe de CP1, je n'ai pas été un enfant gâté, bien au contraire, la vie s'est copieusement jouée de moi, mais heureusement, aucun moment de ce jeu n'a échappé au regard bienveillant du Seigneur Dieu.

Certaines personnes s'interrogent sur les raisons de la création d'une Fondation Zida pour le Burkindi (FZB); eh bien! elles savent désormais quelle en est la raison fondamentale: ayant moi-même été au nombre de ces enfants dont l'arrivée sur terre ne s'est pas faite dans les conditions morales, émotionnelles, et matérielles souhaitées, je me suis fixé cet objectif d'apporter autant que possible aux enfants abandonnés et en situation difficile, un meilleur cadre d'existence. Je comprends que cela soit difficile à appréhender pour certains Burkinabè qui sont ignorants de la réalité des conditions de milliers d'enfants, et ne peuvent même pas comprendre ces choses qui relèvent de l'humanisme. Elles ont vu en la création de cette fondation un acte politique. Mais l'être humain est d'abord social avant d'être politique, et heureusement nous avons rencontré de nombreuses âmes sensibles qui épousent notre idée et qui se battent à nos côtés pour faire triompher l'idéal d'un Burkina meilleur; lorsqu'une personne n'a rien demandé, surtout pas de venir au monde, qu'au moins on lui épargne les affres de la nudité, de la faim et de la maladie, et qu'il lui soit accordé un cadre social où il pourra grandir avec le sourire. Ailleurs dans certains pays, il est bien compris qu'investir dans l'enfant est le meilleur des investissements, et tous les cadres réglementaires tendent à protéger l'enfant et le jeune adulte, car ils sont l'avenir de la nation. De la même manière que nous protégeons les fœtus en interdisant l'avortement et que nous offrons l'accouchement gratuit dans les structures sanitaires, nous pouvons mieux faire

en encadrant sur tous les plans la croissance de tous les enfants burkinabè jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge adulte. Cela doit se faire à travers l'école gratuite et obligatoire jusqu'à seize ou dix-huit ans, l'interdiction des enfants dans les débits de boisson et aussi sur les rues à certaines heures. L'avenir du Burkina dépendra absolument de ce que nous investissons dans les enfants et les jeunes d'aujourd'hui.



Pendant nos longues causeries nocturnes, Kéré critiquait fortement l'attitude malveillante de certains officiers et des soutiens dont bénéficiaient ceux-ci de la part d'autres chefs dans la haute hiérarchie militaire. Le traitement des personnels passe quelques fois comme une prime à l'impunité en ce sens que ceux qui mer-dent à certains postes sont encore promus à de nouveaux postes beaucoup plus élevés. Si on peut bien reconnaître les mérites d'un cadre par ses actions positives, il faut aussi avoir le courage de condamner les actions négatives dont ce même cadre a pu se rendre coupable, cela n'ayant rien de personnel, mais plutôt allant dans le sens de l'amélioration de la qualité du service rendu à notre armée, voire à notre nation. Ne dit-on pas que qui aime bien châtie bien? La qualité de la gestion des hommes dans notre armée et dans notre pays doit être impérativement améliorée et une méthodologie simple pour y parvenir serait de permettre aux échelons subalternes de faire systématiquement des appréciations sous anonymats de leurs supérieurs. On en apprendrait beaucoup et même que ces appréciations devraient in fine compter dans la notation globale de ces derniers. Dans les établissements scolaires, les élèves devraient pouvoir également apprécier leurs enseignants et dans les services de l'administration publique il faut permettre aux usagers d'apprécier les agents qui, à leur tour, doivent apprécier leurs chefs de service. Cette démarche scientifique doit avoir un objectif pédagogique et viser exclusivement l'amélioration du comportement des personnes et non pas devenir une tribune de diffamations et d'allégations mensongères, toute chose qui lui ôterait son caractère productif. Kéré et moi étions tout à fait d'accord sur un point: le comportement de certains chefs à l'égard des hommes était anachronique, parfois répugnant, surtout en ce qui concerne la gestion des droits pécuniaires.

Dans l'après-midi du 14 avril 2011, jour de la mutinerie au RSP, j'avais reçu dans mon bureau au camp Naba Koom II, une vingtaine de soldats de la classe 2006. Cela faisait la énième fois que je les recevais, mais cette fois-ci, ils étaient venus me signifier leur ras-le-bol. En effet, ce jour de paye de la solde était la date indiquée par le commandement pour qu'ils obtiennent le début de

versement de leurs primes d'alimentation ainsi que leurs indemnités de logement.

Ces jeunes soldats avaient été expulsés de la caserne pour céder leurs dortoirs à d'autres, plus jeunes, notamment ceux des classes 2008 et 2009. Ils habitaient donc en ville, dans des logements à leurs frais, depuis deux années consécutives, sans aucune indemnité de logement. En plus de ne pas bénéficier d'indemnité de logement, ils étaient considérés comme logés et nourris dans la caserne, et par conséquent, ils ne bénéficiaient pas non plus de la prime d'alimentation. C'était un manque à gagner énorme d'environ soixante mille francs CFA par mois pour chacun d'eux, une somme non négligeable, car cela représentait plus de la moitié de leur revenu net.

Le salaire de nos militaires est essentiellement gonflé par les indemnités. Cela explique le fait qu'à leur départ à la retraite, ils «tirent le diable par la queue» puisque la pension de retraite est calculée sur la base de la solde indiciaire et non du salaire brut. Une correction de cette situation est vivement souhaitée par tous les militaires et les autorités devraient impérativement conduire ce processus de correction entamé sous la Transition politique en 2015.

Les jeunes soldats présents dans mon bureau cet après-midi du 14 avril 2011 étaient visiblement à bout de patience. Je m'étais employé à les calmer sans y parvenir, et ils étaient ressortis de mon bureau en me disant qu'ils savaient désormais comment faire pour récupérer ce qui leur est dû. J'avais rendu compte au colonel Omer Bationo, chef de corps. La résolution de cette question fut renvoyée au lendemain matin à la reprise du service et rien n'indiquait que les soldats nous réservaient une très désagréable surprise.

Dès les premiers coups de feu tirés au camp aux environs de 20h je m'y suis précipité pour tenter de circonscrire le mouvement, mais les soldats me tenant en joue m'ont enjoint de rester en dehors de ça, car selon eux, au cours de cette même nuit, ils allaient entrer en possession de leur argent, un point c'est tout. En quelques instants, toute la ville était en ébullition, les points les plus chauds étant les zones de Ouaga 2000 et du «conseil de l'entente». Le domicile du chef de corps, le colonel Bationo, fut criblé de balles. Celui de Diendéré explosa sous les tirs de deux roquettes et lui-même était recherché pour être abattu. Il ne resta «au conseil» que deux domiciles, le mien et celui de Kéré, qui ne furent pas attaqués.

Nous avons lutté tous les deux durant toute la nuit, pour ramener le calme, mais en vain. C'est au petit matin, aux environs de 6h, que les soldats

interrompirent d'eux-mêmes leur chasse à l'homme pour retourner au camp Naba Koom II, visiblement fatigués par cette nuit de troubles.

Nous sommes entrés plus tard dans la journée en négociation avec eux afin de voir quels étaient les sujets de revendications auxquels nous pouvions concéder, puisqu'à la question des indemnités s'étaient ajoutés plusieurs autres points dont le départ immédiat de presque la totalité des officiers du RSP.

Pendant plusieurs jours, nous avons «bataillé» fermement afin de calmer les soldats et les convaincre d'accepter ces officiers détestés, dont le Général Diendéré avec qui ils voulaient coûte que coûte en découdre. Ils m'avaient supplié de les laisser s'en débarrasser. Pour eux, «cet officier général était le problème de toute l'armée burkinabè».

Je m'étais toujours opposé à leur projet de liquidation physique du général, et à cet effet, j'avais infiltré un dispositif de renseignement au sein du noyau dur des mutins, lequel dispositif me permettait de déjouer à temps tout projet allant dans le sens de commettre l'irréparable. D'où venait cette haine contre le général Diendéré? Les jeunes soldats qui avaient à peine cinq années de service militaire ne connaissaient pratiquement rien sur le général. Tout ce qu'ils savaient de lui leur avait été raconté par des soldats plus anciens.



Un jour, alors qu'il était complètement perturbé par ce qui lui arrivait, le général m'avait demandé d'un air très inquiet ce qu'il avait bien pu faire aux enfants pour mériter un tel acharnement. Je lui répondis sans détour: «ce sont des anciens qui les manipulent». Il y avait forcément une main invisible qui tirait les ficelles et qui voulait voir le général mort. Les pères de certains de ces soldats avaient servi dans l'armée, sous les ordres du Général Diendéré, et beaucoup d'entre eux étaient partis avec de l'amertume et de la rancœur. Le général n'est pas forcément responsable de leur misère, mais beaucoup de facteurs ont fait que les soldats à la retraite vivaient pour la plupart du temps dans des conditions misérables. D'abord la gestion inefficace qu'ils avaient faite de leurs ressources pendant leurs années de service et ensuite le faible taux de la pension de retraite combinés à la multiplicité des charges familiales alors que leurs enfants étaient encore en bas âge donc à scolariser. Toutes ces évidences, liées à des rumeurs sur l'immense richesse de leurs chefs d'hier, faisaient croire à nos braves soldats retraités que Diendéré était la source de leurs malheurs. De nombreux soldats qui ont servi l'ex. CNEC, étaient partis à la retraite les larmes aux yeux. Ils

estimaient avoir tout donné et pourtant la misère qui les attendait dès qu'ils franchissaient le portail du «conseil» était indescriptible.

Les années 2007 à 2009 coïncidaient avec les départs à la retraite des soldats des classes 78 et 79, dont la majorité avait servi au RSP. Bien que plusieurs rencontres aient eu lieu, et que plusieurs négociations aient été faites, les soldats partants sont tout de même sortis en proférant des malédictions. Ils nous avaient prévenus qu'ils s'en allaient, mais que si leurs enfants c'est-à-dire la génération suivante de soldats étaient mal gérés comme ce fut leur cas, les choses tourneraient très mal. Cela corroborait avec ce que nous entendions de la part de certains jeunes soldats qui insinuaient que leurs anciens avaient été abusés, mais qu'avec eux, cela ne marcherait pas. En effet, très fréquemment, on entendait certains jeunes soldats dire: *«vous avez exploité nos papas, mais ça ne se passera pas ainsi avec nous.»* Il était clair comme de l'eau de roche que la gestion des hommes devait changer. Malheureusement, le commandement n'avait pas forcément appréhendé cette donne et ce qui devait arriver, arriva.



Finalement, c'est au prix de nombreux sacrifices payé en espèces sonnantes et trébuchantes que nous étions parvenus à sortir de cette crise et à remobiliser nos soldats pour lancer en compagnie du régiment parachutiste commando de Dédougou (RPC) et de la gendarmerie nationale, un assaut sur Bobo-Dioulasso, où la mutinerie prenait des allures de rébellion armée.

De l'autre côté de la lagune Ébrié, Alassane Dramane Ouattara venait de conquérir le pouvoir le 11 avril 2011 à la faveur de l'arrestation de l'ex-président Laurent Gbagbo et de la fin d'une longue crise postélectorale. Nos soldats avaient désormais une nouvelle mission, celle d'assurer la sécurité du président nouvellement installé en Côte d'Ivoire. La période qui a suivi la mutinerie a été très chargée pour le régiment qui avait entre autres sa nouvelle mission en Côte d'Ivoire, la sécurisation de Bobo-Dioulasso et du reste des garnisons qui étaient toutes sans exception, entrées dans la mutinerie. Quelques semaines après cette grave mutinerie, j'avais été appelé par le président Compaoré qui tenait absolument à m'entendre sur cette affaire qui avait menacé gravement la stabilité du pays. Je me suis donc présenté à l'audience avec mon calepin dans lequel j'avais noté non seulement les causes profondes et immédiates de la mutinerie, mais également de nombreuses suggestions qui, à mon sens, pouvaient aider à instaurer un climat de sérénité propice à la sécurité et à la cohésion au sein du régiment et également au sein de l'armée.

Lorsque j'ai été reçu, quel ne fut pas mon étonnement de constater que le président, de toute évidence, n'avait pas assez de temps à me consacrer sur un sujet aussi important! Qu'est-ce qui le motivait à ne vouloir consacrer que très peu de temps à cette audience? Il l'avait déjà reporté une fois et j'étais en droit de penser que c'était certainement pour y consacrer plus de temps et d'attention.

Le président Compaoré était un homme de détails et tout le monde le savait. Il m'avait envoyé quelques fois en mission au Mali, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Ghana, etc., et à mon retour je faisais le compte rendu à Diendéré ou à Kéré pour qu'à leur tour ils lui en rendent compte. À certaines occasions, il demandait que je vienne personnellement lui faire mon rapport. Je répondais à ses questions sur les détails et je voyais qu'il n'en négligeait aucun puisqu'il prenait des notes. Le président Compaoré n'était pas un homme qui se satisfaisait du minimum. La rigueur qu'il portait à toute action était bien connue de tous ses subordonnés, militaires comme civils. Du CNEC au RSP, tout le monde faisait l'apologie de sa rigueur au travail et son regard sur le détail. Ma détermination à satisfaire cette exigence m'avait conduit, lors d'une mission dans une des capitales voisines, à prendre d'énormes risques.

J'étais en mission dans cette capitale, pour vérifier des renseignements selon lesquels les autorités de deux autres pays avaient loué les services de mercenaires qui devaient intervenir au Burkina pour des fins de déstabilisation. J'avais terminé ma mission, mais sachant que je devais documenter les preuves et être très précis sur les détails, j'entrepris de photographier la villa qui hébergeait lesdits mercenaires. Cette villa était située en face de la résidence de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire dans ce pays.

Malgré toutes les précautions que j'avais prises, le flash de mon appareil photo fonctionna au moment de la prise de vue alors que je me trouvais à la hauteur de l'entrée des deux résidences. Tous les dispositifs de surveillance à l'entrée de la résidence de l'ambassadeur étaient actifs avec une présence de vigiles doublés de policiers. J'étais persuadé que cette fois je venais de me faire prendre. Sans toutefois ralentir ni accélérer mes pas, je poursuivis mon chemin tout en ignorant les regards inquisiteurs des éléments de sécurité. Les autres témoins de la scène, ayant cessé leur causerie, me dévisagèrent jusqu'à ce que je disparaisse dans le virage suivant. Je suis convaincu que, seul Dieu m'a gardé de toute interpellation par les autorités de ce pays qui n'allaient certainement pas tarder à se rendre compte de qui j'étais, même si pour ce genre de mission, je possédais toujours de faux documents d'identité. J'avais risqué de me faire prendre à l'étranger parce que je ne voulais pas que mon rapport soit incomplet,

sachant que la question préoccupait au plus haut degré le président Compaoré. Les détails que j'avais rapportés à Ouagadougou étaient très satisfaisants.

C'est de cette façon que je procédais habituellement, répondant au mieux à l'attente de tous les chefs qui me confiaient des missions. Le fait que l'on me confiait encore et toujours des missions de plus en plus complexes était synonyme que je donnais entière satisfaction et bien entendu je m'efforçais par conséquent de ne jamais décevoir.

En cette matinée d'audience avec le président Compaoré cependant, je m'interrogeais sur les raisons pour lesquelles le président paraissait si expéditif. Le sujet était d'une importance capitale, mais Compaoré ne semblait pas le voir ainsi. Cette audience semblait n'être qu'une formalité pour lui. Voyant donc qu'il n'était pas préparé à me consacrer davantage de temps, j'allai tout droit sur la présentation simultanément des causes immédiates de la mutinerie et des suggestions de mesures à prendre. Il me coupa net et me lança: «le problème pour moi, ce n'est pas comment leurs brouilles leur étaient confisquées, mais plutôt comment ils ont eu accès aux armes».

Je suis resté interloqué! Monsieur le président du Faso venait d'appeler «brouilles» les indemnités de logement et les primes alimentaires de ses propres soldats. Tout ce dont ils disposaient pour vivre avec leurs familles et leurs parents! «Je n'en sais rien excellence», lui ai-je répondu me retenant à peine d'ajouter que «ce sont ces soldats justement qui gardent les armes dont il parle». Nous nous sommes quittés comme si cette rencontre n'avait jamais eu lieu. D'ailleurs, je n'aurai plus l'occasion d'être reçu en audience par le président Compaoré jusqu'à son départ du pouvoir le 31 octobre 2014. Je me suis toujours interrogé sur les raisons qui le poussaient à ne pas vouloir aborder sérieusement ces événements d'avril 2011, car je ne croyais pas les propos de certaines personnes qui y avaient vu une humiliation personnelle du président; celui-ci ne pouvant être personnellement tenu responsable du bordel qu'avait semé la hiérarchie militaire y compris celle du RSP. Mais au sortir de la crise, le fait de ne pas vouloir en tirer des enseignements me convainquait que l'on se dirigeait peut-être tout droit dans un mur... D'un côté, je ne pouvais que me rendre à cette évidence: Compaoré avait beaucoup changé depuis, et même sous mes yeux il était devenu une autre personne, moins prévenante, toute chose qui annonçait des années difficiles à venir. D'un autre côté cependant, j'avoue n'avoir jamais cessé d'espérer que, dans un sursaut de patriotisme et d'amour pour ce pays qu'il a bâti pendant plus d'un quart de siècle, le président Compaoré fasse prévaloir l'intérêt national sur toutes les autres considérations en abandonnant le projet de

modification de l'article 37, tout en organisant une sorte de passation de pouvoir à travers une de ces nombreuses formules dont lui seul a le secret. Il avait tellement aidé à gérer des situations difficiles dans tant de pays, si bien que j'imaginai toujours qu'il avait une dernière carte à brandir qui le remettrait en selle d'une manière ou d'une autre.

Ai-je eu raison de continuer d'espérer? Non bien sûr! Mais je me rangerai toujours du côté de ceux qui pensent que nous aurions pu faire l'économie de cette insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, si le projet de modification de l'article 37 de la constitution avait été retiré seulement 24 heures avant la date fatidique du 30 octobre 2014.



Les quarante-huit heures de l'insurrection populaire

J'étais de ceux qui étaient présents à Kosyam ce 30 octobre 2014 au matin pour protéger le président Blaise contre les manifestants. La veille, j'étais rentré précipitamment de Bobo-Dioulasso, où je m'étais rendu en mission avec une troupe défilante du RSP afin de préparer avec les militaires des autres régiments la célébration du 54^e anniversaire des forces armées nationales prévue le 1^{er} novembre 2014.

Compte tenu de la manifestation gigantesque de l'opposition le 28 octobre 2014, laquelle manifestation avait gagné toutes les villes du pays y compris Bobo, il était évident qu'une fête ne pouvait être célébrée dans ce contexte. Après que le chef d'État-major général eut annoncé le 29 octobre l'annulation de la célébration de l'anniversaire de l'armée, je regagnai sans tarder la capitale Ouagadougou où je suis arrivé en fin de soirée.

Arrivé donc à Ouaga à la suite de l'annulation de ma mission de Bobo, je me devais d'être présent au corps le lendemain pour assumer d'autres missions au besoin. Nous étions, moi et tous les autres officiers y compris le chef de corps, le colonel-major Kéré Boureima, à l'intérieur du camp Naba Koom d'où nous suivions l'évolution de la situation sur le terrain à travers les comptes rendus des éléments déployés et dont certains étaient en place depuis le 28 octobre en raison de la manifestation qui avait eu lieu ce jour, et également pour sécuriser l'hôtel Azalaï qui hébergeait des députés de la majorité présidentielle. Les effectifs et le dispositif avaient été déployés dès les premières heures de ce jour du 30 octobre, soit bien avant notre arrivée en caserne. Les mesures sécuritaires qui devaient encadrer la modification de l'article 37 avaient été confiées au Général Diendéré qui avait comme à son habitude convié les différents chefs des unités opérationnelles à plusieurs réunions à cet effet. Pour le compte du RSP le chef de

corps le colonel-major Kéré s'était présenté en personne aux réunions et était celui qui avait reçu personnellement les missions qui étaient celles de son unité sans à aucun moment m'en informer puisque je n'étais pas présent à Ouagadougou et n'étais pas supposé être de retour avant le 02 novembre c'est à dire après la célébration de la fête à Bobo. C'était devenu presque une routine pour les lieutenants qui commandaient les compagnies ainsi que les officiers d'intervention désignés chaque semaine parmi les capitaines et les commandants, qui se chargeaient presque automatiquement de mettre un dispositif autour de Kosyam. L'officier d'intervention gérait la situation et rendait compte au chef de corps ou à son adjoint en cas d'indisponibilité du premier. Les éléments de renseignement que je coordonnais personnellement fournissaient également toutes les informations nécessaires aux officiers chargés de conduire les hommes sur le terrain, afin de faciliter la conduite de leur mission. Il m'apparaît important de préciser certains détails fut-il une répétition, pour faire comprendre que Zida ne donnait aucun ordre à aucun élément de sécurité déployé sur le terrain ces 30 et 31 octobre 2014. La sécurisation de la ville le jour du 30 octobre avait été entièrement confiée au Général Diendéré qui avait organisé deux jours avant ladite date et en présence du ministre de la Sécurité, une réunion au cours de laquelle les ordres ont été donnés aux différentes entités, police, gendarmerie, armée, et spécifiquement au RSP à travers son chef de corps le colonel-major Kéré qui assistait personnellement à ladite réunion, alors que Zida était à Bobo pour préparer un défilé et éventuellement la participation du président Compaoré à la dite fête. Et puisque Zida ne peut pas être envoyé en mission à Bobo et au même moment se voir confié une mission de répression de manifestants à Ouaga, il est de toute évidence que certains individus qui ont soutenu que Zida commandait les opérations du RSP ont une volonté manifeste de tordre l'histoire à des fins inavouées.

Après avoir appris aux environs de 9h l'incendie du bâtiment de l'Assemblée nationale par les manifestants, nous nous sommes rendus au dernier poste situé à 300 mètres devant Kosyam, exactement au carrefour de la télévision BF1. Déjà, nos avis étaient divisés, car le Colonel major Kéré de son côté et certainement en raison de la forte pression disait qu'il fallait tirer sur tout manifestant qui s'aventurera au niveau de ce rond-point.

Jusqu'à-là réservé, du fait que le chef de corps lui-même était présent sur les lieux et donnait tous les ordres, je ne pouvais pas m'empêcher d'intervenir pour lui dire que je n'étais pas d'accord avec ordre inconscient que je venais d'entendre de sa bouche, relativement à l'ouverture du feu sur les manifestants:

«Non! Personne ne tire sur un manifestant» ai-je lancé à la vingtaine de soldats présents à ce poste. Les ordres étaient contradictoires et le Colonel major Kéré, exténué parce que je venais m'opposer à son ordre, démarra en trombe son véhicule pour, disait-il, aller prendre des instructions claires chez Golf (surnom donné au Général Diendéré). Vingt minutes après, il revint pour nous dire ceci: «*le général dit de ne pas tirer sur les manifestants*». J'étais soulagé de ce que Golf était allé dans mon sens, mais je voyais que Kéré lui, n'était pas disposé à s'aligner à cette décision. Allais-je être obligé d'en découdre avec lui pour protéger les manifestants qui, sans savoir ce qui se passait de notre côté, se montraient de plus en plus téméraires? Cette perspective ne m'enchantait guère, mais la situation pouvait dégénérer à tout moment si l'obstination à vouloir tirer à balle réelle sur les populations à mains nues persévérerait.

Je salue encore aujourd'hui la maîtrise et le sang-froid des soldats qui se trouvaient là à ce poste, car aucun tir n'a été fait sur aucun manifestant, malgré les fortes injonctions de Kéré. Mon calme ne signifiait pas que les soldats ne m'écoutaient pas, bien au contraire. Un climat de vives tensions régnait au sein du personnel du régiment qui vivait pour la plupart d'entre eux, la journée la plus difficile de leur carrière; c'est dans ce contexte que le Général Diendéré, ayant quitté Kosyam, dépassa notre position sans s'arrêter pour rejoindre le carrefour du boulevard France-Afrique/boulevard Pascal Zagré. À cet endroit, de nombreux manifestants faisaient face à un autre de nos postes, tenu par le lieutenant Traoré Noumoutié qui commandait quelques hommes. Environ une trentaine de minutes après, le Général retourna à Kosyam avec, à bord de son véhicule, trois représentants des manifestants, dont Hervé Ouattara. Apparemment, l'option de la négociation était enclenchée. Mais quelles en étaient les chances de succès? N'étions-nous pas déjà allés trop loin de part et d'autre? puisque selon les informations les manifestants comptaient déjà des morts dans leur camp?

Pendant ce temps, il y avait des déclarations sur les ondes des radios. Le Général Kouamé Lougué avait déclaré qu'il était désormais le nouveau Président du Faso. Ensuite, le Général Nabéré Traoré avait également déclaré dans l'après-midi qu'il était le nouveau chef de l'État. Nous suivions toutes ces déclarations de notre position au carrefour BF1, poste que je n'avais pas quitté depuis le matin 9h, alors qu'il était maintenant 18h. Des soldats, sans doute, outrés par ces multiples déclarations me dirent ceci:

«Mon Colonel, nous proposons que vous montiez à la télévision BF1 pour faire une déclaration et nous allons vous soutenir.»

Je leur répondis: «Non! Ça ne se passe pas comme cela. Je vous comprends, mais cela compliquerait davantage la situation.»

Dans la nuit, aux environs de 23h, je me suis rendu à l'État-major pour m'entretenir avec le général Nabéré Traoré au sujet de la déclaration qu'il avait faite plus tôt dans la journée.

Je lui ai dit que sa déclaration était de mon point de vue nulle parce que tout simplement, nous les éléments du RSP et une partie non négligeable de l'armée n'étions pas d'accord. J'ai ajouté qu'il aurait fallu qu'en tant que chef d'État-major général des armées, il réunisse toutes les entités relevant de lui, et qu'il obtienne l'accord de tous avant de faire sa déclaration; telle que faite, elle signifie ni plus ni moins qu'un coup d'État d'autant plus que le président Compaoré est toujours bien en place.

Il me répondit qu'il avait fait sa déclaration parce qu'il pensait que c'était la décision qu'il convenait de prendre en ces moments difficiles pour le pays. J'appréciais fortement l'initiative du général Traoré, mais en même temps je réprouvais sa méthode qui n'était pas du tout comprise encore moins acceptée au sein du RSP, traduisant son attitude en une agression contre laquelle le régiment allait nécessairement réagir. Mais lui au moins avait le mérite d'avoir pris la mesure de la situation nationale et avait essayé quelque chose pour y remédier.

À ma grande surprise, le Général Bassolé, habillé en tenue treillis était présent aux côtés de Nabéré lorsque je l'ai rencontré dans le bureau du Général Zagré alors chef d'État-major adjoint. Pourquoi avoir choisi de me rencontrer dans le bureau de son adjoint? Y avait-il d'autres «putschistes» tapis dans son bureau que le général Traoré ne voulait pas exposer à ma vue? Je n'en saurais rien et de toute manière cela m'importait peu en ce moment. J'ai expliqué aux deux généraux que le président Compaoré étant toujours en autorité, la déclaration du chef d'État-major, de mon point de vue, n'était rien d'autre qu'un putsch et que si c'était bien leur intention, le RSP n'aurait aucun autre choix que de les attaquer avec toutes les conséquences que cela pouvait également avoir pour notre pays.

Le Général Nabéré m'a répondu que ce n'était pas un coup d'État. Je comprenais de mieux en mieux la position du Général Nabéré, cependant, je ne m'expliquais toujours pas la présence à ses côtés du Général Bassolé qui, en tant que ministre des Affaires étrangères, devait naturellement être aux côtés de Compaoré pour essayer de gérer cette situation difficile. Nous avons discuté environ une heure et demie puis je suis reparti.

Dès que je suis sorti de l'État-major, j'ai appelé le Général Diendéré et je lui ai demandé où je pourrais le rencontrer. Il m'a répondu qu'il était dans son bureau. Je lui ai dit que j'arrivais de ce pas vers lui pour lui faire le point d'une rencontre que je venais d'avoir avec le Général Nabéré. Diendéré a certainement imaginé beaucoup de choses ayant motivé ma visite à Nabéré, mais il me connaissait bien pour savoir que je n'étais pas un officier sans initiative, et que je préférais toujours prendre une initiative, fût-elle malheureuse, plutôt que de baisser la tête et suivre comme un mouton. Dans le cadre de mes missions, j'en ai vu des vertes et des pas mûres, mais à aucun moment Diendéré n'avait eu à déplorer mon manque d'initiative.

Lorsque je suis arrivé à son bureau, il a appelé un certain nombre d'officiers du RSP, dont le Colonel major Kéré Boureima, le colonel Déka Mahamadi et le Ltd-col Nikiéma Théophile et c'est en leur présence que je lui ai fait le compte rendu de mon entretien avec le Général Traoré Honoré, tout en précisant que j'avais pris l'initiative d'aller voir ce dernier parce que la tension monte au sein de la troupe après la déclaration faite par celui-ci à la suite de celle du Général Kouamé Lougué. Je n'ai pas demandé l'avis de Diendéré avant d'y aller, car je savais qu'il refuserait, alors que la situation devenait de plus en plus critique pour notre pays. Nous avons longtemps discuté et je me suis exprimé clairement en ces termes: «il faut que l'on trouve une solution cette nuit même, car demain ça sera trop tard. Prenez vos responsabilités, mon Général, car ça ne peut pas continuer ainsi, avec un pays qui n'est pas gouverné et des déclarations tous azimuts». Nous sommes restés en discussion jusqu'à 4h du matin sans parvenir à quelque chose de concret.

Je suis allé dans mon bureau peu après 4h et à 6h, j'étais encore debout ayant à peine fermé l'œil. J'ai appelé le lieutenant Nadié Boris, ce jeune officier qui était avec moi la veille à la rencontre avec le chef d'État-major des armées. Je lui dis qu'«il faut qu'on retourne à l'État-major parce qu'il est impératif qu'un compromis soit trouvé, car le pays ne peut pas continuer comme ça. Si l'on ne s'investit pas, on va à la dérive et tout le monde le regrettera».

J'instruisis le lieutenant à prendre deux groupes, environ une vingtaine de soldats. Je suis allé à l'État-major avec cette vingtaine de soldats, deux véhicules embarquant dix soldats chacun. Alors que nous étions sur l'avenue Bassawarga, le Colonel major Kéré m'appela et me demanda ma position. Je lui répondis que j'étais en route pour l'État-major. Il était très surpris et m'a demandé ce que j'allais faire là-bas. J'ai alors répondu que j'y allais dans le but de poursuivre les discussions que j'avais entreprises la veille et dont je leur avais fait le compte

rendu. Il m'a dit que ça tombait bien parce que le Général Diendéré avait été appelé à l'État-major et qu'il ne souhaitait pas y aller. Il l'avait désigné, pour le représenter, mais lui aussi ne souhaitait pas s'y rendre. Il me demanda si je pouvais le représenter. J'ai simplement répondu par l'affirmative: «il n'y a pas de problème, étant donné que je suis déjà en route pour l'État-major, cela tombe bien. S'il y a lieu de vous représenter, je le ferai».

C'est bien plus tard que j'ai compris qu'ils avaient tous eu peur, car ils se disaient que le chef d'État-major les convoquait à une rencontre dans le but de les arrêter, afin de mieux maîtriser la situation au RSP. Selon certains propos, Zida aurait été envoyé par Diendéré pour prendre le pouvoir en son nom et une entente aurait été conclue entre les deux, mais que par la suite Zida aurait trahi et tourné le dos à Diendéré.

Cette version des faits est une absurdité indescriptible. Comment Diendéré aurait-il pu envoyer Zida prendre le pouvoir à la place de la nation? Je ne vois pas comment cela peut se traduire en termes d'instructions et d'ordres. Lorsqu'on déclare prendre le pouvoir, cela vient du plus profond de votre conscience et ne concerne en rien ni votre chef, ni votre femme et encore moins vos collègues et amis. Il ne s'agit pas d'un jeu où, si l'on perd, on peut essayer encore et encore jusqu'à réussir. En tout état de cause, le chef d'État-major n'oserait arrêter ni Diendéré ni Kéré, car il savait que s'il les arrêtait, je les aurais libérés de toute façon par tous les moyens. Non, il ne ferait pas une telle erreur tactique puisqu'aucun de ces deux officiers ne faisait encore l'unanimité au sein de la troupe au RSP. En réalité, c'est plutôt moi qui courais plus de risque d'être arrêté surtout après ma visite de la veille où j'avais affiché au Général Traoré mon opposition à sa déclaration. Cependant, je ne me sentais pas plus en danger en ce moment-là que le reste des Burkinabè, si cette situation ne trouvait pas une issue intelligente, sage et diligente.

Cela dit, il pouvait m'arrêter s'il le voulait. J'allais assumer, mais au moins je n'aurais pas honte de n'avoir rien tenté du haut de mon poste de commandant en second du RSP, alors que de jeunes soldats me suivaient en me répétant sans cesse qu'ils comptaient sur moi. Je lisais dans leurs yeux qu'ils redoutaient d'avoir à affronter leurs frères d'armes. S'ils pouvaient choisir de ne pas avoir à le faire, jamais ils ne tireraient sur des Burkinabè. Aucune situation ne pouvait être aussi catastrophique que celle que le pays allait connaître, si le dialogue ne s'installait pas entre nous, éléments du RSP et de l'État-major.

Quand je suis arrivé à l'État-major ce matin du 31 octobre 2014, une réunion se préparait entre les officiers de l'État-major et des responsables de la société

civile. J'ai été convié par le Général Nabéré à cette rencontre. Dans la salle de réunion de l'État-major, en face de nous, il y avait le Pr Luc Marius Ibriga, Me Guy Hervé Kam, les artistes Serge Bambara alias Smokey et Karim Sama alias Sams'K le Jah. Aucun homme politique de l'échiquier national, je souligne bien qu'aucun politicien n'était présent dans la salle face aux chefs militaires. Cela laissait entendre qu'il s'agissait uniquement de la société civile, nouvel acteur constituant le fer de lance du jeu politique depuis que la question de la modification de l'article 37 était à l'ordre du jour.

Si des acteurs politiques avaient été dans la salle ce matin-là, nous aurions probablement eu une autre lecture de la situation, probablement très différente de celle qui nous a convaincus que seul le peuple désarmé s'exprimait face à son armée. Tour à tour, ces personnalités présentes ont pris la parole pour dépeindre la situation, réaffirmant à chaque fois leur détermination à en finir avec le pouvoir en place, quel qu'en soit le sacrifice à payer. Elles ont appelé l'armée, dernier rempart de la nation, à enfin assumer pleinement sa responsabilité. Leur message était clair, le peuple voulait que l'armée prenne le pouvoir pour mettre fin aux troubles que le pays connaissait depuis la veille.

Nous avons à notre arrivée le matin, vu le monde fou qui était autour de l'État-major et à la place de la révolution. Ce fut même très difficile de se frayer un passage. Je me suis alors dit que dans la mesure où c'est le peuple lui-même qui demande à l'armée de prendre le pouvoir d'État, je suis prêt à relever le défi, celui de ramener tout le monde au calme et au dialogue. La volonté du peuple à présent était de voir le président Compaoré partir, alors que 48 heures avant, ce n'était pas Compaoré lui-même le problème, mais seulement cet article 37 de la constitution dont le simple retrait du projet de modification aurait suffi à ramener la sérénité et le calme dans le pays.

J'étais constamment en communication avec Kosyam pour les renseigner sur la situation. Contrairement à ce que colportent certains spécialistes de la falsification de l'histoire par leur imaginaire, je n'ai pas commandé les opérations du RSP. Depuis 1997, j'ai toujours été le responsable du bureau des renseignements. En tant que commandant en second, je faisais le travail qui revenait au chef de corps, si celui-ci n'était pas présent pour le faire. De mes deux fonctions, à savoir chef de corps adjoint et responsable du renseignement, aucune ne m'amenait à conduire les opérations sur le terrain. Il ne s'agit que d'aberrations racontées par des petits esprits en manque de reconnaissance. Mais il y a tellement de choses importantes à faire ou à dire dans la vie pour paraître intéressant plutôt que de raconter des contre-vérités qui de toute façon ne

prospéreront jamais; c'est comme lorsque vous dites que le soleil est bleu... Vous pouvez ne pas aimer la couleur jaune éclatante du soleil, mais vous devrez le supporter tel qu'il est durant toute votre vie.

Tous les officiers, voire tous les militaires de notre armée savent très bien quel est le rôle de chaque officier du RSP, puisque les nominations des officiers aux emplois sont envoyées à l'État-major à titre de compte rendu. Mais je comprends que tous les citoyens ne connaissent pas le fonctionnement de l'armée et cela excuse les personnes qui ont été trompées malgré elles.

J'avais personnellement insisté au téléphone pour que le président Compaoré démissionne, parce que si jamais cette marée humaine que je voyais à l'État-major et aux alentours devait déferler à Kosyam, nul ne sait ce qui aurait pu se passer. J'ai pensé pendant un bref moment, à la fin tragique qu'avait connue le président libyen Kadhafi. Ma conscience ne pouvait accepter que pareille chose arrive au président Compaoré et dans notre pays.

Puis, la nouvelle arriva enfin: «le président Compaoré est en train de rédiger sa démission». Au bout du fil, le Capitaine Dao me lit la lettre de démission du président et je lui demandai s'il l'avait signé. Il me répondit par l'affirmative.

Blaise Compaoré venait donc de rendre son pouvoir vieux de vingt-sept années. Juste avant de raccrocher le téléphone, j'ai eu une brève pensée pour cette ère qui s'éteignait, confirmant que tout n'est que vanité sur la terre des hommes comme le dit l'Ecclésiaste 1.2; «*vanité des vanités, tout est vanité*». Je dis alors au capitaine Dao de partir, avec le désormais ancien président, en direction du Sud et de ne surtout pas tenter une traversée de la ville en direction de Ziniaré comme il le proposait. Quel soulagement, ai-je pensé! Le pire pouvait à présent être évité, mais il fallait continuer d'agir au sein du nouveau centre de décision.

Rassuré d'avoir accompli ma mission jusqu'au bout auprès du président Compaoré, je suis sorti de l'État-major pour faire ma première déclaration, prononcée debout sur un engin blindé: «*l'armée prend aujourd'hui la responsabilité d'assumer la continuité du pouvoir d'État en lieu et place du président Compaoré* 5». Pour moi c'était une nouvelle mission certes, mais le même devoir celui de servir mon pays, le Burkina Faso, exactement comme j'en ai fait le serment sous le drapeau vingt années auparavant. Le contenu du serment que j'avais fait m'engageait à servir le Burkina Faso, et non pas une institution, encore moins un individu.

Oui, vingt ans plus tôt, un valeureux officier nous avait dit ceci: «*la fonction essentielle d'un chef, c'est de savoir apprécier une situation, décider en référence à sa mission et surtout de conduire l'action*». Cette phrase-là, le capitaine Barthélemy Simporé, alors chef du bureau de la formation, nous l'avait répétée des dizaines de fois à l'académie militaire. Il nous avait même tous obligés à l'écrire en grands caractères sur la première page de notre registre de combat. C'était un leitmotiv, comme pour nous inculquer qu'être un porteur de galons ne ferait jamais de nous forcément un chef militaire. Certaines personnes ont qualifié ou qualifient encore aujourd'hui l'insurrection populaire de coup d'État. Que le Seigneur leur pardonne, et qu'il leur ouvre l'intelligence, afin qu'ils comprennent le chaos qui a été évité à la nation pendant ces 48 heures, et cela grâce à notre intervention, et sans laquelle leur mentor serait au mieux aux côtés de Laurent Gbagbo à la CPI pour répondre de crimes contre l'humanité. Il s'agissait plutôt d'une mission de sauvetage d'une nation en péril, et c'est à juste raison que la nation entière s'est montrée reconnaissante au Seigneur Dieu Tout-Puissant de l'avoir préservée. Qui au Burkina et même au-delà n'a pas loué en 2014 les bienfaits du Seigneur pour notre pays, pour nous avoir évité un bain de sang quasi inévitable?

Ceux de nos concitoyens qui s'intéressent de près aux choses militaires et surtout à la vie de notre armée nationale savent bien comment Zida est devenu en 2011 le numéro 2 du RSP, à la suite des violentes mutineries que notre pays a connues en mars et en avril de cette année-là. Depuis cette époque, j'avais 365 possibilités par année de perpétrer un coup d'État si telle était mon intention et Blaise Compaoré le savait, en passant par Diendéré et tous les autres officiers de l'armée, personne n'ignorait cette réalité. Si j'avais été putschiste dans l'âme, comme certaines personnes le pensent, le 14 avril 2011 lors de la mutinerie des éléments du RSP, je me serais déclaré Chef de l'État alors que Blaise était parti pour le Togo et que les soldats recherchaient Diendéré pour le tuer.

Beaucoup de choses ont été dites depuis l'insurrection populaire, mais nous pensons qu'il faut que les gens sachent la vérité, car il s'agit là de notre histoire commune et nos enfants et leurs enfants après eux devront un jour l'apprendre; ce qui en fait un sujet sérieux pour lequel l'honnêteté intellectuelle est requise. Il ne s'agit pas de blâmer ou d'auréoler Pierre ou Paul, mais de restituer simplement les faits, rien de plus. Il n'est ni sage ni intelligent de parler de ce qu'on ignore en tombant dans la spéculation lorsqu'il s'agit de l'histoire de tout un peuple. Je m'en voudrais de ne pas dire que le général Diendéré pour qui j'ai toujours eu un profond respect m'a énormément déçu, puisqu'au moment où il fallait qu'il s'assume comme chef, à préférer «esquiver» nos appels de pied.

Pour moi et bien sûr pour d'autres officiers, son silence a été perçu à juste titre comme une fuite de responsabilités qui exposait notre pays à un énorme risque. Ceux qui connaissent ZIDA, même un tout petit peu, savent qu'il n'est pas du genre à fuir ses responsabilités quand il s'agit de l'intérêt de tous. Ce pays m'a tout donné et je lui dois en retour mon inconditionnel dévouement; quoi que je fusse attaché au service d'une institution, l'intérêt du Burkina devait prévaloir et c'est à ce devoir envers notre pays que chaque Burkinabè quel qu'il soit et où qu'il serve, est appelé. Ne risquons pas de donner à travers certaines insinuations, de fausses références et de fausses valeurs à nos enfants, car le Burkina Faso n'est pas un pays en dehors de la planète sur laquelle tous les citoyens de chaque pays sont d'abord soumis à un devoir envers leur patrie avant tous les autres devoirs. Malheureusement depuis que l'éducation civique et la formation militaire de base à travers le service national obligatoire ne sont pas respectées par les Burkinabè, plusieurs d'entre nos concitoyens ignorent totalement qu'ils ont un devoir sacré envers la patrie, et qu'au besoin ils devront même y sacrifier leur propre vie. Cela étant, le Burkina passe avant la vie de chaque Burkinabè, quelle que soit la personne. Tant que cela n'est pas connu et accepté de tous, il y aura toujours une compréhension abjecte de la notion de patrie avec ses travers comme l'incivisme qui persisteront.

Au lendemain des événements qui ont conduit au départ du président Compaoré, nous mesurons encore la sensibilité de la situation. En effet, si pour le peuple l'heure de la liberté venait de sonner, il ignorait totalement qu'au sein de l'armée, il restait encore à mettre tout le monde en accord. La nuit du 31 octobre, j'avais vainement tenté de joindre le Général Honoré, même la mission que j'avais dépêchée à son domicile au quartier Pissy était sans nouvelle du Général. Nous voulions absolument discuter avec lui avant le lever du jour, car la population aura besoin d'être rassurée après ces moments de cafouillage, ou plusieurs déclarations avaient été entendues. J'ai alors tenté de joindre Bassolé, étant certain qu'il devait savoir où trouver le Général Nabéré. Je réussis après plusieurs tentatives téléphoniques, mais il me dit ne pas savoir où se trouvait le Général Nabéré.

Il était environ 2h du matin lorsque je parlais à Bassolé. Alors, je lui demandai néanmoins de rassurer le Général Nabéré s'il parvenait à le joindre. Notre seule préoccupation était que tout rentre dans l'ordre, le sang qui avait été versé pendant ces deux jours était déjà trop pour que l'on en rajoute. Bassolé me donna sa parole en ces termes: *«en ce qui me concerne, moi Bassolé, je crois avoir déjà beaucoup fait pour le Burkina et il n'y a rien de meilleur que je puisse faire encore si ce n'est de vous accompagner vous les jeunes»*. J'ai cru en cette

confession de foi si bien que je l'ai remercié vivement pour cette attitude qui traduirait un amour pour la patrie, avant de le quitter.

Aux environs de 3h du matin, c'est le capitaine Dao du RSP qui m'informa que la belle-mère de François Compaoré, sa fille et ses petits-enfants avaient été bloqués par la gendarmerie de Pama, alors qu'ils tentaient de regagner le Bénin. Il me donne un contact que j'appelai aussitôt et communiquai avec un gendarme qui avait un très bon sens. Dès que je me présentai, il se mit à mes ordres et je lui intimai l'ordre de laisser passer la famille. Je n'ai eu aucune peine à le convaincre sur le fait que nous ne voulions pas d'autres cadavres dans ce pays; parce que, lui dis-je: «si le matin, la population de Pama apprend que ces gens-là sont à la brigade de gendarmerie, toi et tous tes collègues ne serez pas en mesure d'éviter à cette famille la vindicte populaire. Est-ce que c'est cela que vous désirerez?» La famille fut donc autorisée à poursuivre sa route.

Je consacrai ensuite un petit temps pour réfléchir à tous ceux qui pouvaient être en danger en ce moment précis. Je n'en trouvais pas, mais de toutes les façons je savais que toute autre personne faisant face à des difficultés se signifierait pour bénéficier de notre soutien. J'avais, quelques heures plus tôt, instruit le capitaine Kouda, de mettre un groupe en renfort à la sécurité du général Diendéré. «Nos hommes sont capables de tout», lui avais-je dit, «et je ne veux pas que l'on touche à un seul des cheveux du général. Alors, assure-toi de la loyauté des hommes que tu désignes pour cette mission et confie son commandement à un sous-officier supérieur digne de confiance». Je pensais aux événements de 2011 au cours desquels des éléments du RSP étaient allés lancer deux roquettes sur le domicile du général Diendéré et cherchaient à l'abattre. Je ne voulais absolument pas que ces soldats, qui étaient encore dans nos rangs profitent de la situation pour en découdre avec le général qu'ils avaient épargné à l'époque, seulement grâce à mon opposition radicale et à ma constante surveillance.

Comme il fallait s'y attendre, le jour se leva apparemment plus tôt que d'habitude, alors que nous étions encore en train de téléphoner dans la cour du bataillon de commandement et de soutien (BCS) dans l'enceinte du camp Guillaume Ouédraogo où nous avons établi provisoirement notre quartier général. Cela faisait 48 heures sans sommeil, sans nourriture, mais le bureau du lieutenant-colonel Franck Nion, chef de corps du BCS que nous occupions, avait quelques commodités, notamment une machine à café et un réfrigérateur plein de bouteilles d'eau et aussi quelques canettes de bière!

Peu après 6h du matin ce samedi 1^{er} novembre 2014, j'appelai le chef d'État-major adjoint, le général Zagré Pingrenoma, pour lui demander de tout mettre en œuvre afin de convaincre son chef, le général Nabéré Traoré de la nécessité que lui et moi parlions et qu'à l'issue de cette discussion, nous devions ensemble rassurer la population. Le Général Zagré me promit qu'il allait tout mettre en œuvre pour le joindre à cet effet. Quelque temps après, il me rappela pour m'annoncer la nouvelle. Il avait parlé au Général Nabéré qui était prêt pour la rencontre. Nous convînmes alors que cette rencontre se tiendrait à l'État-major général à 9h.

Un quart d'heure avant l'heure prévue, je me déplaçai sous escorte vers l'État-major, parce qu'il n'y a aucune raison que je me fasse attendre par mes supérieurs. Mais lorsque j'arrivai, le général Nabéré était déjà présent dans son bureau, entouré de toute la hiérarchie militaire, des différents chefs d'État-major d'armées, en passant par les directeurs des services centraux, et de ses conseillers.

Je demandai à le voir en tête à tête. Il ordonna donc à sa suite de se retirer. Notre entretien fut des plus cordiaux et des plus respectueux possibles. J'avais devant moi un aîné, pour qui tout comme pour moi, l'intérêt supérieur de la Nation était la priorité. Je n'eus aucun mal à lui présenter la réalité de la situation et à le convaincre sans esprit de belligérance d'annuler sa déclaration, mais aussi de m'accorder son soutien, afin que nous puissions travailler ensemble à donner à notre peuple ce à quoi il aspirait le plus en ce moment, à savoir la paix, la liberté et la démocratie.

En une demi-heure d'échange, le huis clos fut terminé et le Général fit entrer son adjoint et tous les autres chefs militaires dans son bureau. Il se chargea personnellement de leur expliquer la situation avec un bref rappel des événements successifs, le sens et la portée de la démarche que je venais d'entreprendre, pour enfin conclure qu'il avait décidé, en toute liberté, de se retirer et de soutenir le Lieutenant-colonel Zida, à qui il prêtait allégeance pour lui reconnaître la qualité de Chef de l'État, chef suprême des armées.

Il donna la parole à ses subordonnés qui s'exprimèrent dans le même sens, tout en louant la sage décision du Général à laquelle ils adhéraient inconditionnellement. Tour à tour, les chefs des États-majors de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la gendarmerie, de la brigade nationale des sapeurs-pompier, les directeurs des services centraux de l'intendance, du matériel, du génie militaire, le directeur de la justice militaire, ainsi que les conseillers du chef d'État-major général, prirent tous la parole pour faire allégeance et apporter

leur soutien au lieutenant-colonel Zida, qui assumera désormais les fonctions de Chef de l'État, Chef suprême des armées.

Une déclaration commune devait être faite à cet effet. Celle-ci fut rédigée et signée par le Général Honoré qui, du reste, insista pour la signer afin que l'opinion comprenne bien que l'armée nationale unanimement déclarait ce qui était contenu dans ledit document lu par le Général Zagré, en présence de la presse nationale et internationale. Une photo de famille fit suite à la lecture de la déclaration.⁶

L'histoire comporte bien des ironies. Ce jour du 1^{er} novembre 2014 qui marquait le 54^e anniversaire des forces armées nationales et dont la célébration était prévue à Bobo-Dioulasso, venait de connaître une tout autre forme de commémoration sous le signe de l'unité au service de la Nation. L'armée venait de prouver de la plus belle manière que la cohésion était son leitmotiv et l'intérêt de la nation son seul but. Si les politiciens s'abstiennent de polluer l'armée, elle est une force qui demeurera le socle de l'unité et de la cohésion nationale.

De retour au camp Guillaume Ouédraogo, nous décidâmes de délocaliser le quartier général. Pour le peuple burkinabè, il n'était pas convenable que le pouvoir reste dans la caserne après 27 années de régime pseudo-militaire. Le quartier Ouaga 2000 pouvait faire un bon site pour le nouveau pouvoir naissant, mais ce quartier huppé était le symbole de la «fracture sociale» que bon nombre de nos compatriotes avaient vécue, en voyant certains des leurs s'enrichir au détriment des autres qui s'engouffraient de plus en plus dans la misère.

Le site du siège du Conseil économique et social (CES) nous paraissait bien indiqué étant donné sa position centrale, au cœur de la ville de Ouagadougou et par conséquent accessible à tous. Ce lieu ne représentait historiquement aucun mauvais souvenir pour les Burkinabè. Bien au contraire. En 1983 à l'avènement de la Révolution ce site fut le siège national des Comités de défense de la révolution (CDR), structures qui étaient les instruments de l'exercice du pouvoir par le peuple et pour le peuple. Nous quittâmes alors le camp Guillaume à 16h comme nous étions arrivés la veille, sans bagage, mais sous escorte avec sirène. Cette fois-ci, nous avons ressenti l'effet que cela faisait, d'être une autorité, un chef d'État. Mais la véritable sensation, c'est plus tard que nous la sentirons, lorsque nous rendrons les honneurs au drapeau national avec la troupe d'honneur. Nous mesurerons l'immensité du devoir chaque fois que nous nous tiendrons debout devant ce drapeau rouge du sang de ses fils tombés dans la lutte, le sang rouge de Naba Wobgo, de Thomas Sankara, de Norbert Zongo, de ces martyrs de l'insurrection populaire... oui, de toutes les filles et tous les fils

tombés parce qu'ils ont osé réclamer la liberté, la justice et la démocratie. De la couleur verte, symbole de l'espérance, d'un bonheur qui tarde à venir, peut-être parce que l'étoile jaune de son leadership ne brille pas assez! Doit-on y ajouter deux autres étoiles qui symboliseront le pouvoir parlementaire et le pouvoir judiciaire? À trois, ces étoiles sauront certainement conduire réellement notre nation vers des lendemains meilleurs. Mais cela n'est qu'une façon de voir, tout comme on peut choisir de voir en cette étoile de notre drapeau national, l'incarnation des trois pouvoirs en même temps, aussi forte de leur séparation que de leur synergie d'action.

J'avais une histoire personnelle avec le CES, mais j'étais trop préoccupé pour y penser au moment où nous y arrivions pour asseoir le pouvoir provisoire dont nous portions, depuis ce matin-là, la responsabilité sur les épaules et dans le cœur. À peine fûmes-nous installés au CES, que des audiences furent demandées.

L'ambassadeur de France fut le premier que j'ai reçu. Il me raconta comment son pays avait tout fait pour dissuader le président Compaoré sur son projet de modification de l'article 37 de la constitution... «Paris désire avoir des informations depuis ce matin», me dit-il, en ajoutant qu'il leur a expliqué que *«les choses allaient s'arranger parce que le Lieutenant-colonel Zida qui est présentement le chef de l'État est la continuité de Compaoré. Zida c'est Bassolé et enfin, Zida c'est Diendéré»*. Ce diplomate se méprenait totalement, comment avait-il pu raconter une chose pareille à ses supérieurs? Me prenait-il pour un valet de ces personnalités qu'il venait de citer? Je décidai de mettre fin à l'audience. Monsieur l'ambassadeur, lui dis-je: *«je ne vous permets pas de m'identifier à quiconque, je ne suis ni Compaoré, ni Bassolé, ni Diendéré; **je suis moi et moi**, c'est Yacouba Isaac Zida. Vous direz à vos supérieurs à Paris, que pour l'heure, notre préoccupation c'est de ramener le calme, d'assurer la sécurisation des personnes et de leurs biens, après quoi, avec l'ensemble des forces vives de la Nation, nous verrons comment conduire notre pays vers un retour à l'ordre constitutionnel normal, pour lequel si nous avons besoin de vous, nous n'hésiterons pas à vous faire appel. Merci d'être venu!»*

J'ai senti que j'allais avoir des relations particulièrement difficiles avec cet ancien soldat reconverti à la diplomatie qu'était l'ambassadeur Gilles Thibault. Cet homme, de notre point de vue, n'avait pas réussi sa mutation. Après le coup d'État manqué de son ami Diendéré en septembre 2015, nous n'avons plus donné une suite favorable à ses nombreuses demandes d'audience, car nous ne souhaitons plus le revoir. Nous étions prêts avec le président Kafando à

demander son remplacement, n'eût été le fait qu'il était déjà en fin de séjour et que nous étions également à la fin de la Transition. C'est exactement le genre de «blanc» qui vous regarde de Très-Haut, mais qui, dès l'instant où il a besoin de vous, sait également se faire tout petit comme une fourmi.

J'ai souvenir de la question de cet accord d'établissement du détachement des forces spéciales françaises à Ouagadougou. Aucun accord n'existait et tout allait bien jusqu'au jour où un hélicoptère de cette unité stationnée au camp Général Bila Zagré de Kamboincé s'est écrasé le 29 novembre 2014 occasionnant la mort d'un militaire français. Le quai d'Orsay devait se procurer en urgence un accord de coopération antiterroriste qui incluait l'établissement de ce détachement français à Ouagadougou. Évidemment, la famille du soldat décédé, tout comme le reste du peuple français, voudrait savoir quel était le cadre légal de la présence des soldats français sur le territoire burkinabè. Cette mission de faire signer rapidement l'accord fut confiée à Gilles Thibault qui passait alors ces journées soit à la Présidence du Faso chez SEM Michel Kafando, soit chez moi, au premier ministre, pour négocier avec nous cette signature. Heureusement pour lui, le besoin de contrer d'éventuelles offensives terroristes dans ce contexte politique difficile nous commandait d'agir prudemment, en acceptant un accord provisoire qui fut signé par le Président Kafando en sa qualité de ministre des Affaires étrangères.

Après l'ambassadeur de France, c'est celui des États-Unis d'Amérique que nous recevions. Il nous fit part des inquiétudes de son pays notamment en ce qui concernait la suspension de la constitution. Il souhaitait une transition civile et enfin l'organisation des élections dans des délais raisonnables. Je le rassurai en lui expliquant que nous allions respecter la volonté de notre peuple, et que nous ne travaillerions que dans le sens de cette volonté. Nous nous sommes quittés dans une bonne ambiance, nous promettant de nous revoir chaque fois que cela serait nécessaire.

J'allais d'ailleurs le faire convoquer quelques jours plus tard, lorsque j'appris que le visa de mademoiselle Compaoré Djamila, la fille du président Compaoré, qui étudiait aux États-Unis, avait été révoqué. Il m'expliqua que cette décision avait été prise par les autorités américaines au regard du changement du statut de la fille et qu'il proposait que mademoiselle Compaoré se fasse établir un passeport ordinaire avec lequel elle pourrait introduire une demande de visa. Alors je lui avais simplement dit ceci: *«Monsieur l'ambassadeur, cette jeune fille est une enfant burkinabè qui n'a pas, à l'image de tous les autres enfants burkinabè, choisi ses parents et ne peut donc pas être tenue responsable des*

agissements de ceux-ci, même s'ils se nomment Blaise et Chantale Compaoré. Son passeport diplomatique ne figure pas sur la liste des passeports que nous avons annulés et de ce fait, je vous demande simplement de reconsidérer votre décision et de lui permettre de rester dans votre pays avec son visa actuel, d'y poursuivre ses études sans désagrément et je vous remercie de votre aimable coopération». Ma demande bien entendu, a été considérée et satisfaite.

L'ambassadeur Tulinabo Salama Mushingui à qui j'ai personnellement donné le surnom de Sidpawalmdé (qui signifie en langue nationale Mooré: la vérité ne se chuchote pas) est une personnalité d'un humanisme exceptionnel avec qui il était plaisant chaque fois de discuter. Il était le contraire de certains diplomates, particulièrement proche du peuple, et prenait chaque fois la réelle mesure de l'opinion. Le 1^{er} janvier 2015, alors que je recevais mes invités à mon domicile au Conseil, j'aperçus le colonel Gilles Bayala, directeur du protocole d'État qui venait de faire son entrée. Il était un habitué de la maison d'autant plus que nous nous rendions visite souvent. Cette fois, il était suivi par un jeune homme qui portait un tee-shirt, une «culotte bermuda», une casquette et des lunettes de soleil. Je fis les accolades au colonel Bayala puis au moment de passer à l'autre visiteur, j'attendis qu'il me soit présenté alors que je tenais déjà sa main. «Ne le reconnais-tu pas?» me demanda Bayala. Aussitôt, je regardai fixement, pendant que le jeune homme ôtait sa casquette et ses lunettes, quelle surprise! C'était Son Excellence l'ambassadeur Mushingui, l'homme du peuple.

Cet homme est vraiment exceptionnel. Avec lui, fini la bureaucratie et place à la diplomatie des peuples. Les seuls moments difficiles que j'ai eus avec lui, c'était lors du vote du Code électoral. Pour lui, il n'était pas question de l'exclusion de certains candidats. Il pensait que je pouvais changer les choses, mais je ne voulais pas fausser la règle du jeu. Si nous voulions une démocratie, cela impliquait la séparation des pouvoirs, entre le législatif et l'exécutif. Mon gouvernement avait adopté un projet de loi qui ne prévoyait aucune exclusion. Ce projet de loi, lorsqu'il fut présenté au Conseil national de la transition (CNT), avait fait l'objet de débats au sein des députés et il nous était retourné avec des amendements, dont la prise en compte de l'exclusion de certains candidats. Nous avons pris acte, mais ne pouvions pas, en Conseil des ministres, adopter une deuxième fois ce projet de loi qui avait déjà fait l'objet d'un précédent rapport adopté en conseil des ministres. Nous l'avons donc renvoyé au CNT pour examen et adoption en plénière à leur niveau. La démocratie a ses exigences et tous les peuples doivent en faire leur propre apprentissage, du reste parfois douloureux, mais heureusement toujours perfectible. Une parole des sages de

chez nous ne dit-elle pas: «lorsque l'on accepte de manger la tête d'une volaille, alors que l'on ne se plaint pas du fait que les yeux à l'intérieur éclatent»!

Le CNT a été une institution respectée par le diplomate américain pour qui cette représentation nationale avait réussi pendant sa mise en place à intégrer véritablement toutes les composantes des forces politiques et des forces vives de la Nation. On y avait les partis politiques de l'ex-majorité, ceux de l'opposition, les forces de défense et de sécurité ainsi que les organisations de la société civile.

Nous nous étions fixé pour objectif de ressouder la grave fracture du tissu social en faisant face aux causes et conséquences de l'insurrection populaire. À ce titre, nous avons exigé la prise en compte de l'ex-majorité quoique cela ne fût pas du tout facile de les faire admettre dans les instances de la Transition. Sur la question de l'exclusion, l'ambassadeur américain ne pouvait que reconnaître les efforts que je faisais personnellement et les actions que j'entreprenais dans ce sens. J'avais combattu tout seul l'exclusion pendant que certains chantres de l'anti-exclusion n'osaient même pas mettre le nez dehors ou étaient même hors des frontières du pays. Finalement, les partis de l'ex-majorité étaient bien représentés au CNT.

Les audiences que nous avons eues en ce premier jour d'exercice de la fonction de chef de l'État ne constituaient qu'un avantgoût de ce que nous allions connaître de manière intensive les jours suivants. Je suis encore resté toute la nuit pour veiller à ce qu'aucune étincelle n'embrase un coin du pays. Les contacts étaient permanents avec tous les gouverneurs de régions, tous les secrétaires généraux des ministères qui assuraient désormais l'intérim des ministres déchus, les chefs militaires et paramilitaires et bien d'autres responsables administratifs et sociaux. J'avais quitté le CES très tôt ce dimanche matin afin de me rendre à mon domicile pour me débarrasser de ma tenue militaire, car comme tous les dimanches je voulais me rendre à l'église pour le culte dominical. Cela fait plusieurs années que je ne m'absente jamais de l'église lorsque je suis à Ouaga et non en mission à l'étranger.

En effet, lorsque j'étais dans les échelons inférieurs, je n'avais aucunement le choix. Lorsqu'une mission devait survenir un dimanche matin, alors malgré moi, je n'allais pas à l'église ce jour-là. Mais cela remonte à des années, car, depuis que j'ai sous mes ordres des capitaines et des lieutenants capables de conduire tout seuls la plupart de nos missions traditionnelles, j'ai le privilège et le bonheur chaque dimanche matin de me rendre à l'église avec ma famille et à l'issue, de

prendre tous ensemble le repas à la maison ou dans un restaurant avec des parents ou amis.

Ce dimanche 2 novembre 2014 était pour moi un dimanche comme tous les autres; mais aux environs de 8h, lorsque je m'apprêtais à quitter mon domicile pour l'église, on m'informa que Roch et ses camarades politiciens demandaient à me rencontrer chez le Mogho-Naba. Mon jeune frère Albert Bamogo qui m'apporta l'information prit le soin de préciser que je ferais bien d'y aller, car ils ne semblaient pas du tout être d'accord avec ma désignation comme chef de l'État et par conséquent, ils voulaient une discussion à ce sujet chez l'empereur des Mossis, le Mogho-Naba. Si cela s'était passé un jour ordinaire, j'aurais pu me permettre de répondre à leur invitation, mais absolument rien ne pouvait m'empêcher d'aller à l'église ce dimanche matin.

J'avais l'habitude de dire à certains de mes subalternes que s'ils ont des soucis un dimanche matin, alors qu'ils se réfèrent à un autre chef parce que personnellement je suis inaccessible; même si l'on arrivait à me joindre, il faudrait que je termine mon culte avant de pouvoir m'occuper d'autre chose. La simple raison à cela est que si Ouagadougou est sous le feu, je ferai quand même mon culte, car la Personne sur qui je compte pour éteindre ce feu est la Personne avec laquelle je communie pendant ce culte.

J'ai, comme tout le monde, un ordre de priorité dans la vie et j'en tiens compte aussi bien dans mes relations que dans mes activités. Pour moi c'est bien sûr l'Éternel Dieu Tout Puissant d'abord, le peuple ensuite, et enfin ma famille, mes amis, mes collaborateurs, moi-même, et ainsi de suite... C'est principalement pour cette raison qu'au péril de ma vie deux jours plus tôt, je m'étais déplacé par deux fois à l'État-major puis à la Place de la révolution; où évidemment il n'était pas question de distribution de galons, mais plutôt de question de vie ou de mort. C'est également pour cette même raison qu'en dépit des menaces des politiciens de reprendre à leur compte le contrôle de la gestion de l'État, avec tout ce que cela représentait comme danger, j'avais choisi d'aller à l'église pour rendre le culte à mon Seigneur. Il n'y avait aucune chance pour eux de me voir donc chez le Mogho-Naba, bien que leur message signifiât clairement que si je n'y venais pas, ils allaient prendre des décisions visant à me destituer, ignorant que cette responsabilité qui pesait sur mes épaules depuis la veille n'était pas pour moi un cadeau, mais plutôt un lourd fardeau dont j'étais conscient qu'il serait trop lourd à porter pour toutes autres épaules dans ce Burkina post-insurrectionnel. Je me suis décidé à porter cette charge dans le but de préserver quiconque d'autre d'une destruction certaine et de préserver mes

compatriotes, y compris les politiciens eux-mêmes de nombreuses souffrances, tout en espérant qu'un jour ils comprendront le sens de mon engagement.

Toute la nuit, j'avais réfléchi aux différents scénarios possibles de conduite d'une transition paisible, mais je n'ignorais pas que les politiciens allaient comme d'habitude amplifier leurs calculs égoïstes et que cela nous exposerait à beaucoup de défis. L'information qui venait de me parvenir ce matin-là ne m'a pas véritablement surpris. Dans tous les cas, ce qui importait pour l'heure, c'était la stabilité, la paix et le rétablissement de l'ordre et cela n'était pas en dehors de nos capacités, mais l'attitude irresponsable de certains politiciens allait compliquer les choses. J'avais assumé la charge comme un devoir, mais je ne l'avais aucunement désirée et recherchée comme certaines personnes le croyaient. Si, à la sortie du culte, je constatais qu'il y avait un autre Président du Faso à ma place, je serais bien heureux à titre personnel, mais très triste pour le titulaire qui se dirigerait droit vers une mort certaine tout en entraînant le pays dans le chaos, car le RSP n'en ferait qu'une demi-bouchée. C'est cette idée que le pays pourrait sombrer qui m'avait déterminé à opter pour ce qu'il y a de meilleur pour notre peuple, y compris pour ces politiciens avides de pouvoir; à savoir assumer les hautes fonctions de chef de l'État afin de garantir la paix et la stabilité. La principale menace à la transition viendra certainement du bras armé de l'ancien régime c'est-à-dire le RSP, et nulle autre personne que moi ne pourrait y faire face et donner à notre pays la chance d'aller à des joutes électorales en 2015. Je suis donc allé à l'église et nous avons eu d'intenses moments de prières pour la Nation, pour les familles des victimes et pour cette charge de conduire notre destinée commune qui reposait désormais sur mes épaules. Le culte s'est terminé comme d'habitude aux environs de 13h.

De retour à mon domicile au «Conseil de l'entente», j'ai trouvé le professeur Luc Marius Ibriga qui m'attendait, car nous avions rendez-vous; j'avais en effet demandé à le rencontrer et nous avons convenu de nous voir à 13h, mais je suis arrivé un peu après. À peine avons-nous entamé nos échanges, que nous entendions des tirs nourris à l'extérieur. Quelques éléments de ma garde se précipitent dans le salon où je suis installé avec le Professeur. «Nous sommes attaqués», me disent-ils. «Par qui», leur de mandai-je? Ils ne savaient pas, mais les tirs sont tellement nourris et j'arrive à identifier quelques armes utilisées par le RSP, notamment des détonations de canons de 14,5 mm, qui étaient plutôt rares, voire inexistantes, dans le reste des corps militaires. Le reste du RSP m'attaquait-il déjà? Avaient-ils mis à exécution leurs menaces? Ce que la majorité des Burkinabè ignorent totalement c'est que mes anciens chefs du RSP n'étaient pas d'avis que je prenne le pouvoir, et l'ont exprimé fortement dès les

premiers instants. Pendant que nous étions à la place de la révolution le 31 octobre, le chef de corps le colonel-major Kéré appelait au téléphone pour proférer des menaces; personnellement, j'avais refusé tout contact avec lui, mais les jeunes officiers présents avec moi avaient tous été menacés en ces termes: «vous êtes allé prendre le pouvoir, nous allons voir ça...», disait-il. Je n'étais pas du tout intimidé, car je comprenais leur frustration pour laquelle je ne me sentais pas coupable: ils avaient eu l'opportunité de se décider et pourtant ils avaient refusé de prendre leurs responsabilités. Non, je ne pouvais pas croire que les chefs du RSP aient la capacité de m'attaquer seulement le lendemain, car j'avais pratiquement la totalité des hommes y compris tous les jeunes officiers sous contrôle, et que c'étaient mes éléments sûrs qui avaient la mission de protéger en ce moment même le Général Diendéré et le Colonel-major Kéré.

Je me dépêchai de faire monter le professeur dans une chambre, je lui donnai des consignes de ne sortir sous aucun prétexte, puis très rapidement je mis place avec mes gardes du corps, un dispositif de défense autour du bâtiment. Un des postes de garde du conseil qui se trouve face à mon domicile ouvre le feu à son tour. Ce qui voudrait signifier que les assaillants approchent de notre position. Je tente de rentrer en contact avec le capitaine Kouda au talkie-walkie. Votre position, lui demandai-je? «À la TNB (*Télévision Nationale du Burkina*)», me répondit-il.

Je comprends alors que les assaillants tentent de prendre le contrôle de la TNB et que le capitaine et ses éléments ripostent.

«Donnez-moi clairement la situation: qui sont ceux qui nous attaquent? demandais-je?

— Ce sont nos éléments qui tirent... ils tirent en l'air parce qu'ils sont débordés par des manifestants arrivés en masse ici à la télévision», répondit-il.



Je réalisais alors que tout cela n'était qu'une fausse alerte, nous levons le dispositif autour de mon domicile et je retrouvais le Professeur à qui j'explique ce qui se passait réellement. Il me taquina sur cet incident, souhaitant que nos prochaines rencontres se déroulent ailleurs que dans cette caserne, puis nous passâmes vite sur le sujet pour nous consacrer aux échanges pour lesquels nous nous étions retrouvés, à savoir la formule d'une transition civile apaisée pour notre peuple, car c'est manifestement ce qu'il y avait de meilleur pour notre pays.

Le Professeur Ibriga m'a enseigné le droit public lorsque, dans mon cursus à l'académie militaire, il avait été question de suivre des cours de droit et d'économie. J'avais beaucoup d'admiration pour ce Professeur, tout comme pour d'autres, tels que Moctar Tall et Benoît Kambou avec qui nous avons souvent de très riches échanges dans un cadre purement académique. Nous n'avions cependant pas gardé le contact sauf que nous nous étions rencontrés occasionnellement. Lorsque j'ai retrouvé le Pr Ibriga, le matin de ce 31 octobre à l'État-major, en compagnie d'autres acteurs de la société civile, en train de demander à l'armée de prendre ses responsabilités pour sauver la nation en péril, je réalisai qu'il avait dû vraiment se surpasser pour faire ce pas. Je le savais très légaliste et à ma connaissance, aucun texte réglementaire n'autorisait l'armée à interférer dans la sphère politique, même si la situation tendait à légitimer cette interférence. Il serait temps et je le pense vraiment, dans le cadre d'une évolution constitutionnelle, de prévoir un tel mécanisme. Certains critiques nous diraient que cela ouvrirait la porte à l'armée pour perpétrer des «coups d'État légaux», mais, personnellement nous pensons que si la réflexion est bien menée on pourrait encadrer et circonscrire cette intervention au seul cas de la violation de la Constitution et rien qu'à cette seule condition. Si la désobéissance civile est acceptable comme moyen de protester contre une violation de la constitution, alors pourquoi ne pas considérer l'intervention militaire comme un aspect de cette désobéissance civile tant il est vrai qu'«un militaire est un civil en uniforme et un civil est un militaire en permission». L'entretien avec le professeur Ibriga visait à examiner et proposer le type de régime que nous allions mettre en place en attendant le retour à un ordre constitutionnel normal? Je n'en avais aucune idée, et le professeur non plus d'ailleurs. Deux jours seulement en arrière aucun de nous deux n'envisageait une pareille situation. Nous avons donc proposé différents schémas possibles; mais il s'agissait véritablement d'une première consultation visant à m'orienter dans les décisions que j'allais avoir à prendre. La volonté du peuple devait prévaloir et j'avais donc prévu une consultation plus large. L'avis technique du seul professeur Ibriga ne suffisait pas à déterminer ce qu'il convenait de faire.

Nous nous étions donc quittés cordialement sans véritablement avancer sur le sujet en promettant de nous revoir; mais par la suite, deux camps se sont formés; les forces de défense et de sécurité d'une part, et celui des partis politiques auxquels se sont joints les OSC d'autre part. Le professeur tout naturellement avait rejoint le camp qui lui était le plus accommodant, celui des partis politiques et OSC comme s'il se méfiait des militaires. Chez nous on dit que «si un serpent est responsable de la mort de ta mère, tu t'affoles dès que tu aperçois une corde.»

Je comprenais et respectais surtout le professeur pour ne pas l'interpeller sur son choix. Entre militaires, nous avons décidé et entrepris de rédiger une charte devant définir le cadre de la Transition. Il était clair que nos connaissances de droit constitutionnel allaient se révéler insuffisantes et c'est pour raison nous avons fait appel au professeur Abdoulaye Soma, agrégé de droit constitutionnel. Nous avons décidé que la solution au problème burkinabè serait entièrement burkinabè, et cela supposait qu'il ne fallait pas la compliquer davantage en faisant dans l'ignorance. La chaude journée du dimanche s'était pourtant bien terminée, car à 16h, j'avais eu au CES une rencontre avec toute la classe politique, du moins celle regroupée au sein de l'ex-opposition. J'avais avant cette rencontre fait transmettre un message à cette classe politique après le cafouillage qui s'était produit à la TNB, pour lui signifier notre volonté de dialoguer pour qu'ensemble nous puissions trouver la formule de la Transition qui siérait le mieux. Comme préalable à cette discussion, ils devaient reconnaître mon autorité en tant que chef de l'État et le fait que c'est nous qui dirigerions ce dialogue dans nos bureaux au CES. J'avais pris le soin de préciser que si cela ne leur convenait pas, ils pouvaient toujours aller commencer à se préparer pour leurs futures campagnes électorales, car je mettrai en place un régime purement militaire pour avancer. Ceux d'entre eux qui avaient proposé que je sois convoqué pour la réunion au siège du CFOP (chef de file de l'opposition politique) avaient fini par déchanter.

Madame Saran Sérémé, présidente du Parti pour le développement et le changement (PDC) qui s'était rendue à la télévision nationale pour se proclamer chef de l'État, avait été interpellée et conduite au CES. Je l'y avais retrouvée en larme et il m'a fallu jouer à la nounou avant de lui demander ce qui s'était passé. Elle me répondit en sanglots: *«J'ai été pressée par les militants et les autres responsables politiques à aller faire cette déclaration à la TNB, puis pendant que j'y arrivais le Général Lougué m'avait précédé avec ses militaires. On m'a dit également qu'en ce même instant Zéphirin Diabré a fait une sortie sur une radio FM pour se désolidariser complètement de ma démarche. C'est un traître. Ils sont d'ailleurs tous des traîtres et des malhonnêtes»*.

Je voyais un peu de sincérité dans cette dame qui n'arrêtait pas de pleurer sans doute au regret de s'être fait avoir malgré sa longue expérience en politique. Sa situation me rappelait l'histoire d'un village où le chef avait décidé d'élever un éléphanteau. Cet animal si mignon était aimé par tous les villageois surtout les enfants. Mais avec le temps, l'éléphanteau grandit et devint un mastodonte qui causait d'énormes dégâts dans les champs et dans les cases. Les villageois se réunirent alors pour aller trouver le chef et lui demander de se débarrasser de son

animal. À leur arrivée, le chef les accueille et les interrogea sur le but de leur visite. Le délégué des villageois qui devait annoncer la résolution commença son message: «chef, votre éléphant là...» le chef sursauta et se mit en colère «qu'a-t-il fait mon éléphant?» le délégué se tourna vers ses camarades comme pour demander un encouragement et une caution, mais quelle ne fut sa surprise... un silence total, puis certains commencèrent à se disperser. Le délégué se sentant abandonné et certainement exposé à subir seul la furie du chef trouva une belle issue. Il termina ainsi son intervention: «... Non, c'est-à-dire que votre éléphant là est très gentil, mais nous le trouvons un peu ennuyé et nous sommes venu vous suggérer de trouver un second éléphant pour lui tenir compagnie». Saran se sentait trahie dans cette tentative de putsch civil. Elle était inconsolable, cependant, je parvins à la calmer et à l'inviter à descendre avec moi dans la salle de réunion, car tous ses compères y étaient pour la rencontre que j'avais convoquée pour 16h. Nous descendions ensemble et après les salutations d'usage, les débats commencèrent. J'ai déploré l'incident survenu à la RTB, car on m'avait signalé qu'un jeune garçon y avait trouvé la mort par une balle perdue. C'était le genre de comportement à proscrire désormais. En effet, il était inadmissible, après l'exploit réussi par l'armée d'assurer la continuité de l'État dans un calme relatif, que des individus se permettent à nouveau de troubler l'esprit de notre peuple et de fragiliser davantage notre pays. À peine avais-je terminé cette phrase que je vis Saran se lever et quitter la salle. Je ne m'adressais cependant pas particulièrement à elle, mais plutôt à l'ensemble des acteurs politiques desquels nous espérions légitimement un comportement plus responsable.

Quelque temps avant l'arrivée de Saran à la TNB, le Général Kouamé Lougué y était également et avait même réussi à faire une déclaration avant d'être pourchassé par les soldats du RSP jusqu'au palais du Mogho-Naba. Mais, cette déclaration que Lougué pensait être diffusée en direct n'a pas franchi les quatre murs du studio grâce à la bienveillante intervention d'un technicien de la TNB qui avait opéré intelligemment un sabotage sur les installations pour empêcher que le message du Général soit transmis sur les antennes. Le Général Lougué, dans sa fuite chez le Mogho-Naba, s'était même fracturé la jambe en escaladant un mur et j'ai dû donner des instructions pour qu'il soit évacué en France pour des soins plus adéquats. En arrière-garde, certains officiers poussaient le Général Lougué à avoir cette attitude, notamment le Colonel Abdoul Karim Traoré, qui des mois plus tard, se retrouverait encore mêlé au coup d'État manqué du Général Diendéré.

Notre entretien tenu avec les politiciens cet après-midi du dimanche 2 novembre au CES, sonnait un air de discorde totale au sein de la classe politique. C'est à ce moment que je compris qu'ils étaient moins solidaires qu'on pouvait le croire. Ils étaient même enclins à se dire: *«puisque'on n'arrive pas à s'entendre entre nous, alors, laissons les militaires gérer»*; on reconnaissait à peine ceux qui plutôt dans la journée avaient fait le pied de grue chez le Mogho-Naba sans me voir arriver et ensuite avaient tenu un meeting à la Place de la révolution pour rejeter totalement l'ingérence de l'armée dans leurs affaires.

Avant cette rencontre, je ne connaissais pas personnellement ces politiciens, en dehors bien entendu de leur vie publique que j'observais comme tout autre observateur de la vie politique nationale. J'avoue cependant que j'avais un sentiment de déception face à ces personnalités qui pour la majorité, ne semblaient guère se préoccuper de ce qui adviendrait de notre pays si le désordre s'y installait durablement. Notre rencontre n'avait pas duré plus d'une heure, mais nous nous étions promis de nous revoir le plus tôt possible. J'avais le sentiment que la seule chose qui les intéressait vraiment était que je leur remette le pouvoir, peu importe ce qu'ils en feraient. Ce sentiment se confirma lorsque je décidai par la suite de les recevoir individuellement. Certains parmi eux m'ont carrément tenu ce langage: *«Tout ce que nous vous demandons c'est que vous nous remettiez le pouvoir, et que vous retourniez en caserne. Après on verra.»*

Quelle inconscience pensai-je! Comment peut-on parler de la destinée de toute une nation en des termes de «après on verra»? Je résolus d'entamer au plus vite la concertation avec toutes les forces vives de la Nation regroupées au sein des organisations professionnelles; les mouvements associatifs de jeunes et de femmes, les différentes communautés coutumières et religieuses, ainsi que les personnes-ressources. Ces consultations nous avaient davantage révélé l'aspiration profonde du peuple à une nation stable, pacifique, prospère, et démocratique.

Le Burkina Faso, dans le concert des nations, était devenu en cette fin d'année 2014, une attraction. Par une insurrection, le peuple burkinabè venait de solder ses comptes avec un régime vieux de 27 années en seulement 48 heures et tout cela avec un retour extraordinaire au calme! cela traduisait enfin un hommage mérité au capitaine Thomas Isidore Noël Sankara, héros national et icône de la lutte pour une Afrique véritablement indépendante, qui avait prévenu le dominateur en ces termes: *«si vous tuez Sankara, vous aurez après lui des milliers de Sankara en face de vous»*.



Les organisations internationales tout comme régionales notamment la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA) et l'Organisation des Nations unies (ONU), étaient très attentives à ce qui se passait au pays des hommes intègres. Les chefs d'état de la CEDEAO dépêchèrent une mission au Burkina Faso pour, disaient-ils, s'assurer que le pouvoir quitte les mains de l'armée pour revenir aux civils. L'Union africaine, qui demandait la même chose, ira même jusqu'à menacer de sanctionner le pays si le régime restait militaire. L'Organisation des Nations unies, par la voix du Dr Ibn Chambas dépêché à Ouagadougou, se disait alignée sur les résolutions prises par l'UA et la CEDEAO.

Les représentants de ces trois organisations faisaient mission commune. Toutes les audiences et toutes les rencontres se déroulaient autour de la même table. Le président de la commission de la CEDEAO parlait toujours avant les deux autres, qui à sa suite, disaient le refrain. Ah, sacrée communauté internationale! Exactement comme des enfants qui se font prendre la main dans le sac en train de piquer des bonbons. Il y avait bien sûr de quoi jouer ainsi les timides, car cette même communauté internationale s'en fichait complètement, lorsque le peuple burkinabè avertissait le président Compaoré sur son funeste projet de modification de l'article 37 à travers meetings, marches et rencontres à divers niveaux. Comment ces diplomates pouvaient-ils trouver les ressources nécessaires après avoir brillé par leur silence coupable, pour venir nous regarder droit dans les yeux et nous dire que la démocratie est un sacerdoce inviolable et qu'à ce titre la démission du président Compaoré devait faire suite à un intérim par le président de l'Assemblée nationale plutôt qu'à un pouvoir géré par l'armée? Leur vision étriquée de la situation ne nous disposait pas à dialoguer longtemps avec eux, si fait que nous leur accordions le strict minimum d'attention.

À l'évidence, il fallait être très clair: «le peuple burkinabè, tout comme il n'a pas eu besoin de la communauté internationale pour dire non à la révision de l'article 37 et cela de la plus belle manière, n'a pas non plus besoin d'elle en ce moment pour garantir son retour à un ordre constitutionnel normal.» C'est ce que nous avons sans détour expliqué aux diplomates au nom de tout le peuple burkinabè dont c'était le sentiment profond à l'égard de cette communauté internationale.

Dès la nuit du 1^{er} novembre, nous avons commencé des consultations en vue de trouver un civil digne de porter le fardeau jusqu'aux élections à venir. Le plan B était que: au cas où la classe politique se mêlerait les pédales, en d'autres

termes, au cas où elle se montrerait trop portée vers des calculs égoïstes en voulant se substituer au peuple, alors un régime purement militaire dont l'objectif serait d'organiser les élections dans les six mois qui suivraient, serait mis en place. Le bel exemple qui a été réussi au Niger voisin pouvait bien nous inspirer cette option. Le Burkina ne s'en porterait pas plus mal et finalement s'en sortirait avec des élections réussies. Ce plan B était aussi la dernière alternative, car il comportait trop de risques pour notre pays, notamment sa mise à l'écart par les instances internationales, quoiqu'étant elles-mêmes à l'origine de la plupart des problèmes qui minaient les pays africains (RDC, Centrafrique, etc.) restaient utiles à bien des égards.

Jusqu'ici, hormis le Canada qui avait sanctionné le Burkina Faso, aucune sanction n'avait été prise, à aucun niveau, contre le pays des hommes intègres. Même la CEDEAO résistait face à la pression du président Ouattara pour qui les événements des 30 et 31 octobre n'étaient rien d'autre qu'un coup d'État militaire. L'Union africaine s'était donné un temps pour mieux comprendre, car elle semblait totalement prise au dépourvu. Le président en exercice de la conférence des Chefs d'État, le Mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, nous avait confié que la responsabilité de la stabilité du pays et son retour à la normalité nous incombait plutôt qu'aux politiciens. Il nous dit: «il est certain que ces derniers n'arriveront jamais à s'entendre sur la base de l'intérêt national, trop portés qu'ils sont sur leurs intérêts partisans et égoïstes. J'ai connu une telle expérience et je suis certain que tu peux réussir sans eux».

J'avais bien compris le conseil de l'«ancien», c'est ainsi que je l'appelais en tant que aîné dans l'armée, mais le Burkina Faso n'est pas la Mauritanie et cela pouvait se solder chez nous par une grave crise aux conséquences incalculables; et je n'avais aucune envie de voir grossir les effectifs des cadavres que nous comptions déjà depuis le 30 Octobre. Chacun des chefs d'État que nous avons reçus à Ouagadougou avait sa propre lecture de la situation, quelquefois en rupture totale avec celle de la voix de ses pairs et même avec ses propres propos exprimés lors des plénières.

Nous avons eu une rencontre avec le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) Mr Barthélémy Kéré, pour nous informer des délais nécessaires à l'organisation pratique des élections couplées présidentielle et législative. Il nous avait fait comprendre que les délais de quatre à six mois étaient nettement suffisants aux conditions qu'il n'y ait pas de révision du fichier électorale et que le vote des Burkinabè de l'extérieur soit encore ajourné. Nous ne pouvions pas ignorer la première condition, car les précédentes élections

s'étaient tenues en 2012 et il s'était passé trois années au cours desquelles des dizaines de milliers de Burkinabè avaient atteint l'âge de la majorité. À ceux-ci, il fallait ajouter également les citoyens qui ne s'étaient jamais intéressés aux élections depuis le début de la quatrième république en 1991. Pour ces derniers, les résultats étaient connus d'avance et c'était Blaise Compaoré et son parti qui gagnaient toujours et pour cause, il n'y avait vraiment pas d'enjeu les motivant à s'intéresser aux élections. Le second souci relatif au vote de nos compatriotes de l'étranger était un engagement national et une promesse leur avait été faite pour leur participation aux élections à venir. Le délai ne pouvant permettre une organisation d'élections à l'extérieur, il importait de leur rendre compte de cette nouvelle situation, et subséquemment de réviser la loi électorale pour exclure leur participation à l'échéance de 2015.

Nos discussions avec la classe politique se bloquaient sur un point: celui de l'exclusion des partis de l'ex-majorité des instances de la Transition. Pour nous, il n'était pas question de disqualifier des partis politiques comme certains le voulaient absolument. Certaines personnalités, qui s'étaient illustrées par leur attitude sur la révision de l'article 37 qui avait entraîné l'insurrection populaire, pouvaient à la limite être exclues, si ces dernières elles-mêmes par décence ne s'excluaient pas. Mais de là à laisser sur la touche toute une partie de la Nation, j'y étais fortement opposé. Cela a valu que l'on me traite de tous les noms: j'étais pour les adeptes de l'exclusion un simple valet de l'ancien régime qui après avoir perdu le pouvoir a placé un de ses pions en vue d'organiser savamment son retour sur scène. Que nenni!

Ceux qui avançaient ces choses devraient avoir honte aujourd'hui à moins qu'eux-mêmes ne disposent d'une conscience suffisante pour connaître ce que c'est que la honte. Je n'ai jamais été le valet de qui que ce soit. De toute ma vie, je n'ai jamais joué au larbin ou au valet. J'ai toujours été un soldat discipliné, respectueux et travailleur. En dehors du cadre du service, mes relations avec mes supérieurs étaient toujours restées dans des limites cordiales. Je ne voyais pas la nécessité d'aller faire les courses privées pour mes chefs ou pour leurs épouses et encore moins pour leurs enfants. Cela avait peut-être été quelques fois interprété comme une insoumission ou en tout cas comme un manque d'intérêt. J'ai toujours été celui dont on avait besoin pour les missions compliquées, voire périlleuses, même si au moment de distribuer les récompenses je n'avais jamais eu les faveurs de mes supérieurs. Bien entendu, j'en ai ressenti parfois une certaine frustration, ne comprenant pas toujours les raisons subjectives du manque d'appréciation à la mesure de mon rendement exceptionnel, mais en définitive je me ressaisissais toujours, car je savais très bien qui j'étais et d'où je

venais. Si je suis vivant c'est que Dieu Tout-Puissant l'a voulu et seul lui peut décider de mon avenir; rien ni personne d'autre n'en a le pouvoir.

Quelqu'un un jour m'a raconté cette histoire édifiante que je ne suis pas près d'oublier; un grand roi sage, Salomon, était en voyage. Il arriva devant un cours d'eau qu'il devait traverser afin de poursuivre son voyage. Un petit animal des eaux profondes sorti pour lui rendre hommage et le renseigner sur le passage à emprunter. Le roi remarqua que cet animal ne disposait pour sa subsistance que d'une seule graine de mil pour toute l'année. Salomon lui fit remettre deux graines immédiatement et lui promit de lui en donner désormais deux chaque année. Au bout d'une année, le roi fit son retour de voyage et rencontra à nouveau l'animal. Toutefois, celui-ci avait mangé une seule graine durant l'année qui s'est écoulée et il avait gardé soigneusement la seconde. Salomon l'interrogea pour savoir pourquoi il n'avait pas tout mangé puisque de toute façon il lui avait promis deux graines par année. L'animal lui répondit: «auparavant, je recevais une graine des mains de Dieu pour ma nourriture de l'année, je la mangeais entièrement et l'année suivante il m'en donnait encore une, sans jamais faillir. Maintenant, je reçois deux graines, mais puisque Dieu n'est plus mon donateur, mais plutôt toi, un homme, je préfère être prudent en gardant toujours la seconde graine au cas où tu changerais d'avis ou bien me ferais défaut pour une raison quelconque». La morale de cette histoire est que l'homme ne doit pas reposer son espérance sur l'homme, mais plutôt sur Dieu, le seul créateur de toute chose. La Bible dit ceci: «maudit soit l'homme qui se confie en l'homme, qui prend la chair pour appui, et qui détourne son cœur de Dieu». J'ai toujours considéré les obstacles placés devant moi comme des tremplins pour aller plus loin. Si je n'avais pas vécu certaines difficultés dans le passé, celles du présent m'auraient ébranlé. Il n'existe aucune difficulté qui n'ait pas de solution, sinon elle-même n'existerait pas. Chaque épreuve est comme un tunnel qui a deux ouvertures, celle par laquelle on y entre et celle par laquelle on en sort. C'est imparable, il faut seulement continuer d'avancer sans s'arrêter! Comment certains citoyens pouvaient-ils, sans même me connaître, ni d'hier ni d'avant-hier, déclarer haut et fort, que j'étais un pion du pouvoir Compaoré? Il y avait évidemment des personnes qui s'imaginaient qu'après elles le Burkina n'avait plus engendré un seul fils capable de réfléchir et de prendre de bonnes décisions pour son pays. C'était une erreur monumentale que commettaient certains dirigeants qui ne croyaient ni en la jeunesse ni en un Burkina sans eux. Ils étaient arrivés aux affaires dans leur trentième anniversaire et aujourd'hui ils regardent ceux qui ont 40 ou même 50 ans comme étant des enfants irresponsables à qui on ne devrait confier aucune véritable responsabilité.



C'est vraiment malheureux de vivre en ne songeant pas à garantir une relève. Un père qui n'a point préparé son enfant à faire mieux que lui a vécu inutilement; cela reste ma conviction profonde. Cette relève doit se faire à un double niveau. D'abord sur le plan générationnel pour garantir une relève des anciens par les jeunes. Celle-ci doit se faire selon une démarche systémique en respectant le transfert d'expérience et des valeurs qui fondent notre nation. Puis, sur le plan idéologique en ne perdant jamais de vue que la pensée unique ne bâtit pas une nation de liberté, de justice et de démocratie, mais bien au contraire qu'elle a érigé de tout temps les dictatures les plus monstres que l'humanité a connues.

Le Burkina Faso après vingt-sept ans sous le régime Compaoré était parvenu à ce carrefour du changement et il fallait absolument opérer soit l'un ou l'autre: générationnel ou idéologique. Je me souviens encore du discours prononcé par l'ambassadeur Emmanuel Beth à la fin de son séjour le soir du 14 juillet 2013 où il avait dit: «... *je souhaite au Burkina un changement dans la continuité ou une continuité dans le changement...*». Il ne croyait pas si bien dire. Malheureusement, les convives présents au dîner ont vite fait de noyer ses propos dans le champagne et le vin qui coulaient à flots et chacun était reparti poursuivre le train de vie habituelle comme si de rien n'était, en insinuant que: «la continuité ne rime pas avec le changement; alors nous préférons le statu quo!»



L'histoire, en cette fin du mois d'octobre, avait rendu son verdict imparable nous obligeant soit à nous assumer pour la survie de tous ou à nous défilier pour faire place au chaos dont personne ne sortirait grandi. Nous avons notre vision qui était de remettre tous les fils et toutes les filles du Burkina Faso ensemble pour construire le pays. Que l'on se trouve du côté du pouvoir ou de celui de l'opposition, l'on doit avoir un seul but: travailler pour le pays, et un seul objectif: l'édification d'un Burkina démocratique et prospère. Cela n'est pas du tout impossible! Si d'autres nations y sont arrivées, pourquoi pas nous? Sommes-nous des damnés? Non! Je ne peux pas croire cela un seul instant. Nous disposons de tous les éléments nécessaires pour réussir notre émergence. La principale ressource demeure les hommes et je peux dire qu'elle est abondante et de qualité. Il ne reste qu'à la valoriser par un management de qualité.

Comme dans une famille, si vous passez le temps à dire à vos enfants qu'ils sont des vauriens, vous pouvez être sûrs et certains qu'ils seront des rebus de la société et cela par votre faute. La graine du manque de confiance en soi que vous aurez semée en eux va pousser et produire des fruits que vous devrez récolter.

Si vous semez des graines de citronnier, ne vous attendez pas à récolter des goyaves. Si en revanche vous les encouragez, vous soutenez les plus faibles, vous récompensez les plus méritants en créant une saine émulation alors chacun d'eux réussira avec excellence dans le domaine, qui lui est propre. Si l'un est plombier, sachez qu'il sera un technicien compétent dont tout le monde sera fier, si un autre est éleveur, il sera la fierté de toute la corporation et si un autre encore est chirurgien, vous n'entendrez que de bonnes choses à son sujet et sur les exploits qu'il accomplit dans le bloc opératoire, et si un autre enfin est boulanger, le bonheur de ses clients, à qui il offre l'avantage d'un copieux petit déjeuner avant d'aller à leur travail, sera sa part contributive à l'édification et au développement de la nation entière.

Tous se valent sur une même échelle des valeurs, et le tout dépend de vous, et non de vos enfants; car si votre échelle de valeurs se rapporte plus à l'appât du gain, quel que soit son origine, alors peut-être que votre meilleur enfant selon vous-même serait le braqueur ou le coupeur de route ou encore la prostituée du coin, pourvu que celui-ci vous ramène des dividendes de ses activités.

Sur la question de l'exclusion, je voyais là comme un virage interdit à ne pas prendre. Les Burkinabè ont toujours su faire preuve de magnanimité, et nous ne devons pas, à la faveur de cette insurrection, nous laisser aller à la tentation de la division. Une sagesse de chez nous ne nous enseigne-t-elle pas que: «l'on ne doit pas amputer le bras infecté»? On doit plutôt le soigner en le lavant pour le désinfecter. Pour plusieurs acteurs politiques, cet exercice pénible n'était pas leur panacée préférant la solution simple du: «ôte-toi que je m'y mette». Oui, mais, et après? Le Burkina serait-il mieux avancé simplement après avoir changé un individu?

J'ai eu le privilège d'échanger longuement avec un sage d'Afrique, le président Thabo Mbéki, en marge de ma visite en Afrique du Sud lors du 25^e sommet de l'Union africaine, où je représentais le président Michel Kafando. La question de la loi électorale du Burkina était inscrite à l'ordre du jour de ce sommet et nous y avons défendu ladite loi conformément à notre devoir. Le président Thabo Mbéki m'avait dit ceci: *«la division est la pire des choses qui puissent arriver dans un pays. Ayant connu l'apartheid, je puis vous assurer que personne ne se résignera devant l'exclusion; ils se battront par tous les moyens y*

compris les tentatives de déstabilisation, contre cette injustice, ce qui mettrait votre pays dans une situation compliquée avec tous les autres défis que vous avez déjà à relever à savoir la santé, l'éducation, l'emploi, l'économie, la lutte contre le terrorisme, etc.»

J'avais remercié le sage pour les précieux conseils tout en lui expliquant que le peuple souhaitait cette exclusion. Si les autres, en face et par décence, pouvaient s'auto-exclure pendant quelque temps, nous n'aurions aucun problème. Et je précisai que cette exclusion ne concernerait pas les partis politiques, mais plutôt des individus, les partis restants libres de présenter d'autres candidats qui n'ont nullement cultivé la violence dont nous avons connu l'épilogue les 30 et 31 octobre 2014 avec des pertes de vies humaines. «S'ils refusent cette décision sage et tentent quoi que ce soit pour nous déstabiliser, nous saurions prendre nos responsabilités», lui avais-je dit.

Trois mois après notre entretien, jour pour jour, il y eut le coup d'État du Général Diendéré et le peuple burkinabè comme un seul homme s'est mobilisé comme annoncé pour faire échec à l'imposture. Les tentatives de déstabilisation avaient déjà commencé en décembre 2014 et s'étaient poursuivies en février 2015, alors que la loi électorale contenant l'exclusion était adoptée au mois d'avril, montrant ainsi que la loi électorale n'a servi que de prétexte à un vieux projet né le jour même où Compaoré a quitté le pouvoir laissant sur le carreau ses anciennes ouailles. Tout le Burkina se souvenait en effet des crises répétitives avec le RSP; mais d'où venait l'idée que le motif du coup d'État était l'exclusion? Il y avait là un mépris total et une flagrante insulte à l'intelligence des honnêtes citoyens de notre pays et ceux du monde.

Dans le cas du Burkina Faso, il y avait une catégorie de personnes qui pensaient qu'elles étaient nées pour gouverner les autres et que ces derniers devaient tout accepter et suivre comme des moutons. Si du moins certaines personnes n'avaient pas de respect pour les Burkinabè, pouvaient-elles au moins en avoir pour Dieu qui nous a tous créés à son image, et pas si bêtes que cela?

Je refuserai toujours de penser qu'un citoyen, même s'il est silencieux, puisse être complètement insensé au point de ne pas distinguer ce qui lui est avantageux de ce qui ne l'est pas. Quand cette attitude de total mépris est manifestée à l'égard des noirs par des blancs, nous crions tous «au racisme, à la suprématie blanche, etc.» Quelle différence cela fait-il lorsqu'une partie du peuple aliène une autre partie au point de dénier à cette dernière le droit à la liberté de s'exprimer? Comme pour résumer ceci: *«Allez, souffrez et mourrez, s'il le faut, mais, en silence!»*

Le sage d'Afrique, Thabo Mbéki m'avait expliqué des stratégies idoines pour travailler prioritairement à une réconciliation qui serait le gage d'un avenir paisible pour le Burkina Faso. Cela impliquait la mise en œuvre d'un processus de «vérité et réconciliation». C'est par ce même processus que son pays l'Afrique du Sud, première puissance du continent, a su se construire harmonieusement après 47 années d'apartheid (de 1948 à 1994). Tout en lui témoignant ma gratitude pour ses précieux conseils, je le rassurai que nous ferions tout pour réussir des élections paisibles afin que le pouvoir qui allait se mettre en place puisse travailler sereinement à l'édification d'un Burkina nouveau, réconcilié et en marche sur la voie du développement. La transition, lui avais-je dit, est limitée dans le temps par la volonté de notre peuple et ne peut à cet effet achever le grand chantier de la réconciliation, toutefois, elle s'est attelée à la mise en place des mécanismes de réformes et de réconciliation avec l'espoir que celle-ci sera perçue comme une priorité par les futures autorités qui seront installées après les élections de fin 2015.

La Transition politique au Burkina, même si elle était intervenue brutalement, avait su s'installer dans une douceur relative. Ce qui a laissé croire à certains individus qu'elle était fragile et faible donc «balayable» à souhait. La force d'un régime de notre point de vue ne réside pas en ses démonstrations de violence aveugle contre ses propres citoyens, mais se mesure plutôt en sa capacité à créer un environnement stable, paisible et sécuritaire permettant à chaque communauté, à chaque famille et à chaque individu de mener sereinement ses activités sociales, économique et politique.

Un régime fort est celui qui œuvre inlassablement à l'épanouissement de chaque composante de sa population: hommes, femmes et jeunes, enfants et personnes âgées. Enfin, un régime fort est celui au sein duquel les citoyens n'ont pas la peur d'un lendemain incertain, et pour ce faire des actions concrètes sont continuellement menées pour leur garantir un développement durable dans tous les secteurs de la vie quotidienne: santé, éducation, emploi, économie, culture, etc. Pour répondre à toutes ces exigences d'un régime qui s'assume pleinement, on ne peut se complaire dans des temps de fanfaronnade et de show.

Le régime qui se mettait en place, quoique de Transition, n'avait aucun droit à l'échec, sinon c'était tout l'avenir de la Nation qui serait hypothéqué. Il devait en ce sens réussir la mission qui lui avait été confiée par les forces vives de la Nation et qui avait été bien déterminée, voire «délimitée» dans la Charte de la Transition. Cette mission était bien sûr l'organisation des élections dans un délai de douze mois. Nous avons bien compris cette mission et nous nous étions

donné les moyens de la réussir à tout prix; pas pour les signataires de la Charte, mais pour le peuple burkinabè tout entier. Nous avons appris que le chemin du succès passe par l'humilité car Dieu résiste aux orgueilleux, mais il fait grâce aux humbles. Bien sûr, que cette affirmation des Saintes Écritures est une folie pour les hommes, mais tout bon observateur de la scène politique burkinabè doit convenir qu'elle est une vérité indéniable. Les évènements de septembre 2015 ont donné lieu à ce qui est appelé «le dossier du putsch manqué» et qui est instruit par le tribunal militaire. Dans le but de ne pas exposer des faits dont les instructions sont en cours à la justice, nous ne publierons certainement pas cet ouvrage avant que le procès du putsch ne se soit déjà terminé, à moins d'un impondérable de dernier instant. Il est important de notre point de vue de revenir sur les détails sur la «complotite» ou maladie du complot contre la Transition, depuis son premier jour jusqu'à son dernier jour. En effet le 30 décembre 2015, lendemain de la prestation de serment du président Kabore, une tentative d'assassinat du Premier ministre de la Transition avait été planifiée par certains éléments de l'ex-RSP en même temps qu'ils projetaient d'attaquer la maison d'arrêt des armées pour libérer certains détenus; les comploteurs ont été dénoncés, arrêtés et détenus en attente de leur comparution dans le dossier dénommé «affaire Madi Ouédraogo et 28 autres»



«Vous aurez beau dire aux enfants ce qu'ils doivent faire, ils s'évertueront toujours à faire ce qu'ils vous voient faire.»

Les chroniques d'une crise politico-militaire dans la transition

J'écoutais avec attention la causerie qui avait cours entre mes enfants Othniel, Lemuel et Gadielle. Nous étions à table depuis seulement quelques instants et comme d'habitude, un ou plusieurs sujets allaient constituer nos échanges pendant le repas. C'est le seul moment de la journée où toute la famille est réunie. La règle établie était que tout le monde devait être présent à table pendant ces moments privilégiés et que même celui qui ne voulait pas prendre le repas devait néanmoins se présenter à table, participer à la prière pour le repas, avant de pouvoir s'excuser. Mais finalement, tout le monde restait et tout le monde prenait quelque chose. À quoi bon s'en priver d'autant plus qu'on est déjà à table?

Cette règle vaut dans la famille depuis toujours, mais lorsque nous étions chez nous à Ouagadougou, l'obligation concernait seulement les repas du week-end, puis finalement celui de dimanche midi au retour de l'église. Les autres jours de la semaine, les enfants prenaient toujours leur repas de midi à l'école, lequel repas était servi par la cantine scolaire, et le soir ils mangeaient dès qu'ils finissaient de se laver, puis allaient étudier avant de s'endormir. Mes enfants habitués à la journée continue depuis l'école maternelle à Ouaga ne sont donc pas perturbés sur le plan du rythme scolaire puisque dans les écoles de ce pays d'accueil qu'est le Canada, aucun enfant ne rentre chez lui à midi ni aucun travailleur d'ailleurs.

J'avais fini cependant par dire à mon épouse qui m'attendait régulièrement pour le repas de ne plus m'attendre, car je n'avais jamais une heure fixe pour

rentrer à la maison du fait de mes nombreuses missions. J'accomplissais de nombreuses missions internes et externes et madame ne m'en voulait pas puisqu'elle savait à quoi elle s'engageait en m'épousant.

Mes enfants discutaient ce soir-là sur les pays ouest-africains et je les écoutais attentivement. L'un d'eux avait évoqué Léopold Sédar Senghor et nous étions tous admiratifs de ce père de la négritude qui avait conduit son pays le Sénégal à l'indépendance et dont les qualités d'homme de lettres inspirent le respect. Senghor était cet africain noir, qui enseignait le français aux petits Français, avions-nous rappelé. Puis quelqu'un avait fait remarquer que les Sénégalais en général sont très brillants dans la connaissance de la langue française; ensuite, un autre avait dit que les Béninois excellent dans les mathématiques. Après cela, une question fut lancée autour de la table: dans quel domaine particulier les Burkinabè excellent-ils? Étant tous mis à réfléchir pour trouver la réponse. «Les Burkinabè excellent dans la méchanceté», répondit quelqu'un! À entendre cette réponse, j'ai reçu un terrible choc. D'abord, surpris par la fermeté l'assertion qui dénotait d'une certaine conviction, je m'évertuais dans l'urgence de cette situation à leur ôter cela de la tête. J'évoquais l'intégrité des Burkinabè, leur ardeur au travail, le panafricanisme, la révolution, etc. Mais je compris tout de suite que plus je continuais d'argumenter, moins je devenais crédible dans mes propos. Alors d'un ton plus sérieux (et tous autour de la table connaissent ce ton-là), je leur tins ce langage: «aucun peuple n'est aujourd'hui ce qu'il a été hier et aucun peuple ne sera demain ce qu'il est aujourd'hui. Tous les pays sont en devenir. Ce qui importe c'est ce que sera le Burkina Faso de demain. Notre génération va vous laisser le pays sur la bonne voie, afin qu'à votre tour vous le léguiez à vos enfants sur une meilleure voie. Ainsi de génération en génération notre pays évoluera jusqu'à ce qu'il célèbre sa 150e année de souveraineté, dans la prospérité tout comme le Canada qui fête cette année ses 150 années d'indépendance (2017). Ce que nous sommes aujourd'hui n'est pas le plus important, mais plutôt ce que nous serons demain».

Nous avons continué le repas dans une meilleure ambiance, mais je suis resté pensif. «D'où est-ce qu'ils sortent ça?» Sans nul doute que les événements de septembre 2015 y étaient pour quelque chose, mais ce n'est pas tout, car ma situation d'exilé suscitait certainement chez mes enfants des interrogations auxquelles toutes mes assurances n'apportaient pas toujours satisfaction. Les enfants sont, par le canal des nouvelles technologies de l'information et les réseaux sociaux, très connectés et très au fait de tout ce qui se passe au Burkina et ailleurs dans le monde. Sur les choses que j'ignorais totalement, eux malgré leur jeune âge en savaient beaucoup plus. C'est la réalité de leur génération et je

me sentis un peu dépassé, largué. Cependant à la maison ils n'ont accès à la connexion internet que sur un seul ordinateur pour faire leurs devoirs et au lycée ils ont également un accès très contrôlé au net. Comment donc peuvent-ils être informés des allégations qui se racontent sur nous au Burkina en ce moment, d'autant que personnellement je m'étais interdit d'en savoir davantage et surtout d'en commenter en bien ou en mal? Je finis donc par me convaincre que les événements de 2015 étaient leurs principaux mauvais souvenirs. Tout comme mes enfants, il y avait une génération entière de jeunes burkinabè qui a besoin d'être informée sur ce qui s'est passé dans leur pays et pourquoi la Transition burkinabè avait été si perturbée.

Un nouveau défi se présentait à moi maintenant celui de cultiver chez mes enfants l'amour de la patrie. Il m'apparaissait désormais urgent de réussir la réconciliation chez moi dans ma propre famille, de conquérir le cœur de mes enfants pour leur patrie, car visiblement ce que certains individus avaient posé comme actes était interprété comme l'action de tous. Je ne m'étais jamais fait d'illusion quant aux sentiments d'Auguste et de Philippe Sankara, les enfants du président Thomas Sankara qui n'ont pas donné signe de vie malgré l'insurrection populaire ayant mis fin au régime Compaoré. Interrogée lors de sa visite à Ouagadougou leur mère s'était limitée à me dire qu'ils allaient bien, sans envisager la possibilité qu'ils viennent dans l'immédiat au Burkina. J'espère qu'un jour, ils fouleront néanmoins le sol du pays que leur père a tant aimé et pour lequel il s'est sacrifié. Tout le souvenir que ces deux braves garçons ont du Burkina est celui d'un pays qui leur a arraché l'être le plus cher qu'ils avaient au monde et de la manière la plus tragique, sans que personne ne se soit donné la peine de leur demander pardon, même si d'autres sur la base de cette lutte se sont construit des empires. Rien que d'y penser, je mesurais la cruauté et le cynisme des hommes. Heureusement que tout se paye ici-bas et plus encore dans l'au-delà. Je ne veux pas que mes enfants grandissent en ayant des aprioris sur leur propre pays. Je souhaite de tout cœur qu'ils aiment le Burkina comme tout burkinabè, qu'ils aiment fortement leur pays indépendamment des expériences douloureuses qu'ils ont vécues à un moment donné. Je me devais de leur faire comprendre que certaines raisons expliquaient leur colère peut-être, mais que cela était le fait isolé de quelques individus, mais non celui du peuple burkinabè qui a toujours été du côté de la vérité, de la justice, de la liberté et de la démocratie, et que des jeunes et même des enfants comme eux ont payé de leur vie, le changement et la démocratie que connaît en ce moment notre pays.

Il fallait, pour réussir, que j'admette préalablement qu'ils éprouvaient une sainte colère contre la méchanceté de certains acteurs de notre histoire récente.

Je devais saisir l'unique chance qui me restait de leur faire comprendre que ce qui les révoltait était aussi révoltant pour la majorité écrasante des Burkinabè, parmi lesquels certains ont donné de leur vie pour défendre la patrie. Les paroles de sagesse de chez nous ne disent-elle pas qu'«*un seul âne a mangé de la farine et c'est tous les ânes qui s'en sont retrouvés avec des gueules blanches?*» et qu'«*il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain*». J'avais très bon espoir que j'allais vite changer le prisme sous lequel mes enfants regardaient, du haut de leur exil, notre pays. J'entrepris de leur parler de nos martyrs qui étaient tombés lors de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, ainsi que de ceux qui, au prix de leurs vies, avaient rejeté avec fermeté le coup d'État du 16 septembre 2015. Je leur parlais de l'engagement de la jeunesse burkinabè qui a vaillamment affronté les mains nues, les barbares du RSP, du comportement exemplaire des jeunes officiers de notre armée nationale qui demeure un symbole de patriotisme et de courage faisant la fierté de chaque Burkinabè, nous rendant fiers d'appartenir à un vaillant peuple.

Chaque jeune burkinabè en effet devrait être heureux d'appartenir à cette jeunesse patriotique, et je citais des noms en donnant certains détails sur les événements. Parler de la mort tragique de certains enfants à d'autres enfants était quelque chose de très difficile, mais je n'avais pas d'autres choix que de marquer leurs esprits de cette façon. Peu à peu, j'y étais parvenu, car la colère voire la haine qui grandissait en eux a été complètement ôtée. Je les ai toujours éduqués en leur faisant comprendre que la colère et la haine n'apportent rien de positif dans une vie, car elles n'ont pour mérite que de détruire la vie de toute personne qui se remplit de ces sentiments. J'ai moi-même pendant longtemps lutté contre la colère et la haine qui tentait légitimement de s'installer en moi, et avec l'aide du Seigneur j'y suis parvenu et les ai remplacés par le pardon et l'amour que je ressens aujourd'hui pour mes pourfendeurs et pour cause ils ne savent pas ce que je sais et ne peuvent pas voir ni comprendre ce que moi je vois et comprends.

Ayant réussi à mon niveau, il me revenait d'aider mes enfants, afin qu'eux aussi, pardonnent à ces bourreaux, à ces grands méchants. Il m'était arrivé d'avoir quelques poussées de colère à l'occasion de certains événements tragiques récents de la vie nationale, mais j'étais désormais au-dessus de ces sentiments qui veulent que l'on blâme continuellement les autres; je me disais que nul n'est parfait et qu'en même temps tout le monde est perfectible.

Je me rends compte que le pardon est une action qui découle d'un choix difficile qui doit s'inscrire dans la permanence, car il n'est jamais garanti qu'en pardonnant l'offense d'une personne aujourd'hui, elle ne va pas vous offenser

une autre fois, et cependant il faudra pardonner encore et toujours. Dans la Bible, Jésus a expliqué à l'apôtre Pierre qui l'interrogeait sur le pardon, qu'il devait pardonner à son frère, pas jusqu'à sept fois seulement mais plutôt jusqu'à soixante-dix fois sept fois. Je suis en bien meilleure condition après avoir pardonné celui qui m'a offensé ou qui cherche à me faire du mal, tandis que ce dernier est malheureux et pitoyable dans son état de haine et de colère qui le pousse à agir ainsi et à se détruire. Au fait, qu'en retire-t-il vraiment? Rien que de la souffrance intérieure, même s'il veut paraître serein de l'extérieur, son âme est meurtrie, blessée et suffoque au-dedans. Il suffit de regarder avec attention ce genre d'individu pour s'apercevoir qu'il n'a aucune once de paix en lui.

Je sais très bien de quoi je parle, ayant moi-même vécu cette condition dans un lointain passé. Tous les hommes vivent cette expérience de haine et de colère, mais seuls certains connaissent l'issue du pardon, de la tolérance et de la paix intérieure qui procurent le véritable bien-être.

J'avais résolu de ne pas évoquer de sitôt les nombreuses tentatives de déstabilisation que nous avons connues sous la Transition, cependant chez mes enfants tout comme chez les jeunes des générations présentes et futures, il y a un véritable risque d'amalgame et ma version des faits pourrait aider à éclairer et à circonscrire les responsabilités, toujours dans le sens d'une meilleure disposition au pardon et à la réconciliation entre filles et fils d'un même pays.

En tant qu'un des acteurs majeurs de notre histoire commune en cette année 2015, je pense avoir le devoir de dire ma part de vérité, même si les différents procès prévus par la justice apporteront, je l'espère, des réponses aux nombreuses questions que se pose le peuple burkinabè. Ma démarche a pour but de lever le voile sur certains événements, à l'attention de ceux qui, par la force des choses, sont gagnés par le scepticisme, afin de leur redonner l'espoir qu'être burkinabè c'est être une fille ou un fils intègre, et que rien ne doit nous amener à douter de nous-mêmes.

La chute du pouvoir de Blaise Compaoré avait été et c'est peu de le dire très brutal pour tous ses partisans. Les dignitaires de l'ancien régime, même après avoir perdu les privilèges qu'ils tiraient de leur gestion sans partage du pouvoir, devaient s'estimer chanceux pour leurs vies qui ont été épargnées. Nous y avons personnellement veillé tout comme nous avons veillé à éviter le carnage, voire l'hécatombe chez les manifestants.

Au lieu d'être reconnaissant pour avoir eu la vie sauve, le mieux que certains d'entre les dignitaires du régime Compaoré ont trouvé à faire, dès qu'ils sont

revenus de leur grande frayeur, fût d'explorer les voies et moyens de reconquérir le pouvoir. Je l'ai déjà dit, c'est comme s'ils ne pouvaient pas exister sans être au pouvoir et l'exercer sur le reste des Burkinabè.

Chacun d'eux était pourtant né et avait grandi loin du pouvoir. Tous sans exception provenaient soit d'un village reculé du Burkina ou d'un quartier non loti de Ouagadougou vivant au milieu des vaches et des moutons avec lesquels ils partageaient les habitations. À quel moment avaient-ils été piqués par le virus du pouvoir au point d'être incapables d'en guérir? Que représente pour eux le pouvoir? Perçoivent-ils réellement l'exercice du pouvoir politique comme un moyen de se mettre au service de la Nation en développant des politiques socio-économiques conformes à une idéologie? Certainement pas!

La construction du Burkina est bien le benjamin de leur souci, car ils ignorent même ce que devrait être la mission première d'un régime démocratique, se contentant exclusivement de se servir de leur position et des ressources du pays pour assouvir leur propre penchant de dominateur, en se livrant à toutes sortes d'excès sans aucune gêne au milieu d'une population qui, depuis longtemps tirait le diable par la queue. Tous ces gens-là n'avaient aucune considération pour le président Compaoré, mais pourvu qu'il restât à son poste afin de leur permettre de poursuivre tranquillement le train de vie auquel ils étaient maintenant habitués et ne pouvaient imaginer une vie en dehors des privilèges du pouvoir.

Quelques semaines après l'insurrection populaire, certains bonzes de l'ancien régime, dont des ministres, des députés, et autres membres influents du CDP, se sentant hors de danger, avaient commencé à sortir du bois. Nous les encourageons à reprendre vie, car pour nous il n'était pas question d'ostraciser une quelconque partie du peuple burkinabè; mais ces derniers plus que rassurés avaient commencé à tenir des rencontres dans le but de se réorganiser pour donner à nouveau de la voix sur le terrain politique.

Toute cette manœuvre se faisait sous la conduite de Fatou Diendéré dont l'époux, le Général Diendéré, constituait pour tout ce beau monde une sorte de parapet. Les anciens ministres et anciens députés, sous notre interpellation, ont choisi de se ressaisir et d'agir avec modération. J'avais reçu en audience plusieurs d'entre eux individuellement et ils avaient compris mes mises en garde; puis j'ai reçu plus tard à la Primature le bureau provisoire du CDP pour des échanges qui furent très fructueux. Je n'étais pas passé par quatre chemins pour leur faire comprendre qu'il était de leur intérêt et celui de toute la Nation, que le parti prenne le temps de faire un bilan, de se réorganiser par la suite afin d'envisager la reconquête du pouvoir quelques années plus tard. Je pense encore

aujourd'hui que l'écrasante majorité de ceux qui étaient dans la salle était du même avis puisque leurs interventions abondaient dans le même sens.

Nous nous connaissions bien, car pendant les dix dernières années j'avais travaillé avec certaines de ces personnalités lors des congrès du CDP, étant toujours responsable de la commission sécurité dans le comité d'organisation. Si je devais détenir une carte de parti, ce serait sans doute celle du CDP. Nous avons été renseignés les jours suivants que des rencontres entre les responsables du parti se sont multipliées et se tenaient désormais au «conseil de l'entente» dans le domicile du couple Diendéré, et ce malgré notre invite à la retenue.



Il était clair désormais que Fatou avait un plan de récupération du CDP, du moins de ce qui en restait, et que son mâle de Général allait lui servir de joker. Fatou avait bien choisi son homme, celui-là dont elle s'était attaché les services comme époux était un tremplin pour accéder à la haute sphère de la société burkinabè. Son mariage avec le jeune lieutenant nouvellement sorti de l'école militaire spéciale de Saint-Cyr en 1978, promu à une belle carrière, n'était rien d'autre qu'une échelle courte pour se faire une place au soleil.

Originaire du village de Barkoundba, situé à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Ouagadougou, Fatou est née d'une famille polygame et pauvre comme la plupart des familles de Nonsin, ce quartier d'éleveurs peuls dans le secteur périphérique ouest de Ouagadougou. Ayant échoué à l'école, où ses parents avaient fait l'effort de l'envoyer, elle réussit tout de même son admission au concours d'entrée à la police nationale comme agent; le seul concours auquel son premier et unique diplôme, le certificat d'étude primaire élémentaire (CEPE), lui permettait à l'époque de postuler. Son mariage donc avec cet officier de l'armée était une opportunité pour connaître l'ascension sociale, que ses propres capacités intellectuelles ne lui permettaient pas. Après l'assassinat du président Thomas Sankara, Blaise Compaoré étant devenu «l'homme fort» du pays, le capitaine Diendéré lui a succédé à la tête du commandement du CNEC, l'unité chargée de la sécurité du président et des institutions. Diendéré ayant obtenu une promotion, son épouse Fatou en profitera pour côtoyer les plus influentes personnalités du pays, dont la première dame Chantale Compaoré.

Depuis, elle se fraye le chemin en faisant son entrée en politique dès les premiers instants de l'ouverture démocratique en 1991. Elle est élue en 1992 maire de Baskuy, un arrondissement important de la commune de la capitale Ouagadougou. Après un seul mandat à la tête de la mairie d'arrondissement,

Fatou voit grand et se présente comme candidate à la seconde élection législative de la quatrième république. Ne pouvant pas le faire dans sa région natale, le Plateau central, elle se présenta dans celle de son époux. Elle est élue députée de la province du Passoré dans la région du Nord. Elle va rester à l'hémicycle de 1997 jusqu'au matin du 30 octobre 2014. Toutefois, ce palmarès inespéré ne semblait pas la satisfaire, car il lui manquait encore une expérience à laquelle elle aspire depuis toujours: celle de devenir la première dame du Burkina Faso.

Ça n'était plus un secret pour personne, car dans tous les milieux qu'elle fréquentait, Fatou ne cachait pas cette ambition et elle le disait souvent, puisqu'elle voyait son mari comme le potentiel successeur de Blaise. Diendéré lui-même n'en avait certainement jamais rêvé, et au fil du temps il apparaissait évident pour chaque Burkinabè que Diendéré n'envisageait aucunement de renverser Blaise, car il lui était d'une fidélité sans faille, et lui vouait un respect hors norme, à la limite du culte. J'ai eu des occasions d'échanger avec les deux, mais contrairement à ce que l'on pouvait croire, Diendéré s'exprimait très peu devant Blaise. Même assis dans une chaise en face de Blaise, il était raide comme au garde-à-vous. Je n'ai jamais pu percer le véritable mystère qui existait entre les deux hommes, si ce n'est que Blaise avait plus que de l'estime pour Gilbert grâce à qui il pouvait dormir tranquille.

Quel scénario permettrait à Diendéré de succéder à Blaise, l'option du putsch étant exclue? Dans tous les cas, Fatou attendait son heure et écartait toute perspective où Blaise serait remplacé par une personne autre que son époux. Un samedi du mois de juillet 2007 j'étais à leur résidence pour une séance de travail avec le Général Diendéré. Lui et moi occupions une pièce qui faisait office de bureau pour madame la députée et nous y travaillions sur un dossier relatif à la crise ivoirienne. Nous y étions restés toute la matinée et tout l'après-midi.

Diendéré étant sorti pour aller à une autre rencontre et m'a laissé avec Fatou qui, entre temps, était entrée dans son bureau. Avec elle, j'ai eu en quelques instants un débat franc sur la politique intérieure de notre pays. Fatou semblait enfin comprendre que les perspectives que son mari devienne président étaient minces au regard de la grande avancée démocratique, non seulement au Burkina, mais également sur l'ensemble du continent, qui rendait l'option du coup d'État encore plus improbable. L'appareil du parti était par conséquent devenu son seul recours et elle entendait bien s'en servir pour atteindre son objectif. Elle désapprouvait l'influence grandissante du frère cadet François Compaoré sur le président à travers son mouvement associatif la FEDAP/BC.

En effet, le président Compaoré avait décidé d'avoir plus d'une flèche dans son carquois dont il pourrait se servir pour influencer une décision importante, telle que la modification de l'article 37 de la Constitution, si d'aventure ce projet éprouvait du mal à passer au niveau de son parti le CDP. J'avais suggéré à Fatou de convaincre son époux de démissionner de l'armée pour entrer en politique. Il pourrait se faire coopter pour occuper le poste de président de l'assemblée nationale, ce qui ferait de lui non seulement le dauphin constitutionnel, mais le positionnerait favorablement comme candidat à la magistrature suprême au cas où Blaise déciderait de se retirer à la fin de son dernier mandat en 2015.

Diendéré connaissait les membres influents du parti et il maîtrisait parfaitement le landerneau politique burkinabè, ce qui lui conférait certainement un avantage. Son mentor Blaise, j'en suis persuadé, n'y verrait aucun inconvénient. J'avais rassuré Fatou pour ce qui était de l'armée, en lui disant que nous la maîtrisions déjà, car nous avons été bien introduits par son époux qui pouvait quitter la grande muette en toute tranquillité sachant qu'il pouvait compter sur nous non seulement pour bien tenir la maison, mais également pour lui être d'une aide précieuse en cas de besoin.

J'étais très sincère dans mes propos, mais loin d'imaginer que je portais atteinte à la chasse gardée de mon interlocutrice. Évidemment, si son époux entrait au Parlement, il va sans dire qu'elle devrait quitter l'Assemblée. Fatou avait été toujours élue à Yako, le village de son époux, circonscription électorale naturelle de ce dernier. Se retrouver tous deux à l'hémicycle n'était pas une hypothèse qui enchantait Fatou, même si cela était techniquement possible. Un autre Gilbert, président de l'ADF/RDA était bel et bien député en même temps que son épouse; aucune loi n'interdisait cela. En effet, le général pouvait être coaché sur la liste nationale du parti et Fatou pouvait rester candidate de la province du Passoré.

Cela même si effectivement était réalisable, semblait risqué pour madame la députée qui tenait mordicus à ce que son mari reste «militaire à la conseil», selon l'expression des soldats. Cela lui conférait plus de notoriété, ce dont elle pouvait abuser comme elle en avait l'habitude. La sagesse ne nous enseigne-t-elle pas *«qu'on ne peut pas poursuivre deux lièvres à la fois?»* Fatou aimait cette position de «militaire à la conseil» de son époux et pour rien au monde elle ne se priverait de ce qui lui permettait de menacer des jeunes filles avec un pistolet ou de séquestrer un journaliste sans risque d'être inquiétée par un policier ou un gendarme.

Le grand frère Gilbert n'avait pas épousé une épouse docile, c'était le moins que l'on puisse dire et tout le village le savait. Cependant, comme cet adage dit: *«si tu acceptes que l'on te mette la corde au cou, alors accepte que l'on te tire»*, Gilbert savait qu'il n'avait pas d'autre choix que de se laisser tirer même s'il n'ignorait pas que tôt ou tard, cela lui coûterait cher. D'un côté Gilbert avait conscience que tout ce qui le toucherait heurterait du même coup l'image du président du Faso dont il est le garant de l'intégrité physique et morale, et d'un autre côté, il avait trop honte de déclencher un scandale dans sa famille face à une épouse qui elle, n'en a que faire. Je perdais donc mon temps à essayer de convaincre Fatou de la justesse de mon analyse. Il n'y a pas pire ignorant que celui qui refuse de comprendre. Aujourd'hui encore, je reste convaincu que c'était une alternative que le couple Diendéré n'a pas su saisir. Pourquoi n'ai-je pas directement évoqué cela avec Diendéré? D'abord parce que mes rapports avec l'homme étaient plus professionnels que familiaux. Aussi, évitions-nous volontiers la familiarité afin de ne pas entacher le commandement de ce dernier qui devrait me traiter au même titre que ses autres subordonnés quoi que nous soyons frères de la même province? J'avais quelques fois l'impression d'être victime de cette proximité, car à vouloir éviter de me privilégier, j'en étais brimé. Mais je préférais encore cela à l'effet du contraire. Je n'ai pas abordé la question avec Gilbert aussi parce que je n'ignorais pas que dans tous les cas, Fatou aurait le dernier mot sur la question; alors j'ai préféré jouer franc en abordant directement le sujet avec elle.

Puis les années se succédèrent, Fatou se faisant toujours élire et réélire à l'Assemblée nationale. Son époux étant toujours à son poste depuis 1987 comme chef de l'État-major particulier, véritable commandant du CNEC devenu par la suite en 1996 le Régiment de sécurité présidentielle (RSP).

Nous observions, après nos suggestions restées sans suite, pour voir quelle serait la porte par laquelle ce couple allait entrer dans l'histoire politique de notre pays. Nous étions convaincus qu'un jour, les rêves les plus enfouis finiraient par émerger à la vue de tous. Cependant, nous étions loin, très loin, d'imaginer que le duo Gilbert-Fatou ou plutôt Fatou-Gilbert allait créer sous la Transition de 2015 ce que nous appelons aujourd'hui la grave crise politico-militaire dans la transition.

Au lendemain de l'insurrection populaire, les corps des martyrs sont restés longtemps dans les morgues, car nous avions interdit toute inhumation prématurée et mis en place une commission d'enquête présidée par le procureur du général, afin d'établir sur chaque cadavre les causes du décès pour les besoins

de procédures ultérieures. Les familles étaient sous tension, n'ayant pas eu accès aux dépouilles de leurs parents pour les inhumer et faire leur deuil. Cela rendait inopportun le fait que des militants du CDP veuillent se faire entendre. Nous n'avions donc pas d'autre choix que de suspendre purement et simplement ce parti politique, ainsi que ses alliés; l'Alliance pour la démocratie et la fédération / rassemblement démocratique africain (ADF/RDA) et la FEDAP/BC.

Cette suspension souleva un tollé au sein de l'opinion internationale et même nationale, qui y voyait une entorse à la démocratie. Le chef de file de l'opposition politique Zéphirin Diabré commenta ceci sur Radio France Internationale: «*ainsi naissent les dictatures*». Nous n'avions pas l'intention de nous laisser intimider par qui que ce soit, ni par les appels incessants de certains chefs d'État de la sous-région, ni par les désapprobations de certains chefs de missions diplomatiques et encore moins par les élucubrations de certains leaders politiques. Ainsi, nous avons maintenu notre décision en attendant un moment plus favorable à la levée de la suspension des activités de ces deux partis politiques, tandis que la FEDAP/BC faisait l'objet d'une dissolution pure et simple.



C'est dans ce contexte de tentative de renaissance clandestine du CDP que Fatou Diendéré, un jour du mois de novembre 2014, avait raccompagné une de ses amies, une dame qui lui avait rendu visite un après-midi à son domicile. Lorsque les deux amies furent arrivées au portail, d'où elles apercevaient mon domicile voisin au leur, Fatou tint à peu près ce langage, comme pour confirmer ce qu'elles venaient de discuter longuement à l'intérieur: «*tu vois tous ces travaux qu'il fait réaliser chez lui, il ne sait même pas que le mois de décembre ne va pas le trouver là-bas*». Elle faisait allusion à un poste de garde en aménagement devant mon domicile, pour mes hommes de garde qui étaient passés d'un effectif de deux à environ une vingtaine.

Le directeur des infrastructures de la présidence, sans que je le lui demande, avait entrepris d'aménager un poste plus grand pour abriter les hommes de garde qui, depuis le 1^{er} novembre 2014, passaient la nuit à la belle étoile devant mon domicile. Les propos de Fatou m'avaient été rapportés par des oreilles indiscretes au sein de la propre garde de son époux. J'en avais pris acte, mais j'avais mis cela sur le compte d'une épouse frustrée de ne pas voir le développement de la situation politique en faveur de ses ambitions personnelles. J'avais continué de l'appeler ma chérie comme à l'habitude, ne pensant pas que

ce que j'avais reçu comme renseignement était le signe d'un complot ourdi qui n'allait pas tarder à se révéler, précisément le 30 décembre 2014.

Ce jour-là, alors que j'étais en pleine séance d'un Conseil des ministres, je fus demandé d'urgence au camp Naba-Koom par la troupe du RSP pour me voir soumettre plusieurs doléances. Visiblement, mon absence auprès des hommes, du fait de mes nouvelles fonctions, avait été exploitée par le général Diendéré et le Colonel-major Kéré. Ces deux officiers ainsi que le général Ouédraogo Nazindigouba avaient été affectés au groupement central des armées. Notre objectif était de confier le commandement du RSP à des officiers plus jeunes beaucoup plus en relation avec la troupe. Le lieutenant-colonel Nikiema Théophile avait été nommé chef de l'État-major particulier, tandis que le commandement par intérim du RSP avait été confié au capitaine Kouda Hamidou, en attendant le retour du commandant Korogo Abdoul Aziz, qui se trouvait en stage au Cameroun. Nous avons d'ailleurs confié à Korogo, entre temps, la mission de s'inspirer de l'organisation de la sécurité présidentielle à Yaoundé, en vue d'une réorganisation nécessaire du RSP. Le Cdt Korogo avait été prompt et m'avait déjà fait parvenir par email de la documentation à ce sujet.

Le système de sécurité tel qu'il fonctionne au Cameroun m'avait émerveillé lorsque j'y étais en 2010 pour effectuer mon stage du cours d'État-major. L'unité chargée de la sécurité du président du Cameroun comporte en son sein toutes les composantes militaires à savoir l'armée de terre, l'armée de l'air, la marine, la gendarmerie, les sapeurs-pompiers et le personnel civil de la défense, tous sélectionnés en fonction de leurs compétences et soumis à un même statut, le temps de leur service dans cette entité.

J'ai toujours été convaincu que le RSP ne survivrait pas au régime Compaoré, même si certaines personnes soutenaient que ce corps avait sa place dans la République, chose qui s'est révélée complètement fautive avec la suite des événements qui ont conduit au putsch du 16 septembre 2015. D'ailleurs, lors de mon passage au RSP le lundi 3 novembre 2014, au lendemain de l'insurrection populaire, j'avais réussi à convaincre la troupe qui avait déjà suivi le mot d'ordre du changement de la tenue militaire et s'apprêtait à travailler avec des éléments d'autres entités, notamment la gendarmerie. Mais c'était sans compter avec le projet de reconquête du pouvoir de la famille Diendéré, soutenu pour je ne sais quelle raison, par le colonel-major Kéré, chef de corps du RSP.

Le général devait mobiliser son RSP pour arracher à tout prix le pouvoir des mains des acteurs de la Transition et cela commençait bien sûr par un rejet catégorique de son affectation au Groupement central des armées (GCA). La

toute première revendication de ce 30 décembre 2014 était que les affectations des officiers soient annulées. D'autres revendications comme celle de payer à chaque soldat trois cent mille francs étaient une manière de faire croire que l'initiative du mouvement venait de la troupe, et un moyen de mobiliser fortement celle-ci à travers sa cupidité légendaire autour du mouvement anti-Transition. Mais je n'étais pas idiot pour ne pas comprendre la manœuvre qui était en cours et surtout l'objectif final recherché. C'était le début d'un long combat, d'un acharnement comme je n'en avais jamais vécu auparavant. Une chose était sûre et certaine, j'en sortirai vainqueur, car «la victoire» n'est pas une chose derrière laquelle je cours, mais plutôt une condition dans laquelle que «je suis».



Le 4 février 2015, une nouvelle journée de crise éclata avec les mêmes acteurs que celle du 30 décembre 2014. J'avais été informé la veille que le général Diendéré avait ourdi un complot pour me faire assassiner, avec un groupe d'éléments, cinq au total, pendant mon transfert au camp Naba-Koom à partir de la salle du Conseil des ministres où ils devraient venir me chercher une fois de plus. Le renseignement était de source A1, car c'était en effet des éléments parmi les cinq désignés qui m'avaient rendu compte de ce qui se tramait. Après avoir pris connaissance du complot, je me suis résolu de me rendre chez le Mogho-Naba afin d'y convoquer le général pour une tentative de conciliation. J'avais opté pour cette solution alors que certaines personnes m'avaient plutôt suggéré la manière forte et j'avais répondu que je ne verserais pas le sang du Général ni de quiconque d'ailleurs. Gilbert croyait avoir réussi à s'attirer la sympathie de tous les éléments du RSP, ce qui était vrai en partie, mais j'avais des inconditionnels à un niveau tel qu'il ne pouvait même pas imaginer.

Dès 6h du matin, j'étais au palais de Sa Majesté le Mogho-Naba qui ne me recevra qu'autour de 8h. Chaque matin en effet, il accomplissait ses rites traditionnels au lever du jour et c'est seulement après cela qu'il lui était permis de recevoir des visiteurs. Il fut très choqué par ce que je lui apprenais. Il appela le Général qui lui répondit au téléphone qu'il arriverait à l'instant. Une heure s'est écoulée et le Général se faisait toujours attendre. Je demandai à Sa Majesté de le rappeler et de lui dire que le Premier ministre était là afin qu'il comprenne que son plan avait échoué. Il se donnait certainement du temps afin d'arriver après que son forfait serait déjà accompli. Lorsque le Mogho-Naba annonça au Général que j'étais à son palais, celui-ci fit son entrée en moins de 20 minutes,

visiblement agacé et tout furieux de me voir vivant et d'avoir échoué dans son projet. Le Mogho-Naba l'informa sur l'objet de cette rencontre et lui demanda si son intention était bien réelle. Évidemment, il nia tout en bloc et prétendit ne pas avoir un problème personnel avec ma personne, mais que c'était plutôt le Premier ministre qui avait un problème avec les soldats du RSP. Il demanda à se replier au camp Naba-Koom II alors que les militants des organisations de la société civile commençaient à se mobiliser devant le palais du Mogho-Naba. Hervé Ouattara du Collectif anti-référendum (CAR) y tint un point de presse. Les voix s'élevèrent de partout pour condamner cette deuxième intrusion du RSP dans la conduite de la Transition. La troupe commença à paniquer puisque des menaces pesaient sur leurs familles et leurs proches en ville. Visiblement très inquiets, ils renoncèrent à toute revendication sur ce coup du 4 février 2015. Dans l'après-midi, Fatou la véritable chef d'orchestre se déplaça au carrefour de la télévision BF1 où elle organisa une rencontre avec des soldats pour les encourager à ne point baisser les bras. «*Est-ce que vous êtes satisfaits? non, il faut continuer*» leur lança-t-elle. Les soldats voulurent continuer la lutte, mais le rapport de force était contre eux; la mobilisation gagnait tous les secteurs de Ouaga et la jeunesse menaçait de descendre au camp Naba-Koom pour déloger ces perturbateurs de la transition. Cette menace se faisant de plus en plus pressante, la raison finit par l'emporter et le calme revint dans la cité.

Fatou et son clan venaient de vivre leur seconde défaite. Dans notre culture Mossi, on a coutume de dire qu'une affaire se compte trois fois si elle a pour auteur un homme et s'il s'agit d'une femme, l'affaire se compte quatre fois. Selon cette maxime, si cette entreprise de déstabilisation de la Transition était le fait d'un homme, il nous restait encore une tentative et si elle était le fait d'une femme il y avait encore deux tentatives à encourir. L'avenir allait nous situer définitivement sur l'instigateur en chef de ce projet.

L'arrivée de la Transition avait inquiété les dirigeants de Taïwan pour qui le Burkina est, avec le Swaziland, les deux seuls pays sur le continent africain à soutenir la reconnaissance diplomatique de l'île. Convaincus que cette question méritait un meilleur examen, nous avons observé le statu quo en attendant que les autorités issues des élections viennent l'étudier et décider de la poursuite ou non de nos relations avec l'île sécessionniste de Tchong-Kaï-Chek. Il faut reconnaître que nous avons été tentés de rompre cette coopération en faveur d'une relation avec la grande Chine, dont la présence en Afrique se faisait de plus en plus remarquer avec des investissements importants en capitaux dans les secteurs clés de l'énergie, de l'agriculture, des infrastructures et de l'exploitation minière. La Chine, premier consommateur mondial de fer, serait bien intéressée

par le minerai de manganèse de Tambao dont l'exploitation à elle seule suffirait à augmenter considérablement le PIB du pays.

Nous avons accepté d'effectuer une visite amicale à Taipei pour rassurer nos amis taiwanais sur le maintien en bon état de nos relations, faire le point des projets en cours, et envisager éventuellement de nouveaux projets, notamment le financement du Programme socio-économique d'urgence de la transition (PSUT) et leur appui conséquent à l'organisation des élections. Il n'est pas une chose aisée de négocier dans les relations entre États; il faut ménager les sensibilités culturelles en tenant compte prioritairement des intérêts réciproques en jeu. Les Chinois sont reconnus comme étant de fins négociateurs, capables de négocier pendant de très longues heures, gagnant ainsi leurs interlocuteurs par l'usure et la fatigue. Pour la dernière phase de discussion à Taipei, le ministre des Affaires étrangères, prétextant un déplacement urgent de sa part, nous avait attendus dans une gare de train à notre retour d'un long voyage de plusieurs heures, et c'est donc dans une des salles de la gare que nous devions finaliser nos discussions.

Les Chinois avaient compris que les autorités de la Transition jouaient de la prudence et n'allaient certainement pas rompre les relations. Cela n'arrangeait pas beaucoup les choses de notre côté. Taipei avait même anticipé en conviant tour à tour les deux figures de la scène politique à savoir Roch Marc Christian Kaboré et Zéphirin Diabré en visite privée chez eux.

L'ambassadeur résident à Ouagadougou ne nous avait même pas par courtoisie, informés officiellement de ces invitations faites aux deux futurs éventuels présidents. Ce sont les réalités des relations internationales et nous nous y faisons. Le président taiwanais Ma Ying-Jéou était au terme de son mandat et son parti était pronostiqué perdant aux prochaines élections prévues dans quelques mois. Nous n'attendions véritablement pas de miracles de cette visite, mais, sur le plan de la forme, il était important que nous maintenions les relations diplomatiques de notre pays au moins au niveau d'avant l'insurrection populaire, que nous léguerions au régime qui serait issu des urnes.

Toute la visite s'était déroulée comme prévu, à la minute près, du réveil jusqu'au coucher. J'étais à mon cinquième séjour à Taipei; les deux plus longs séjours avaient été effectués dans le cadre de formations auprès du National Security Bureau (NSB), mais à chaque séjour, j'étais toujours émerveillé par ce peuple dont le sens de l'organisation force l'admiration.

De retour de Taïwan, nous avons effectué une escale à Dubaï pour une nuit. C'est au cours de cette nuit, aux environs de 2h du matin, que je fus mis au

courant d'une nouvelle conspiration qui était en cours à Ouagadougou dans le but d'attenter à ma vie à mon arrivée à l'aéroport. La décision fut difficile à prendre, mais nous avons décidé de poursuivre notre route vers Ouagadougou en demandant au ministre de la Sécurité de prendre toutes les dispositions nécessaires.

Les mesures prises allaient-elles être suffisantes et efficaces pour nous éviter une catastrophe au retour? Selon les renseignements, divers types d'armes avaient été sorties du magasin du RSP et des éléments désignés avaient effectué un exercice de tir au champ de tir de Loumbila, situé à quelques kilomètres à l'est de Ouagadougou, pour réactiver toutes leurs capacités. Notre avion allait-il essuyer des tirs de mitraillettes et de roquettes dès qu'il toucherait la piste? Cela était fort probable, mais nous gardions confiance au Seigneur qui prend soin de nous. Au reste de la délégation, je n'avais rien dit de tout ce qui se passait. Ils allaient peut-être connaître une mort brutale sans savoir ce qui leur arrivait; mais Celui qui me garde les gardera également, et je ne doutais pas un seul instant de cela.

Nous volions vers Ouaga où l'arrivée était prévue ce dimanche 29 juin à 20h. Cette heure n'était pas en notre faveur non plus compte tenu de la pénombre régnante sur l'aéroport de Ouaga. Nous avons fait une escale technique à Djeddah en Arabie-Saoudite pour un ravitaillement en carburant. C'est à ce moment que j'informai le colonel-major Moné Alassane, alors secrétaire général du ministère de la Défense qui était de la délégation. Je le rassurai toutefois sur les dispositions utiles que nous avons fait prendre.

À l'arrivée, les pilotes ont suivi à la lettre les instructions de la tour de contrôle, en faisant un court roulage sur la piste dans le sens ouest-est, puis sont allés s'immobiliser sur le tarmac de l'armée de l'air plutôt qu'au salon d'honneur. Nous avons aussitôt été débarqués et conduits par un itinéraire inhabituel à la résidence du Premier ministre sous une forte escorte. Le plan du RSP venait d'être déjoué. Cette fois, nous avons décidé de crever l'abcès en faisant interpellé dès le lendemain certains officiers du RSP afin qu'ils s'expliquent sur la tentative d'assassinat.

Cette crise de fin juin a duré presque tout le mois de juillet. Le Président Kafando fut sommé par le RSP de me débarquer du poste de Premier ministre, mais il refusa catégoriquement. Il fera comprendre au Général Diendéré qu'il était prêt à les satisfaire sur des points de revendications purement corporatifs, mais pas sur ce qui ne relevait pas de leur compétence. La crise avait été

tellement profonde qu'elle avait fini par avoir un impact et des conséquences sur l'architecture du gouvernement.

Le Colonel Auguste Denise Barry, alors ministre de la Sécurité, avait été sacrifié sur l'autel du compromis. Mais finalement, nous devions, même affaiblis, poursuivre notre mission qui était d'organiser les élections, sans nous laisser distraire. Seule la volonté d'un peuple confère la légitimité nécessaire à la conduite de la destinée de ce même peuple. La Transition était issue d'un consensus national, et quand bien même certains individus s'estimaient exclus, leur parti ne l'était pas du tout. Ce qui conduit à s'interroger sur le sens de l'engagement politique de certaines élites: vient-on en politique par conviction ou simplement considère-t-on le champ politique comme un instrument permettant de satisfaire des ambitions personnelles? Quelqu'un d'autre ne peut-il pas défendre la même conviction et conduire l'action si les premiers responsables d'un mouvement sont handicapés temporairement ou définitivement? Et s'ils venaient à mourir, doit-on ensevelir avec eux les idéaux, les convictions, tout ce pour quoi ils prétendaient se battre? Tous ces questionnements méritent d'être débattus afin de repenser la politique dans de nombreux pays d'Afrique.

Dans mon pays, le Burkina, il y a malheureusement cette catégorie de personnes qui pensent que sans elles, le pays, tout comme leur parti n'existerait pas. Quel mépris pour leurs propres camarades de parti? Nous avons veillé à ce que les partis de l'ex-majorité soient représentés au CNT, que leurs députés puissent voter les lois aux côtés de leurs collègues des autres groupes parlementaires dans la cohésion. J'étais resté en contact avec un certain nombre d'entre ces députés issus de l'ex-majorité, qui sont pour certains des amis, et il m'importait de savoir régulièrement ce qu'ils éprouvaient au sein du CNT. À chaque fois, j'avais la confirmation que les choses se passaient bien, comme quoi nul n'est indispensable au Burkina Faso. Ni Zida, ni Blaise, ni Fatou, ni Eddie, ni Gilbert, ni Herman, ni Roch, ni Salif, ni Simon, ni Paul, ni Pierre, ni Tartempion ni personne. Seul le peuple est indispensable, car sans peuple, point de pays.

La résolution de cette troisième crise avait conduit le Président Kafando à mettre formellement en place le comité des sages; une instance consultative qui a joué un grand rôle dans les différentes négociations entre les belligérants. Ce comité qui regroupait les représentants des communautés coutumières et religieuses, l'ex-Président Jean Baptiste Ouédraogo, l'archevêque de Bobo Monseigneur Paul Ouédraogo, et d'autres personnes-ressources, avait été

également un instrument efficace d'aide à la décision. Pourquoi devons-nous attendre seulement qu'il y ait une crise pour en faire appel comme s'il s'agissait de sapeurs-pompiers? Le propre des Africains c'est la réactivité comme s'il nous était totalement impossible de planifier et d'anticiper. Pourquoi attendre de se retrouver toujours dans le pétrin avant de chercher à se démêler pour en sortir? Je crois que l'esprit humain est doté de capacités énormes de réflexion et de projections. Dieu a créé l'homme à son image et l'a doté d'intelligence et de sagesse créatrice. C'est pour cette raison que nous devons influencer et dominer tout notre environnement, aussi bien la nature que toutes nos circonstances, même si Dieu le Créateur se réserve toujours le dernier mot.



Les choses doivent changer par l'émancipation de l'homme noir que l'on dit inférieur et qui finit par croire effectivement ce qu'il entend en se comportant comme tel. Mon propos ici n'est pas de susciter une haine contre qui que ce soit, mais simplement un réveil, même s'il s'avère brutal. Mon sentiment c'est que l'Africain ne s'est pas suffisamment affranchi comme l'ont fait tous les autres peuples. Sinon comment comprendre alors que quatorze pays africains soient encore à utiliser le FCFA (Franc des Colonies Françaises d'Afrique) après soixante années d'indépendance?

Cette monnaie, au-delà même de la symbolique de domination coloniale qu'elle nous rappelle, est un système savamment mis en place pour plomber les économies africaines au profit de celle de la France, par le mécanisme de la réserve de change soi-disant «garantie de parité fixe» qui oblige ces pays de la zone franc à travers leurs banques centrales à déposer 50% de leurs réserves au trésor public français. La France s'en sert pour financer son développement et bien entendu y prélève une infime partie qu'elle nous cède sous forme d'emprunt à taux élevé. Il y a beaucoup d'incohérences ou plutôt il n'y a absolument rien de cohérent dans ce mécanisme qui n'est rien d'autre qu'une arnaque à grande échelle. Cela n'existe nulle part ailleurs dans le monde. La zone Sterling a disparu parce que les pays qui la composaient se sont réveillés et ont claqué la porte. Lorsque la France fut en difficulté comme en 1994, elle imposa une dévaluation du CFA et subitement ses ressources s'en trouvaient multipliées alors que celles des pays de la zone CFA s'en trouvaient divisées par deux. Il est plus qu'urgent de mettre fin à cet esclavage moral et financier, et surtout de faire réparer les torts subis par tous les pays concernés depuis la création de la monnaie en 1945. Le problème des Africains réside dans le fait qu'ils sont trop naïfs, croyant trop en la bonne foi de leurs «maîtres». Le président Thomas

Isidore Noël Sankara nous a prévenus: *«l'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur, s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère»*. Désormais, la question du FCFA s'apparente à de la servitude volontaire de la part des pays africains de la zone franc.

Le comité des sages regroupait en son sein d'éminentes personnalités compétentes dans divers domaines avec la particularité d'être libres de toute contrainte professionnelle et même quelquefois familiales. Sans appartenance politique, elles bénéficiaient de toutes les conditions qui les disposaient à consacrer plus de temps et de concentration à la réflexion sur des sujets d'intérêt national. Ils peuvent donner des avis pertinents sur la question du franc CFA, sur les questions de sécurité, de réconciliation nationale, etc.

Les anciens sont une source intarissable de conseils. C'est dommage que les politiciens ne s'accommodent pas de leur indépendance d'esprit. On se rappelle qu'avant les événements d'octobre 2014, un comité de quatre anciens avait pris l'initiative de faire une médiation entre le pouvoir en place et l'opposition. Des propositions pertinentes étaient sorties des conclusions de leurs travaux. Malheureusement, le pouvoir en place n'a pas saisi cette occasion de faire un ultime compromis qui aurait pu le sauver. Je suis convaincu que si c'était à refaire, le président Compaoré prendrait plus au sérieux les recommandations de ce comité d'anciens autosaisis; mais, certaines expériences de la vie ne vous donnent que la chance d'un seul choix.

Le collège des sages mis en place par le Président Kafando au mois de juillet 2015 jouera un rôle essentiel dans la conduite des affaires de la Nation. Ce sera le cas notamment dans la difficile résolution de cette troisième crise qui nous a opposé au Général Diendéré et sa troupe durant presque un mois.

J'avais senti, à ce moment-là, que mes rapports avec le président Kafando risquaient de se détériorer, car sous la pression des soldats du RSP, le président avait à un moment donné envisagé sérieusement de me dessaisir du poste de Premier ministre, puisque cette condition était non négociable selon les mutins. Je passai des journées entières sans avoir une véritable conversation avec le Président à qui cependant je me faisais le devoir de passer un coup de fil chaque soir, d'abord par courtoisie, ensuite pour prendre des nouvelles de ses négociations avec les «insurgés contre la Transition» et enfin pour provoquer d'éventuelles instructions qu'il voudrait bien me donner.

À chaque fois que j'appelais, je mesurais la distance qui se creusait progressivement entre le président et moi. Je redoutais qu'il ne puisse plus supporter la pression et cède aux exigences en demandant ma démission. Cela allait signifier la fin de la Transition, car l'objectif de la manœuvre de Diendéré n'était pas simplement d'écarter Zida pour ensuite accompagner le peuple vers des élections prévues en octobre, mais bien de reprendre le pouvoir par tous les moyens afin de contenter sa chère épouse et ses amis du CDP. Ma prière était que «le vieux», c'est ainsi que nous appelions affectueusement le Président Kafando, ne se fourvoie pas en pensant résoudre le problème par notre débarquement. Une semaine aurait suffi à Diendéré pour braquer le reste du gouvernement. Nous avons déjà passé dix mois à résister à tous ses assauts sans le moindre dommage. Les jours restants étaient critiques, mais nous étions déterminés à accomplir notre mission, notre devoir. En fin de compte, je restai en poste, car le président Kafando se montra intraitable sur cette question.

Frustrés de n'avoir pas réussi encore en ce mois de juillet à nous évincer du gouvernement et voyant par ailleurs la date des élections s'approcher et le pouvoir leur échapper définitivement par la mise en place d'un régime démocratique, Fatou et son clan vont tenter leur va-tout le mercredi 16 septembre 2015 en réalisant le coup d'État le plus bête de toute l'histoire contemporaine. Blaise Compaoré lui-même, certainement surpris par ce piètre putsch, n'en était que subsidiairement «vengé».

Ce jour 16 septembre, comme tous les mercredis je me suis rendu à la Présidence une heure avant l'heure prévue pour le Conseil des ministres pour un pré-conseil avec le Président du Faso. C'était un jour comme les autres et après avoir échangé sur les points importants qui seront débattus selon l'ordre du jour du conseil, nous avons échangé encore sur des sujets relatifs à la sécurité et aux élections. J'avais des informations sur l'éventualité du putsch ce jour même ou dans les jours à venir, mais cette fois j'avais résolu de ne plus en parler.

En effet, le week-end du 12 au 13 septembre, j'avais reçu des renseignements sur les préparatifs en cours d'une action forte visant à renverser la Transition. Chaque fois que nous avions des renseignements et comme l'exigeait notre devoir, nous prenions naturellement des dispositions en vue d'éviter les conséquences à notre peuple. Cette fois-ci, notre décision était tout autre: boire le calice ensemble avec tout le monde jusqu'à la lie en comptant sur la grâce du Seigneur Dieu Tout Puissant.

Nous étions à l'examen du dernier point de l'ordre du jour du Conseil des ministres lorsque des soldats armés, au nombre de six, firent bruyamment

irruption dans la salle. «Debout, debout,» vociféraient-ils avec les fusils kalachnikov pointés sur nous, doigts sur la détente? J'attendis la première rafale dans un moment de prière silencieuse à Dieu pour mes enfants, et pour le vaillant peuple burkinabè que je me suis décidé à servir jusqu'au bout.

Madame la ministre de la Justice Joséphine Ouédraogo, qui était assise juste à ma droite, s'est mise à genoux en criant plusieurs fois le nom de Jésus-Christ. Voyant cette dame dans une telle posture je me suis senti coupable de l'avoir appelée à un tel sacrifice. Elle avait déjà rendu de nombreux et loyaux services à notre nation en tant que ministre de l'Essor familial et de la Solidarité nationale sous le gouvernement de la révolution de Thomas Sankara. Tous l'appelaient «Fifi» et elle était un modèle aussi bien d'engagement patriotique que dans tous les autres domaines. Ces dernières années, je la suivais régulièrement sur une chaîne de télévision où elle s'était reconvertie en animatrice d'une émission socio-éducative, démontrant toujours le même engagement à défendre les valeurs d'éthique et de morale qui fondent notre société.

Mon admiration pour cette dame était grande et c'est ainsi que j'avais fait appel à elle pour présider la Transition. Le comité de désignation ayant préféré confier cette fonction à Michel Kafando, nous avons décidé de maintenir néanmoins madame Ouédraogo au sein de notre gouvernement pour nous accompagner dans cette mission en qualité de ministre de la Justice, et garde des Sceaux.

J'avais été soulagé de ne pas voir venir une rafale dans les secondes qui ont suivi l'intrusion des militaires dans la salle et ma crainte s'était vite dissipée pour faire place à une ferme assurance. Nous avons été priés, le Président Kafando, le ministre Augustin Loada et moi-même, de sortir et avons été conduits dans la résidence présidentielle jouxtant les bureaux de Kosyam, laquelle résidence était restée inoccupée depuis le départ de Compaoré. Nous avons été rejoints quelques minutes après par le ministre René Bagoro. Visiblement, les ennemis n'en voulaient pas à Zida seul, mais à la société civile également. C'est ce qui explique l'arrestation de ces deux ministres dont on savait qu'ils étaient au gouvernement pour le compte de la société civile.

Les propos tenus par les soldats qui nous conduisaient révélèrent l'animosité qu'ils avaient pour ces organisations. Le ministre Loada était au gouvernement au titre du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) et nous avait rejoints au camp Guillaume Ouédraogo depuis les premières heures de la Transition. Il était responsable du portefeuille du travail et de la sécurité sociale et n'hésitait pas à fustiger les comportements déviationnistes et

antidémocratiques de tous les ennemis de la Transition. Le ministre Bagoro était quant à lui un sympathisant et une personne-ressource du «Balai citoyen». C'est à ce titre que nous l'avions accueilli au gouvernement pour lui confier le département de l'habitat et de l'urbanisme. Cet ancien secrétaire général du syndicat des magistrats burkinabè (SMB) apportait également une contribution très appréciable aux décisions du gouvernement dans le domaine de la justice.

Après une heure passée dans ce qui était désormais devenu notre prison, j'éprouvais le besoin de rompre le silence, de m'exprimer sur ce que nous étions en train de vivre. J'ai alors demandé au président Kafando l'autorisation de m'adresser à mes deux jeunes frères ministres: «*Cette situation que nous connaissons, je ne sais quand, ni comment, mais j'ai l'assurance que le Seigneur nous en sortira indemne. Gardez votre courage et soyez sereins*», avais-je dit. J'étais confiant et avais cette paix intérieure qui ne me trompe jamais, mais que je ne pouvais mieux exprimer. J'étais certain que cette fois-ci c'était la bonne, les ennemis étaient allés trop loin et ne pourront pas s'en sortir indemnes. Puis nous étions encore retournés à notre silence jusqu'à ce que nos geôliers viennent nous séparer deux à deux. Je me retrouvai avec le ministre Loada dans la même cellule.

La nuit allait tomber quand le sergent-chef Bouda, chargé de notre cellule, nous demanda si nous avions des besoins particuliers. Nous avons, à sa grande surprise, demandé à avoir des Bibles. Miraculeusement, il est revenu quelque temps après avec une Bible qu'il nous a remise. Une heure plus tard, il est revenu avec des effets de toilette: savons, brosses à dents, pâte dentifrice, etc. Il avait même apporté une boîte de jus de raisin. Cependant, nous n'avions envie de prendre ni aucune douche ni aucune boisson, mais nous l'avons néanmoins remercié pour ses efforts. Il s'est excusé de n'avoir pu trouver des pâtes dentifrices de meilleure qualité, «parce que la ville est totalement déserte» disait-il. Sans le savoir, il venait de nous révéler les premiers éléments de la situation en ville après notre prise en otage. Les commerces étaient fermés et le pays vivait sa première nuit de ce qui allait marquer son histoire en tant que l'épisode du dernier coup d'État, du moins je l'espère.

Le Pr Loada et moi avons passé la nuit assis chacun sur une chaise. Nous avons très peu parlé et Loada pour résumer la situation m'avait dit ceci: «*on ne peut pas dire que ces gens-là aiment leur pays*» à l'idée de voir s'évanouir nos espoirs, nous avons commencé à déplorer les grands sacrifices consentis lors de l'insurrection populaire. Tous ces fils du Burkina qui sont tombés à un moment

ou à un autre, d'une manière ou d'une autre, auraient-ils payé en vain de leur vie notre avancée démocratique brutalement remise en cause?

Les heures et les jours commencèrent à se succéder au même rythme monotone et dans une atmosphère chargée de tension. Toutes les boissons y compris l'eau minérale en bidon et toutes les nourritures que l'on nous servait étaient reversées dans les toilettes. Nous n'avions pas confiance et cela nous commandait de ne prendre aucun risque en consommant quoi que ce soit. Au troisième jour de notre détention, mon maître d'hôtel fut autorisé à venir nous servir à manger, c'est seulement à ce moment-là que j'ai dit au ministre Loada que nous pouvons commencer à nous nourrir car ce repas venait de mon domicile et nous était servi directement dans la seule par mes éléments.

J'ai réussi à établir le contact avec l'extérieur et j'avais remis un mot pour mon pasteur lui demandant une prière, bien que je susse qu'il ne faisait rien d'autre en ce moment que de prier justement pour moi et pour le pays comme à son habitude lorsqu'une situation l'exige.



Le pasteur Patrice Tiendrebéogo est un père spirituel très attentionné qui porte le fardeau de ses brebis, continuellement animé d'un amour divin. Il m'est arrivé de lui demander comment il pouvait supporter telle et telle autre personne malgré ce qu'elle lui faisait subir comme torts sur bien des plans. Il me répondait toujours avec un calme déconcertant, avec les mots nécessaires pour me faire comprendre qu'il les aimait malgré tout et qu'il suivait les pas de Jésus qui nous aime et nous aide malgré toutes nos faiblesses, nos fautes et nos imperfections.

Son épouse Josiane Tiendrebéogo est encore plus patiente que le pasteur lui-même. Je ne l'ai jamais vu s'énervier au cours des vingt dernières années passées ensemble. Elle hébergeait des dizaines de filles et de garçons le plus souvent rejetés par leurs familles biologiques et elle les aimait et les traitait sans faire de différence avec ses propres enfants.

Sa première fille Déogrâcias a grandi dans la chambre que les filles adoptives. Aujourd'hui même, alors qu'elle est étudiante en relation internationale à l'Université de Moncton au Canada, elle dort toujours, quand elle revient à Ouaga, dans la chambre avec ces filles adoptives où elles peuvent se retrouver quelques fois au nombre de six.

Maman Josiane est l'expression même de l'humilité. J'ai beaucoup d'admiration pour elle et du rôle qui est le sien aux côtés de son époux.

Quelqu'un a dit que si vous cherchez à côté d'un grand homme, vous trouverez toujours une grande dame. Cela est d'autant vrai pour les serviteurs de Dieu qui sont constamment exposés à toute forme d'agressions; le soutien constant d'une épouse dévouée n'est jamais de trop, bien au contraire, s'avère indispensable.

La petite église que j'avais commencé à fréquenter en 1995, dans le quartier non loti de Kosyam, comptait à l'époque moins d'une centaine de membres, mais nous a édifiés spirituellement et physiquement. J'y avais rencontré mon épouse Stéphanie que j'ai épousée quelques années plus tard. L'église avait été obligée de déménager à Lanoayiri, un autre quartier non loti, parce que le quartier précédent avait été déguerpi et aménagé par le gouvernement pour réaliser la cité moderne de Ouaga 2000 avec le palais présidentiel.

L'église était née à Kosyam, à l'emplacement qui abrite le palais omnisport de Ouaga 2000. C'était une zone très difficile d'accès et je me souviens encore que pendant la saison hivernale, l'emplacement du pont situé au nord du «rond-point des martyrs» était une coupure presque infranchissable. Une rivière empêchait de traverser la voie à ce niveau et le bureau des jeunes dont j'étais le secrétaire général, mobilisait l'ensemble des jeunes disponibles les samedis soir, pour remblayer le passage à l'aide de moellons et de latérite afin de créer un passage nécessaire aux habitants de la ville qui devaient venir à l'église le lendemain dimanche. Nous n'étions qu'une poignée de jeunes proportionnellement à la taille de l'église, mais l'ambiance qui régnait nous permettait de réaliser ces travaux avec pour seul moyen la ferme volonté de nous rendre utiles à la communauté.

Mon message était bien parvenu au pasteur qui m'avait répondu. J'étais très excité en déroulant le petit papillon soigneusement roulé que Henri, qui m'avait apporté à manger ce jour-là, avait laissé tomber à mes pieds en ramassant un verre. Les gardes qui se tenaient à la porte n'avaient rien vu malgré leur vigilance. Le message contenait des indications sur deux passages bibliques à savoir: Actes 12.5 et Daniel 6. Tout en bas du papier, le pasteur avait signé: «*ton papa qui t'aime*». La question qui avait tout de suite traversé mon esprit fut celle-ci: «comment le pasteur pouvait-il savoir que dans ma cellule, j'avais accès à une Bible et qu'en me donnant juste ces références bibliques, je pouvais les lire et comprendre le sens réel du message qu'il voulait me communiquer?»

Quand j'ai ouvert la Bible, j'ai pu lire dans Actes 12.5 le texte suivant: «*Pierre était gardé dans la prison; et l'Église ne cessait d'adresser pour lui des prières à Dieu.*» J'ai compris que toute l'église priait en ce moment même sans interruption pour moi et pour tout le Burkina Faso. Notre église est une mission

d'intercession et à ce titre, ses membres étaient continuellement organisés pour prier et intercéder pour notre nation et pour ses autorités. J'avais participé à ces séances de prières en chaîne pendant des années, souvent dans le jeûne, quelques fois sans jeûne, mais toujours avec la même ferveur. Nous étions témoins des exaucements que Dieu nous accordait, quel que soit le sujet.

Ma pensée s'est tournée vers ces femmes et hommes, jeunes et vieux, non seulement dans notre assemblée, mais partout dans le pays, qui ployaient les genoux devant Dieu pour lui demander son intervention dans cette situation que nous vivions. J'étais revenu ensuite de mes pensées pour parcourir la suite du texte du chapitre 12 des Actes.

«Pierre donc était gardé dans la prison; et l'église ne cessait d'adresser pour lui des prières à Dieu. La nuit qui précéda le jour où Hérode allait le faire comparaître, Pierre, lié de deux chaînes, dormait entre deux soldats; et des sentinelles devant la porte gardaient la prison. Et voici, un ange du Seigneur survint, et une lumière brilla dans la prison. L'ange réveilla Pierre, en le frappant au côté, et en disant: lève-toi promptement! Les chaînes tombèrent de ses mains. Et l'ange lui dit: mets ta ceinture et tes sandales. Et il fit ainsi. L'ange lui dit encore: enveloppe-toi de ton manteau, et suis-moi. Pierre sortit, et le suivit, ne sachant pas que ce qui se faisait par l'ange fût réel, et s'imaginant avoir une vision. Lorsqu'ils eurent passé la première garde, puis la seconde, ils arrivèrent à la porte de fer qui mène à la ville, et qui s'ouvrit d'elle-même devant eux; ils sortirent, et s'avancèrent dans une rue. Aussitôt l'ange quitta Pierre. Revenu à lui-même, Pierre dit: je vois maintenant d'une manière certaine que le Seigneur a envoyé son ange, et qu'il m'a délivré de la main d'Hérode et de tout ce que le peuple juif attendait».

J'avais déjà lu et je connaissais ce passage, mais à ce moment précis il s'appliquait tellement fort à ma réalité que je ne pouvais m'empêcher de le lire et le relire plusieurs fois. C'était une prophétie que le pasteur venait de m'envoyer, et le sens n'était autre que j'allais sortir de cette prison miraculeusement par un processus que nul ne pouvait imaginer, par l'intervention divine.

J'avais reçu cette promesse avec foi et je savais qu'elle ne mentirait pas. La Bible nous enseigne que *«la foi est une ferme assurance des choses que l'on espère, une démonstration de celles que l'on ne voit pas»*. À partir de cette lecture biblique, j'étais déjà libre et je savais que ce n'était plus qu'une question de jours. De ma prison, j'entendais les coups de feu tirés en ville et je m'inquiétais beaucoup pour les victimes qui tombaient sous ces balles

assassines, surtout parmi les jeunes. Le message de l'insurrection populaire n'avait pas été assez compris par les putschistes.

En effet, le peuple burkinabè en s'insurgeant contre la révision de l'article 37 de la Constitution, exprimait son ras-le-bol de la gouvernance du clan Compaoré, du refus de liberté et de démocratie véritable que ce clan lui imposait depuis environ trois décennies. Ce même peuple n'allait certainement pas courber l'échine devant un régime de putschistes venus de la branche armée du système Compaoré par laquelle notre peuple a subi le règne de la terreur sous toutes ses formes: enlèvements, assassinats, tortures, intimidations, etc. Tout le monde savait au Burkina qu'un putsch serait voué à l'échec; tout le monde, sauf évidemment ceux qui ont perpétré ce putsch, conduit par l'obstination, l'aveuglement, l'orgueil... Il n'y avait pas besoin d'être intelligent pour comprendre que le peuple burkinabè dans sa très grande majorité s'opposerait à ce putsch par tous les moyens; d'où la qualification de «coup d'État le plus bête du monde».

J'ai continué ma lecture biblique dans la deuxième référence que le pasteur avait inscrite sur le bout de papier, c'est à dire Daniel 6. Je connaissais presque par cœur ce passage biblique, mais je voulais aussi le lire et le relire pour la compréhension du message qui m'avait été envoyé, car je n'ignorais pas que chaque passage des Écritures saintes nous révèle la pensée de Dieu en fonction des circonstances du moment.

«Darius trouva bon d'établir sur le royaume cent vingt satrapes, qui devaient être dans tout le royaume. Il mit à leur tête trois chefs, au nombre desquels était Daniel, afin que ces satrapes leur rendissent compte, et que le roi ne souffrît aucun dommage. Daniel surpassait les chefs et les satrapes, parce qu'il y avait en lui un esprit supérieur; et le roi pensait à l'établir sur tout le royaume. Alors les chefs et les satrapes cherchèrent une occasion d'accuser Daniel en ce qui concernait les affaires du royaume. Mais ils ne purent trouver aucune occasion, ni aucune chose à reprendre, parce qu'il était fidèle, et qu'on n'apercevait chez lui ni faute, ni rien de mauvais. Et ces hommes dirent: nous ne trouverons aucune occasion contre ce Daniel, à moins que nous n'en trouvions une dans la loi de son Dieu. Puis ces chefs et ces satrapes se rendirent tumultueusement auprès du roi, et lui parlèrent ainsi: roi Darius, vis éternellement! Tous les chefs du royaume, les intendants, les satrapes, les conseillers, et les gouverneurs sont d'avis qu'il soit publié un édit royal, avec une défense sévère, portant que quiconque, dans l'espace de trente jours, adressera des prières à quelque dieu ou à quelque homme, excepté à toi, ô roi, sera jeté

dans la fosse aux lions. Maintenant, ô roi, confirme la défense, et écrit le décret, afin qu'il soit irrévocable, selon la loi des Mèdes et des Perses, qui est immuable. Là-dessus le roi Darius écrivit le décret et la défense. Lorsque Daniel sut que le décret était écrit, il se retira dans sa maison, où les fenêtres de la chambre supérieure étaient ouvertes dans la direction de Jérusalem; et trois fois le jour il se mettait à genoux, il priait, et il louait son Dieu, comme il le faisait auparavant. Alors ces hommes entrèrent tumultueusement, et ils trouvèrent Daniel qui priait et invoquait son Dieu. Puis ils se présentèrent devant le roi, et lui dirent au sujet de la défense royale: n'as-tu pas écrit une défense portant que quiconque dans l'espace de trente jours adresserait des prières à quelque dieu ou à quelque homme, excepté à toi, ô roi, serait jeté dans la fosse aux lions? Le roi répondit: la chose est certaine, selon la loi des Mèdes et des Perses, qui est immuable. Ils prièrent de nouveau la parole et dirent au roi: Daniel, l'un des captifs de Juda, n'a tenu aucun compte de toi, ô roi, ni de la défense que tu as écrite, et il fait sa prière trois fois le jour. Le roi fut très affligé quand il entendit cela; il prit à cœur de délivrer Daniel, et jusqu'au coucher du soleil il s'efforça de le sauver. Mais ces hommes insistèrent auprès du roi, et lui dirent: sache, ô roi, que la loi des Mèdes et des Perses exige que toute défense ou tout décret confirmé par le roi soit irrévocable. Alors le roi donna l'ordre qu'on amenât Daniel, et qu'on le jetât dans la fosse aux lions. Le roi prit la parole et dit à Daniel: puisse ton Dieu, que tu sers avec persévérance, te délivrer! On apporta une pierre, et on la mit sur l'ouverture de la fosse; le roi la scella de son anneau et de l'anneau de ses grands, afin que rien ne fût changé à l'égard de Daniel. Le roi se rendit ensuite dans son palais; il passa la nuit à jeun, il ne fit point venir de concubine auprès de lui, et il ne put se livrer au sommeil. Le roi se leva au point du jour, avec l'aurore, et il alla précipitamment à la fosse aux lions. En s'approchant de la fosse, il appela Daniel d'une voix triste. Le roi prit la parole et dit à Daniel: Daniel, serviteur du Dieu vivant, ton Dieu, que tu sers avec persévérance, a-t-il pu te délivrer des lions? et Daniel dit au roi: Roi, vis éternellement; mon Dieu a envoyé son ange et fermé la gueule des lions, qui ne m'ont fait aucun mal, parce que j'ai été trouvé innocent devant lui; et devant toi non plus, ô roi, je n'ai rien fait de mauvais. Alors le roi fut très joyeux, et il ordonna qu'on fît sortir Daniel de la fosse. Daniel fut retiré de la fosse, et on ne trouva sur lui aucune blessure, parce qu'il avait eu confiance en son Dieu. Le roi ordonna que ces hommes qui avaient accusé Daniel fussent amenés et jetés dans la fosse aux lions, eux,

leurs femmes et leurs enfants; et avant qu'ils fussent parvenus au fond de la fosse, les lions les saisirent et brisèrent tous leurs os.»

L'histoire de Daniel était très édifiante et le message que j'y ai compris était très encourageant. C'était une confirmation que j'allais bientôt sortir de cette prison non seulement mais aussi que pendant tout le temps que j'y suis je n'aurai à souffrir d'aucun dommage physique. Finalement, la fidélité de la parole de Dieu me convaincu que cette prison allait devenir bientôt celle de mes ennemis. Je leur souhaite d'en ressortir vivants, mais totalement et définitivement transformés, gagnés de la crainte de Dieu. Cependant, s'ils devaient y rester, qu'ils sachent au moins avant de le rencontrer, qu'il y a un Dieu qui a créé toutes choses et qui règne sur le règne des hommes. Aucune puissance, aucun pouvoir, ni des blancs ni des noirs, n'est supérieur à la puissance du Dieu Créateur. Il est l'Alpha et l'Oméga, le Premier et le Dernier, le Commencement et la Fin, Celui qui ouvre et que personne ne peut fermer, Celui qui ferme et que personne ne peut ouvrir.



«Et toi, qui es-tu?» Eh bien voilà justement la bonne question à laquelle je vais répondre maintenant: «moi, Yacouba Isaac Zida, je suis un enfant de Dieu, l'héritier de ce grand Dieu qui m'a gardé dans cette prison et libéré par son bras étendu, je suis une personne comme il en a créé des milliards d'autres sur la terre, qui s'est un jour interrogée sur le pourquoi de son existence et qui a compris que s'il existait, c'est justement par la seule volonté de ce grand Dieu, Architecte incontesté de tout l'univers, pour donner gloire à son Nom et montrer partout et en toute occasion combien il est Grand, excellent, et Tout-Puissant. Ce Dieu grand et redoutable appelle chaque humain à venir à lui, à le suivre, et à expérimenter son amour infini. Je reprends pour moi ici les termes de Sinach, artiste nigériane qui a si bien chanté le titre «I know, who I am» (Je sais, qui je suis).

Trois jours après notre arrestation, la première bonne nouvelle était tombée une nuit: la liberté allait être rendue à mon codétenu. J'ai bien accueilli ce moment de libération qui était pour moi un signe évident que la situation commençait déjà à tourner à notre avantage.

Le Professeur Loada était resté longtemps immobile dans sa chaise, alors que les gardes lui intimaient de ranger ses affaires pour sa sortie. J'ai dû intervenir pour l'encourager, car visiblement, il ne voulait pas partir me laissant seul à l'idée que quelque chose de grave puisse m'arriver. Le Président Kafando qui

avait été libéré la veille, avait eu la même réaction. Il avait exigé que son Premier ministre soit libéré également et avait posé cette condition comme préalable à sa sortie. J'ai dû dire au ministre Loada de se rappeler simplement ce que j'avais annoncé à la première heure de notre arrestation et j'avais ajouté que certainement et assurément mon tour de sortir viendra bientôt. Je l'avais toutefois conseillé de ne pas se faire déposer directement chez lui, pour que les soldats ne sachent pas là où il habitait. Puis je lui demandais d'annoncer à tous nos proches que j'allais bien et que je serais bientôt parmi eux. Nous nous sommes serrés fortement dans les bras l'un de l'autre avant qu'il me quittât. J'avais désormais pour moi tout seul la Bible que nous lisions à tour de rôle, ce qui me permettait d'entamer une lecture en continu.

La situation sur le terrain n'était certainement pas à l'avantage des putschistes. Dès notre prise d'otage, le mercredi aux environs de 13 heures, la nouvelle s'était répandue dans tout le pays. La troisième personnalité de l'État, le président du Conseil national de Transition, Chérif Sy a pleinement assumé sa responsabilité en se proclamant, président intérimaire et en appelant le peuple burkinabè à la résistance. Presque toutes les organisations de la société civile à l'unisson avec le Balai citoyen, le CAR, l'APDC, le FRC, avaient mobilisé plusieurs milliers de jeunes à la Place de la Révolution pour entamer une marche sur le RSP, laquelle marche fut violemment dispersée par les putschistes, qui au même moment avaient entrepris de contraindre les médias au silence.

Plusieurs stations de radio et de télévision furent visitées et vandalisées pour empêcher toute forme de communication. Une partie du siège de la radio Oméga fut incendiée. L'Union d'action syndicale (UAS), par la voix de son secrétaire général Bassolma Bazié, entra en jeu le soir même en déclarant une grève illimitée dans tout le pays jusqu'au rétablissement des autorités de la Transition. Cette première journée plutôt chaude n'avait pas fixé l'opinion sur les intentions des militaires du RSP qui ont eu des tractations toute la nuit avec la hiérarchie militaire et en présence de monseigneur Paul Ouédraogo et de l'ancien chef d'État Jean-Baptiste Ouédraogo (JBO).

C'est au petit matin que le Général Diendéré et sa bande ont avoué leur intention de prendre le pouvoir; ce qui serait l'aboutissement de leurs immixtions répétitives dans les affaires de la Transition depuis la première fois le 30 décembre 2014, laissant tomber enfin les masques. Ils prièrent le reste de l'armée de s'allier à leur cause, ce que la hiérarchie militaire, profondément divisée, hésitait à faire. Aujourd'hui encore, le rôle joué par cette hiérarchie militaire fait l'objet de controverse. Mais il va falloir se résoudre à élucider cette

controverse, car le peuple ne peut admettre que la responsabilité de cette hiérarchie militaire dans le putsch ne soit pas établie, ne serait-ce qu'à un niveau de passivité coupable.

Les chefs militaires certes n'ont pas été des acteurs principaux de ce putsch au même titre que Diendéré et ses hommes, mais il faut être peu honnête pour dire qu'ils n'ont absolument rien à y voir. On sait très bien que l'allégeance aux putschistes par ces chefs constitue une haute trahison faite au Président du Faso, chef suprême des armées et une violation à notre Constitution qui dispose que l'armée est garante de l'intégrité du territoire et de la sécurité des institutions républicaines. Du plus petit des soldats au plus haut des gradés, cette responsabilité leur incombe et ils savent qu'ils doivent y faire face, même au prix de leur vie. C'est sous les regards médusés de monseigneur et du président Jean-Baptiste que Diendéré a affirmé qu'il s'agissait bel et bien d'un putsch, ce sur quoi JBO lui demanda de s'assumer pleinement, mais qu'il serait seul à répondre des conséquences.

Ce jeudi 17, dès 7h du matin, alors que les Ouagalais sortaient à peine de leur sommeil perturbé par des tirs sporadiques et des informations aussi alarmantes les unes que les autres, l'annonce du putsch se concrétisa par la dissolution des organes de la Transition et la mise en place d'un Conseil national pour la démocratie (CND), avec à sa tête le Général Gilbert Diendéré. Son épouse Fatou est aux anges; elle passa rapidement des coups de fil à certaines de ses amies en tenant à peu près ces propos *«allô! C'est la première dame qui te parle, comment vas-tu? C'est pour t'informer que j'organise une réception samedi à ma résidence et je voudrais que tu sois présente... tu as compris!»* Plusieurs personnes, en majorité des dames, ont reçu le même coup de fil. Fatou avait atteint l'objectif pour lequel elle s'était toujours battue. Ses rêves se réalisaient enfin, ignorant totalement l'adage populaire qui dit: *«il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.»*

Dans notre culture, on raconte souvent cette anecdote du margouillat qui, étant revenu dans son trou après des moments d'absence, informa son épouse qu'il venait d'être désigné comme chef du village selon le conseil des anciens. Son épouse lui demanda si les enfants du village étaient présents lorsqu'on le désignait comme chef et si ceux-ci avaient donné leur approbation. Le margouillat s'indigna et rétorqua à son épouse que seuls les dignitaires s'étaient prononcés et que les enfants ne comptaient pas, qu'ils ne sont que des garnements dont on n'a que faire de l'opinion. Après avoir rabroué son interlocutrice, le margouillat sortit du trou pour prendre un bain de soleil. Un

groupe d'enfants qui passaient par là le vit et lui donna la chasse. Il s'en échappa miraculeusement, mais perdit tout de même un morceau de sa queue. Dans le trou, son épouse lui dit ceci: «je t'avais demandé si les enfants étaient présents et étaient d'accord pour que tu sois leur chef». La folie, c'est ce qui nous remplit quand nous manquons de sagesse.

Dans toutes les villes du pays il y avait des manifestations antiputschistes: de Fada à Banfora en passant par Gaoua et Bobo- Dioulasso où le siège du CDP fut saccagé, et de Pô à Dori. Mais l'épicentre de la résistance demeure Ouagadougou où la Place de la Révolution ne désemplissait pas. Le 18 septembre, la ville ressemblait à une terre brûlée. Toutes les grandes artères étaient barricadées avec des pneus incendiés, des troncs d'arbre et tout ce qui pouvait constituer un obstacle au passage des véhicules militaires du RSP. C'était un début de guérilla urbaine.

Le président du CNT, entré en clandestinité, appela le peuple à la résistance depuis la «fréquence de la résistance» émettant sur la 108 FM. Dans le but de couper les émissions de cette fréquence, les soldats du RSP débarquèrent dans les studios de Savane FM où ils molestèrent le personnel présent et détruisirent complètement les installations. Mais cette expédition punitive a été vaine parce que «la fréquence de la résistance» continuait d'émettre à partir d'un site web hébergé en dehors du territoire national.

La CEDEAO a immédiatement dépêché deux émissaires à Ouaga pour tenter de résoudre la crise. Il s'agissait du président Macky Sall du Sénégal et du président Thomas Boni Yayi du Bénin qui, dès leur arrivée, entamèrent des discussions avec toutes les parties prenantes sur le terrain: les organisations de la société civile, l'État-major général des armées, et les leaders des partis politiques de l'ex-opposition notamment Roch Marc Christian Kaboré, Zéphirin Diabré, Ablassé Ouédraogo, Me Bénéwindé Sankara et Saran Sérémé. Une rencontre devait se tenir dans l'après-midi de ce 18 septembre, toujours à l'hôtel Laïco de Ouaga 2000 entre les deux Chefs d'État médiateurs et le Général Diendéré accompagné de ses camarades putschistes.

Les positions étaient très tranchées et il était clair que le putsch était complètement rejeté par le peuple burkinabè, dont les représentants signifièrent aux médiateurs la nécessité de rétablir la Transition politique que les putschistes avaient interrompu. Les médiateurs avaient une autre appréciation de la situation qui s'apparente plus à une solution qu'ils avaient d'ailleurs apportée dans leur mallette: faire accepter le putsch au mépris total du peuple burkinabè, avec en contrepartie la seule libération des autorités détenues. L'Union africaine dirigée

par une grande dame panafricaniste, Nkosazana Dlamini-Zuma, contrairement à l'attitude de la CEDEAO, condamne sans ambiguïté le putsch et qualifie ses auteurs de terroristes.

Les discussions se poursuivirent le samedi 19 septembre alors que la grève décidée par l'union d'action syndicale (UAS) était suivie à 100%. L'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) et la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL) assuraient seulement un service minimum dans l'intérêt des populations. Les secrétaires généraux qui avaient été chargés d'assurer l'intérim des ministres ne répondent pas tous présents à la rencontre avec le Général putschiste. Mieux, ils se mettent en grève avec leur personnel. Le corps diplomatique a été rencontré expéditivement le jeudi 17 septembre sans que ceux-ci eussent vraiment compris les motivations des putschistes. De ce fait, certains d'entre eux, dont l'ambassadeur américain au Burkina Tuilinabo Mushingui, revinrent à la charge et demandèrent un tête-à-tête avec les putschistes. Cette rencontre eut lieu à l'hôtel Laïco en marge des concertations avec les chefs d'État, mais les explications du général putschistes sont inacceptables.

Dans l'après-midi du samedi 19, je reçois dans ma prison le président de la Commission de la CEDEAO Kadré Désiré Ouédraogo, qui était accompagné du représentant du secrétaire général des Nations Unies pour la région Ouest-Africaines, l'ambassadeur Ibn Chambas. Les deux hommes m'informèrent des négociations qui avaient cours depuis jeudi. Ils mirent l'accent sur les efforts des chefs d'État de la CEDEAO à trouver une solution de sortie de crise le plus rapidement possible. Ils me tendirent un document qu'ils présentèrent comme un accord entre les différentes parties.

Je constatai que le document était signé et paraphé sur chacune des pages. Curieusement, ils requièrent mon avis sur ce document dont je pris connaissance du contenu rapidement. Je leur posai quelques questions parce que le document me semblait être un arrangement entre la CEDEAO et les putschistes. Il y était fait mention d'amnistie pour les putschistes, de révision de la loi électorale pour prendre en compte l'inclusion, plus de militaire au gouvernement, etc. Ils me disent que c'était à l'issue des discussions avec toutes les parties que celui-ci avait été élaboré, mais cette réponse me laissa perplexe.

Ce papier me rappelle étrangement les rapports finaux que nous obtenions chaque fois à l'issue des rencontres des chefs de services de renseignement des pays de la communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD). En effet, au bout de chaque rencontre, un comité de rédaction était mis en place et les pays

volontaires désignaient chacun un expert pour en faire partie. Au titre du Burkina, j'étais toujours désigné. Lorsque le comité se retrouvait, la partie libyenne sortait comme par magie un rapport final déjà rédigé en arabe, qu'elle demandait aux autres d'approuver et de traduire dans les deux autres langues de travail que sont le français et l'anglais.

Nos objections n'y changeaient jamais rien. Lorsque les rapports étaient lus avant la signature des chefs de service, on se rendait compte que les points rejetés lors des débats avaient été retenus et que ceux qui avaient été retenus étaient biffés, tout simplement parce que la Libye n'était pas d'accord avec les points en question. Ainsi donc, le comité de rédaction était renvoyé pour refaire le travail et curieusement à chaque fois, le rapport revenait sur la table des chefs des services sans changement de fond. Excédés et ne pouvant plus attendre, certains le signaient, car ils avaient un avion à prendre dans les heures qui suivaient.

La raison de cette situation était que la partie libyenne ne pouvait pas se permettre de présenter au président Kadhafi, guide suprême, des conclusions qui n'allaient pas dans le sens de sa vision, lui qui finançait pratiquement tout seul, la CEN-SAD et compris son comité des services de renseignement. Il est donc arrivé plusieurs fois que les réunions se terminent avec des rapports finaux en trois langues avec des contenus totalement différents d'une langue à l'autre.

Kadré Désiré Ouédraogo est au service des chefs d'État de la CEDEAO dont il reçoit les instructions et la CEDEAO n'avait pas condamné fermement le putsch. Certains chefs d'État avaient sans doute même appelé Diendéré pour lui présenter leurs félicitations et lui offrir leurs soutiens. Le papier en question mentionnait clairement que le président Kafando conservait son poste, mais que le Premier ministre devait démissionner avec tout son gouvernement. Un paragraphe mentionnait que les élections devaient se tenir à une nouvelle date, en étant inclusives. Selon des termes non écrits, je devais être promu général et affecté à d'autres fonctions internationales dont Ibn Chambas se portait garant. Il me suffisait de signer. Des foutaises, ai-je pensé!

Ma désapprobation était sans équivoque, car j'avais compris que l'on voulait continuer la Transition sans ses acteurs. Dans quel but? Je ne pouvais en aucun cas me rendre complice d'une telle forfaiture. Ils étaient repartis très déçus de ma prison sachant que je n'étais pas intimidable et encore moins corruptible. Dès ce samedi, la situation allait connaître une évolution rapide. Les jeunes officiers, soutenus par leurs hommes, mais aussi par la population civile, avaient décidé

avec détermination de s'opposer au putsch contrairement à la haute hiérarchie militaire qui elle, avait fait allégeance.

Devant le camp Ouézzin Coulibaly de Bobo-Dioulasso, le rassemblement des populations était constant, les ravitaillements leur étaient assurés sur place et elles demandaient aux militaires de monter sur Ouaga pour en découdre avec les putschistes. Des contacts étaient en cours entre les jeunes officiers depuis déjà quelques jours; sans vouloir entrer ici dans le détail des opérations militaires, il convient toutefois de reconnaître le patriotisme et la bravoure de ces jeunes officiers qui avaient mis en jeu leur vie et leur carrière pour mener à bien la manœuvre qui allait sonner le glas de cette force rétrograde qu'est le RSP. Prenant leur destin en main, les militaires de toutes les garnisons ont sonné la mobilisation, encouragés par une population déterminée, qui leur assurait quelquefois les ravitaillements. Les «boys» étaient tous montés sur Ouagadougou pour reconquérir leur liberté confisquée par une poignée d'aventuriers prétentieux. Frantz Fanon s'adressant aux Africains que nous sommes avait dit ceci: *«chaque génération doit dans une relative opacité découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir»*. La génération présente de Burkinabè, civils comme militaires, avait accompli sa mission. Chapeau bas et bravo à la vaillante jeunesse burkinabè et à nos boys!!!

Le dimanche 20 septembre 2015, Diendéré et ses hommes étaient au courant du mouvement des troupes sur Ouagadougou et commençaient à paniquer. Dans l'après-midi, je reçus l'ambassadeur Tuilinabo dans ma cellule. Nous échangeâmes pendant près d'une heure. Il me dit ce qu'il savait de la situation et me rassura que la position de son pays demeure très ferme à l'endroit des putschistes en ce qui concernait mon intégrité physique. Je savais que la position de l'Amérique était intraitable sur la question des élections et c'est avec une attention particulière que l'ambassadeur suivait le processus qui allait nous y conduire. Il ne fallait pas se méprendre sur la position de la communauté internationale qui n'était pas prête à donner un mauvais signal au reste du continent en tolérant un putsch qui marquait un coup d'arrêt à un processus électoral. Sur un plan strictement personnel, l'ambassadeur Tuilinabo était devenu au fil du temps un ami que je recevais régulièrement au bureau et de le recevoir ici dans ma prison sous ces conditions difficiles était bon pour le moral.

Le lundi 21 septembre 2015, les troupes loyalistes se mobilisaient autour des entrées Nord, Est et Ouest de Ouagadougou. Un avion de reconnaissance parti de Bobo, survola le camp Naba-Koom qui est gagné de panique. L'attaque est imminente. Les soldats venus de l'intérieur du pays sont excités et veulent vite

en découdre avec le RSP. Une inquiétude demeurait cependant dans tous les esprits: quelle sera l'ampleur des dommages collatéraux de ce combat qui devait se dérouler en pleine capitale avec ses deux millions d'âmes?

Aux environs de 15h je fus transféré du palais de Kosyam au camp Naba-Koom, sans bagages sauf la Bible que j'avais instamment demandé à emporter. Les soldats qui me transféraient soutenaient que c'était pour ma propre sécurité. Mais visiblement, la peur venait de changer de camp, car ils ne paraissaient plus très sereins. Mon séjour au camp Naba-Koom durera moins de 24 heures, et ce furent les moments les plus chargés d'émotion depuis ma détention.

J'étais enfermé dans une petite pièce qui, une année plus tôt, était le bureau de mon secrétariat juste en face du mien. Rien ou presque n'avait changé depuis la dernière fois où j'avais quitté ces lieux. Je n'avais jamais imaginé être un jour enfermé dans cette pièce. Chaque matin en arrivant au bureau je m'y arrêtais pour dire bonjour. Je prenais la main de chacun des militaires qui y travaillaient ainsi que les nombreux visiteurs qui s'y trouvaient notamment des malades.

En effet, mon secrétariat avait la charge de la mutuelle de santé et à ce titre, il délivrait les documents nécessaires aux malades pour l'achat de leurs produits en pharmacie. Un jour, j'y avais vu l'adjudant Nébié Moussa dit «Rambo» très mal en point et je l'avais invité à me suivre dans mon bureau. «Que se passe-t-il?» lui demandai-je. Il m'expliqua qu'il avait une hernie discale et qu'il devrait subir une intervention chirurgicale coûteuse. «Combien?» lui demandai-je. «250 000 FCFA» répondit-il. Je lui remis personnellement ladite somme pour lui permettre d'effectuer le plus rapidement possible l'intervention. Rambo est l'un des premiers militaires du régiment que j'avais connu. Je m'étais intéressé à lui parce qu'il était tout le temps jovial, le genre de militaire dont le moral résiste à toute épreuve. J'avais rendu énormément de services à tous les militaires du régiment, individuellement ou collectivement, me sacrifiant quelquefois, mais toujours dans un seul but, être le plus près possible de mes hommes afin de réussir avec eux l'accomplissement de la mission qui nous est dévolue, pour l'institution et pour le pays.

Dans la salle du Conseil des ministres le mercredi 16 septembre, j'ai cherché à croiser le regard de Rambo en vain. Il me fuyait des yeux, comme tous les autres d'ailleurs. Que ce soit l'adjudant Nion Jean Florent, l'adjudant Ouékouri Koéssé, ou le caporal Dah Sansan, aucun de ceux qui étaient entrés dans la salle du Conseil ne s'était laissé fixer dans les yeux. On aurait dit qu'ils se sentaient tous coupables de quelque chose de honteux. Agissaient-ils sans conviction? Exécutaient-ils des ordres simplement par contrainte?

Il y avait de fortes chances que l'argent avait été l'élément de contrainte par lequel ces soldats s'étaient fait avoir. Le putsch qu'ils avaient effectué avait provoqué 14 morts et 251 blessés dont certains resteront handicapés à vie. Dans cette nouvelle cellule, j'avais de multiples souvenirs de tous ces soldats que je recevais dans mon bureau pour des problèmes divers. J'avais instruit mes secrétaires pour qu'ils ne refoulent aucune personne qui souhaitait me voir. J'avais pris une ferme résolution d'être un chef accessible pour ses hommes, convaincu que plus je serais informé de leurs problèmes, plus j'établirais une relation de confiance réciproque et mieux nous réussirons ensemble notre mission. Lorsque les hommes cessent de vous soumettre leurs problèmes, il est indéniable que vous êtes devenu vous-même leur problème numéro 1 et j'étais bien conscient de cela.

En rappel le 15 avril 2011 j'avais reçu dans mon bureau, les soldats de diverses unités, pour discuter des sujets de leur mécontentement, même si cet entretien ne les avait pas empêchés de déclencher leur mutinerie. Dans la plupart des entités, on constate malheureusement que celui qui a le pouvoir de décision n'a pas souvent le temps d'écouter les hommes. C'est le résultat d'une trop forte hiérarchisation du commandement militaire qui n'a pas su évoluer pour s'adapter au contexte d'évolution des mentalités. Le soldat qui était recruté en 1960 avait pour seul chef le caporal. Il se satisfaisait de toute information que lui donnait son caporal. Il voyait rarement le commandant de son unité, si bien que pour le soldat et pendant longtemps, «caporal» était le meilleur galon dans l'armée. De nos jours, les recrues sont souvent des enfants de gradés qui ont grandi dans des casernes militaires, sans aucun complexe devant un caporal, et possèdent également un certain niveau d'instruction leur permettant une meilleure compréhension des ordres, et une certaine analyse critique.

Le soldat de ce 21^e siècle veut entendre pour chaque situation la version du premier responsable, qui malheureusement très souvent se mure dans un bureau, n'étant visible que lorsque son véhicule traverse la caserne pour arriver ou repartir. Les soldats, comme tous les jeunes de leur génération, sont également accros aux nouvelles technologies par lesquelles ils ont accès aux réseaux sociaux. Chacun d'eux ou presque possède un compte Facebook, Tweeter, Instagram, etc. Ils sont au même niveau d'information sur les questions nationales et internationales que leurs chefs. Vouloir gérer ces soldats d'aujourd'hui comme on gérait ceux des années 60, c'est courir directement à la catastrophe.

La gestion des soldats en temps de paix s'apparente quelques fois à la gestion d'un service d'action sociale.

J'avais pris cette habitude de rester tard au bureau pour recevoir ceux qui voulaient encore me voir. Bien avant je prenais le soin de libérer mon conducteur qui rentrait avec le véhicule et je regagnais à pied mon domicile au «Conseil de l'entente» situé à environ 7 km du camp Naba-Koom selon le circuit que j'empruntais. J'aimais bien cette marche qui, au-delà du bénéfice physique, me permettait de réfléchir en plein air pendant un peu plus de deux heures de marche, à de nombreux sujets personnels, professionnels et même politiques. Jamais je n'ai imaginé qu'un jour je me retrouverais là enfermé dans mon propre secrétariat, gardé par des soldats pour qui j'avais consacré studieusement 19 bonnes années de ma vie active.

J'étais encore dans mes souvenirs lorsque le sergent Ouarzebou B. Anselme fit son entrée dans la prison. Sans même m'adresser un mot, il se mit à débrancher les ordinateurs qui étaient là, et les emporta. Puis il revint quelques minutes seulement après pour me demander de déplacer ma chaise d'une position à une autre. Il tira les rideaux de l'unique fenêtre qui offrait une vue sur l'extérieur. Quant à la porte, elle ne donnait que sur le couloir qui divisait le grand bâtiment du poste de commandement (PC) en deux. Il ne semblait toujours pas satisfait de la «cachette». Il entreprit de coller les vitres de la fenêtre avec le papier couvre-livre, un rouleau entier se trouvait là et servait habituellement à couvrir les registres des postes de garde. À le voir s'acharner sur ce rouleau, je comprendrais aisément que l'on n'en aurait plus du tout besoin après cette utilisation.

Chacun de ses gestes trahissait ses sentiments de peur. Mais peur de quoi? J'avais demandé de l'Effergal au sergent-chef Bouda mon chef geôlier, qui après avoir assuré mon transfèrement, se tenait juste à côté. Promptement, il alla à l'infirmerie du camp située seulement à un jet de pierre du PC et revint en quelques minutes accompagné d'un infirmier qui vérifia ma tension artérielle qu'il jugea normale, me posa quelques questions d'usage: «avez-vous mangé?» «Oui» lui répondis-je. Il me donna donc une boîte d'Effergal, un bidon d'eau, et se retira.

Lorsque la porte se referma après le départ de l'infirmier, je m'interrogeais toujours sur ce qui avait bien pu arriver à ces soldats. Le sergent Ouarzebou B. Anselme était le délégué de la classe 2005. J'avais beaucoup travaillé avec lui pendant ces quatre dernières années dans le cadre du comité de concertation mis en place au sein du RSP comme dans tous les corps de troupe de nos forces

armées nationales. Cette ingénieuse idée avait pour but de pallier le déficit de communication à l'origine de la crise de confiance entre le commandement et la troupe ayant entraîné les mutineries de ces dernières années. La première année, ce mécanisme avait très bien fonctionné, puis les rencontres étaient devenues de plus en plus rares et en fin de compte reléguées aux oubliettes.

Des forces rétrogrades au sein de la hiérarchie militaire avaient combattu ces comités de concertation dès le départ, arguant que ces structures risquaient de se substituer au commandement. Cependant, c'était tout à fait faux puisqu'elles n'avaient qu'un rôle de conseil et d'aide au commandement pour la sensibilisation et la prise de décision. Il n'y a pas que la guerre de nos jours qui est devenue asymétrique, toutes les formes de menaces à la sécurité le sont devenues à savoir la subversion, l'espionnage, le sabotage. Aucune de ces menaces n'évolue encore suivant les modes classiques que nous avons appris des dizaines d'années plus tôt dans les académies et centres de formation. Si nous nous référons aux meilleures armées des pays occidentaux, elles ont des valves qui pallient les défaillances de la chaîne de commandement par un mécanisme de régulation, si bien que la cohésion et la discipline, ciment des armées, sont préservées.

Au Sénégal, ces structures ont emprunté carrément le nom de «syndicats». Il en existe également au Ghana pour ne citer que ces deux armées des pays de notre région Ouest-Africaine. En France, il existe les conseils de la fonction militaire (CFM) dont les représentants sont tirés au sort dans toutes les catégories officiers, sous-officiers et militaires du rang, et jouent un rôle reconnu très positif.

Je n'avais aucun problème à échanger avec les différents délégués de promotion, bien au contraire cela a toujours été très enrichissant de pouvoir discuter avec ces soldats, représentants de toutes les catégories et de toutes les unités, souvent ces rencontres duraient toute la journée avec une pause pendant laquelle nous prenions le repas ensemble. Nous débattions de tous les sujets et un rapport était rédigé puis remis au chef de corps. Après avoir pris connaissance des recommandations, celui-ci signait une note de service pour diffusion générale des conclusions des travaux du comité de concertation.

Après les instructions du président Compaoré pour la mise en place de ces comités de concertation, le RSP a été le premier corps à s'exécuter et à en faire l'expérience. Plusieurs mois après, lorsque l'État-major décida de l'application des instructions du chef de l'État au sein de toutes les entités militaires, j'avais été sollicité pour présenter aux différents chefs militaires l'expérience du RSP.

J'ai pu à cette occasion mesurer l'inquiétude de certains chefs de voir leur «Naam» (chefferie en langue mooré) leur échapper.

Exercer le commandement militaire comme s'il s'agissait de la chefferie du village est une grave erreur qui, forcément, entraîne des conséquences désastreuses. J'ai toujours pensé que l'armée avait besoin d'être repensée, réformée en profondeur, pas seulement équipée matériellement, et à ce titre il serait souhaitable qu'un travail de réflexion sur le sujet ne soit pas piloté par des militaires uniquement, mais par un panel d'experts civils auxquels on s'associerait des militaires de toutes les catégories. L'armée dispose d'intellectuels de très haut niveau, de véritables cerveaux comme on en recherche ailleurs, cependant on est surpris de voir que, malgré leur présence, des documents de référence comme «le plan stratégique pour la réforme des armées» couvrant une période de 4 ans (2017-2021) sont une véritable aberration. Aucune réflexion stratégique ne peut se décliner sur une période aussi courte. Il aurait fallu réfléchir sur l'armée que nous voulons avoir au cours des 25 années à venir, ensuite traduire ce plan stratégique en plusieurs plans d'action de 5 ans chacun. Une planification stratégique par essence doit couvrir le moyen et le long terme, mais jamais le court terme. A-t-on seulement convié à la réflexion les personnes capables de faire le travail souhaité, sinon comment notre armée peut-elle se retrouver avec un tel document qui dénote d'une navigation? Notre armée ne doit pas faire étalage d'une telle cécité stratégique, mais plutôt démontrer sa capacité d'anticipation sur les menaces ultérieures et prévoir les moyens humains et matériels nécessaires pour faire face dans le temps et dans l'espace. Quel sera l'ennemi de notre pays auquel l'armée devra faire face dans les vingt-cinq prochaines années? La réponse à cette question seule peut nous conduire à élaborer un plan de recrutement, d'équipement, et d'entraînement, en vue d'accomplir efficacement sa mission. L'armée nationale possède de nombreux atouts, mais il reste d'énormes choses à faire pour qu'elle réponde parfaitement aux besoins de la Nation et aux grands bouleversements dans le contexte de ce 21^e siècle. Il y a énormément de choses à revoir dans l'armée burkinabé pour la rendre encore meilleure que ce qu'elle est aujourd'hui.

J'étais toujours plongé dans mes réflexions, lorsque la porte s'ouvrit et qu'on m'annonça que le général Diendéré viendra me voir dans un instant. Mes entretiens avec le général putschiste jusqu'à ma libération seront décrits dans le détail au chapitre suivant.

Dès ma sortie de prison ce mardi 22 septembre aux environs de 4h, j'avais fait publier un communiqué dans lequel j'annonçais ma libération. J'appelais

également les soldats du RSP à déposer les armes et j'avais félicité et renouvelé ma confiance à notre vaillant peuple et à son armée loyaliste qui n'avaient pas baissé la culotte devant cette ignoble atteinte à sa dignité, doublée d'une barbarie jamais égalée. Le Président Kafando avait été contraint de rejoindre pour des raisons de sécurité la résidence de l'ambassadeur de France. Dès que je lui annonçai que j'étais libre et en position de combat, il me dit ceci: «*Monsieur le Premier Ministre, Dieu est vraiment avec nous!*» Je lui répondis que cela ne faisait l'ombre d'aucun doute et que le Tout-Puissant demeurera toujours avec nous. Mon Chef de sécurité avait eu le réflexe professionnel de faire venir le médecin, Capitaine Lompo pour m'examiner.

Je me portais très bien et j'étais libre de mes mouvements, ce qui était plus que suffisant pour que je rejoignisse mes compatriotes sur le terrain de la lutte à laquelle ils s'étaient résolument engagés depuis une semaine. Cette lutte avait déjà fait son lot de victimes. J'appréciais le repos que le médecin me conseillait, mais je le prendrai plus tard, après avoir réussi une sortie de crise sans carnage, lui avais-je répondu. Toute la journée a été consacrée bien évidemment à des concertations avec toutes les parties prenantes. Mais il ne faisait l'ombre d'aucun doute, le RSP cherchait à éviter l'assaut des autres forces sur leur position, tout en gagnant du temps dans l'espoir d'un éventuel renfort qui pouvait arriver de leurs alliés hors du territoire national. Certains parmi ces derniers s'étaient dits prêts à intervenir et n'attendaient que le feu vert de la part de Diendéré. Il s'agissait notamment de groupes djihadistes présents sur le sol malien. Là-dessus, nous avons passé un accord avec nos alliés américains qui disposaient de vecteurs aériens basés à Ouaga et à Niamey pour qu'ils traitent toute tentative d'incursion sur notre territoire à partir du Mali. Cet accord nous permettait de concentrer nos efforts sur l'ennemi retranché au camp Naba-Koom.

Le général Diendéré, ayant certainement compris que nous allions prendre des dispositions de ce côté, n'avait pas fait intervenir ses amis djihadistes. De même, toutes les attaques au Nord ou au Sud qu'envisageaient des éléments proches du Général Djibril Bassolé et de Guillaume Soro ont été abandonnées vu le rapport de forces qui balançait désormais très nettement en faveur de l'armée loyaliste. Le duo Bassolé-Soro, sans avoir donné l'air d'avoir participé ouvertement au coup d'État, tiraient les ficelles à partir de certains éléments du RSP qui leurs étaient entièrement dévoués. Ils se servaient de Diendéré pour repositionner Bassolé à la tête d'une nouvelle transition, ou au pire comme candidat aux élections présidentielles qui allaient suivre et pour lesquelles ils auraient imposé l'inclusion et joué des pieds et des mains pour déclarer Bassolé élu. Il est plus qu'évident que Diendéré allait être écarté du jeu, militairement ou

politiquement. Ce putsch était une porte ouverte à toutes les incertitudes tellement il existait des contradictions flagrantes entre ses acteurs: d'un côté Fatou avec son filleul Eddie Komboïgo du CDP, soutenus tous les deux par le général Diendéré; et de l'autre côté Djibril Bassolé de la NAFA, soutenu par l'inconditionnel Soro et bien d'autres acteurs internationaux. Ce dernier groupe n'a jamais vu en Diendéré un homme politiquement capable, mais voulaient se servir du RSP pour renverser la situation dont eux en tireraient tout l'avantage. Un accord a été signé dans la nuit de ce 22 septembre au palais du Mogho-Naba entre les jeunes officiers, consacrant la reddition du RSP et son désarmement.



Dès le matin, du mercredi 23 septembre 2015, le président Kafando se rendit au ministère des Affaires étrangères, annonça le retour des institutions de la Transition et la tenue très prochaine d'un Conseil des ministres. C'était une grande victoire pour le peuple burkinabè. La CEDEAO qui avait proposé un accord foireux se voyait obligée de valider la solution imposée par les Burkinabè eux-mêmes. La journée du jeudi 24 septembre vit un début du désarmement pendant que les musulmans du Burkina Faso célébraient la fête de la Tabaski.

Le conseil des ministres, le premier depuis le putsch manqué, se tint le vendredi 25 septembre à la Primature, parce que la présidence était encore une zone dont la sécurisation n'était pas assurée. Comme il fallait s'y attendre, l'ambiance des retrouvailles était unique. Tous les dossiers ordinaires furent renvoyés à une date ultérieure. Le Président du Faso, en bon aîné, donna la parole à tous les ministres, et tour à tour chacun prit la parole pour dire comment il avait vécu les événements. C'était une véritable cure d'âme qui fit énormément de bien à chaque membre du gouvernement. En réalité, nous avions besoin d'en parler, d'en pleurer, mais aussi d'en rire.

Nous nous étions souvenus que le ministre des Affaires étrangères, Bédializoum Moussa Nébié, était venu au conseil des ministres, le 16 septembre en complet Faso Dan Fani (FDF) avec un très haut chapeau. C'était la première fois que ce diplomate de carrière se séparait de son costume-cravate pour fièrement arborer la tenue traditionnelle, un des éléments de notre fierté identitaire que nous avons entrepris de promouvoir sans tambour ni tamtam. Nous avons décrété lors d'un conseil des ministres tenu à Fada N'gourma, la tenue traditionnelle Faso Dan Fani, dorénavant le tissu officiel de la célébration de la journée internationale de la femme au Burkina Faso. Tout le monde avait bien remarqué la belle tenue du ministre Nébié ce jour-là et il avait reçu même

des félicitations. Mais à l'heure du souvenir des évènements, quelqu'un dans l'assistance s'était demandé si la tenue du ministre Nébié n'avait pas eu quelque chose à voir avec ce qui s'est passé ce jour-là. Tout le monde a ri, car en pareille situation, il est toujours capital de manifester la solidarité et la bonne humeur. En quelques mois seulement les membres du gouvernement se sentaient tellement proches les uns des autres. Notre date de fin de mission était connue avant même que celle-ci ait commencé, ce qui nous permettait de garder bien la tête sur les épaules, il n'y avait pas de calculs politiques à faire, sinon de donner le meilleur de soi-même afin de réussir la mission qui était la nôtre.

Passée l'évocation des souvenirs, nous nous étions penchés très sérieusement sur la situation elle-même. Le bilan, bien qu'encore provisoire, était très lourd. Des instructions avaient été données au ministre de la Santé, qui nous avait fait le point, de poursuivre la prise en charge gratuite des blessés, initiative que lui et ses services avaient déjà prise. La décision de la dissolution du RSP avait été adoptée par acclamation. Un comité de crise constitué d'un certain nombre de ministres dont celui de la justice, du ministre Loada, du ministre Bagoro, du ministre de la Jeunesse, du ministre de la Communication autour du Premier ministre, devait assurer une veille permanente jusqu'à la résolution complète de la crise, avec le démantèlement total du RSP.

Nous n'avions aucun doute que la décision de la dissolution du RSP allait causer de la crispation dans le processus de désarmement entrepris la veille, mais au point où nous étions, s'il fallait les désarmer par la force, nous étions prêts, même si l'attaque du camp Naba-Koom allait faire des victimes en leur sein, ce ne serait que justice rendue aux victimes de leur barbarie. Le gouvernement était décidé à ne donner aucune chance au RSP de faire de nouvelles victimes dans la population. Le Chef d'État-major a été convoqué avec son staff à l'issue du Conseil des ministres et les ordres de l'attaque ont été donnés.

Le Président du Faso avait dit le cœur lourd: «*allez-y attaquer et prenez le camp Naba-Koom!*» Décision difficile, mais utile, car il nous serait insoutenable de voir ces fous furieux sortir de leur retraite pour ôter une fois de plus la vie à des civils aux mains nues. Les chefs militaires s'en étaient retournés avec des instructions fermes et dans la même soirée, le dispositif militaire fut resserré autour du camp Naba-Koom.

Pendant les 48 heures qui suivirent, nous avons mené une guerre psychologique visant à démobiliser les troupes de Diendéré; le Chef d'État-major général avait reçu l'ordre de muter immédiatement tout le personnel du désormais, ex-RSP dans de nouvelles garnisons. Cela donnait ainsi une porte de

sortie aux éléments qui ne seraient pas prêts à engager le combat. Ce plan a bien fonctionné puisqu'en quelques instants seulement après la diffusion des affectations, les effectifs de Diendéré s'étaient réduits de deux tiers. Tous les officiers et la majorité des sous-officiers, dont les spécialistes des armements lourds, avaient déserté ses rangs.

La date du mardi 29 septembre 2015 restera longtemps gravée dans la mémoire collective des Burkinabè. C'est ce jour-là que les forces loyalistes étaient montées à l'assaut du camp Naba-Koom. Aux environs de 16h, les premières salves des lance-roquettes multiples (LRM) avaient été lancées depuis le camp Sangoulé Lamizana à Gounghin en direction du camp Naba-Koom. Les cibles avaient été touchées en plein dans le mille. Plutôt que de tenter une riposte, les derniers éléments du général Diendéré avaient jeté armes et bagages et s'étaient enfuis hors du camp pour se rendre au camp Général Baba Sy, une caserne non loin, qui avait été désignée par l'État-major général comme point de regroupement pour les éléments qui voulaient se rendre.

Abandonné de tous ses officiers, discrètement partis avant le déclenchement de l'attaque, et voyant ses derniers hommes courir comme des lapins en direction du camp Général Baba Sy, le Général putschiste n'avait d'autre choix que de quitter sa planque pour essayer de trouver refuge ailleurs.

Accompagné de quelques irréductibles, ils sortirent en trombe dans un cortège de trois véhicules et gagnèrent en quelques instants l'ambassade des États-Unis d'Amérique située à seulement moins d'un kilomètre du camp Naba-Koom. Ils s'y virent refuser l'accès pour la simple raison qu'il s'agissait de putschistes ayant violé allègrement pendant deux semaines les droits de l'homme à travers toute forme de violence perpétrée sur des civils; et l'ambassadeur Mushingui ne pouvait pas leur ouvrir ses portes. Les éléments avancés des troupes loyalistes étaient à quelques encablures du camp Naba-Koom. L'artillerie arrêta donc son pilonnage pour permettre l'assaut final. Les troupes du côté nord étaient au rond-point des martyrs position à partir de laquelle ils suivaient visuellement les mouvements du Général Diendéré et de ses derniers hommes. Depuis le poste de commandement, des moyens techniques permettaient également de suivre non seulement tous les déplacements, mais également toutes les communications du Général putschiste.

Leur insistance auprès de l'ambassade américaine étant restée infructueuse, ils démarrèrent en direction du sud-est et atteignirent le groupe scolaire horizon international. Mais le site n'offrait aucune garantie de protection et Diendéré le savait très bien. Ils hésitèrent et finalement ils choisirent de quitter ces lieux,

repassant par l'ambassade des USA sans ralentir, traversèrent le boulevard Mouammar Kadhafi en essuyant quelques tirs des soldats loyalistes postés au carrefour BF1 et se retrouvèrent devant la Nonciature apostolique. Le portail était fermé, mais les éléments du Général l'aidèrent à escalader le mur pour trouver refuge à l'intérieur puis eux-mêmes s'engouffrèrent dans le quartier de Ouaga 2000 du côté de la cité SOCOGIB. Une chasse à l'homme dans cette zone d'habitations pouvant causer d'énormes victimes, les soldats loyalistes encerclèrent la Nonciature apostolique pour mettre la main sur le Général, ignorant ses hommes fugitifs que l'on pourrait rechercher ultérieurement.

Dans un entretien téléphonique avec son fils Ismaël, le Général Diendéré lui confia ceci: *«j'ai eu la chance, s'ils m'avaient eu ce soir-là, ils allaient me..., ce n'était pas bon pour moi»* comme quoi, *«l'assassin a peur du gourdin»*, selon un adage mossi. Le Général sera récupéré le jeudi 1^{er} octobre 2015 et remis aux autorités judiciaires pour qu'il assume la responsabilité de ses actes. Après moult tractations, son épouse Fatou abandonnant mari, enfants, amies et convives, s'échappera du territoire national pour se retrouver au Togo voisin. Voilà comment se terminent les ambitions démesurées, les prétentions de toutes les personnes qui *«ignorent d'où elles viennent»*. Un journaliste de renom, Aboubacar Zida dit Sidnaba a dit ceci: *«même si ta femme est une star et qu'elle chante bien, ne te crois pas obligé de danser toutes les chansons de son répertoire, sinon tu tomberas par essoufflement»*.

Le peuple burkinabè avait prouvé par sa farouche résistance au putsch qu'il avait désormais atteint sa maturité démocratique. Les militaires, avec à la tête des troupes, des jeunes officiers, avaient démontré que l'armée nationale est et demeurerait républicaine aux côtés du peuple. Le seul défi à relever étant à présent du côté de la justice vers qui tous les regards se tournent pour qu'elle prenne connaissance de tous les dossiers qui lui ont été confiés avant, pendant, et après la Transition politique de 2015. La justice devrait aussi traiter avec célérité tous les futurs cas de violation du droit dans notre pays. C'est elle qui, pour plusieurs raisons, constitue à n'en pas douter le maillon faible de la démocratie dans notre pays, tout comme dans beaucoup d'autres pays africains.

Le résultat d'un sondage d'opinion réalisé par NETAFRIK au premier trimestre de 2017 montre que 86,32% des Burkinabè n'ont pas confiance en la justice de leur pays. Une citation bien connue dit que *«la force d'une chaîne se mesure à la résistance du maillon le plus faible»*. Notre peuple et notre démocratie attendent ardemment que la justice se montre à la hauteur des exigences d'un état de droit pour faire entrer le Burkina Faso, dans le concert des

nations véritablement démocratiques comme le Ghana, le Sénégal, le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud, etc. Tous des pays dont les Africains sont fiers aujourd'hui.

Nous fondons beaucoup d'espoirs que par le biais de ce troisième pouvoir qu'est la justice, le jour finira bien par se lever même si la nuit a été très longue. L'épilogue de cette justice longtemps décriée par notre peuple va certainement voir le jour bientôt car nous le croyons, les hommes et les femmes du Burkina ont de la ressource et savent surprendre agréablement là où quelques fois on s'attend le moins. Nous ne voulons pas cependant dire qu'il faille seulement rendre la justice pour rendre l'avenir du Burkina radieux, comme si aujourd'hui il s'agissait uniquement de juger les dossiers en souffrance et mettre en prison tous les auteurs et commanditaires de crimes commis dans notre pays pour que le ciel burkinabè devienne à jamais bleu. Il s'agit certes d'une étape importante du processus de développement et de réconciliation nationale auquel aspire notre peuple, mais nous sommes convaincus que le développement du Burkina Faso sera l'œuvre de tout un peuple déterminé qui a su vaincre, entre autres, les démons de la division et de l'exclusion, qui a su faire de ses différences une force constructive et non une faiblesse qui annihile tous les efforts de l'édification nationale.

C'est comme un seul homme et avec un même esprit de construction que notre pays avancera. Le Burkina Faso ne doit pas être comme la case des singes en construction où pendant que certains tissent les pailles d'autres s'occupent à défaire ces mêmes pailles. C'est ensemble que la nation se construira par le mérite de tous ou alors elle se détruira par la faute de tous.

Ma conviction reste que le Burkina Faso se construira car son peuple, grâce à Dieu, est un peuple vaillant qui a toujours su aller au-delà de ses contradictions et payer le sacrifice nécessaire à sa survie et à son progrès. Il est possible de s'en sortir et de se développer de manière cohérente et holistique. Oui, il est bel et bien possible de faire émerger le Burkina Faso du lot des pays pauvres, voire misérables, et d'offrir à chaque citoyen les conditions d'une existence heureuse à laquelle il aspire.

Nous croyons qu'il est possible de développer le Burkina Faso dans un climat de cohésion sociale et de sécurité pour tous les citoyens où qu'ils soient, dans les campagnes comme dans les villes, qu'ils soient au Nord, au Sud, à l'Est, à l'Ouest ou au Centre. Oui, il est bien possible de créer les conditions nécessaires à un développement économique et un progrès social dans notre pays. Ce n'est point ici, l'expression d'un simple vœu pieux, mais une réalité qui doit voir le

jour avec l'engagement de toutes les filles et tous les fils du Burkina derrière un leadership révolutionnaire, éclairé et participatif.

Notre pays se trouve à un tournant décisif de son histoire. Après cinquante-sept années d'indépendance, il doit assumer de façon véritable sa destinée. Pendant cinquante-sept années, beaucoup de choses ont été réalisées sur le plan du développement économique et social et cela nous donne l'occasion de rendre un hommage mérité aux différents chefs d'État qui ont eu à charge la conduite des affaires du pays, à savoir les présidents: Maurice Yaméogo, Sangoulé Lamizana, Saye Zerbo, Jean-Baptiste Ouédraogo, Thomas Sankara, Blaise Compaoré, Yacouba Isaac Zida, Michel Kafando, et enfin l'actuel président Roch Marc Christian Kaboré; chacun ayant fait ou faisant de son mieux pour changer la qualité de vie de ses concitoyens, selon le contexte des réalités de son époque, mais aussi des moyens à sa disposition. Notre peuple leur en sera toujours grandement reconnaissant.



La désillusion

Comme aux premières heures de l'insurrection populaire à la place de la révolution le 30 octobre 2014, plusieurs de mes compatriotes s'interrogent encore: «d'où est-ce qu'il vient celui-là? parlant de Yacouba Isaac Zida».

Je répondrai à cette interrogation en disant que je suis un fils du peuple qui a connu la même misère que celle que la majorité de mes compatriotes connaît aujourd'hui. Je suis l'un des 99,99% des Burkinabè dont le père n'a jamais été ni ministre, ni banquier, ni même fonctionnaire de l'État. Mon père a toujours cultivé la terre comme son père et son grand-père avant lui. Les fruits de cette terre du Burkina, récoltés chaque saison et dont nous étions très aléatoirement dépendants du bon gré de la pluviométrie, le fruit des champs a pourvu à mes besoins jusqu'à l'âge où j'ai commencé à me prendre moi-même en charge.

Je suis infiniment reconnaissant pour ce que je suis devenu, d'abord à mon Dieu et ensuite à mon pays le Burkina que je servirai toujours de toutes mes forces. Rien, absolument rien, aucune adversité ne pourra m'écarter de mon but, celui de montrer par l'exemple à mes enfants que ce que j'ai de plus cher et auquel il convient de s'attacher après Dieu, c'est ma patrie.

Ma mise à l'écart dès la fin de la Transition, je la supporte patiemment dans l'intérêt supérieur du Burkina Faso. Je refuse un quelconque affrontement avec les nouvelles autorités de mon pays et je choisis de gagner ce combat comme d'habitude, dans le silence et le calme. Ce combat comme tous les précédents est le combat de mon Seigneur et non le mien. Une confrontation physique ne serait d'aucun intérêt pour notre pays et si le Burkina Faso devait absolument brûler un jour, je ne m'y associerais d'aucune manière en y apportant mon morceau de bois. J'ai fait le choix d'être un bâtisseur et non un destructeur. Il est vrai que je ressens de la douleur deux années après l'insurrection populaire, au regard de la souffrance à laquelle fait face le peuple burkinabé qui a cependant consenti d'énormes sacrifices pour obtenir le changement. Sa situation actuelle est

catastrophique au triple plan social, politique et économique. Avons-nous donc fait tout ça, pour ça? Suis-je en droit de me demander?

Dans la première semaine de novembre 2014 alors que nous étions en pleine période de rédaction de la Charte de la Transition, et que je venais de rentrer très tardivement une nuit, j'ai reçu le président Roch Kaboré à mon domicile au «Conseil» et je me souviens lui avoir dit ceci: *«Monsieur le président du MPP, à la lecture que je fais de la situation nationale, vous êtes tout prêt de devenir le futur président du FASO. Pour notre part, nous allons nous investir par tous les moyens pour que le choix des Burkinabè se fasse à travers des élections libres et transparentes. Je payerai le prix qu'il faut pour que cet objectif soit atteint. La seule chose que je vous demanderai, c'est de travailler à l'unité et à la cohésion nationale. Vous ne pourrez pas bâtir notre pays si la fracture sociale née de l'insurrection populaire demeure».*

J'ignorais totalement que je m'adressais à quelqu'un dont la préoccupation était certes de devenir le prochain président du Faso, mais sans pour autant avoir l'ambition de construire notre pays dans la cohésion de toutes ses filles et tous ses fils. Comme la majorité de mes compatriotes, j'avais cru en ce mea-culpa que Roch avait fait à la place de la Révolution, ce haut lieu de la lutte de notre peuple. Comment deviner à l'époque que dans cet homme il y a une telle personnalité dépendante, pour ne pas dire un manque total de personnalité qui se révélerait quelque temps seulement après sa prise de fonction à la magistrature suprême et compromettrait dangereusement l'avenir de notre nation?

On dit souvent que le pouvoir ne vous rend ni arrogant ni orgueilleux, mais il ne fait que révéler ces traits de caractère qui sommeillent en vous. Le pouvoir tout comme la richesse révélera toujours aux hommes votre vraie nature. Quelqu'un définissait le méchant comme celui qui a un cerveau d'enfant avec des membres d'adulte. Il dispose en effet la capacité de faire mal sans pour autant discerner quand, pourquoi, contre qui, et comment user de ce pouvoir. Il devient alors un danger non seulement pour les autres, mais également pour lui-même.

Roch serait-il un enfant à qui le pouvoir est échu? En tout cas, en moins d'une année d'exercice du pouvoir, celui qui a été élu avec 53% des suffrages ne bénéficiait plus que du crédit de 26% de ses compatriotes (selon un sondage du portail Lefaso.net et OBAAS7 rendu public le 29 décembre 2016)

Après les résultats officiels des élections du 29 novembre 2015, je suis allé à son domicile à la patte-d'oie, pour lui présenter de vive voix mes félicitations. Je

lui ai réitéré, à cette occasion, ma vive recommandation d'œuvrer pour l'unité et la cohésion entre les Burkinabè. Autre chose que je lui ai suggéré c'était qu'il confie le département de la sécurité au Colonel Auguste Denise Barry, compte tenu de la sensibilité de la question liée à la présence de menaces terroristes que nous connaissions. La compétence avérée du Colonel Barry n'aurait peut-être pas évité l'attaque du 15 janvier 2016 contre le Splendid hôtel et le café Cappuccino, mais au moins, on aurait fait l'économie de présenter le ridicule lors de la gestion de cette crise emprunte d'amateurisme et pendant laquelle l'ambassadeur de France a même failli prendre le commandement des opérations en lieu et place de nos autorités en charge du département de la sécurité.

L'obstination de nos autorités, à avancer sur le mauvais chemin, ne nous met guère à l'abri d'autres évènements douloureux. L'ennemi en face frappe dans le ventre mou de sa cible. Le Burkina Faso d'aujourd'hui est malheureusement de toute la sous-région, le pays le plus fragile; frapper à Ouagadougou est plus aisé que de le faire à Abidjan, à Bamako, à Dakar ou à Niamey. Si nous-mêmes ne sommes pas à l'abri chez nous, comment un investisseur étranger peut-il se sentir en sécurité et à l'aise d'investir ses capitaux chez nous?

Le ralentissement de l'activité économique s'explique principalement par la démotivation de tous les acteurs et principalement ceux des secteurs secondaire et tertiaire qui intéressent les investisseurs étrangers et dont la contribution dans la croissance économique et dans la création d'emplois est considérable. La population tout entière ressent le coup de cette morosité économique avec une telle incertitude du lendemain à laquelle n'échappe que moins de 1% de la population c'est-à-dire les fonctionnaires. Mais nous sommes au Burkina et les obligations sociales incombent à celui chez qui ça semble aller et qui doit par conséquent partager avec ceux qui ne disposent de rien. Du coup, tout le monde se retrouve avec quelque chose d'insignifiant; voir rien du tout. La rentrée des classes qui est habituellement un calvaire pour les parents, l'est encore davantage ces dernières rentrées, suivie d'une menace à peine voilée de boycotts répétitifs des cours de la part du syndicat des enseignants.

Si l'on veut être optimiste, on peut s'arrêter là pour dire que rien n'est encore gâté. Les dirigeants actuels sont plus que jamais interpellés. La haine et la division ne peuvent pas prospérer dans notre pays comme système de gouvernance. Si quelqu'un a un problème avec la justice, de quoi se mêle l'exécutif? À force de chercher à faire de tout le monde des coupables, vous oubliez, ou du moins vous manquez crucialement de temps pour vous pencher sur les véritables préoccupations des Burkinabè. Seriez-vous en train de vous

suicider collectivement? Roch devrait s'assumer, car c'est bien à lui et à lui seul que la majorité des Burkinabè a fait confiance. C'est malheureusement encore l'individu que nos concitoyens élisent et non un programme. Alors, il faut que l'enfant du Ganzourgou se réveille de sa léthargie. Une sagesse Mossi dit que si l'on donne la chefferie à un enfant, il cesse dès lors d'être un enfant. Roch est devenu le «chef» du Burkina et c'est en tant que tel qu'il doit se comporter et arrêter d'être cet enfant gâté qui distribue des «gâteries» à ses copains de classe pour obtenir d'eux qu'ils se mettent à son service dans la cour de la récréation. La gouvernance n'est ni la gentillesse ni le laisser-faire. Il n'y a donc aucune lumière parmi les tenants du pouvoir. Seriez-vous donc tous aveuglés par la haine au point de ne pas apercevoir le fossé qui se creuse entre vous et le peuple insurgé? N'étiez-vous pas au nombre de ceux qui disaient tout haut, il y a juste trois années que Blaise Compaoré fonçait droit dans le mur? Aujourd'hui, vous avez déjà cogné dans ce même mur et pourtant vous feignez de tout maîtriser. Notre pays ne s'est jamais senti aussi mal de toute son histoire.

Oui, le peuple burkinabè a suffisamment démontré qu'il ne vous fait plus confiance. Où sont passés les 53% qui ont porté Roch au pouvoir? En alliance avec l'UNIR/PS de Me Sankara Bénéwindé, le PAREN du Pr Laurent Bado, le NTD de Vincent Dabilgou, l'ODT de Anatole Bonkougou, on peut affirmer que vous avez formé votre gouvernement avec environ 60% d'opinion favorable. Ce score s'est effrité et rétréci comme une peau de chagrin en seulement quelques mois. Sur le plan personnel, le candidat élu du MPP à la présidence et son vice-président désormais ministre d'État occupent respectivement les rangs de quatrième et troisième avant-dernier sur le classement des membres du gouvernement; ce qui est une honte et manifestement une preuve d'échec personnel de ces maîtres du MPP. Depuis que notre pays a accédé à sa souveraineté nationale, c'est la première fois qu'un régime est autant décrié, détesté et vomé. Vous avez en effet réussi là où personne ne pouvait réussir; à savoir le miracle d'échouer en si peu de temps, avec un régime issu des urnes, qui plus est, après une insurrection populaire.

Le MPP a, en quelques mois seulement, donné raison aux 47% des électeurs qui n'ont pas fait confiance à son candidat. Si j'avais affirmé dès le début de la Transition que Roch remportera les élections à venir, c'est simplement parce qu'en notre âme et conscience, nous savions que notre peuple est encore en marche vers sa maturité politique et que Roch bénéficierait cette fois-ci non seulement de son ignorance totale des enjeux de l'élection, mais surtout, de la réalité que cache la naissance du MPP qui en effet, ne constitue en rien un changement d'orientation politique, mais est une sorte de machine de conquête

du pouvoir afin de poursuivre sans Blaise ce que les uns et les autres faisaient déjà sous lui. Ce mea-culpa de Roch à la place de la révolution avait séduit le cœur de bon nombre de nos concitoyens, peut-être étiez-vous sincères, mais est-ce que toute votre équipe a été associée à ce repentir? Non! N'étiez-vous pas tous coupables de la situation que notre pays a connue durant ces longues années du régime Compaoré? Pourquoi est-ce à Roch seul de se repentir pour tout le monde? Cela ne devait-il pas être une messe collective où chacun avoue ce qu'il a fait avant de demander pardon au peuple? Au lieu de cela vous nous avez servi une pièce de théâtre au détour d'une manifestation de l'opposition et l'opinion s'est empressée de vous ouvrir les bras comme au fils prodigue, oubliant tous vos crimes et péchés passés. Tous les frustrés du CDP vous ont rejoints et puisque la révolution conduite par la coalition du CFOP et des OSC avait besoin de bras valides, elle ne vous a pas rejetés. En vous accueillant cependant, l'opposition vous a donné une place en première classe, se tirant ainsi elle-même une balle au pied.

Un autre aspect, c'est qu'en réalité vous ne pouvez pas changer votre nature, dès que vous avez hérité du pouvoir, votre vraie nature s'est révélée. Je savais que le régime MPP ne mettrait pas beaucoup de temps à sortir son vrai visage. Personnellement, je vous connais, mais la majorité du peuple ignore encore que tout ce qu'il reprochait au pouvoir Compaoré, vous en étiez les stratèges et les principaux auteurs. Le verdict du temps étant imparable, il finira bien par révéler ce que vous êtes réellement à la face de tous.

Peut-être connaissez-vous cette histoire du chat qui s'est rendu au Hadj. À son retour, il a invité tous les animaux pour la cérémonie du «doua». Les souris qui ont également reçu l'invitation hésitaient à s'y rendre. Le chat leur fit dire qu'elles n'avaient rien à craindre de lui puisque l'une des prescriptions du hadj était que chacun devait changer de régime alimentaire. Donc ce faisant, lui, le chat ne mangeait plus de souris. Les souris crurent au chat sur parole et se rendirent nombreuses à la cérémonie qui se termina par une partie de chasse et un véritable massacre des souris.

La morale de l'histoire, c'est que «chasser le naturel, il revient toujours au galop», c'est ce qui adviendrait avec le pouvoir du MPP. Si vous êtes voleur, menteur ou criminel, le temps nous le dira, car il révèle toujours votre vraie nature. Vous aviez tenu des discours aux relents révolutionnaires où vous avez même cité Thomas Sankara que vous aviez assassiné à cause de ces mêmes convictions. Vous aviez magnifié Norbert Zongo que vous avez fait assassiner pour ses critiques à l'endroit du pouvoir du CDP dont vous étiez président. Mais,

tout ceci n'était qu'une ruse pour emporter l'adhésion populaire. Une chose importante que vous ignorez cependant, c'est que vous n'êtes pas maître du temps. Seul Dieu est maître des temps et lui seul dispose des circonstances. Si j'ai écrit ce livre en toute sérénité, c'est que ce qui vous attend est inévitable et doit servir à enseigner nos enfants et les générations futures. Votre attitude, votre histoire, et votre fin doivent servir à quelque chose, à éclairer le comportement de ces milliers de jeunes Burkinabè et Africains, qui choisiront de faire de la politique. Ils doivent une fois pour toutes savoir que l'on s'engage en politique avec le désir de servir son pays, et sa communauté, il s'agit là d'un sacerdoce. La moitié du temps à vous impartie, pour travailler à bâtir notre nation et atteindre des résultats que vous pourriez présenter en 2020 n'a été d'aucun profit pour le peuple, et vous vous imaginez que de toutes les façons le peuple sera obligé d'attendre cette échéance pour vous sanctionner dans les urnes. J'espère qu'il en soit ainsi, sinon le peuple a bien assimilé la leçon que vous lui avez enseignée, c'est-à-dire que lorsqu'il n'est pas du tout content, alors il doit réagir. Ça c'est le pire des schémas que bien entendu je ne souhaite pas à mon pays, mais je n'exclus rien désormais après ce que notre histoire récente nous a donné de vivre.

J'aperçois cependant, sur ce tableau sombre, une mince lueur d'espoir. Elle s'assombrit très souvent, mais j'écarquille bien les yeux de mon cœur pour mieux la voir et je me refuse de la perdre de vue. En d'autres termes, c'est un rêve. Oui, j'en ai bien ce droit, même je dirais le devoir de rêver d'un Burkina meilleur où, soudainement, dans un sursaut patriotique, les dirigeants se ressaisissent, les filles et fils de la Nation taisent leurs divergences, sinon les réduisent à leur portion congrue pour s'accorder sur le fait que nul n'a la légitimité sur tous les autres et que l'impérieuse nécessité du vivre ensemble exige de chacun un minimum de sacrifice, de tolérance et de respect réciproque. Que peut nous apporter de meilleur la division, que l'union ne pourrait réaliser? La justice, dont on parle tant, est le privilège accordé à chaque citoyen de répondre de ses actes, de s'expliquer et payer s'il y a lieu pour ses fautes ou d'être disculpé. Je ne crois pas qu'au Burkina, il y ait des personnes qui sont véritablement responsables de tout ce dont on les accuse et d'autres qui ne sont absolument coupables de rien parce qu'elles sont détentrices du pouvoir. Comparaitre donc, de mon point de vue, est ce privilège dont plusieurs Burkinabè n'ont malheureusement pas bénéficié. Je ne saurais craindre la justice, mais je redoute les dégâts sur le pays que pourrait causer une justice aux ordres, politisée et partisane.

Les violentes mutineries de 2011, on se souviendra, avaient été déclenchées le 21 mars à la suite d'un procès dans lequel des soldats avaient été condamnés pour avoir déshabillé et humilié un civil pris en flagrant délit d'adultère dans la chambre d'un soldat avec l'épouse de ce dernier... C'est sans commentaire. Notre justice n'est-elle pas en phase avec le bon sens, la morale, les us et coutumes qui règlent la vie de notre société? Oui, cette justice pour laquelle nous nous sommes battus pour la rendre indépendante semble encore sacrifiée sur l'autel des intérêts occultes et se voit à nouveau subir, comme un avorton, le dictat de l'exécutif, lui intimant la manière à laquelle elle doit conduire les dossiers. C'est pathétique!

Dans mon rêve cependant, je vois cette justice débarrassée de toute immixtion politique, des magistrats intègres et honorables qui traitent sans parti pris les dossiers dont ils sont saisis, qui interpellent même les premiers responsables du pays, alors que ces derniers en toute humilité répondent courageusement devant les juges. Dans une vraie démocratie, les premières autorités donnent l'exemple aux autres citoyens. Elles ne font pas enterrer leurs propres dossiers au moment où elles font exhumer ceux des autres citoyens, voire inventer ce qui n'existe pas, dans le seul but de mieux enterrer les leurs. Si vous pouvez refuser la justice des hommes, sachez qu'il existe surtout celle, implacable, du Seigneur à laquelle nulle personne ne peut échapper.

Dans mon rêve, je vois, à la suite des premiers responsables du pays, tous les autres se présenter sereinement, y compris Blaise Compaoré et François Compaoré. Le passif judiciaire des dernières décennies serait évacué sans passion, dans un délai bien maîtrisé; après quoi la réconciliation nationale serait faite sous le regard bienveillant des notabilités coutumières et religieuses qui béniraient la sincérité et la pérennité de cette réconciliation nationale. La confiance renaîtrait entre les Burkinabè eux-mêmes d'une part et entre le Burkina Faso et les autres nations d'autre part. Le pays se reconstruira par le travail et l'accompagnement de tous les partenaires qui sauront désormais où mène le cap suivant lequel nous naviguerons, à savoir la stabilité, la démocratie et le développement. Aujourd'hui, allez-y demander à un diplomate quelconque s'il a une idée de là où va le navire battant pavillon Burkina? Posez la même question aux partenaires et investisseurs qui ont promis de financer le PNDES à concurrence de dix-huit mille milliards de FCFA et dont moins de 5% sont réalisés sur les prévisions de la période. À moins d'un bâton magique, ce n'est pas moi qui le dis, mais Khaba Thiéba lui-même, le PNDES restera un mirage dans l'histoire de notre pays. C'est juste que je me suis permis de rêver de la véritable solution à la «solution», mais Thomas Sankara disait que «tout ce qui

vient de l'imagination de l'homme, est réalisable par l'homme.» Sa pensée avait alors été sortie de son contexte afin de le combattre, puisque nous n'ignorons pas que tout texte sorti de son contexte n'est que prétexte. Un autre auteur bien connu, Mark Batterson (bestseller du New York Times) a dit ceci: «*si votre rêve ne vous effraye pas, alors c'est qu'il est tout petit*». À l'heure de la réhabilitation du capitaine Thomas Isidore Noël Sankara, notre héros national et en hommage à tous les autres fils du Pays des hommes intègres tombés sur-le-champ de bataille, osons rêver de manière grandiose si nous voulons bâtir notre Burkina.

C'est dans ce contexte d'une intégrité réaffirmée où le peuple burkinabè fera face courageusement à son passé que je serai prêt à m'expliquer moi-même sur tout ce que l'on me reproche, si besoin en est encore après que le temps ait révélé la totalité de la manœuvre politicienne orchestrée contre moi. Bien au-delà du devoir, ce sera un plaisir, voire un bonheur pour moi de saisir toute occasion pour apporter davantage la lumière sur la gestion de la Transition, dont depuis la fin, il me semble que l'on attribue à Zida la paternité de tout ce qui n'a pas marché et à personne la paternité de tout ce qui a marché. Mais, Dieu sait que tout ce qui a été véhiculé par Salif Diallo et ses officines est entièrement faux et n'avait que pour seul objectif de discréditer Zida, éliminer un potentiel challenger politique, afin de forcer le peuple burkinabè à supporter le MPP malgré son incapacité à apporter le changement et le progrès tant attendu par notre peuple. C'est le principe du nivellement par le bas: «si vous me trouvez mauvais, un tel est encore pire, alors déduction faite: je vau mieux», en lieu et place du principe de la compétition constructive selon laquelle «un tel est compétent, soit, mais je suis encore meilleur par ma capacité à transformer qualitativement notre pays et à répondre aux nombreuses attentes de notre peuple». Mais ce principe n'est pas une création du MPP, il est ancré dans la culture des Burkinabè, voire des Africains, et c'est ce qui explique que plusieurs individus se satisfassent à dénigrer allègrement les autres en se convainquant que plus ils arriveront à mettre en exergue la médiocrité d'autrui et à prouver que l'autre est mauvais, plus ils seront alors vus eux-mêmes comme étant meilleurs. Malheureusement, on ne devient pas meilleur parce qu'autrui est médiocre, encore moins si cet autrui qui est soi-disant médiocre, a réussi là vous peinez à réussir; alors cela voudra dire que vous êtes nettement en dessous du médiocre, simple logique! Nous croyons que les opinions gagneraient à toujours traduire la réalité parce qu'en définitive en voulant dire sur autrui on en dit plus sur soi-même, comme quoi l'arbre ne peut cacher la forêt. Il faut que les citoyens qui constituent une même nation, qui ont une communauté de destin, soient guéris de certaines maladies pour ne pas disparaître car comme l'a dit Émile Zola «la

société n'eût pas vécu si les tares physiques et les vices psychologiques n'avaient pu être atténués, dilués, guéris».

Cet ouvrage historique n'est pas le cadre pour moi, de m'expliquer sur la gestion financière de la Transition, étant donné que cette responsabilité incombe au ministre des Finances et aux trésoriers, mais il m'importe pour permettre une juste compréhension du climat politique du Burkina Faso sous le pouvoir du MPP, de parler d'un compte intitulé «compte spécial Transition/bureau militaire» et d'apporter un éclairage sur l'esprit qui m'a animé durant toute la période de la Transition. Sur cette question spécifique, le président Roch s'est prononcé en personne et il nous semble opportun d'en parler ici afin que les Burkinabè apprécient eux-mêmes et ne subissent pas plus longtemps les manipulations de politiciens pour qui le mensonge est érigé en mode de gouvernance. Contrairement à ce qui a été dit, il existe fort heureusement au Burkina Faso des hommes et des femmes qui ne sont peut-être pas parfaits, mais qui savent mettre l'intérêt national au-devant de leurs propres intérêts. Je me suis résolu d'en parler, mais ce n'est surtout pas à l'attention des personnes qui m'accablent à des fins de calculs politiques; pour elles je ne leur adresse aucun mot en dehors de celui-ci: «Puisse le Seigneur Dieu Tout-Puissant les pardonner et les bénir». Mon développement sur le sujet s'adresse à cette catégorie de citoyens qui veulent en savoir sur les faits, et qui ont suffisamment confiance en leur propre intelligence pour effectuer une analyse, afin d'en tirer eux-mêmes les conclusions objectives. Par égard pour ces concitoyens que je respecterai toujours, je m'en voudrais d'une part de ne pas leur donner l'occasion de faire leur propre appréciation des événements tels qu'ils s'étaient déroulés et d'autre part je m'en voudrais également de ne pas montrer le vrai visage des dirigeants qui mènent la barque burkinabè depuis janvier 2016. Mais avant d'apporter les réponses aux questions sur le compte spécial, parlons de cette histoire de parcelles. En effet, j'ai d'abord été accusé d'avoir pris indument des parcelles de la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (SONATUR). De quoi était-il question?

Sur cette question des parcelles, l'opinion publique a été doublement abusée dans la mesure où elle lorsqu'elle était sur le point d'entendre la véracité des faits, l'on a vite fait de limoger le directeur de la Sonatur, monsieur Bali Traoré, qui avait osé par voie de presse, s'inscrire en faux contre la version du gouvernement. Il avait voulu simplement éclairer les populations sur les soit disant parcelles de Zida, mais cela lui a valu d'être immédiatement relevé de ses fonctions, bien entendu, la vérité n'est pas la bienvenue sous le régime du MPP. Il n'y a eu aucun abus d'autorité ni malversation comme Salif Diallo et ses apprentis sorciers ont tenté de le faire croire. J'avais quelques années plus tôt en

2008 déjà, acquis ce type de parcelle, à usage communautaire, au même montant de 8 000 francs CFA le mètre carré. En 2015, lorsque monsieur Fousséni Ouédraogo, directeur exécutif de la Fondation Zida pour le Burkindi (FZB) dont je suis le président, a exprimé le désir d'acquérir un terrain en prévision de la construction future du siège de ladite fondation ainsi que le centre d'accueil et de prise en charge des enfants en difficulté, le directeur de la Sonatur lui a proposé un terrain au prix de huit mille francs CFA le mètre carré, conformément au tarif prévu pour ce type de parcelle.

Nous avons autorisé monsieur Ouédraogo à poursuivre l'opération d'acquisition, sachant qu'il n'y avait rien de suspect dans le dossier. Mr Ouédraogo que je connais très bien est une personne d'une intégrité irréprochable pour qui les valeurs cardinales sont l'honnêteté et le civisme; il était parfaitement conscient que je ne lui aurais jamais donné mon accord pour réaliser cette acquisition si toutefois le terrain proposé avait été à un prix qui frise la magouille. 30% du montant du terrain avait été immédiatement payé en attendant de solder le reste dans un délai d'un an comme le prévoient les textes de la Sonatur et qui s'appliquent à tout acheteur. Si le terrain nous avait été proposé à un prix en deçà de son prix normal; nous nous serions désistés, pour ne pas donner le mauvais exemple aux agents de la Sonatur après avoir tout le temps appelé l'Administration à bannir la corruption en son sein. Notre intégrité ne saurait souffrir d'aucun doute. Nous ne cherchons pas à devenir intègres par quelques leçons ou apprentissages quelconques, mais nous sommes «intègres». Si j'avais voulu abuser de mon autorité ou commettre toute autre forme d'irrégularité, je n'aurais certainement pas payé en 2015 en tant que Premier ministre le même montant que celui que j'avais payé six années auparavant, sauf si la Sonatur entre temps avait révisé ses tarifs, ce qui n'était pas le cas pour les terrains à usage communautaire. Je rappelle ici que mon objectif en créant cette fondation est d'apporter mon soutien dans un cadre réglementaire et structuré aux enfants en situation difficile, notamment les orphelins, parce que j'ai toujours été convaincu que l'homme doit toujours manifester son amour et sa solidarité à l'endroit de ses semblables. L'honnêteté dans cette affaire demande que l'on relate les faits exactement tel qu'ils se sont déroulés à l'opinion publique, afin de lui permettre d'en tirer ses propres conclusions, et reconnaître elle-même s'il y a eu magouille ou pas. À la suite de la grande polémique née de cette affaire de parcelles, j'ai décidé d'y renoncer en restituant à la Sonatur ladite parcelle contre laquelle j'ai obtenu le remboursement des sommes déjà versées. Mon épouse qui est présidente de l'association «Tabita», pour le soutien aux veuves et jeunes filles, avait également acquis un terrain dans les mêmes

conditions. Il est inutile de préciser que si elle ne s'appelait pas Mme Zida, elle serait encore attributaire de ce terrain qu'elle a dû restituer pour les mêmes raisons. Dans notre pays, nous sommes habitués à ce genre de procédés qui consiste en la tentative de liquidation politique des potentiels challengers par le moyen de la diffamation, du mensonge et de la calomnie; mais comme on a coutume de la dire, ce ne sont pas tous les animaux de la forêt qui sont mangeables...

Je suis véritablement embarrassé et même profondément gêné de devoir faire l'étalage de tous ces détails dans un livre historique qui magnifie la lutte sanglante d'un peuple épris de liberté et de justice; mais quelques fois et comme l'a dit Léon Bloy dans son livre, «Le mendiant ingrat», «pour discuter il faut descendre dans un marécage. Les paroles dépensées en vain reviennent, aussitôt, comme un jusant de boue fétide, sur le cœur de l'homme qui les a proférées».

Pour ce qui est de la fameuse somme appartenant à la présidence du Faso, il s'agissait à l'origine de trois comptes bancaires ouverts depuis de nombreuses années à Coris Bank International. Le président directeur général de cette banque, monsieur Idrissa Nassa était venu me voir dès les premiers jours de la Transition alors que j'assumais encore les charges de Chef de l'État, pour me signifier l'existence de ces comptes dont le premier était intitulé «communication», le second «pèlerinage» et le troisième «intervention» et Mr François Compaoré était le responsable de la gestion de chacun de ces comptes. Était-il préférable de laisser ces comptes sous la gestion de François Compaoré alors que ce dernier avait quitté le pays en même temps que le président Compaoré? Je dois malheureusement préciser que le PDG de Coris Bank était disposé à me livrer dans mes bureaux au CES, tout cet argent dans une cantine. Il me suffisait de le lui permettre, car il en avait bien l'intention; mais cette méthode opaque de gestion était contraire à mes principes.

C'est alors que j'avais plutôt instruit que ces comptes bancaires soient fermés et que les sommes soient cumulées et transférées dans un compte unique qui serait géré conjointement par le Directeur des affaires administratives et financières (DAAF) de la présidence du Faso monsieur Louis Achille Tapsoba (*à ne pas confondre avec l'autre Achille Tapsoba le politicien*) et le Lieutenant-colonel Nikiema Théophile, chef de cabinet militaire à la Présidence du Faso. Rien n'avait été dissimulé ou n'avait fait l'objet de tentative de dissimulation. La gestion de ce compte avait été assurée par les deux personnes citées ci-dessus, jusqu'à la fin de la Transition où il avait été fermé en novembre 2015. Ce compte bancaire unique ouvert sous le numéro 21859924101-57 était intitulé «compte

spécial Transition – bureau militaire» et avait été géré comme des fonds de souveraineté dans cette période exceptionnelle de l’histoire de notre pays.

Le montant total transféré dans ce compte à partir des trois comptes de François Compaoré s’élève à la somme de 758.838.287 FCFA, ce qui correspond exactement à l’inscription dans le rapport d’audit de l’Autorité supérieure du contrôle d’État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC), rapport qui traite de la question de la gestion de ce compte en ses pages 57 et 58. C’est le lieu ici pour nous de féliciter, monsieur, le contrôleur général d’État et l’ensemble de son personnel pour la qualité du travail abattu à chaque fois qu’ils sont interpellés pour faire la lumière sur la gestion de nos ressources nationales. La transparence dans la gestion de la chose publique est un élément fondamental qui garantit à notre pays un avenir meilleur et c’est ce qui a sous-tendu notre action tout au long de la Transition et notre détermination à garantir à l’ASCE-LC une indépendance totale à travers sa constitutionnalisation.

Avant de rendre ma démission et celle de mon gouvernement le 28 décembre 2015, l’une des dernières correspondances que j’avais signées était adressée à l’ASCE-LC, pour lui demander de bien vouloir faire un audit complet de notre gestion du Premier ministre, ainsi que des autres ministères durant la période de Transition, et d’en rendre public le rapport en même temps qu’il serait remis aux nouvelles autorités de notre pays. Nous pensions, par ce geste, tracer un sillon majeur qui obligerait de fait les autres gouvernements qui nous succèderaient à faire auditer leur gestion et à rendre public leur rapport. Quoi de plus motivant et juste envers notre peuple qui place sa confiance en des femmes et des hommes, pour conduire sa destinée et gérer ses biens laborieusement acquis?



Dans les propos qui vont suivre, je vais dévoiler les chapitres de dépenses afin d’expliquer comment l’argent du compte spécial a été utilisé dans l’intérêt général c’est-à-dire dans l’intérêt du peuple burkinabè insurgé.

D’une part, il y a eu la gratification du personnel de l’ex-RSP qui s’est élevée à trois cent quatre-vingts et dix millions, soit plus de la moitié du solde initial du compte. En effet, lors de la toute première crise ayant opposé la Transition aux éléments de l’ex-RSP le 30 décembre 2014, ces derniers dont l’effectif était de mille trois cents personnes environs, avaient demandé qu’il soit versé à chacun la somme de trois cent mille comme prime à leur effort pour maintenir l’ordre pendant et après l’insurrection populaire. Leur argument était qu’ils avaient obéi à mes instructions en ne tirant pas sur la population, mais plutôt en la protégeant

et depuis lors, ils étaient sous mes ordres; par conséquent, je devais selon eux leur payer des primes, qu'ils avaient cessé de percevoir de l'ex-Président Blaise Compaoré qui les gratifiait mensuellement en plus d'une gratification spéciale en fin d'année qu'ils appelaient «merci papa».

J'étais convaincu que les soldats étaient manipulés et que ne pas accéder à cette requête leur servirait de prétexte pour mettre la Transition à mal et soumettre notre peuple à une autre dure épreuve dont il n'avait pas du tout besoin. La suite des événements a bien évidemment prouvé que nos appréhensions étaient justes.

Après avoir échangé sur la question avec le président Kafando, nous avons remis cet argent au général Diendéré pour payer ses hommes, car nous nous disions que ce sacrifice valait bien la peine pour préserver la paix et conduire notre pays vers les élections. Après tout, cet argent qui ne venait pas du trésor public selon le PDG de Coris Banque, est une ressource inespérée qui pouvait bien servir à contenir le premier assaut contre la transition. J'étais persuadé en tout état de cause que d'autres assauts viendraient, avec d'autres prétextes tout aussi fallacieux. Par ailleurs, au titre de leurs revendications il y avait d'autres frais, car certains éléments de l'ex-RSP avaient vu leurs motocyclettes et véhicules brûlés lors de l'insurrection populaire, parce qu'ils étaient eux-mêmes de service chez certaines autorités dont les domiciles ou les bureaux ont été brûlés et ceux-ci avaient demandé le remboursement de ces engins. Nous avons fait des concessions en payant toutes ces sommes dans le but de démontrer que même si nous ne sommes pas d'accord sur bien des points, il était possible de se concentrer sur l'essentiel.

Nous nous étions engagés à traduire, au travers de cette démarche conciliante, notre volonté à œuvrer pour la paix et la réconciliation dans notre pays, sans donner la moindre chance à ceux qui avaient des desseins inavoués de mettre à exécution leurs plans de déstabilisation. Ce que j'écris sur ces lignes est vérifiable et Dieu merci, tous les protagonistes sont encore vivants et accessibles à des fins d'investigations par des enquêteurs ou des journalistes; qu'il s'agisse du général Diendéré ou de n'importe quel soldat de l'ex-RSP qui peut témoigner avoir reçu sa gratification de 300 000 francs. Je crois d'ailleurs que personne n'a nié ces faits, si seulement l'on s'était donné la peine de vérifier. Le rapport de l'ALCE-LC a plutôt servi de choux gras à des personnes mal intentionnées qui s'en sont servi pour jeter le discrédit sur nous et notre action a la tête du gouvernement de Transition.

Nous étions très surpris que le Président Roch lors d'une visite à Dakar évoquât des sacs d'argent transportés à la primature, alors qu'il savait pertinemment dans le détail près, à quoi avait été destiné cet argent. Il avait été doublement destinataire en sa qualité de Président du Faso et de ministre de la Défense, du rapport que nous avons adressé à l'ASCE-LC en réponse à son audit et qui contient exactement tout ce qui est redit sur les présentes lignes, dans les moindres détails. Même l'acharnement politique ne peut justifier qu'une première autorité dise des contre-vérités à son peuple. Autour de cette première crise avec le RSP, nous avons été très peu bavards dans le seul but de maintenir la sérénité dans l'action gouvernementale et de garder les énergies en focus sur l'organisation des élections prévue pour octobre 2015.

Malheureusement, certains Burkinabè, parmi lesquels des journalistes tels que Newton Hamed Barry, avaient pris le parti des ennemis du peuple burkinabè. Dès lors, ils avaient travaillé à convaincre l'opinion que nous inventions des putschs imaginaires dans le seul but de nous maintenir au pouvoir en n'organisant pas les élections. Cela relevait purement et simplement de l'irresponsabilité, voire de la méchanceté envers notre peuple à qui on mentait délibérément. Ce journaliste avait ainsi contribué à mettre la vie de bien des Burkinabè en danger en encourageant Diendéré et sa troupe tout au long des crises successives qui avaient marqué la Transition, jusqu'au putsch du 16 septembre 2015. Nous désirions tellement comprendre comment quelqu'un qui a même été proposé pour assumer les fonctions de président de la Transition, président du Faso, était incapable d'aimer son pays au point de se ranger du côté des fossoyeurs de la liberté et de la démocratie. En janvier 2015, nous avons proposé à ce journaliste, le poste d'ambassadeur, parce que nous nous disions que s'il avait été candidat à la présidence de la Transition sur proposition du groupe des OSC et colistier du président Cherif Sy, c'est qu'une partie de notre peuple lui accordait sa confiance, sauf s'il était parvenu sur cette short liste en usant de manœuvres obscures dont il est maître. Les trois autres candidats contre lesquels il était en compétition ayant tous été retenus dans les organes de la Transition, notamment le président du Faso Michel Kafando, le président du CNT Chérif Sy, et madame la ministre de la Justice Joséphine Ouédraogo, il nous paraissait indiqué de faire embarquer le candidat malheureux restant dans le navire afin de lui donner l'opportunité d'apporter sa modeste contribution.

Quelle ne fut pas notre surprise lorsque ce monsieur, sans comprendre le sens de la mission que nous lui confions, refusa la proposition pour nous demander, en lieu et place du poste d'ambassadeur, celui de président du Conseil supérieur de la communication (CSC). Connaissant les dispositions de la loi organique

régissant le CSC, je lui ai répondu que cela était impossible, car les conseillers du CSC sont nommés pour un mandat irrévocable de cinq ans et le président du CSC est désigné parmi lesdits conseillers. Il poussa alors l'ignominie jusqu'à me dire que sous la Transition, il n'était pas nécessaire de respecter la loi. À entendre cela, je fus très choqué, de même que mon conseiller spécial, le Professeur Abdoulaye Soma qui assistait à la rencontre. J'avais invité Soma à rester après qu'il ait introduit Newton Hamed Barry pour l'audience, le voulant comme témoin de notre entretien afin d'en assurer le suivi. C'est un privilège d'avoir des hommes pétris de compétences et de qualités comme Soma; il ne m'aurait pas laissé tremper dans des décisions illégales, et je respectais son indépendance d'esprit, contrairement à certains collaborateurs qui voyaient en cela une insoumission. Les conseillers cessent d'être de bons conseillers lorsqu'ils versent dans le «griotisme» en vous disant uniquement ce que vous voulez entendre. L'audience avec Newton Barry s'était terminée brutalement dans une note de déception très partagée. J'estimais dès lors que ce personnage était indigne d'occuper un quelconque poste de responsabilité dans les structures de notre État, à moins qu'il ne change le prisme sous lequel il appréhendait le pouvoir public. J'avais également compris davantage le motif pour lequel il avait été éliminé sur dossier, lors de la course pour la désignation du président de la Transition, sans même être entendu par le comité de désignation. En effet, l'escroquerie organisée dont il s'était rendu coupable au Togo et qui lui vaut d'être poursuivi par la justice de ce pays frère ne pouvait pas être dissimulée aux sages du comité de désignation. On comprend aussi aisément les insanités qu'il débitait sur les colonnes du journal «l'Évènement» et qui n'étaient que le reflet de l'état de son âme aigrie et amère. Naturellement, il exposait chaque jour un peu plus à travers ses sorties médiatiques, la misère de son âme égarée dans les méandres de la cupidité, de la duplicité et de la boulimie d'un hypothétique pouvoir qui le fuit comme l'homme fuirait la peste.

Que dire alors des évènements du 16 septembre 2015? Une autre invention de Zida et des pro-Zida? S'il faut aller à un jeu d'équipe, alors laissez-moi vous informer que la quasi-totalité du RSP était pro-Zida et que cela plaise ou non, c'est la réalité et je vais expliquer pourquoi.

Le 14 avril 2011, lorsque Blaise Compaoré avait été contraint par les soldats du RSP de se replier jusqu'à Ziniaré et que le Général Diendéré avait vu son domicile explosé par deux tirs de roquettes, et lui-même était recherché partout dans la ville pour être abattu, Zida est celui qui était accepté, voire même adulé par les jeunes soldats et qui a travaillé à sauver des vies et à préserver les institutions.

J'ai servi Blaise Compaoré et Gilbert Diendéré avec dévouement et abnégation; il s'agissait à travers le service rendu à ces deux autorités de servir mon pays le Burkina Faso. Je n'ai jamais accompli sous leurs ordres une mission contraire à la loi et aux règlements. J'étais bien entendu suffisamment intelligent pour qu'une telle mission me soit confiée et pour lesquelles les personnes aptes à les exécuter sont le plus souvent celles qui ont un niveau d'instruction limité, qui ne connaissent rien de la loi, ou du moins pensent que le chef lui-même est au-dessus de la loi. Comme je l'ai toujours pensé et exprimé à tous, y compris aux soldats, pour moi le peuple burkinabè passe avant le RSP. Si aujourd'hui les éléments de l'ex-RSP ont rejoint les rangs de l'armée républicaine et y accomplissent leur devoir de soldats républicains à la satisfaction de leurs nouveaux chefs, c'est également synonyme que les soldats en eux-mêmes n'étaient pas si mauvais que ça mais c'est plutôt leurs chefs égarés d'un certain moment qui les conduisaient dans l'égarement. Voir nos braves soldats évoluer tranquillement dans les rangs déplaît certes à plusieurs personnes, qui souhaitent voir le millier de soldats se mettre en marge de la république et semer le désordre dans notre pays; l'histoire étant en marche, je dirais tant pis pour ceux qui refusent de voir la vérité en face et d'avancer avec elle.

Pour revenir à cet argent dont le Président Roch avait parlé depuis Dakar, et à bien d'autres occasions en s'égosillant, nous ne l'avons jamais vu de nos yeux. Il est vrai que trois fois de suite l'argent a été amené à la Primature et il s'agissait à chaque fois du même montant de cent trente millions. Lorsque mon aide de camp recevait le colis, il le gardait dans son bureau, et venait m'en rendre compte. Je lui disais sans chercher à voir le colis de le livrer au Général Diendéré pour payer ses hommes. Diendéré me rendait compte évidemment au téléphone qu'il avait reçu l'argent et qu'il ferait le nécessaire. Tout a été fait avec pour seul objectif de préserver la stabilité et conduire notre pays vers des élections dans les délais impartis.

Une question demeure: pourquoi après avoir pris connaissance de tous les détails de la gestion de cet argent à travers le rapport dont il a été doublement destinataire, le Président Roch Kaboré se croyait-il obligé de faire croire à l'opinion publique que tout l'argent avait été amené à la Primature pour les besoins personnels de Zida? La Primature n'est pas la maison de Zida à ce que je sache. Pourquoi mentir délibérément à notre peuple? Zida n'a jamais vu un chéquier dudit compte et par conséquent n'a jamais signé un seul chèque comme Roch l'a chanté partout. La seule explication possible que je trouve à cette attitude de Roch c'est qu'il n'est pas à la hauteur de la fonction qu'il incarne

puisque les grandes questions d'intérêt national sont pour lui de simples faits divers.

Ses rires sarcastiques résonnent toujours à mes oreilles par le simple fait d'y penser. Heureusement que j'avais déjà mon idée sur l'homme et tous ses faits ne faisaient que confirmer mes doutes sur sa capacité à conduire notre nation. Si l'on respecte quelqu'un, on ne lui ment pas. Roch qui ne respecte donc pas notre peuple, cherche à s'attirer la sympathie des 47% de Burkinabè qui ne lui avaient pas fait confiance lors de l'élection présidentielle. Son manque d'imagination et de vision pour répondre aux véritables besoins de notre peuple ne lui laisse aucune autre alternative que de faire dans la délation et le mensonge, moyens par lesquels il a accédé au pouvoir.

Le Burkina Faso se retrouve sous Roch, soumis à cette loi désolante de la nature selon laquelle les hommes les plus assoiffés de pouvoir et les mieux positionnés pour le saisir sont aussi quelques fois les moins dignes de l'exercer.

Si du moins Roch s'était entouré de personnes compétentes, elles lui auraient aidé à dresser un bon programme socio-économique réaliste en lieu et place de cette chimère qu'est son PNDES et à mener des actions fortes du côté de la justice et de la sécurité; ce qui aurait largement suffi à convaincre bien des sceptiques. Mais au lieu d'actions concrètes, en lieu et place de ce que les Burkinabè attendent désespérément de voir venir, on distrait le peuple à longueur de journée par des railleries, des contre-vérités, bref un cirque dans lequel le clown se trouve être malheureusement le premier des Burkinabè. Nous assistons à un jeu consistant à se donner le sentiment de bien faire, sans toutefois opérer une seule avancée significative.

Au début de la Transition, les discours révolutionnaires étaient très à la mode, car les foules avaient besoin d'insulter les ennemis du peuple; et lorsque les premières autorités s'y adonnent également il y avait une certaine ferveur. Nous avons pendant des semaines fustigé le régime déchu, mais ce qui relevait plus de la passion que de la raison allait vite s'estomper. Nous nous étions très tôt résolus à cesser ce jeu parce qu'après avoir applaudi et scandé des slogans, le peuple et surtout les jeunes s'en retournaient chez eux, toujours englués dans leur misère quotidienne sans avoir ni pain ni eau. Notre préoccupation désormais était d'apporter en urgence des solutions aux problèmes quotidiens des Burkinabè. Notre mission principale en tant qu'autorité de la Transition était certes d'organiser des élections pour restaurer la démocratie, mais une mission principale engendre nécessairement des missions secondaires et des modes

opératoires, sans lesquels la mission principale se retrouverait fortement compromise.

L'une des missions secondaires fut la réouverture des dossiers pendants en justice, notamment celui des assassinats de Thomas Sankara et de Norbert Zongo, tandis qu'une autre fut le lancement du Programme socio-économique d'urgence de la transition (PSUT) qui visait la construction d'infrastructures éducatives et sanitaires, ainsi que la création d'emplois pour des jeunes et des femmes par le financement de 3 000 initiatives de projets.

À la fin de la Transition, le bilan du PSUT était plus que satisfaisant avec un taux d'exécution de près de 95%, alors que généralement au Burkina les projets et programmes atteignent à peine 50% de taux d'exécution annuelle. En effet, soixante-huit complexes scolaires avec logements pour enseignants ont été réalisés à travers toutes les régions du pays et trois amphithéâtres respectivement dans les universités de Ouaga I, de Bobo-Dioulasso et de Koudougou ont été construits. Des infrastructures sanitaires avec logements ont été aménagées, forages positifs ont été mis à la disposition des populations et enfin neuf cent cinquante projets d'entreprises ont été financés. Au total, un montant global de dix-neuf milliards a été financé par le PSUT sans avoir eu besoin d'un emprunt, ni d'un partenaire extérieur, ni d'une institution financière quelconque, puisque ce financement a été couvert par les économies réalisées sur le budget national en réduisant le train de vie de l'État. Toutes les possibilités d'économiser avaient été exploitées, jusqu'à la suppression de la cérémonie de présentation des vœux des femmes du Burkina à la première dame qui devait coûter trente millions de francs CFA, espérant que nos chères sœurs et épouses n'ont pas gardé rancune.

Au regard de notre expérience, nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper, que si Roch veut tenir les foules en liesse en vilipendant la Transition et ses acteurs comme il le fait, il en fait trop et le temps certainement va une fois de plus rétablir les choses en sa défaveur. Étant issu des élections démocratiques du 29 novembre 2015, lesquelles élections furent arrachées au prix du sang de certains fils et filles du pays, le pouvoir MPP avait un avantage comparatif. Mais je suis obligé de souligner qu'il fait très en deçà de ce que le peuple espérait sur tous les plans de la vie socio-économique.

Je ne m'en réjouis évidemment pas puisqu'en d'autres termes cela signifie que notre pays recule. Sous la Transition qui pourtant, était arrivée du jour au lendemain sans qu'aucun de ses acteurs ait pensé préalablement à un programme quelconque dans quelque domaine que ça soit, des attentes ont été comblées. Lorsque je quittai mes responsabilités en fin décembre 2015, j'ai dit des

bénédictions au nouveau régime, et aujourd'hui encore je continue de le faire. J'avais donné des avis, des conseils et fait des suggestions, car c'était pour moi un devoir, même si je n'avais pas souhaité leur arrivée au pouvoir.

Je respecte tellement le peuple burkinabè que pour moi sa volonté et son choix restent sacrés. Je m'étais interdit d'influencer le peuple d'une manière quelconque au moment des élections, m'efforçant de demeurer impartial comme le commande du reste la loi. C'est ainsi que presque tous mes proches se sont engagés à soutenir le MPP et je n'ai à aucun moment influencé le choix de quiconque, parce que je crois que chaque citoyen, incluant ma personne, doit disposer d'un choix libre et c'est tout le sens de la démocratie.

D'autre part, sur le compte spécial Transition, il a fallu dépenser d'importantes sommes pour la gratification mensuelle du personnel du «Bureau militaire de la Transition» installé au CES. En effet, à notre demande, l'État-major général des armées a consenti à déployer auprès de la Transition, un effectif assez important d'officiers, de sous-officiers et de militaires du rang. Ce détachement s'est fait par note de service avec diffusion générale dans toute l'armée. Il ne s'agissait donc pas, comme certains le croyaient, d'un cabinet fantôme chargé de missions illégales au bénéfice de Zida. Nous avons décidé que pour l'accomplissement des missions qui leur étaient confiées, ils avaient besoin d'un minimum de soutien logistique et de frais d'action psychologique. Il n'y a pas eu de versement de pécules ou d'indemnité quelconque à ces éléments détachés par l'État-major auprès des organes de la Transition. Pour ce qui est de leur alimentation, c'est durant toute la période de la Transition que ce personnel de service mis à disposition, ainsi que d'autres agents nationaux et expatriés avaient reçu au moins un repas par jour au siège du CES, aux fins de les maintenir sur place dans le cadre de leurs activités. Il ne revenait pas à l'armée de pourvoir aux besoins du personnel qu'elle avait détachés, mais plutôt aux organes de la Transition. Il ne faut surtout pas perdre de vue que cette équipe a contribué significativement à maintenir l'État burkinabè en marche, mission pour laquelle elle fut disponible 24 heures sur 24. Le peuple avait au bout de son insurrection, remis la gestion du pouvoir à l'armée qui, à son tour, m'avait assigné cette mission pour laquelle nous avions besoin de moyens humains et cela n'est pas du tout compliqué à assimiler.

C'est bien connu: «qui dit mission dit également chef de mission et aussi des moyens pour son accomplissement». Pendant les trois premières semaines de la Transition essentiellement et bien plus après, nous n'avons jamais demandé un seul franc à la caisse du Trésor public pour faire face aux exigences de cette

mission, alors que nous avions le directeur du Trésor monsieur Moumini Gnankambary et le secrétaire général du ministère des Finances monsieur Tibila Kaboré à portée de main. Encore une fois, ces acteurs sont vivants et peuvent bien attester que pendant tout ce temps où nous étions chef de l'État nous ne leur avons pas demandé une seule pièce de 1 franc.

Dans le cadre de l'accomplissement de notre devoir, nous avons fait appel aux services de coopérants techniques, des services d'experts de pays amis dont je tairais volontairement les noms, essentiellement en matière de renseignement, car la sécurité était un élément essentiel qui conditionnait le succès de notre mission. Le renseignement intérieur pour lequel nos structures habilitées sont très performantes nécessite néanmoins quelques fois des compléments avec des renseignements de source extérieure pour lesquels nous avons besoin de développer une certaine coopération. Ces experts travaillaient sur le terrain et faisaient des analyses de première qualité sur la situation nationale, régionale, et internationale dont nous avons besoin. Un apport extérieur reste toujours un atout et à ce sujet nous ne nous étions pas trompés. Pour ce genre de service nous avons dû faire payer à partir des fonds qui étaient à notre disposition dans le compte spécial.

D'une autre part, la remise en condition et l'entretien des installations du CES et du nouveau siège du Parlement, l'ancien hémicycle ayant été complètement réduit en cendre par les révolutionnaires. Lorsque nous avons mis en place le Conseil National de la Transition (CNT), celui-ci ne disposait pas de locaux et nous avons confié aux militaires parmi lesquels un officier du génie militaire la mission de trouver et aménager de nouvelles installations pour accueillir cet organe clé de la Transition afin de lui permettre de fonctionner urgemment et dans de bonnes conditions. Des locaux non fonctionnels ont été trouvés répondant bien aux besoins, mais il fallait y effectuer des travaux complémentaires et y apporter en urgence des équipements.

D'une autre part, la remise en condition des infrastructures techniques du ministère de la Sécurité a été un dossier sensible qu'il a fallu gérer efficacement dans des délais très courts. Cet équipement d'écoutes téléphoniques que nous avons trouvé présentait quelques dysfonctionnements. Il fallait d'abord le remettre à niveau, mais aussi organiser les déplacements de techniciens de Paris à Ouaga et inversement d'éléments burkinabè pour des formations techniques. Les fonds du compte spécial furent utilisés pour régler ces factures.

D'autre part, nous avons procédé à l'installation et à la dotation en équipements d'une équipe de presse (équipement en matériel informatique,

abonnements, crédits, gratification mensuelle, etc.), inutile de préciser que cette équipe de presse répondait aux besoins de communication que les structures existantes par leurs attributions et leur fonctionnement classiques ne pouvaient se le permettre.

D'autre part enfin, il y avait eu diverses dépenses telles que les soutiens à des acteurs de la Transition (santé, évènements sociaux, etc.) les dépenses pour envoyer des missions dans les deux sens (Dakar, Accra, Paris, Angola, Afrique du Sud, etc.), la prise en charge en billets d'avion, hébergement, frais divers de personnel venu apporter leur soutien à la Transition à partir de la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, le Mali, l'Afrique du Sud, etc.

Ainsi, se présentent de manière assez exhaustive et transparente, les chapitres de dépenses qui avaient été effectuées à partir du compte bancaire «spécial Transition-Bureau militaire». À la fin de la transition, j'avais été informé du solde débiteur de 35 millions, ce qui a été comblé par une somme prélevée au premier ministère afin de permettre la fermeture de ce compte ouvert pour les besoins d'une situation exceptionnelle et qui n'avait aucune raison d'exister au moment du retour à la normalité constitutionnelle.



Je ne suis pas inconscient au point de dilapider les ressources limitées de notre pays comme certaines personnes avaient tenté de faire croire à d'autres même si elles-mêmes savaient pertinemment que c'était un tissu de mensonges. Avant toute chose, ma foi en l'Éternel Dieu m'interdit d'accaparer injustement des biens d'autrui. Je considère la paix de mon pays plus importante que l'argent et si dépenser cet argent comme nous l'avions fait avait beaucoup contribué à la stabilité, alors nous ne regrettons rien. J'avais autorisé les dépenses dont j'ai été informée, les moins importantes ayant été faites d'initiatives, dans le seul but de préserver la paix relative que notre pays connaissait après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014. J'ai toujours été convaincu que la vie n'a pas de prix, la preuve en est que personne ne peut, quelle que soit sa richesse, acheter la vie. Elle demeure un don du Dieu Créateur qui seul peut la reprendre à qui il veut, quand et comment il veut. Si c'était à refaire, je referais exactement la même chose, c'est-à-dire que je privilégierais la paix de mon pays afin de le conduire délicatement vers une sortie définitive de crise par le biais d'élections apaisées.

Si c'était pour être rémunéré en argent, quel que fût le montant, je ne me serais jamais présenté le 31 octobre 2014 à l'État-major des armées, ni à la Place

de la révolution. Lors de la réunion qui s'était tenue le matin du 31 octobre 2014 dans la salle de réunion de l'État-major général des armées, monsieur Luc Marius Ibriga, aujourd'hui contrôleur général d'État, était présent en personne. À son tour, comme chacun de ses prédécesseurs, il a pris la parole pour nous supplier, nous les chefs militaires, de prendre enfin nos responsabilités pour éviter le chaos dans notre pays. C'était donc seulement pour éviter ce chaos comme il l'avait si bien appelé, que j'avais décidé d'agir, tout en n'ignorant pas du tout que cet engagement mettait ma vie en danger les jours et mois suivants.

L'adversité n'est pas ce qui a manqué durant cette année de Transition et cela fut assez suffisant pour que nous ayons pu penser à faire la fête, plutôt qu'à éviter le chaos qui planait constamment sur la Nation burkinabè.

Vous vous souvenez certainement de la deuxième crise avec le RSP, celle intervenue le 4 février 2015. Ayant été informé quelques instants plus tôt que je devais être abattu par des éléments désignés du Général Diendéré, je m'étais rendu chez le Mogho-Naba pour régler cette affaire sous son égide. Parmi cinq hommes de confiance du Général Diendéré, choisis parmi ses plus fidèles, il y en avait qui étaient venus se confier à moi quelques heures avant le temps prévu pour leur forfait. À l'occasion, ils m'ont rappelé qu'en 2011 lors de leur mutinerie, ils avaient voulu en finir avec Diendéré et que je m'y étais opposé. Selon eux, Diendéré me rendait le mal pour le bien et ils avaient, par acquit de conscience, décidé de m'informer afin que je prenne les dispositions nécessaires.

La suite, vous la connaissez bien, sauf bien sûr ce qui était advenu de ma famille. Mon épouse et mes enfants ont quitté notre domicile au «Conseil» ce même jour du 4 février pour se retrouver chez des parents dans un premier temps et par la suite quitter le pays en pleine année scolaire. Aujourd'hui, mes trois enfants se sont fort heureusement très bien adaptés au nouveau programme qui leur est soumis dans un nouveau contexte socioculturel et nous sommes reconnaissants au Seigneur qui a fait ce miracle de plus. Mon épouse qui était depuis 2009 directrice dans une institution d'accompagnement des PME/PMI, un travail qu'elle aimait bien, une carrière qu'elle avait passé plus de vingt années à construire, avait dû tout abandonner pour fuir le canon de l'arme lourde pointé sur notre maison en ce matin du 4 février 2015 afin de mettre sa progéniture à l'abri. Évidemment, ce détail de ma vie privée intéresse très peu de Burkinabè et je n'en dirais pas plus.

C'est donc au prix d'énormes sacrifices, consentis personnellement, que le navire Burkina était arrivé aux élections démocratiques libres et transparentes, saluées par l'ensemble de la communauté internationale. Mais tous mes

sacrifices personnels furent bien très peu de choses face aux vies humaines perdues lors de l'insurrection populaire d'octobre 2014 et du putsch manqué de septembre 2015. Notre peuple, surtout en sa frange jeune, a payé un prix fort pour notre accession à la démocratie et c'est pourquoi mon cri de cœur est que cessent toutes ces violences maintenant afin que les Burkinabè travaillent ensemble pour relever les autres défis, non pas des moindres, c'est-à-dire ceux du développement. C'est le plus bel hommage que nous pourrions rendre à nos martyrs, afin que leur sacrifice ne soit pas vain. Si nous devons compter à nouveau des martyrs dans notre pays, notre génération aurait lamentablement échoué et celles à venir ne nous pardonneraient pas notre échec collectif.

Pour mémoire, le Burkina a été engagé dans la crise ivoirienne de 2002 en raison de la menace qui pesait sur nos millions de compatriotes présents dans ce pays voisin. J'étais personnellement convaincu que cette guerre était inévitable puisqu'elle se profilait à l'horizon. Le Burkina, alors sous Blaise Compaoré, n'avait pas plusieurs options: soit nous assistions passivement à l'extermination des Burkinabè en Côte d'Ivoire, soit nous entrions en guerre contre la Côte d'Ivoire. Cette guerre pouvait se faire à la frontière ivoiro-burkinabè entre les deux armées ou carrément sur le territoire ivoirien par rebelles interposés. C'est cette dernière voie qui semble avoir prévalu, car elle faisait d'une pierre deux coups en ce sens qu'elle résolvait le problème interne aux Ivoiriens et celui de la diaspora burkinabè persécutée depuis des décennies dans ce pays qu'ils ont construit par leur sueur et leur sang.

Salif Diallo finançait en grande partie cette crise ivoirienne depuis le départ, exactement comme il finançait les crises politiques à l'intérieur du Burkina. Et ce n'est ni Laurent Bado ni Émile Paré, les deux ex-alliés de l'Opposition burkinabè unie (OBU) qui nous diront le contraire.

Depuis l'assassinat du capitaine Thomas Sankara, en passant par celui des commandants Boukary Lingani et Henry Zongo, jusqu'au meurtre crapuleux du journaliste Norbert Zongo, Salif a toujours été au centre de la conspiration et de l'élaboration des basses manœuvres dont il suggérait savamment l'opportunité à son maître Blaise Compaoré. Les gros projets structurants qui relevaient de la responsabilité de Salif constituaient des sources de financement de ses activités de déstabilisation. Le projet du barrage de Samandéni par exemple pour ne nous limiter qu'à celui-là, a été sacrifié à d'autres fins. Quoi de plus normal que près d'une dizaine d'années après le lancement des travaux, Samandéni ne répond toujours pas aux attentes? Les populations déplacées de l'ouest dans le bassin de Samandéni, puis réinstallées au sud du pays dans la province de la Sissili peinent

à réussir leur intégration socioculturelle sans parler de leur condition économique, même si des milliards de francs avaient été déboursés pour ce volet du projet. Ces populations qui n'ayant pas obtenu les promesses faites ont vite résolu de repartir dans leurs villages d'origine.

Les polémiques créées par Salif à la fin de la transition dans le seul but de nous discréditer ont été entretenues par les médias tout simplement parce qu'un certain nombre de journalistes ne sont pas de véritables professionnels. Pourquoi faut-il de nos jours que les journalistes qui veulent investiguer soient paradoxalement les plus fainéants qui ne se donnent pas la peine d'aller à la source de l'information. N'est-ce pas ce qu'enseigne la déontologie journalistique? Le journaliste émérite Norbert Zongo a cependant tracé les bons sillons du journalisme d'investigation en montrant qu'il faut bannir la légèreté, la facilité, les commérages et surtout la paresse. Il ne faut pas confondre ce métier noble à celui du conteur public qui n'a de source que son imagination dont il tire les éléments nécessaires à captiver ses auditeurs.

Nos jeunes qui veulent s'essayer au journalisme d'investigation doivent s'inspirer de ce grand homme qu'est Norbert Zongo. La véracité de ces écrits et la pertinence de ses analyses ont immensément contribué à l'éveil des consciences dans notre pays et alimenté la dynamique qui a conduit au mouvement révolutionnaire des 30 et 31 octobre 2014. Une bonne investigation préalable est nécessaire à la qualité de l'écrit, sinon, à sa lecture, on se croirait exactement dans un débit de boisson où les uns et les autres se racontent du n'importe quoi sans fondement et sans la moindre preuve. Il faut, à partir d'éléments factuels, émettre des hypothèses vérifier et recouper les informations, avant de se jeter sur sa plume. Cela demande un travail énorme évidemment et ce n'est pas en passant tout son temps dans les débits de boisson que l'on devient un journaliste chevronné.

Un choix s'impose dans cette profession! Si vous voulez être un journaliste sportif, allez-y franchir les portes des stades; si par contre vous restez du matin au soir et du soir au matin dans les bars et buvettes vous ne pourrez espérer tout au plus qu'être un chroniqueur de faits divers, ce qui a également son utilité, mais il ne faut pas mélanger les pommes et les choux sinon cela fait désordre.

J'ai beaucoup d'admiration pour certains jeunes journalistes qui, dans leurs domaines spécifiques, font montre de talents avérés. Cependant, je dois reconnaître que beaucoup d'autres par contre, nous donnent l'impression qu'ils ont choisi la profession en désespoir du chômage, sans parvenir à y trouver la vocation. On est tenté de se demander s'il n'est pas préférable qu'ils se trouvent

un autre boulot à faire. La qualité d'un écrit ne se mesure pas à la dose de venin qui est injectée à Pierre ou à Paul, mais en la pertinence des analyses. Tout écrit en dit beaucoup sur Pierre ou Paul, mais encore davantage sur son auteur, qui doit apprendre à faire confiance à l'esprit critique du lecteur et simplement rendre compte des faits, les analyser en dégagant toutes les hypothèses sans verser dans les insinuations malsaines. Un bon journaliste ferait un très bon analyste du renseignement car la méthodologie est exactement la même dans les deux matières. Si des faits condamnent quelqu'un, c'est la conscience du lecteur qui s'en chargera. Le secret pour réussir dans le métier est la neutralité et l'indépendance, malheureusement beaucoup de journalistes se sont compromis avec les politiciens. Si vous êtes dans ce cas de compromission, alors vous ne serez jamais un grand journaliste. Vous devriez trouver le courage de vous affranchir ou alors de vous résoudre à un rôle peu glorieux de crieur public.

J'aime et j'apprécie énormément la presse nationale de mon pays. Mon conseiller en communication durant la Transition, Aristide Amadou Ouédraogo, en sait beaucoup. Malgré certaines insistances, je préférais toujours avoir à m'exprimer face à la presse nationale, quel que soit l'évènement à couvrir, plutôt que la presse internationale. Pourquoi la presse internationale ne reprendrait-elle pas les articles de nos journalistes si les sujets traités les intéressent alors que l'inverse est quasi-quotidien?

Sur le plan législatif, nous avons fait adopter le 4 août 2015, la loi dépenalisant le délit de presse, ce qui restera une grande avancée démocratique. Nous nous étions assurés de la mise en place du Fond d'appui à la presse privée (FAPP), gage d'une indépendance à l'exercice digne de cette profession. Tous les acteurs devraient chacun à son niveau s'investir, payer le prix, pour donner au métier de journaliste toutes ses lettres de noblesse.



Il m'apparaît très important de préciser à ce stade de mon propos que lorsque je parle de sacrifice, c'est bien de quelque chose dont je n'ignore rien que je parle. Je ne demanderai à nulle personne d'en consentir si je n'étais pas moi-même prêt de le faire, n'étant pas de ces personnes qui vous disent de serrer la ceinture tout en évitant elles-mêmes d'en faire autant. Je sais qu'au bout de l'effort et du sacrifice il y a un résultat dont on peut se satisfaire. Avant de connaître des temps d'aisance relative, j'ai aussi croupi comme la plupart des Burkinabè, dans la misère la plus totale, une misère telle que certains Burkinabè

ne pourront jamais imaginer l'existence d'une semblable réalité tout près d'eux, juste à la porte voisine, juste dans le quartier d'à côté.

Je veux encourager sur ces lignes tous les jeunes et tous les burkinabé pour lesquels la vie présente en ce moment des pages sombres, pour leur dire que le jour se lèvera tôt ou tard, et que celui qui les a créés est aussi capable de prendre soin d'eux, de leur fournir un emploi, un foyer, en somme tout ce dont ils ont besoin pour vivre dans le plein épanouissement. Mon premier emploi temporaire en 1991, était celui de manœuvre qui consistait en la manutention et le balayage du boulevard de l'indépendance, où se tenait la rue marchande du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO). J'avais alors 26 ans et j'étais fier de ce travail qui de mon point de vue, n'avait rien d'humiliant. Ce que j'aurais trouvé plutôt très humiliant, ç'aurait été de voler ou de mendier sa pitance alors que je suis en parfaite santé. Pendant les années de chômage que j'avais traversées, j'avais toujours refusé d'aller mendier mon pain chez un ami ou chez un parent. Ce n'était ni de l'orgueil ni de la fierté mal placée, mais simplement le fait que ma conscience refusait que je le fasse. Après Dieu le véritable auteur, je suis moi-même aussi en partie responsable de ce que je suis, et de ce que je vais devenir.

Lorsque je balayais la cour du siège du FESPACO (actuel CES) et que je voyais certains anciens camarades d'école arriver et monter dans les bureaux, je courais fièrement vers eux pour leur dire un bonjour amical. Je faisais cela jusqu'au jour où l'un d'entre eux refusa de me serrer la main et se contenta de me saluer du haussement de la tête. C'est alors que je réalisai que j'étais couvert partout de poussière, des pieds à la tête en passant bien sûr par les mains. Ceux qui me saluaient devaient certainement se laver les mains avant de poursuivre leurs activités dans leurs bureaux. Qu'à cela ne tienne, j'étais très fier de ce travail que je faisais, car il me procurait un revenu à chaque fin de journée donc suffisamment de carburant dans ma motocyclette pour faire le tour de Ouagadougou à la recherche d'un meilleur emploi.

Et c'est ainsi qu'avant la fin des festivités du FESPACO, on a retenu ma candidature parmi les étudiants diplômés sans emploi, pour le compte du programme de retour à la terre initié par le gouvernement. C'est alors que je m'étais retrouvé agriculteur dans la vallée rizicole du Sourou. J'y étais allé avec détermination et j'y ai travaillé avec à l'esprit que si je devais y passer tout le reste de ma vie, alors l'histoire devrait retenir, qu'un agriculteur modèle s'était construit dans cette vallée et que la mentalité selon laquelle cultiver la terre est quelque chose de méprisable, soit révolu dans notre pays. Si le métier

d'agriculteur est valorisé, ce serait une grande transformation pour le Burkina; mais pour ce faire, c'est toute la politique agricole qu'il faut revoir. Depuis nos ancêtres jusqu'à présent, rien n'a changé chez plus de 90% des acteurs du secteur puisqu'ils continuent de gratter la terre au moyen de cette daba, moissonner avec le même couteau, stocker dans le même grenier, absolument rien n'a changé. De 1960 à nos jours, la contribution de l'agriculture dans le produit intérieur brut est restée énorme et se situe aujourd'hui à 30%, comparativement à la Côte d'Ivoire et au Ghana avec 20% chacun, au Cameroun avec 15%, à la France avec 2%, à l'Afrique du Sud avec 2%, au Canada avec chacun 2%. On peut donc affirmer que l'agriculture est un secteur vital pour le Burkina Faso. En développant cette agriculture archaïque, on accroîtrait la richesse du pays, ce qui permettrait des investissements dans les autres secteurs comme l'industrie, le transport, les banques, les communications, etc. Presque toutes les économies du monde (hormis celles des monarchies pétrolières du golfe) se sont construites à partir du secteur agricole que nous sous-estimons généralement en Afrique. Produisons encore plus de céréales, de fruits, d'oléagineux, de coton, transformons-les et en deux décennies l'agriculture fera naître un puissant secteur industriel de transformation qui financera progressivement tous les autres secteurs de l'économie. Lorsque j'ai embarqué pour la vallée du Sourou, je me voyais déjà au travail dans des hectares de cultures de rente avec des centaines d'employés. Ceux-ci vivaient décemment de leur travail, comme c'est le cas en Chine, aux USA, au Canada, en Italie dans les champs de tomates ou à côté de nous, dans les bananeraies de Dabou, un village situé en Côte d'Ivoire où je visitais mon oncle Sayouba pendant certaines vacances scolaires. Ces champs de bananes faisaient de la Côte d'Ivoire, le premier pays africain exportateur de ce fruit, en plus d'être le premier exportateur mondial de cacao. Je disais à certains amis ivoiriens qui manifestaient leur fierté par rapport à ce palmarès qu'ils ne devraient à aucun moment oublier le mérite des travailleurs burkinabè car, disais-je, le cacaoyer n'est pas un arbre sauvage qui pousse de lui-même dans la nature, et même si c'était le cas, il aurait fallu néanmoins des bras valides des braves burkinabè pour en cueillir les fèves. Houphouët avait bien compris cela et avait effectué le déplacement à Bobo-Dioulasso pour signer avec son homologue le président Maurice Yaméogo, un accord de coopération visant à faire entrer dans son pays les Voltaïques d'alors à des fins de main d'œuvre. Cet accord avait changé la physionomie économique de la région puisque désormais les travailleurs voltaïques qui migraient initialement vers le Ghana avaient changé de direction pour se retrouver par millions au bord de la lagune Ébrié, faisant perdre au Ghana sa première place mondiale de producteur de cacao au bénéfice de la Côte

d'Ivoire; c'était il y a très longtemps dans les années 60, mais comme on le dit très souvent, celui qui oublie d'où il vient ne sait pas où il va. L'existence d'un individu ou d'une communauté telle la nation, trouve son sens essentiellement dans la définition sans complaisance de qui on est, d'où on vient, où on est, et où on veut aller.

Au bout de quatre mois passés au Sourou, nos champs de riz et de maïs avaient produit la meilleure récolte de tout le périmètre de 200 hectares exclusivement réservé aux pionniers de l'agro-business que nous étions.

Lorsque nous quittions le Sourou, nous avions emblavé, mon coéquipier Adama Sagnon et moi, le plus grand champ de cultures maraichères. C'est pour répondre aux injonctions de certains parents et amis sceptiques que nous avons dû participer à des tests de recrutements malgré notre présence au Sourou. Sagnon entra à l'ENAM et devint magistrat, et moi, j'intégrai l'Académie militaire pour en sortir officier trois années plus tard. Je n'avais jamais cru que je reviendrais à Ouagadougou dans le but d'y passer un test. Un jour pendant que Sagnon était à Ouaga, il a eu une information concernant de l'organisation d'un test de recrutement de 15 élèves officiers au profit des anciens enfants de troupe, milieu duquel nous étions tous les deux issus. À cette époque, le télé phone cellulaire n'existait pas et dans la vallée du Sourou, il n'y avait même pas de téléphone filaire. Le seul moyen de communication dont nous disposions était la radio HF du bureau de l'autorité de mise en valeur du Sourou (AMVS) qui reliait son siège à Ouaga au bureau des techniciens sur le terrain. Sagnon s'étant rendu au siège à Ouaga fit envoyer un message qui disait ceci: «Prière informer M. Zida sur le site des étudiants qu'il est attendu urgemment à Ouaga pour raison de famille». J'étais encore sur le périmètre irrigué malgré la nuit tombante, lorsque ce message me fut transmis. N'ayant aucun moyen d'entrer en contact avec la famille, je décidai d'effectuer alors le déplacement à motocyclette. Le message avait été envoyé de Ouaga, mais ma première destination avait été Yako chez mes parents, où je vis que la famille allait bien et qu'elle n'avait pas demandé ma présence. J'y avais passé la nuit, puis continué sur Ouaga le lendemain où j'étais allé directement au domicile de ma sœur aînée, laquelle m'informa qu'elle aussi allait bien avec sa famille et qu'elle n'avait pas non plus envoyé de message. En effet, le message reçu ne précisait pas l'identité de son expéditeur, mais si dans la famille tout allait bien, il ne restait qu'une seule explication, celle que quelqu'un voulait absolument me voir à Ouaga et la seule personne qui s'arrogerait le droit de me faire quitter mes champs en cette période de grands travaux, ne pouvait être que Sagnon. Je quittais donc ma sœur avec la conviction que j'allais maintenant vers l'auteur du message, au quartier Kamsonghin.

Sagnon était absent, mais sa sœur fut très accueillante et j'attendis patiemment avec elle le retour de mon collègue. Dès qu'il apparut, je n'avais pas eu besoin de l'interroger, il me lança ceci: «je savais que tu viendrais... c'était le seul moyen et le seul motif que je pouvais évoquer pour te sortir des champs...»; il ajouta par la suite qu'il avait été informé de l'organisation du test d'entrée à l'académie militaire et souhaitait que nous y prenions part. Je n'étais pas enthousiaste, mais je faisais l'effort de ne pas laisser transparaître ma déception à cet ami, plus qu'un frère, qui s'était donné tant de mal. Arrivé précipitamment sans savoir de quoi il s'agissait, je n'avais sur moi ni diplôme ni extrait d'acte de naissance, aucun des documents exigés dans la composition des dossiers de candidature. Je me souvins alors que j'avais déposé dans un projet «PROMACO-PRUDENCE» un dossier de candidature pour le recrutement d'agents-promoteurs de condoms masculins. Je m'y rendis pour tenter de récupérer ledit dossier afin d'utiliser les documents qui y étaient contenus. Le responsable à qui je posai mon problème était catégorique: «leur bureau n'est pas un centre d'archives et ils ne sauraient retrouver mon dossier». Je décidai alors d'abandonner; j'avais essayé, mais les obstacles paraissaient insurmontables, Sagnon ne m'en voudrait certainement pas.

À un certain moment précis de la vie d'une personne, il arrive qu'elle soit à bout et manque d'initiative après avoir épuisé toutes ses ressources et atteint ses limites objectives. Elle ne s'attend alors qu'à la volonté divine, celle de Dieu, le Créateur, l'auteur et le maître de la vie, celui qui règne sur les temps et les circonstances, dont l'intervention seule va déterminer toute la suite de la destinée. Aussi, faites vos efforts, tant que tout dépend de vous, et priez tant que tout dépend de Dieu. J'avais quitté le bureau, mais sans m'éloigner des lieux, je m'étais arrêté dans la rue juste en face, et pensant bien sûr que personne ne m'apercevait, je priais discrètement. Cependant, une personne m'observait de son bureau à l'étage, une expatriée américaine qui était la coordonnatrice du projet. Elle descendit et vint jusqu'au gardien au portail et lui demanda s'il savait quelque chose de ce jeune homme arrêté dans la rue depuis un moment. Le gardien lui expliqua ce qu'il savait; puis elle souhaita me rencontrer. Lorsque je fus retourné dans le bureau, cette dame me semblait totalement étrange par sa détermination à m'aider; pourquoi s'intéressait-elle à cette affaire qui relève des attributions de ses subordonnés? Elle s'était mise à fouiller dans la bibliothèque à la recherche de mon dossier. Après quelques minutes de vaines recherches, elle s'assit et prit un calepin et un stylo. Elle se mit à rédiger une lettre dans laquelle elle reconnaissait détenir mon dossier et s'engageait à le retrouver et à me le restituer avec toutes les pièces y compris dans les meilleurs délais. Elle me

proposa de porter cette lettre où je devais déposer ma candidature, c'est à dire à l'État-major général des armées; mais je ne marquais aucun enthousiasme à ce qu'elle faisait avec tant de bonne volonté. Voyant que je n'y croyais pas, elle ajouta ceci: «faites-moi confiance car, non seulement cette lettre sera acceptée, mais tu réussiras à ton test». Sans grande conviction, je portai cette lettre à l'État-major quelques minutes avant la clôture de la réception des dossiers de candidature, prévu ce même soir, et contre toute attente elle fut acceptée et mon nom inscrit sur la liste des candidats. Le lendemain, elle retrouva mon dossier et passa un coup de fil à la personne de référence qui y était mentionnée, me permettant ainsi d'avoir accès à tous les documents dont j'avais besoin pour constituer mon dossier de candidature. J'ai ainsi pu passer le test auquel j'ai effectivement réussi. Quelque temps après, je suis réparti pour témoigner ma gratitude à la coordonnatrice, mais elle était en congé une première fois, puis une seconde fois, elle venait d'être mutée au Mali. J'informai alors le gardien que j'avais passé le test et que j'étais admis; cette dame m'avait dit que lorsque je réussirai à mon test elle souhaitait que je revienne l'en informer et que si je ne la trouvais pas, elle souhaitait que j'en informe le gardien et lui seul.

Il y a de petites choses que nous pouvons tous faire les uns pour les autres, mais malheureusement nous sommes quelques fois terriblement négligents, manquant ainsi les opportunités de nous rendre utiles à nos semblables qui sont dans le besoin, voire en détresse. Si un homme ou une femme ne vit, rien que pour satisfaire son égo, ne faisant que poser des actes dont elle est la seule bénéficiaire, alors elle est la personne la plus misérable de la planète et sa vie est un véritable gâchis, complètement inutile. Si chacun pouvait seulement écouter et laisser parler son cœur, notre monde serait bien meilleur. Mon frère et ami Sagnon n'avait finalement pas participé au test et pour cause, deux jours avant les épreuves sportives, il avait été victime d'un accident de la circulation avec des blessures assez graves qui l'en empêchaient. Fort heureusement aux résultats du concours de la magistrature passé dans la même période, Sagnon était admis; ce qui marquait la fin de notre séjour au Sourou que nous avons quitté le même jour, laissant derrière nous, nos collègues et nos champs avec le cœur serré, mais confiants que l'avenir appartient à ceux qui s'engagent tout en sachant s'attendre à Dieu, peu importe leur position et leur condition du moment présent.



J'ai appris à toujours donner le meilleur de moi-même, quelle que soit l'activité à mener, et cela malgré mes limites naturelles et objectives. J'ai également appris à vivre heureux, digne et intègre aussi bien dans l'abondante

richesse que dans la misère la plus totale. De tout mon parcours, vous n'entendriez nulle part que l'on m'a accusé de vol. Dans notre village, ma mère croyait les autres mères quand celles-ci se plaignaient à mon sujet d'avoir percé une ou plusieurs têtes de mes camarades, mais en revanche, elle ne les croyait jamais si elles venaient lui dire que j'avais volé quelque chose. «J'ai peut-être enfanté un bandit, mais pas un voleur», disait-elle.

Ma mère m'avait expliqué qu'elle avait fait cette prière à Dieu lorsqu'elle portait ma grossesse: *«si cet enfant que je porte dans mon sein devait être un voleur, qu'il meure le jour même où il sortira de mes entrailles»*. Elle m'expliquera beaucoup plus tard que j'étais né après un accouchement difficile et ma survie tout comme la sienne relevait du miracle.

Par la seule volonté de Dieu, j'ai survécu, passant mon premier séjour sur terre enveloppé dans un pagnon d'emprunt. Cela donne à toute bonne conscience des raisons très profondes d'être respectueuse du bien d'autrui; c'est mon histoire passée, tout comme chaque personne connaît la sienne et en conserve jalousement les secrets. La mienne peut sembler ne pas être glorieuse certes, mais ce n'est pas ce qui est important, l'essentiel étant de la connaître et de pouvoir affirmer aujourd'hui que *«je sais qui je suis, d'où je viens, où je suis, et où je vais»*. Assurément, je suis loin d'être parfait, mais je refuserai toujours de poser volontairement des actes de nature à porter atteinte aux intérêts de mon prochain et encore moins à celui de tout un peuple. Je déteste le vol et la malhonnêteté, et par principe, avant de poser tout acte, de dire tout mot, ou de prendre toute décision, je m'interroge afin de m'assurer que ma seule motivation est l'amour et la recherche du bonheur de mes semblables. Je ne peux atteindre mon bonheur autrement qu'en apportant le bonheur d'abord aux autres.

J'ai recherché vainement pendant plusieurs années, tout comme plusieurs de mes camarades, la joie et le bonheur à travers les faux plaisirs que procurent certaines choses du monde dans le vice. Toute ma reconnaissance est à l'Éternel Dieu qui m'en a délivré entièrement à la grande surprise de tous ceux qui m'ont connu pendant ces pénibles années. Mon histoire est fascinante et je suis moi-même la première personne à en être émerveillée au regard des pentes que j'ai toujours pu remonter et de la profondeur des changements intervenus en moi à chaque occasion.

J'ai reçu une éducation rigoureuse d'abord auprès de mes parents et ensuite dans une famille d'adoption pendant mes six années d'école primaire. Mon tuteur qui était enseignant m'a éduqué et instruit au rythme de la chicotte; il m'avait présenté au concours d'entrée en sixième du Prytanée militaire du

Kadiogo (PMK) que j'ai réussi à sa grande satisfaction. Arrivé en sixième à l'âge de 13 ans, j'ai tout de suite vu sonner l'heure de l'affranchissement. L'adolescence est pour tous une période délicate où l'affirmation de soi se traduit quelque fois par des révoltes contre l'ordre établi par ceux qui en ont l'autorité. Si la tutelle à laquelle j'ai été soumise ne me laissait aucun autre choix que la docilité, l'heure était venue pour moi de goûter à la liberté que j'ai vite confondu au libertinage. La discipline qu'imposait le Règlement militaire ne collait pas avec mon désir de goûter enfin à cette liberté, celle dont rêve chaque adolescent. Cela avait résulté d'une véritable catastrophe sur le plan du bilan scolaire. J'avais toujours réussi par miracle à avoir juste le nécessaire pour ne pas être exclu de l'établissement.

Un jour de l'année 1985, lorsque feu Jean-Baptiste Boukary Lingani était commandant de l'école, cumulativement avec ses fonctions au sein du Conseil National de la Révolution (CNR), il s'était publiquement mis en colère contre moi en raison de mes nombreux actes d'indiscipline. Il avait décidé de me renvoyer immédiatement de l'école. On était au mois de mai et les moyennes étaient connues en cette période-là. Convaincu que je n'avais pas la moyenne de passage requise, il intima l'ordre qu'on lui présenta mes résultats scolaires et que si ses doutes étaient fondés, alors je quitterais l'école immédiatement afin de les «laisser respirer». Quelle ne fut pas sa déception lorsqu'il constata que mes notes me permettaient de passer en classe supérieure. Il me fit quand même remettre en prison, car c'est de là que je m'étais évadé pour aller commettre d'autres fautes graves. Il n'y avait pas beaucoup d'élèves qui osaient défier les cadres de l'école, mais j'étais de ceux-là; je n'avais jamais essayé de boxer l'un d'entre eux, comme le faisait notre aîné Somé Gaspard, mais je ne supportais pas de leur accorder «une soumission entière de tous les instants, et d'exécuter leurs ordres littéralement sans hésitation ni murmure...» comme l'indiquaient les bases fondamentales de la discipline, qui depuis le temps ont connu beaucoup d'évolution puisqu'à nos jours, «... l'autorité qui donne les ordres en est responsable» a été modifié pour que l'exécutant soit lui-même aussi rendu responsable de l'exécution de tout ordre illégal. Bref, j'étais insoumis et cela me conduisait chaque fois à vouloir faire autre chose que ce que l'on attendait exactement de moi. L'appréciation la plus souvent annotée sur mes bulletins était: «élève indiscipliné, ne discute pas, mais n'exécute pas» ou autre chose de semblable.

La fermeture de l'école militaire pendant les vacances de 1985 a été un tournant décisif dans ma vie comme celle de bien d'autres «prytanes.» Je devais fréquenter la classe de 1^{re} du lycée Philippe Zinda Kaboré à la rentrée où j'avais

été transféré comme plusieurs autres l'ont été dans les différents établissements du pays. J'étais excité à l'idée de fréquenter le plus grand lycée du pays où je pourrais côtoyer quotidiennement toutes ces jolies demoiselles et aussi de participer aux casses lors des manifestations de rue, toutes choses que nous ne connaissions pas au PMK.

Mais ce qui devait être une expérience exaltante n'a pas mis de temps à se transformer en un véritable cauchemar. Les bonnes conditions d'étude, dont nous bénéficions à l'internat sans en mesurer la valeur, n'étaient plus qu'un lointain souvenir. J'eus de la peine à trouver un logeur à Ouagadougou. Mon père avait réussi à convaincre un de nos parents nantis de m'accueillir chez lui. Celui-ci avait accepté, mais avait posé des conditions selon lesquelles il fallait que je fasse preuve de ma foi musulmane avant mon intégration effective dans la famille. Pendant ma période d'observation, je devais manger seul et ne pas toucher aux récipients de la famille même pour boire de l'eau.

Conscient que je ne pourrai pas me soumettre longtemps aux règles de ce «califat», je déclinai respectueusement l'offre au profit d'un autre hébergement plus modeste, chez un oncle, dans un quartier sans eau courante et sans électricité, le non loti de Tanghin. Mon oncle aussi était musulman, mais moins exigeant sur sa pratique musulmane. En faisant ce choix, je n'imaginai pas du tout ce qui m'attendait dans les mois qui vont suivre.

En effet, l'oncle «Boureima de Tanghin» comme on l'appelait, était cuisinier depuis son séjour en Côte d'Ivoire dans les années 70. Revenu au pays, il avait continué ce métier chez des Occidentaux pendant de nombreuses années au point que lui-même, malgré ses ressources très limitées, avait un mode de vie occidental. Il avait deux chiens de race européenne qu'il aimait et entretenait bien. Il travaillait maintenant comme cuisinier à l'hôpital Yalgado Ouédraogo où il avait réussi à s'intégrer au vu de son âge assez avancé (la soixantaine passée) qui ne lui permettait pas de continuer de servir chez des particuliers, plutôt exigeants. Lorsqu'il revenait de son boulot, il avait toujours deux colis bien distincts: l'un constitué de repas qu'il avait pris directement dans les marmites de la cuisine et le second constitué des restes de repas des malades de l'hôpital.

Quel bonheur d'avoir de quoi mangé, peu importait ce que c'était, et d'où cela venait! Je remerciais mon oncle et bénissais Dieu d'avoir au moins un repas une fois par jour. Mais cela était bien loin du petit déjeuner avec pain au beurre, casse-croûte à 10h, déjeuner avec dessert et bien sûr le diner avant l'étude du soir que j'avais au PMK. Si je n'avais jamais quitté cet internat et ses conditions privilégiées, je serais peut-être devenu l'un de ceux-là qui ignorent totalement

les réalités du Burkina et qui s'imaginent à tort que ce pays et bien entendu son peuple constituent leur propriété privée dont ils peuvent en disposer comme ils le désirent. L'objectif de la révolution du CNR était atteint, en tout cas en ce qui me concernait, car maintenant je connaissais les réalités du Burkina et que notre vie de château était au prix du sacrifice consenti par l'ensemble de tout un peuple dans le but de former des hommes exclusivement à son service et non pour les intérêts égoïstes d'une certaine classe. Savions-nous seulement que notre pain au beurre et tous nos autres privilèges étaient acquis au prix de la sueur de chaque citoyen, de chaque paysan et de chaque paysanne qui cependant chaque jour souffre le manque et la maladie.

Lorsque quelqu'un a vécu ce que j'essaie tant bien que mal de décrire ici, vous ne pouvez pas lui refuser le droit et le devoir de s'exprimer et d'agir au nom de tous ceux qui malheureusement dans notre pays, vivent encore aujourd'hui des conditions similaires, voire pires.

Mon année scolaire fut bâclée et sans même avoir entamé le troisième trimestre, je pliai bagage et rentrai à Yako chez mes parents. J'avais fait de mon mieux, mais j'étais convaincu qu'il me fallait observer une pause face à cette dure épreuve. Les vacances passées, je revins à Tanghin prêt pour la terminale. Bien entendu, le lycée Zinda m'avait renvoyé pour absentéisme, mais je saurai trouver de la place ailleurs. C'est au lycée mixte Montaigne de Gounghin que j'obtins finalement une inscription grâce à monsieur Diénou, un ancien professeur de français du Prytanée devenu proviseur de cet établissement. Nous avons conclu un accord au terme duquel il m'offrait l'inscription en terminale, à la seule condition que je me présente à l'élection de chef de classe. J'avais saisi cette unique chance, car je ne pensais pas pouvoir me faire inscrire en terminale dans un autre établissement. Ainsi, j'étais bien résolu de réussir ce baccalauréat série A4 en cette année scolaire 1986-1987.

Le rôle de chef de classe ne pouvait que me motiver à plus de sérieux et d'assiduité. C'était aussi l'un des objectifs attendus par le proviseur qui avait certainement des souvenirs de ma conduite au Prytanée, mais il voulait aussi avoir par mon entremise, le contrôle sur une partie non négligeable des élèves. Les classes de terminale comptaient de nombreux élèves venant de la Cote d'Ivoire, qui fuyaient le baccalauréat probatoire instauré chez eux pour venir faire directement le BAC à Ouaga. Aucun de nous deux n'a été déçu et ma réussite au baccalauréat n'a d'ailleurs étonné personne parce que j'avais mis tout mon sérieux dans les études. Les mêmes difficultés étaient toujours présentes à Tanghin, elles s'étaient parfois empirées, mais ma détermination était plus

farouche que jamais. Je n'envisageais même pas un échec à cet examen qui aurait eu pour conséquences de me faire vivre encore et encore des années de misère.

Mon admission à l'Université de Ouagadougou au titre de l'année académique 1987-1988, comme étudiant boursier, avait été une véritable bénédiction. J'avais quitté mon oncle de Tanghin pour m'installer avec ma sœur aînée qui était déjà étudiante à l'Institut universitaire de technologie (IUT). Nous avions deux petites sœurs qui étaient chez des parents qu'il fallait soulager en les prenant avec nous. Nous nous étions ainsi regroupés et avons commencé une vie modeste dans un célibatorium au quartier Gounghin; avec deux bourses d'étudiants comme seul moyen de subsistance, ce n'était évidemment pas le grand rêve, mais le nécessaire y était. Après deux années à l'Institut supérieur des lettres, langues et arts (INSULLA) mon cursus universitaire prenait fin parce que je perdais ma bourse à la rentrée académique de 1989. Je n'avais pas franchi la première année, n'ayant eu aucune motivation à réussir les études d'anglais qui m'avaient été imposées par l'orientation. J'avais la possibilité de quitter l'INSULLA pour faire l'école de droit, comme je le souhaitais, mais sans bourse cette entreprise semblait périlleuse. Je décidai de quitter le campus et de m'embarquer pour le service national populaire (SNP) après quoi je pourrai chercher du travail.

Je mis par la suite du SNP, deux années à me présenter à tous les concours pour lesquels je remplissais les conditions de candidature: instituteurs adjoints, ENAM, ENAREF, etc. Je me voyais enseignant, car l'expérience que j'avais connue lors de mon service national m'avait passionné. J'avais en effet enseigné une classe mixte de CE1 et CE2 dans le village de Kwaremenguel dans la province du Sourou. Ce métier noble d'enseignant est digne de tout le respect. Le premier de ma classe de CE1 est aujourd'hui un cadre de catégorie A1 dans l'administration parlementaire, quand d'autres sont dans divers secteurs comme la santé, la police, etc.

Je me souviens que celui dont je suis particulièrement fier aujourd'hui, avait été inscrit à l'école sans acte de naissance. Ses parents devaient non seulement aller très loin pour établir ce document, mais ne s'étaient pas donné cette peine, car certainement ils ne le voyaient pas rester longtemps sur les bancs de l'école. M'étant rendu compte de cette situation, j'avais effectué le déplacement avec mon champion à motocyclette jusqu'à Toéni, cheflieu du département, pour lui faire établir un jugement supplétif tenant lieu d'acte de naissance. J'avais insisté auprès du préfet pour obtenir le document sur-le-champ afin de ne pas avoir à

revenir en parcourant à nouveau cette distance d'une cinquantaine de kilomètres séparant les deux localités.

J'adore le métier d'enseignant pour lequel je me suis découvert une vocation, et je rends un grand hommage à travers ces lignes à toutes les filles et fils du Burkina qui avec détermination et abnégation, bâtissent chaque jour notre nation à travers l'éducation des enfants et des jeunes qui constituent le socle de son devenir. Ce passage d'une année dans l'enseignement m'a convaincu que le personnel féminin est encore plus apte à réussir cette mission qui exige des qualités particulières comme la patience envers les tout-petits, l'amour, l'attention, etc. Nous pensons que la priorité devrait être accordée au personnel féminin dans le recrutement des acteurs de l'éducation, du moins dans les niveaux primaires.

Mes échecs répétés aux concours me faisaient perdre peu à peu confiance en moi, sans toutefois réussir à me faire baisser totalement les bras. Je m'adonnais à toutes sortes de petits boulots, dans le but de gagner honnêtement ma vie. J'avais parcouru un très long chemin depuis les années candides au prytanée jusqu'à ma réussite au test d'entrée à l'académie militaire, chemin sur lequel j'ai connu quelques fois des pannes, des sorties de route, toutes choses qui m'imposaient désormais une certaine prudence dans mes choix et mes attitudes. L'esprit d'insoumission qui me caractérisait m'avait quitté et j'avais appris à me soumettre d'abord à Dieu qui m'a brisé pendant tout ce temps pour me sortir de la vaine manière de vivre, puis aux hommes que j'éprouve un immense bonheur à servir et à rendre heureux et c'est tout le sens de ma vie désormais. La malhonnêteté comme vous pouvez le voir n'a pas de place dans ce modèle d'existence que j'ai choisi et que DIEU par son infinie grâce m'accordera toujours le privilège de suivre.

Lorsque nous avons la responsabilité de composer le gouvernement de la Transition, guidé par le souci d'avoir au service de la Nation des hommes et des femmes honnêtes, nous avons pris le soin de soumettre toutes les propositions faites par les partis politiques et la société civile à une enquête préalable de la gendarmerie nationale. De toute l'histoire de notre pays depuis son indépendance, ce fut la seule fois où les ministrables ont été soumis à une enquête de moralité avant d'intégrer le gouvernement.

Aucun membre de mon gouvernement ne trainait de casseroles sales. Deux d'entre eux ont été changés pour des raisons politiques au regard du contexte de l'insurrection populaire, mais ce n'était jamais pour des fautes de gestion ou de moralité douteuse.

Notre gouvernance administrative était irréprochable à tout point de vue, contrairement à ce qui a été raconté après la Transition par certains individus aidés en cela par une certaine presse et par les réseaux sociaux. L'opinion publique doit savoir que notre pays, le Burkina Faso, est engagé depuis 2007 dans un programme avec le Fonds monétaire international (FMI), lequel programme avait été renouvelé en 2010 puis en 2013.

Le FMI scrute en permanence, à la loupe, l'économie de notre pays. Chaque centime récolté par le Trésor public et chaque centime dépensé est connu. Je comprends bien qu'il n'est pas donné au commun des Burkinabè de connaître comment le budget est élaboré en recettes et en dépenses, mais puisqu'il s'agit de notre bien commun, ceux qui s'y intéressent et qui veulent jouer légitimement le rôle de sentinelles devraient faire l'effort d'en connaître le processus afin d'avoir une appréciation éclairée et de ne pas émettre de jugements qui étalent leur carence et frisent le ridicule. Même si nous le voulions, nous ne pourrions pas sortir un seul milliard des caisses de l'État (encore moins 86 milliards) sans alerter tout le dispositif de contrôle interne et externe. De toute son histoire le Burkina n'a jamais eu dans ses caisses du trésor une somme de 86 milliards, cela viendra à l'avenir je le crois, mais depuis des décennies l'État a toujours un budget déficitaire, ce qui signifie qu'il emprunte même l'argent qui doit servir à payer les salaires à travers des emprunts obligataires ou des émissions de bons du Trésor. C'est malheureusement cela la triste réalité économique de notre pays le Burkina Faso. Si un dirigeant quel qu'il soit empochait des milliards du Trésor, le FMI se retirerait immédiatement, ce qui entrainerait automatiquement le retrait de tous les autres bailleurs de fonds, sans compter que les salaires pourraient ne pas être payés. Même si la chose est possible, je ne suis pas personnellement intéressé à en connaître les mécanismes puisqu'il m'est interdit de le faire. Si quelqu'un vous propose de vous apprendre à voler et que vous n'êtes pas intéressé à commettre un vol, il n'y a aucune nécessité à suivre cet apprentissage. Le bureau du FMI à Ouaga a librement accès à toute la comptabilité des régies de recettes de notre pays et ce n'est pas la Transition qui pouvait mettre fin à ce programme sans causer d'énormes difficultés économiques au pays. Une fois par trimestre, ou chaque fois qu'elle le désirait, une équipe d'experts arrivait de Washington pour conforter les données recueillies par leur bureau sur place. Le gouvernement de Transition avait été soumis à ce contrôle régulier et il est arrivé que, mon gouvernement écrive au FMI pour leur demander l'envoi d'une mission complémentaire d'évaluation à Ouagadougou. Cette démarche renforçait notre crédibilité vis-à-vis non seulement du FMI, mais également d'autres partenaires. Ce n'est donc pas par

complaisance que le FMI nous a adressé à titre personnel ses félicitations, à la fin de notre mandat à la tête du gouvernement, par lettre référencée NY-rn/5839345/L du 16 décembre 2015, signée par l'administrateur représentant le Burkina Faso au nom du Conseil d'administration et de la Direction générale du FMI. Cette lettre est disponible sur le NET et les réseaux sociaux, depuis que certaines personnes à Washington, outrées par les mensonges véhiculés contre les acteurs de la Transition, avaient décidé de réagir et de s'inscrire en faux contre ces affabulations.



Je m'efforcerai toujours d'être un modèle pour mes enfants, pour la génération consciente du Burkina Faso, et pour tous ceux qui ont placé leur confiance en moi. Vous aurez beau dire aux enfants ce qu'ils doivent faire, ils s'évertueront toujours à faire ce qu'ils vous voient faire. Que donnons-nous comme modèle aux générations futures? Le mensonge, le vol, la haine et la violence sont malheureusement tout ce que de nombreux parents apprennent à leurs enfants. Ce sont ces maux qui compromettent dangereusement l'avenir de notre nation. Notre pauvreté et notre misère se trouvent dans notre mentalité et non pas ailleurs. Il est plus que jamais nécessaire d'opérer une catharsis nationale.

Le président Maurice Yaméogo disait que ce qui constitue le mal de la Haute-Volta, c'est la jalousie et la méchanceté de ses fils. Aujourd'hui encore, ce mal est très vivace. Chaque Burkinabè devrait d'abord s'examiner, ôter la poutre qui est dans son œil afin d'aider par la suite son voisin à ôter la paille qui est dans le sien. Aucune personne ne peut changer son entourage c'est-à-dire son monde extérieur si cette personne n'est pas elle-même changée de l'intérieur. Un leader spirituel, Yvan Castanou parle de la loi du PD-PD, c'est-à-dire «Pourri Dedans – Pourri Dehors» ou encore «Propre Dedans – Propre Dehors». Le nécessaire changement de la condition misérable de nombreux Burkinabè n'est pas d'abord du ressort d'un gouvernement quelconque, mais c'est avant et surtout un exercice interne de transformation personnel. Il n'y a qu'à consulter un peu certains écrits ou entendre les débats sur certaines tribunes pour se convaincre de l'urgence d'un changement intérieur profond d'abord, en vue d'influencer positivement leur vie extérieure. En voulant trop en dire sur les autres, ils en disent davantage sur eux-mêmes. Le langage d'une personne ne traduit que l'état de son âme; si bien sûr elle est pleine d'amertume, de frustrations et d'échecs, il ne sortirait de sa bouche que des insanités du genre à diffamer, calomnier ou insulter. Je regrette véritablement les temps où nous avions au Burkina des

journalistes de talents comme Norbert Zongo alias Henri Sebgo à qui nous ne cesserons jamais de rendre un vibrant hommage. Il alliait l'audace des sujets traités à la pertinence des analyses, sans jamais tomber dans les insultes, la diffamation; on peut dire que Norbert était simplement très bien éduqué, qu'il avait de la classe, qu'il était un grand homme.



Une parole sage de chez nous dit que «si vous parlez avant le jour de la parole, vous êtes fou; mais si vous vous taisez le jour de la parole vous êtes un insensé.» Je bénis Dieu de ce que je ne suis ni fou ni insensé. L'Ecclésiaste dit aussi ceci:

«il y a un temps pour tout, un temps pour toute chose sous les cieux: un temps pour naître et un temps pour mourir; un temps pour planter, et un temps pour arracher ce qui a été planté; un temps pour tuer, et un temps pour guérir; un temps pour abattre, et un temps pour bâtir; un temps pour pleurer, et un temps pour rire; un temps pour se lamenter, et un temps pour danser; un temps pour lancer des pierres, et un temps pour ramasser des pierres; un temps pour embrasser, et un temps pour s'éloigner des embrassements; un temps pour chercher, et un temps pour perdre; un temps pour garder, et un temps pour jeter; un temps pour déchirer, et un temps pour coudre; un temps pour se taire, et un temps pour parler...»

Plusieurs personnes se sont laissé convaincre de bonne foi, par la force de l'affabulation, que nous étions un pilleur des biens de la République. Afin que ces personnes donc puissent avoir des éléments suffisants à leur propre jugement, nous avons ci-dessus mentionné certains détails sur la question de la gestion du compte bancaire dénommé «compte spécial Transition-bureau militaire», nous nous étions promis au départ de ne pas même en faire mention dans cet ouvrage mais en tant qu'outils d'éveil de conscience de la génération future, nous nous devons aussi d'y apporter la lumière sur toutes les zones d'ombre qui tentent de ternir la gouvernance de la Transition politique de 2015. À ce titre, nous avons pris la décision de briser le silence qui s'est longuement installé sur la question financière au point où certaines personnes surfaient allègrement sur ce terrain comme si leur mandat reçu du peuple était d'organiser des partis d'égosillements, en lieu et place des comédiens professionnels tel le Nigérien Mamane, président fondateur de la «République très très démocratique du Gondwana». Peut-être certains caciques de la gestion financière trouveraient-ils ces explications insuffisantes sachant que, pour eux, seules les factures justifient les dépenses. C'est justement du fait de la nature spécifique de ces

dépenses liées à la souveraineté de l'État que le compte avait été intitulé «compte spécial transition/bureau militaire». Et comme vous le savez bien, dans notre pays, comme dans tous les pays du monde, les fonds de souveraineté ne font pas l'objet de justifications uniquement par des pièces comptables; c'est absurde de demander des factures pour justifier toutes les dépenses de souveraineté quand on sait la nature sensible de certaines de ces dépenses.

À titre d'illustration; lorsque j'instruisais les dépenses pour l'évacuation sanitaire urgente d'un général de notre armée, ou lorsqu'un autre général décédait en France et qu'il fallait remettre des millions à la famille pour rapatrier la dépouille, on ne pouvait s'attendre à ce que cette famille écrive une décharge ou produise des factures pour justifier les fonds reçus. Les dépenses de souveraineté relèvent de la souveraineté exclusive de l'autorité comme son nom l'indique. Tout ce tapage a été monté simplement par Salif qui voulait coûte que coûte ternir l'image de Zida. Mais je n'en veux à personne pour tout ce qui a été dit et fait contre moi, car je sais qui je suis, et jamais je n'ai cru un seul instant que ma destinée se trouve entre les mains d'un homme, aussi puissant soit-il, car tout homme n'est que poussière et retournera à la poussière.

Rien de tout ce qui nous arrive ne nous surprend car l'intention de nous nuire après la transition avait été clairement déclinée. Salif Diallo avait chargé le colonel Bâ, le ministre des Mines et de l'Énergie, de me transmettre un message selon lequel, «il pense que je ne l'aime pas et que de toutes les façons, nous verrons cela quand ils allaient arriver au pouvoir». J'avais répondu en plaisantant que «je n'avais pas à l'aimer puisqu'il n'est pas mon épouse». Mon sentiment pour lui n'était pas de la haine comme il le croyait; je l'aimais bien, mais j'avais simplement résolu de me méfier de lui. Je n'appréciais guère sa conception de la politique basée sur la nuisance à outrance. Ce machiavélisme finirait par le détruire lui-même comme il finit toujours par détruire ceux qui s'en inspirent; après avoir détruit un certain nombre de ses anciens amis, il n'y aura aucune issue pour lui-même. Salif avait déclaré lui-même que sa capacité de nuisance était son va-tout en politique et que chaque matin à son réveil il devait avoir un projet de nuisance à mettre en œuvre contre ses adversaires politiques. Comment pouvais-je me permettre de côtoyer quelqu'un qui ne savait point construire et qui ne cherchait à tout prix qu'à détruire?

De toute la période de Transition, Salif et moi nous nous sommes entretenus deux fois seulement. Il s'en plaignait toujours, mais je ne pouvais pas ouvrir grandement ma porte à celui qui viendra me donner des conseils de nuisance. Je suis un bâtisseur et non un apprenti destructeur qui aurait besoin des conseils

d'un maître en destruction. Je ne saurais me passer de conseils, car j'ai conscience que je ne peux pas tout connaître, mais j'ai besoin de sages conseils qui m'aideront à mieux servir mon peuple et non pas des conseils de personnes comme Salif. Selon certaines informations qui me sont parvenues, Salif avait même osé se plaindre devant des témoins du fait que je sois allé aux domiciles de Roch et de Simon alors que jamais je n'ai mis les pieds chez lui. Cela est tout à fait vrai et est en parfait respect de mes principes fondamentaux qui est de ne pas marcher selon le conseil des méchants. Mais mon attitude envers Salif ne doit en aucun cas être interprétée comme une haine quelconque, mais plutôt de la prudence. Je l'appelais affectueusement «grand frère» quoiqu'il m'ait toujours appelé «zida». J'ai observé simplement de la prudence envers quelqu'un dont je n'étais certainement pas le seul burkinabè à mesurer la capacité de nuisance, et grâce à cela, je suis heureux aujourd'hui d'avoir contribué significativement à rétablir la démocratie dans notre pays sans avoir les mains tachées du sang de personne.

Si quelqu'un a versé le sang d'un Burkinabè entre le 30 octobre 2014 et le 28 décembre 2015 date à laquelle la Transition a pris fin, que ce sang retombe sur sa propre tête et celle de sa famille et non pas sur la mienne, ni sur celle du peuple burkinabè. Je n'ai jamais cautionné un acte de violence à l'endroit de quiconque. Je suis ce que je suis par la pure grâce de Dieu et cela ne me donne surtout aucun droit sur la vie d'aucun de mes concitoyens. Même ceux qui m'ont fait le plus de mal bénéficient de mon pardon et de mes bénédictions. J'aime ceux qui comme Salif, m'ont persécuté ou continuent de le faire; même si j'ai bien des raisons de les haïr, je n'y arrive pas, car par la grâce de Dieu, mon cœur ne sera jamais une prison pour quiconque. Malgré tout ce que le Général Diendéré avait fait contre ma personne et contre la Transition, je lui ai témoigné mon affection en lieu et place de la haine. En effet, au dernier soir que j'ai passé dans les geôles du RSP durant le putsch manqué, l'homme était venu dans ma cellule, totalement méconnaissable. Il a demandé une chaise et s'est assis en face de moi pendant que la porte se refermait sur nous deux. Nous nous sommes observés pendant un temps et nous avons tous les deux commencé à verser des larmes.

Oui, nous avons pleuré. J'ai versé des larmes, en voyant cet homme que j'avais beaucoup admiré et auprès de qui j'avais beaucoup appris de la carrière militaire, tomber au plus bas de l'échelle de l'honneur et de la dignité. Il avait fait de moi l'officier que je suis devenu, aimé, presque adulé par ses hommes, le mieux formé en matière de renseignement de toute notre armée à l'époque. J'avais accompli les missions les plus périlleuses à l'intérieur comme à l'extérieur du Burkina, toujours encadré par ses bons soins.

J'ai laissé couler des larmes en voyant cet homme totalement effondré, dans un état pitoyable, conséquence de son obstination à ne pas faire le bon choix, celui de prendre parti pour notre peuple comme je le lui avais suggéré depuis la nuit du 30 octobre 2014 dans son bureau de l'État-major particulier. Une année était passée, mais je me souvenais encore de l'instant où j'avais demandé au Général de prendre une décision allant dans le sens d'éviter des souffrances à notre peuple, et nous serons derrière lui quoiqu'il en coûte. Il était resté sans un mot dire, se contentant de blâmer les Généraux Nabéré Traoré et Djibril Bassolé. Le temps des souvenirs ne dura que quelques secondes. Le Général, articulant à peine ses mots, me fit comprendre que Ouagadougou était encerclé par l'armée restée loyale à la république; aux autorités de la Transition et qu'une attaque contre le camp Naba Koom était imminente. Il pleurait certainement pour se soulager de toute cette pression qui pesait sur lui à ce moment-là. Ma cellule était en effet le seul endroit au monde où il pouvait se lâcher, se confier, regretter sincèrement son aventure, sans pour autant essuyer le mépris du regard de ses hommes, de sa famille, des journalistes et de ses concitoyens, qui ne comprenaient pas l'opportunité de ce coup d'État qualifié par toute l'opinion de «coup d'État le plus bête du monde».

Diendéré savait que je ne le jugerais pas, encore moins le condamner pour cette forfaiture, car il sait bien que je suis l'une des personnes qui le connaissent bien, à même de comprendre qu'il était lui-même une victime plutôt à plaindre. De toutes les façons, l'heure n'était pas aux lamentations, puisque je devais reprendre l'initiative afin de préserver ce qui comptait le plus et qui a toujours guidé mon action, à savoir la stabilité de notre nation. Ma préoccupation de l'heure n'était ni Diendéré ni moi-même, mais le Burkina Faso. Des millions de mes compatriotes s'étaient farouchement opposés à ce coup d'arrêt perpétré contre leur marche radieuse sur le chemin de la démocratie. Pendant que certains politiciens comme Salif fuyaient pour sauver leur vie de l'autre côté des frontières ou ailleurs dans les quartiers non lotis de Ouagadougou, notre jeunesse affrontait courageusement les balles assassines du RSP, payant un lourd tribut pour ce que nous appelions de toutes nos forces, le changement!

Dans cette ambiance, j'avais d'abord convié le Général Diendéré à prier avec moi. «Si le Seigneur n'intervient pas, je ne vois pas comment nous éviterons un bain de sang malgré notre bonne volonté», avais-je dit; alors, les têtes baissées, nous avons, sous ma conduite, imploré Dieu de sauver notre Nation, de préserver la cohésion de notre armée et de nous donner la force d'être des artisans de paix. M'adressant ensuite au Général, je lui avais dit ceci: «vous

devez vous investir personnellement pour éviter l'affrontement fratricide entre les différentes composantes de l'armée venues des garnisons de l'intérieur d'une part, et les éléments du RSP d'autre part, même si cela devait être votre dernier acte positif pour ce pays. Pour ma part, je ferai l'impossible pour éviter le bain de sang» je savais que j'étais désormais libéré et je parlais en ma qualité de Premier ministre qui allait conduire notre pays aux élections, mais cela devrait se faire sans traces de sang; sans que la Transition finissante compte à son actif le souvenir d'une guerre civile avec des centaines voire des milliers de victimes militaires comme civils: des tués, des blessés et des personnes handicapées à vie.

Diendéré m'avait fait signe d'avoir compris; après quoi j'avais demandé à parler au Chef d'État-major des armées, le général Zagré Pingrénoma, puis au chef d'escadron Somda Evrard de la gendarmerie nationale. Aux environs de 4h du matin, je fus libéré de ma prison en compagnie de mon aide de camp et nous avons été ramenés sous escorte à la résidence du Premier ministre. Je regagnais plus tard le camp Paspanga de la gendarmerie d'où je suivais toutes les opérations en cours. SEM l'ambassadeur d'Allemagne m'offrit de m'héberger à sa résidence, mais je refusai, car je voulais être libre de mes mouvements afin de m'assurer que notre peuple n'allait pas connaître davantage de souffrance au travers d'un affrontement entre les différentes unités militaires postées autour de Ouaga et le RSP qui comptait un effectif assez important dont les éléments mobilisés par Diendéré au camp Naba-Koom étaient estimés à environ un millier d'hommes. S'il y avait un affrontement, il y aurait assurément des pertes de part et d'autre et notre pays se relèverait difficilement d'une telle tragédie.

Un ultimatum avait été lancé aux éléments du RSP selon lequel ils devaient immédiatement déposer les armes ou subir un assaut à partir de 10h ce mardi 22 septembre. Dans un premier temps, je demandai aux jeunes officiers de repousser l'ultimatum à 12h, ce qui fut accepté, puis de nouveau à 14h et encore accepté. Je voulais gagner du temps parce que les Chefs d'État de la CEDEAO se réunissaient à Abuja au Nigeria au même moment et allaient avoir à prendre des décisions importantes au regard de l'évolution de la situation.

La population de Ouagadougou, notamment, retenait son souffle, la nouvelle de l'ultimatum s'était bien rependue et la ville paraissait déserte à l'approche de 10h; chacun se terrant pour ne pas être victime collatérale d'un affrontement qui devenait de plus en plus inévitable. Le Burkina Faso n'a jamais été si près de la guerre civile; était-ce vraiment ce que le peuple espérait au terme de la manifestation de son ras-le-bol contre le régime Compaoré les 30 et 31 octobre 2014? Nous ne le pensions pas un instant, et l'histoire de notre pays n'inscrira

pas sur ses pages que la Transition avait conduit une guerre civile aux conséquences atroces pour notre peuple, nous devons éviter cela pour le bonheur de nos populations.

Vers 13h, Kadré Désiré Ouédraogo, président de la commission de la CEDEAO appela pour demander de surseoir à toute attaque, indiqua que la CEDEAO se portait garante pour désarmer le RSP et que les différents Chefs d'État-major des pays membres allaient être instruits de se déplacer immédiatement vers Ouagadougou pour exécuter ce désarmement. Nous estimions que cette décision des Chefs d'État, avec effet immédiat, était acceptable et nous l'expliquâmes donc aux jeunes officiers qui signifièrent également leur approbation. Personne, en réalité, ne souhaitait avoir à verser le sang de ses compagnons d'armes, mais, comme nous le dirons toujours, le Burkina Faso passe en premier.

Je ne suis pas celui que certaines personnes présentent comme un ambitieux avide de pouvoir; **je sais qui je suis** et je sais ce que j'ai pu faire pour mon pays, étant libre ou même en prison.



La deuxième personne que Salif avait envoyé me parler était Hervé Ouattara, président du Citoyen africain pour la renaissance (CAR) et c'était pratiquement pour me menacer. Salif qui connaissait mes relations avec Hervé Ouattara savait que son message arriverait fidèlement à destination. J'ai fait la connaissance de Ouattara aux premières heures de l'insurrection populaire, car il était l'un des jeunes les plus engagés dans la lutte contre la modification de l'article 37. En tant que président de son précédent mouvement, le collectif anti-referendum (CAR), Ouattara a soutenu la lutte du peuple sans faillir à aucun moment; très courageux, il avait dit ses quatre vérités au président Compaoré dans la soirée du 30 octobre lorsque le Général Diendéré dans une ultime tentative de maîtriser la situation avait conduit au palais de Kosyam un certain nombre de jeunes avec comme leader Hervé Ouattara. Ouattara avait dit lors de cette rencontre au président Compaoré que sa seule issue était la démission parce que le bouchon avait été poussé trop loin et que plus rien ne pouvait sauver son régime. Le lendemain, le 31 octobre, nous marchions main dans la main sur la place de la révolution où j'ai déclaré solennellement devant des centaines de milliers de manifestants que Blaise Compaoré n'était plus président du Faso à compter de ce jour et que l'armée assurera désormais l'exercice du pouvoir d'État. Mes rapports avec Ouattara étaient d'abord militants puis se sont consolidés en

rapports amicaux, car il n'est pas du genre à prendre la poudre d'escampette lorsque vous êtes en difficulté. Nous avons fait de notre cheval de bataille la conduite du pays vers les élections conformément à la promesse que nous avons faite à notre peuple et malgré toutes les difficultés que nous avons rencontrées, il n'a jamais été question d'abandonner.

Hervé Ouattara me décrivit exactement ce que Salif comptait faire, dès que son parti gagnerait les élections, si je n'allais pas au préalable le rencontrer pour lui demander pardon. Ma réponse fut sans ambiguïté *«il faut dire à Salif que s'il s'attaque à moi, il va se détruire lui-même, car je ne suis pas de ceux qu'il peut traiter comme il le désire. S'il me déclare la guerre, qu'il sache que ça sera sa toute dernière»*. J'en avais assez d'entendre parler de Salif sans cesse par mes proches, inquiets et sans doute préoccupés par ce que l'on appelle «sa capacité de nuisance». Après avoir été la cause de nombreux malheurs de ce pays, Salif continuait de menacer comme s'il était incapable de regretter les douleurs infligées aux uns et aux autres. C'est vrai que l'homme qu'il était n'a jamais supporté la contradiction, mais je voulais absolument lui tenir tête, qui sait peut-être qu'il finirait par changer et ne pas risquer de mettre le pays tout entier à feu un jour. Il se prenait sans doute pour le centre autour de qui la terre devrait tourner, mais cette fois-ci il avait affaire à quelqu'un qui sait très bien qu'il n'est le centre que de lui-même. J'avais néanmoins résolu de ne critiquer ni de ne soutenir ouvertement aucun personnage politique de manière à ne pas influencer la position de mes proches et celle de mes concitoyens en général dans le processus des élections. Je voulais rester dans mon rôle d'arbitre et permettre à chacun, en toute liberté, de faire son choix.

Quelques jours avant l'ouverture de la campagne électorale, un frère bien nanti m'a proposé une contribution financière afin que je puisse soutenir le candidat de mon choix. Je n'en voulais pas, mais il avait tellement insisté si bien que j'envoyai une personne de confiance récupérer ce qu'il avait prévu de me donner. Cette somme, je la fis remettre discrètement à des responsables de deux partis dont je tais volontairement les noms, libre à eux d'en commenter. Aujourd'hui cependant, les leaders de ces partis pour des raisons qui leur sont personnelles ne daignent pas lever le petit doigt pour parler en faveur de la Transition totalement dévoyée par le pouvoir du MPP. Martin Luther King Jr disait ceci: *«En fin de compte, nous ne nous souviendrons pas des mots de nos ennemis, mais du silence de nos amis»* .

Ce simple geste de soutien financier, a été posé plus par sympathie que par conviction politique, dans le seul but de contribuer à l'animation de la scène

électorale quand on sait la réalité économique de nos politiciens; mais ce que nous avons voulu le plus discret possible, avait été porté à la connaissance des responsables du MPP qui y ont vu une preuve tangible de mon antipathie pour le parti orange.

Mais que dire? N'avais-je pas le droit de faire ce que je voulais de ce qui m'appartient? J'assume entièrement mes choix et n'éprouve aucun regret puisque j'ai toujours cru que les responsables du MPP ont toujours été le véritable problème de notre pays. Je n'avais pas d'antipathie pour leur parti, comme ils le pensaient, mais la vérité c'est que je ne croyais pas un seul instant en un possible changement avec Salif Diallo, car connaissant l'homme, il influencera tellement Roch, que, si ce dernier était élu président, la gouvernance du Burkina ressemblerait très rapidement à un monstre à deux têtes si ce n'est à trois têtes. Les Burkinabè auraient élu Roch dont tout le monde faisait l'éloge de l'humanisme et des qualités de rassembleur, mais malheureusement ce ne serait pas Roch qui gouvernerait le Burkina, mais bel et bien Salif, le fabricant de diable.

C'est vrai que cette situation ne saurait perdurer dans un pays comme le nôtre qui connaît un état d'arriération prononcé. Deux années tout au plus suffiront à rendre la situation explosive. Chaque journée est tellement précieuse dans la misère des populations que celles-ci iront chercher par tous les moyens le changement auquel elles aspirent. Roch devrait se déterminer à changer ou disparaître. Je ne vois pas comment le peuple intègre du Burkina Faso supporterait à sa tête un «président marionnette» qui serait juste là pour servir de faire valoir. S'attaquer à une crise institutionnelle mue par des égos, avant de faire face aux défis de développement et de sécurité, semble être un processus trop périlleux au regard de l'impatience de la jeunesse pour qui chaque jour qui passe est une lueur d'espoir qui s'estompe.



Salif se présentait fièrement comme ayant dîné avec le diable; mais en réalité, il est lui-même le géniteur en personne du «diable», car c'est bien lui qui l'avait formé et entraîné à tout. Si le président Compaoré voulait bien parler, il nous éclairerait sur le rôle de Salif dans la commission de tous les crimes dont le régime Compaoré est accusé aujourd'hui. Je fuyais Salif comme la peste pendant toute la Transition, redoutant qu'il me donnât quelques «conseils». Mes légitimes préoccupations étaient essentiellement fondées sur les risques de dérives aventurières préjudiciables à notre Nation, plutôt que la recherche d'une

zone de sécurité et de confort personnelle; j'étais plus que jamais serein, car j'avais foi que celui qui me garde ne dort ni ne sommeille. Une sagesse de chez nous ne dit-elle pas que «le serpent qui a avalé des os ne tremble pas quand vient le temps d'avaler des crapauds»?



Le peuple burkinabè qui a longtemps été trahi, abusé et asservi, devrait savoir désormais tirer les enseignements, reconnaître les siens parmi les loups déguisés en agneaux, afin de s'engager définitivement dans la voie d'un meilleur devenir. Les burkinabè espèrent faire un habit neuf avec un vieux tissu, ou garder du vin nouveau dans de vieilles outres, c'est exactement la lecture que je fais des résultats de l'élection de novembre 2015. Le peuple a manqué le courage du changement. Rien ne sert de tourner en rond avec des politiciens en fin de potentiel; car même s'ils sont rares, il existe bien dans notre pays des personnes crédibles capables de conduire les affaires de la Nation avec dignité et intégrité. Certaines d'entre elles sont des leaders des organisations de la société civile qui ont joué un rôle déterminant dans la révolution d'octobre 2014. Nous encourageons la jeunesse à s'impliquer encore davantage dans la scène politique et à se mobiliser autour de personnes dignes de confiance pour élargir l'offre alternative dans notre pays. Les anciens n'ont certes pas totalement démerité, car ils ont travaillé dans les contextes difficiles des programmes d'ajustement structurel, mais à présent le peuple voudrait avancer à une vitesse «grand V». Le Burkina ne peut plus se satisfaire d'une croissance à un chiffre, ce serait faire du surplace.

Sur le chemin de la vie, il nous faut apprendre non seulement de nos propres expériences, mais également des expériences qu'ont vécues d'autres personnes. Salif ne semblait pas avoir compris ce qui s'était passé au Burkina Faso entre octobre 2014 et décembre 2015 et ça c'est vraiment dommage!



S'il y a bien une chose positive que le pouvoir du MPP a réussie à travers son acharnement contre ma personne et dont je devrais lui être reconnaissant, c'est de m'avoir rapproché davantage de Dieu et de ma famille. Cette épreuve vécue après la Transition, m'a conduit à rechercher et à comprendre davantage la volonté de Dieu pour ma vie. Dieu ne positionne aucun homme sur terre sans un but.

Chaque personne est utile à sa famille, à sa nation, à sa génération. Quelle que soit votre position, il vous est impossible d'échapper à votre destinée. J'avais besoin de faire une évaluation du temps déjà écoulé en un demi-siècle de vie et alors je me suis interrogé: «si j'étais mort dans cette prison du RSP, que retiendraient mes enfants de moi? Que retiendraient mes compatriotes de moi?» Tous ces questionnements renforcent ma conviction que ce qui compte dans la vie, c'est ce que vous êtes et faites pour les autres et ce que vous leur laissez en héritage. Je me suis toujours investi dans ce sens et j'ai toujours demandé à Dieu de m'y aider afin que le souvenir que l'on gardera de moi soit celui d'un homme intègre et clément. La mise à l'écart en soi n'est pas une mauvaise chose, car, sans cela, je n'aurais jamais passé autant de temps avec ma famille. En quinze années de mariage, c'est la première fois que je peux passer plusieurs mois sans avoir à quitter ma maison pendant des jours voire des mois entiers pour une mission.

Mon épouse m'a dit un jour qu'elle espérait avoir l'occasion d'exprimer sa gratitude au président Roch. «Tu plaisantes j'espère!», lui avais-je lancé! Et, elle a renchéri en ses termes: *«je suis sérieuse! Je dois le remercier de m'avoir permis de passer autant de temps avec mon mari!»* elle pensait vraiment ce qu'elle disait, mais je lui avais fait comprendre qu'elle devait simplement rendre grâce à Dieu qui est seul artisan de tout, Roch et les autres n'étant que les instruments dont le Seigneur se servait pour manifestation sa souveraine volonté dans notre vie. Nous considérons toujours le côté positif des choses et Dieu seul sait que même dans les moments les plus difficiles, il y a toujours du bonheur et un capital inestimable d'enseignements à tirer. Aucun moment de notre vie n'est jamais absolument perdu. Anatole France, prix Nobel de littérature en 1921, avait dit que *«Tous les changements, même les plus souhaités, ont leur mélancolie, car ce que nous quittons, c'est une partie de nous-même; il faut mourir en une vie, pour entrer dans une autre»* . De toute évidence, les décisions les plus déterminantes d'une vie ne sont pas nécessairement celles que l'on prend dans les moments de faste.

L'autre chose non moins importante pour laquelle je devrais être très reconnaissant, c'est de m'avoir donné le temps nécessaire pour écrire ce livre. Je n'aurais jamais entrepris de le faire, en tout cas pas maintenant si j'avais eu des activités professionnelles contraignantes. Il m'est arrivé d'être réveillé par une inspiration et de passer le reste de la nuit à écrire, dormant seulement le matin venu pendant que ma famille se réveillait. Certains jours de la semaine, je restais éveillé de 2h à 7h du matin dans le but de prier, de lire ou encore d'écrire. Dans

l'agenda d'un diplomate ou de tout autre fonctionnaire, il serait bien difficile, voire impossible, de se permettre une telle flexibilité de programme.

Une dernière chose pour laquelle je ne peux m'empêcher d'être reconnaissant est la persévérance produite par cette épreuve, de laquelle persévérance résulte inmanquablement la victoire. Je suis infiniment reconnaissant pour tout cela au Seigneur qui est le fidèle architecte et parfait constructeur de ma vie. Lorsque vous poursuivez un but, l'énergie qui vous y mène n'est autre que celle émanant de l'épreuve. Comme quelque chose qui vous court après, l'adversité vous donne des ailes pour vous porter toujours de l'avant. Aucun avion ne décolle et ne prend de l'altitude sans les vents contraires. Il faut admettre qu'il n'y a aucune grandeur possible sans controverse, sans adversité. Sans aucune épreuve sur le chemin de la vie, vous passerez une existence peut être calme, mais régulière et banale, faute d'avoir exploité tout votre potentiel. Vous manquerez ainsi les occasions de manifester le meilleur de vous-même, celles qui vous révéleront à vous-mêmes d'abord et aux autres, la chance unique de savoir qui vous êtes réellement. Au sortir d'une épreuve, vous serez toujours et à coup sûr une personne d'une condition meilleure. Chaque fois donc que vous êtes confrontés à une épreuve de la vie, c'est une très bonne nouvelle, parce que vous êtes candidat à un meilleur devenir, à la seule condition bien évidemment d'être pleinement fixé sur Dieu, le seul Maître des temps et des circonstances, à qui je rends déjà infiniment grâce pour la sortie victorieuse de cette épreuve, comme de toutes les précédentes et aussi de celles à venir.

Dès la fin de la Transition, lorsque les attaques ont commencé contre ma personne, j'ai tout de suite compris que ça ne pouvait pas être une guerre contre mon action dans la Transition, contre mon passé. Cela n'aurait aucun sens. Aucun ennemi ne combattrait votre passé puisqu'en réalité, votre passé ne menace personne même s'il est glorieux. Ce qui constitue la cible de vos ennemis, c'est plutôt votre avenir; plus celui-ci dérange, plus vous aurez à le défendre dans des guerres sans merci. Même si votre passé dérange, il n'empêche pas de dormir et personne ne perdrait son temps à le combattre, cependant seul votre avenir peut troubler le sommeil de vos adversaires qui le combattront farouchement; quoi de plus normal! Il s'agissait donc en ce qui me concernait d'une guerre dirigée par Salif et sa bande contre mon avenir politique. Je trouvais cela absurde puisque je n'envisageais à l'époque aucune carrière politique, me voyant plutôt poursuivre une carrière de fonctionnaire pour les cinq, voire dix prochaines années. Mais la réalité allait s'imposer à moi très rapidement, car par ces attaques les potentiels adversaires politiques ont révélé qu'ils n'avaient aucun projet crédible pour notre Nation et qu'ils ont choisi de s'abriter derrière les mensonges et la délation

érigés en système de gouvernance. J'avais à l'issue de la Transition, souhaité sincèrement un plein succès au président élu et appelé tous mes compatriotes à le soutenir non seulement pour ce mandat, mais pour un second mandat éventuellement, afin de lui donner le temps nécessaire de bien mener les grands chantiers de développement et relever tous les défis qui l'attendaient. Mais au regard de la voie empruntée par ce régime dès son installation, tout rêve d'un pouvoir stable et performant s'était évanoui, installant chez moi comme chez la majorité des Burkinabè un sentiment de désillusion.

Manifestement, les responsables du MPP se sachant incapables d'apporter au peuple burkinabè les réponses à l'espoir suscité par la Transition ont choisi de faire dans la diversion, tournant l'attention du peuple sur des questions imaginaires, extravagantes, parfois comiques, mais totalement inutiles. On se croirait exactement comme lors d'une compétition de saut en hauteur, vos opposants passent la corde et que c'est à votre tour d'y aller. Toute honte bue, vous ressentez l'envie de demander que l'on baisse la corde de quelques centimètres. C'est tout à fait naturel ce sentiment de peur mêlée à de la jalousie qui se mue vite en de la haine. Comment de simples citoyens sans aucune expérience politique, avaient-ils fait pour réussir à répondre aux attentes des populations? Dans cette ambiance de peur et de crainte d'échouer, les responsables du MPP se sont laissé convaincre par leurs «sorcières» que Zida et les OSC, avec l'appui des jeunes militaires, constituent la menace la plus sérieuse à leur «règne». À cela, je dis oui et amen! Rien ni personne en effet, n'empêchera le peuple de reprendre en temps opportun le pouvoir qui lui a été usurpé par le mensonge et la roublardise, tout en appelant cela «faire de la politique». Faire de la politique dans le sens propre du terme, c'est gérer les affaires de la cité dans l'intérêt de la communauté humaine qui y vit, tout autre objectif étant illégitime et ne peut prospérer.

En explicitant le contexte des dépenses effectuées sur le compte spécial, je ne cherche pas à rejeter en bloc ma responsabilité, bien au contraire. Non seulement j'en assume la pleine et entière responsabilité et je dis que si c'était à refaire, je le referais, car pour la défense des intérêts d'une Nation, on peut admettre que la fin justifie les moyens. C'est là tout le sens de la «raison d'État», sinon ce concept n'existerait pas.

Je me tiendrai prêt à défendre en tout temps les personnes qui avaient cogéré le compte bancaire en question. Ils ne méritent pas qu'il leur soit fait un tort quelconque après ce grand service rendu à la Nation, service qu'elles n'avaient ni demandé, ni souhaité, mais qu'elles ont su conduire du mieux possible.

L'intérêt supérieur du Burkina commande que les hommes qui ont eu à assumer des responsabilités quelconques rendent compte de leur gestion, afin d'éclairer l'opinion nationale. Notre action à la tête de l'État d'une part et du gouvernement d'autre part, avait toujours été guidée par le souci que nous aurions à rendre compte pour la postérité et pour qu'elle s'inscrive comme un large sillon qui détermine la marche de notre Nation. Pour que «plus jamais, rien ne soit comme avant», afin qu'aucun stigmate ne conduise notre peuple à des sacrifices comparables à celles des événements des 30 et 31 octobre 2014, ainsi que du putsch de septembre 2015.

La stratégie qui consiste à nuire aux adversaires politiques par le mensonge et la diffamation ne peut plus prospérer au Burkina Faso. Il est dommage que les princes du MPP n'aient pas compris que notre peuple a considérablement mûri et que ce n'est pas parce qu'il ne dit rien qu'il n'a rien à dire, mais tout simplement qu'il se réserve le droit de s'exprimer quand il le faut et comme il le faut. Une vedette de la chanson a lancé son titre «*tond ninan pukamé... tond ka lé toin M'Pilen Panb yé*» qui signifie littéralement que «nos yeux sont ouverts et vous du MPP, il vous est désormais impossible de nous voiler pour nous battre». Ce ne sont pas que des mots comme pourraient vous rapporter certains de vos griots, mais c'est effectivement la conscience collective qui s'exprime. Refusez de voir la réalité en face et vous serez surpris.



Le possible développement

Notre vision d'un meilleur Burkina pour chaque Burkinabè est un vaste chantier de transformation structurelle. Chaque Burkinabè rêve d'un pays qui se construit pour les générations futures, mais si chaque Burkinabè se limite à rêver au lieu de contribuer à sa façon à la réalisation de ce dont il rêve, notre pays restera malheureusement encore longtemps à un niveau d'arriération prononcé. Il y a urgence que chacun s'exprime, aussi bien dans les communautés de base que dans les plus hautes sphères de l'État. Chacun doit prendre conscience qu'il est concerné ou plutôt qu'il est responsable et que s'il se tait, il devra expliquer un jour son silence à ses enfants. Suite aux propos tenus dans cet ouvrage, il me paraît nécessaire de réaffirmer que j'ai foi en l'avenir de notre pays le Burkina Faso, que le développement est possible même s'il me paraît urgent de revoir l'attelage pour mettre les bœufs avant la charrue. Je fonde l'espoir tout d'abord en une réconciliation nécessaire et possible entre les fils et filles du Burkina. Après une réconciliation réussie, le pays entrera dans un cycle de véritables transformations, à la condition bien entendu d'identifier par un diagnostic sans complaisance, dans chaque domaine de la vie nationale, les atouts et les acquis engrangés, mais également les insuffisances et les dérives afin de les corriger. Le cas le plus éloquent est le système éducatif actuel qui est totalement inadapté aux exigences d'un monde moderne, dont on est unanime à reconnaître qu'il faut le faire évoluer. C'est justement l'éducation nationale qui constitue l'une des «priorités des priorités pour le Burkina», à laquelle on peut ajouter la santé, l'emploi, la défense et la sécurité, l'agriculture et l'élevage, l'administration publique et la diplomatie.

Le système éducatif doit impérativement faire l'objet d'un examen approfondi à travers des assises nationales sur l'éducation. L'objectif sera d'en apporter des réformes sur les curricula, doter le secteur de moyens humains, matériels adéquats. Le but d'un système éducatif est celui d'offrir à chaque enfant inscrit à l'école les meilleures conditions de développement de son

potentiel, afin qu'il en ressorte apte à servir son pays, quel que soit le niveau d'instruction qu'il aura atteint. L'école doit par conséquent enseigner à la fois le savoir, le savoir-faire et le savoir-être. Tout en étant le temple des savoirs, l'école doit poursuivre l'éducation morale et civique des jeunes gens, afin de compléter ce que les parents eux-mêmes dispensent déjà dans les familles. L'instruction artistique et culturelle ne doit pas être en reste face à un monde globalisé où le choc des cultures exige que chaque identité nationale se montre résiliente à défaut de quoi elle disparaîtra sous l'influence des identités les plus influentes.

Tout ce que nous voudrions voir chez le Burkinabè de demain, c'est dans l'enfant d'aujourd'hui que nous devrions en semer la graine. Pour rendre possible cette éducation de qualité, il convient d'avoir des classes adaptées aux standards pédagogiques où les enseignants maîtrisent parfaitement les effectifs scolaires dont ils ont la responsabilité.

Un recrutement spécial étalé sur deux voire trois années de milliers d'enseignants de tous les niveaux, préscolaire, primaire, secondaire et universitaire est nécessaire. Les nouvelles matières, notamment dans le module des savoir-faire ou encore l'apprentissage des métiers, nécessiteront le recrutement d'enseignants spécialisés. Dans le cadre de la coopération, certains des pays frères et amis comme le Ghana, le Bénin, le Rwanda, Cuba, le Japon, etc. peuvent être mis à contribution là où cela est indispensable, comme dans l'enseignement des matières techniques et technologiques.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication seront véritablement introduites pour que chaque enfant burkinabè soit instruit avec les instruments du monde moderne dans lequel il sera appelé à évoluer.

Les séries scientifiques seront promues et l'enseignement technique fortement soutenu pour rendre disponible la technologie et les techniciens nécessaires aux grands chantiers de la construction nationale.

Les études en science de la santé seront encouragées et renforcées par le biais de la gratuité et de la subvention à tous les niveaux, pour rendre accessible le personnel de santé aux populations.

Dans un délai d'une année seulement, toutes les écoles sous paillote (environ 4000 salles de classe) doivent disparaître pour faire place à des infrastructures scolaires de qualité. Aussi bien dans les lycées et les collèges que dans les universités, d'importantes infrastructures adaptées doivent être réalisées dans les meilleurs délais.

Les recommandations issues des assises nationales sur l'éducation devront immédiatement être mises en œuvre puis évaluées systématiquement afin d'en corriger et améliorer l'opérationnalisation. L'école nouvelle ainsi conçue saura répondre aux besoins de la société burkinabè d'aujourd'hui et de demain.

La santé est un domaine primordial dans la vie d'une nation et à ce titre, elle doit faire l'objet de toute l'attention requise. Il est urgent de résoudre tous les contentieux nés dans le secteur de la santé du fait des calculs de politiciens au mépris de la condition sanitaire de notre peuple, à travers des actions franches pour aplanir les différends et recentrer toute l'énergie nécessaire à la lutte contre les maladies qui frappent notamment les plus démunis.

Selon les statistiques de la banque mondiale datant de l'année 2015, le Burkina Faso compte moins de 2 000 médecins avec un taux de 0,0 médecin pour 1000 habitants comme presque la totalité des pays d'Afrique (pour le même nombre d'habitants, le Canada compte 2,5 médecins, les États-Unis 2,4, le Japon 2,3, la France 3,2, l'Afrique du Sud 0,7 et Cuba 7,2). Pour corriger cette véritable catastrophe pour humanité, tous les diplômés des écoles de santé seront intégrés à la fonction publique et mis au service des populations et une formation d'un grand nombre de médecins sur une période donnée à travers un programme spécial d'urgence de la santé doit être envisagée. En plus d'un accroissement consistant des effectifs des personnels soignants, le développement des infrastructures médicales doit être entrepris dans un délai d'un an, avec l'objectif de doter la ville de Bobo-Dioulasso d'un second Centre Hospitalier Universitaire (CHU) et de construire six autres CHU dans les régions du nord, du Sahel, de l'est, de la boucle du Mouhoun, du sud-ouest et du centre-sud. Les plateaux techniques des hôpitaux de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso doivent connaître une nette amélioration.

Le secteur privé du domaine de la santé doit faire l'objet d'un encadrement strict en même temps qu'il sera encouragé par des appuis techniques et financiers. Le dispositif de prévention sera mieux suivi avec un positionnement des vaccins sur l'ensemble du territoire. La vaccination systématique sera poursuivie pour les enfants et obligatoire désormais pour les adultes pour certaines maladies, avec une meilleure évaluation en établissant des fichiers informatisés à l'échelle nationale, régionale et provinciale, tous interconnectés.



L'emploi est également une question prioritaire qu'il faut traiter en extrême urgence. Le chômage qui frappe surtout la jeunesse est un fléau qui s'oppose à toute politique de progrès social et de développement économique. En effet, cette proportion de la population au chômage ou sous-employée ne participe pas à l'effort de production et de la construction nationale, ce qui résulte non seulement d'une clochardisation de cette tranche de la population désœuvrée et livrée à l'ennui et au vice, mais aussi en une énorme perte de la force de travail que constituent l'intelligentsia et la main d'œuvre qualifiée ou non. Enfin, cette situation favorise la stagnation économique en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat qui est à même d'influer sur la consommation, véritable moteur de la croissance économique.

D'un autre côté, ces personnes sans emploi ou sous employées et sans source de revenus, vivent dans la précarité, ou sont tout simplement réduites à la dépendance voire à la mendicité. Nous croyons qu'il est urgent que chaque Burkinabè dispose d'un emploi qui lui permet de vivre dignement. Il s'agira de créer des emplois dans tous les secteurs d'activités, aussi bien dans le public que dans le privé.

Le nombre de chômeurs que compte la population active du Burkina est exagérément élevé et il importe une mesure exception-nelle et radicale d'absorption afin de le réduire à un niveau maîtrisable. En milieu urbain, le taux de chômage est de 30% pour les hommes et de 40% pour les femmes, et en milieu rural les taux sont de 21% pour les hommes et de 39% pour les femmes (statistique de l'INSD 2014). Le Burkina qui se développe est celui qui offre à chaque citoyen l'opportunité de se réaliser individuellement à travers un emploi décent, lui garantissant un bien-être, une respectabilité et une sécurité sociale. Les personnes souffrant d'un handicap feront l'objet d'un traitement discriminatoire positif dans le cadre de leur recherche d'emploi. Des structures habilitées s'assureront de leur insertion socioprofessionnelle à tous les niveaux de la vie nationale. Les initiatives personnelles seront encouragées et financées en vue de la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes en priorité. Au moins 50 000 microentreprises seront soutenues annuellement en termes de création, de formation et de financement pour générer environ 250 000 emplois directs permanents par année dans ce secteur.

Le nombre d'emplois directs créés dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité, avoisinerait les 50 000 sur une période n'excédant pas 3 années. Mettre toute la Nation au travail serait le meilleur mot d'ordre pour combattre le fléau du chômage et mettre fin à cet étonnant paradoxe d'un pays

entièrement à construire d'un côté et de l'autre côté des citoyens qui croisent les bras à longueur de journée parce qu'ils ne trouvent rien à faire. Il faut partager les ressources et pour le faire équitablement dans la justice sociale, il convient de partager également le travail.

Défendre et sécuriser chaque Burkinabè est une préoccupation de premier ordre. Les différentes menaces à la sécurité nationale sont le terrorisme, la criminalité transfrontalière, le grand banditisme, les trafics de personnes, de stupéfiants divers et de produits toxiques et enfin la cybercriminalité. La réponse apportée jusqu'à présent semble inappropriée puisque le phénomène s'aggrave. Il convient de réprimer avec toute notre énergie ces fléaux en appliquant le principe de «tolérance zéro».

Les coupables et les complices d'actes criminels de nature terroriste devront purement et simplement se voir purger une peine de réclusion criminelle à perpétuité. Une loi spéciale sera élaborée pour donner les moyens humains, matériels et juridiques nécessaires aux forces de défense et de sécurité pour combattre la grande criminalité et le terrorisme qui n'ont que trop duré et fait de nombreuses victimes dans notre pays.

Les effectifs des militaires, et le nombre de gendarmes et policiers seront nettement accrus pour faire face aux besoins et aux impératifs actuels. Depuis 20 ans, l'armée recrute annuellement le même effectif de soldats, alors que les menaces contre notre pays sont de plus en plus graves et complexes, et que l'armée est aussi obligée de respecter ses engagements vis-à-vis des instances internationales en assurant le déploiement des personnels au Soudan, au Mali, ou en Guinée Bissau. Les effectifs recrutés n'ayant pas connu d'accroissement font que le personnel disponible sur le territoire national est peu nombreux ou insuffisant pour faire face aux nouveaux défis.

Ce plan de recrutement du personnel constitue une grave erreur stratégique, inadmissible pour une armée professionnelle qui doit maintenir l'intégrité du territoire national. La structure du renseignement quant à elle est désorganisée depuis la chute du régime Compaoré et l'arrestation de son «barbouze» Gilbert Diendéré. Il s'avère urgent de la restructurer sans complaisance, en mettant les hommes qu'il faut à la bonne place, sans affinité politique puisque la survie de la Nation passe avant la survie de tel ou tel autre clan politique.

Les compétences avérées en matière du renseignement sont bien existantes au sein de l'armée, de la police et de la gendarmerie. Il s'agira de spécialiser les acteurs en y intégrant la spécialité du renseignement dans les différentes entités.

Puis dans un second temps, organiser toute la machine qui va être la plus efficace et efficiente possible et finalement de la doter des moyens appropriés. Enfin, une personnalité civile avec des capacités analytiques élevées, par exemple un journaliste de très haut niveau ou un politologue, pourrait être nommée à la tête de cette structure. Cela aurait pour avantage d'éviter la frustration chez les différents éléments militaires, gendarmes et policiers mutés dans le service du renseignement, et permettrait à tout le personnel d'être aligné sur une même échelle d'évaluation.

L'agriculture est actuellement la deuxième source de richesse du Burkina Faso après les industries (extractive, textile, manufacturière, énergétique et BTP) et cette agriculture emploie 29,9% des populations actives. À ce titre, elle doit connaître un développement de plus grande envergure à travers des investissements conséquents et appropriés dans la mécanisation agricole et la vulgarisation de la recherche agricole. Les travaux agricoles qui ne durent que trois à quatre mois seulement en raison de la saison d'hivernage limitent la production et la part contributive du secteur dans le produit intérieur brut. Si les acteurs agricoles avaient la possibilité de travailler pendant dix à onze mois sur douze dans l'année, ils doubleraient ou tripleraient leur production. Des aménagements agricoles gigantesques tout comme des micro-aménagements doivent par conséquent être réalisés sur l'ensemble du territoire national. Chaque retenue d'eau importante doit être valorisée, aménagée pour servir à l'agriculture. Professionnaliser les acteurs de l'agriculture avec l'introduction de la carte professionnelle de producteur agricole, rendre le crédit disponible à travers une banque agricole, ainsi que fournir de l'accompagnement technique, sont entre autres, des mesures urgentes à prendre pour voir le secteur de l'agriculture devenir un véritable levier de développement et de création de richesses et d'emplois. La question de la banque agricole revient à chaque édition de la journée nationale du paysan et sans interruption le monde rural exige la remise en place d'une telle structure financière sur les cendres de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) qui avait été privatisée en même temps que toutes les sociétés importantes du pays dans les années 90. Dans le meilleur des cas, la création à nouveau de la Banque Nationale de développement (BND), elle aussi ayant été liquidée pendant ladite période, permettra de prendre en compte tous les autres secteurs d'activité à savoir l'artisanat, la culture, le commerce, etc. Les banques commerciales n'ayant pas pour première vocation de soutenir le développement du secteur agricole offrent des produits inadaptés à ce secteur. Il est absolument urgent de la faire renaître la CNCA sur ses cendres. Les cultures du coton, du maïs, du sorgho, du mil, du

sésame, du niébé, du riz, de la mangue et de l'anacarde seront entre autres les éléments sur lesquels le secteur de la recherche scientifique devra absolument travailler à l'amélioration des performances génétiques des diverses variétés.

L'élevage, tout comme l'agriculture, bénéficiera d'investissements importants en vue d'accroître considérablement la productivité animale nécessaire à la consommation nationale et au développement des exportations d'animaux, de la viande, des cuirs et peaux.

Progressivement, des industries de transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage doivent voir le jour, afin de créer non seulement une plus-value au profit de l'économie nationale, mais également des emplois. Aucun pays ne peut se développer sans industrialisation. C'est pour cette raison que le Burkina Faso devra développer son tissu industriel en se basant sur la transformation des matières premières dont le pays regorge, non seulement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, mais également des ressources minières.

L'administration publique doit connaître une totale métamorphose pour répondre aux besoins et aspirations des populations et accomplir avec efficience la mission qui est la sienne dans un Burkina Faso nouveau et prospère. En tant que moteur de la gouvernance étatique, il est impératif de la débarrasser des tares qui handicapent son action. Il n'y aura plus de place pour le laxisme, la corruption, la concussion, le favoritisme, la politisation et le clientélisme.

Il convient de procéder avec rigueur à l'évaluation des agents publics, de promouvoir l'excellence et la méritocratie à travers des promotions justes sans considération partisane. Tous les fonctionnaires travaillent pour l'État et non pour un parti politique; c'est le rendement de chacun vis-à-vis de l'État qui doit être apprécié et sanctionné. Le volume du rendement de chaque agent doit être quantifiable et des instruments modernes d'évaluation doivent être intégrés pour rendre cela effectif. La seule bonne foi du travailleur ne peut pas garantir que le travail pour lequel il est payé sera fait convenablement. Chaque agent public doit retrouver la fierté de servir son pays là où il se trouve et l'État, en retour, lui garantira ses droits fondamentaux, de meilleures conditions de travail, toute chose qui suscite sa motivation constante.

À tous les niveaux de l'Administration, il faut absolument moraliser la vie publique à travers un leadership exemplaire. «Diriger par l'exemple pour l'atteinte des objectifs assignés» doit être le mot d'ordre de tous ceux qui seront appelés aux postes de responsabilité. La modernisation du fonctionnement de

l'Administration sera assurée par l'investissement dans la formation continue et la dotation d'équipements modernes d'administration et de gestion.

Un réseau informatique reliant tous les services au sein d'un même ministère et une connexion interministérielle doivent être réalisés dans un délai à court terme, permettant ainsi d'avoir un gain énorme de temps dans le traitement de tous les dossiers, tant il est vrai que l'efficacité réside également dans la maîtrise des délais.

Enfin, il convient de consacrer l'indépendance des structures de contrôle en leur allouant les moyens humains, matériels et financiers, ainsi qu'en créant le cadre juridique nécessaire à une action véritablement efficace de contrôle et de poursuite.

La diplomatie burkinabè se meurt, car l'amateurisme lui a enlevé toutes ses lettres de noblesse en la substituant à une «diplomatie de camaraderie» qui lui donne l'image d'un petit enfant fébrile attendant que lui soit accordée la permission d'aller dans la cour des grands. Cette situation porte préjudice à nos millions de compatriotes à travers le monde qui ne se reconnaissent pas dans cette image qui les représente.

Le Burkina Faso est une grande nation et elle entend le demeurer quoi qu'il en coûte. Notre diplomatie, tout en respectant les autres peuples, doit imposer le respect de nos concitoyens où qu'ils se trouvent et garantir la protection de leurs intérêts. Dans une intelligente coopération, le Burkina Faso doit savoir s'attirer de véritables partenaires au développement.

Les postes d'ambassadeurs doivent être confiés non à des amis politiques, mais à des professionnels qui ont soit fait leurs preuves dans la défense des intérêts de notre Nation ou qui ont des compétences et des talents avérés, œuvrant inlassablement pour une diplomatie du développement. Une évaluation annuelle doit être faite et ceux qui n'auront pas atteint leurs objectifs doivent simplement être redéployés vers d'autres tâches.

Une direction du ministère des Affaires étrangères sera chargée de veiller à la promotion des cadres burkinabè au sein des organisations internationales, pour qu'ils y occupent le maximum et les meilleurs postes possibles. Les compétences de la diaspora doivent être reconnues. Chaque Burkinabè de l'extérieur aura sa place et son mot à dire dans le processus de construction de la mère patrie. Il sera fait appel chaque fois que de besoin à la compétence des Burkinabè vivant à l'extérieur, afin que ceux-ci participent activement à l'émergence d'un Burkina

prospère; un cadre d'échange et de dialogue sera instauré dans ce sens selon une périodicité établie.



Ces six (06) secteurs, que nous avons appelés «priorités des priorités du Burkina» en termes de programmation et de diligence dans l'exécution de leurs programmes respectifs, ne connaîtront certainement pas de succès si tous les autres aspects de la vie économique et sociale du pays sont négligés. Ce qui signifie une nécessaire synergie d'action pour construire un pays prospère où chaque Burkinabè voit se réaliser son bonheur individuel alors qu'il travaille inlassablement pour l'intérêt général et le bonheur de tous.

Ainsi, il convient d'élaborer des politiques adéquates dans les domaines des réformes institutionnelles et politiques, des droits de la femme et de l'enfant, de la décentralisation et de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'industrie et du commerce, des médias et des TIC, des infrastructures et transports, des sports, des arts et cultures, du tourisme, etc.

L'homme doit être au centre du développement, c'est-à-dire que chaque Burkinabè doit être désormais acteur, et bien sûr le principal bénéficiaire du développement de son pays. Nul ne sera laissé sur le trottoir de la route du développement dans notre vision d'un Burkina véritablement émergent.

Les statistiques sur l'indice de développement humain classaient notre pays au rang de 181^e sur 186 pays en 2016. Cette tendance peut être inversée. Il ne s'agit pas là d'une fatalité, mais de la décision de tout un peuple de se développer ou de ne pas se développer. Nos comportements et nos attitudes indiquent nos choix et ce ne sont pas nos paroles, mais bien nos actions qui indiqueront si oui ou non nous avons choisi de nous développer.

Tous les Burkinabè, quel que soit leur sexe, origine, ethnie, religion doivent se tenir debout comme un seul homme pour relever ce défi du développement. Les divergences profondes nées des crises politiques successives de notre pays doivent enfin trouver un sage règlement. Ce n'est pas une option, mais bien un impératif que d'accepter notre histoire commune. L'histoire des peuples comme celle de tous les humains est ainsi faite d'évènements douloureux et moins douloureux, mais la grandeur de chaque peuple se mesure à sa capacité à transcender ces épisodes parfois tragiques et à les capitaliser pour aller toujours de l'avant.

Lorsqu'il y a une tragédie, il y a toujours des leçons à en tirer. Même lorsque la souffrance est grande, on peut y trouver une chance de devenir meilleur. Il nous faut par conséquent panser nos plaies, et bâtir un inaltérable socle de cohésion national sur lequel la patrie «BURKINA FASO» pourra désormais être érigée. Cet édifice sera notre patrimoine commun que nous léguerons aux générations suivantes, en leur intimant l'ordre d'en poursuivre la construction avec intégrité, patriotisme, et honneur;

Que Dieu bénisse pour toujours le Burkina Faso.



L'Assemblée Nationale en flamme le 30 octobre 2014 aux environs de 9h30.



Le peuple insurgé à la place de la révolution.



Tel un seul homme, le peuple insurgé rassemblé à la place de la révolution.



C'est à mains nues, que le peuple insurgé a affronté les éléments du RSP.



Première déclaration de Yacouba Isaac ZIDA devant le peuple insurgé le 31 octobre 2014.



A l'image du héros national Thomas Sankara, la jeunesse burkinabè a dit NON au tripatouillage de la constitution.

DECLARATION DES FORCES ARMEES NATIONALES

Depuis le 30 octobre 2014, le peuple burkinabé vit des moments particulièrement difficiles et historiques.

En effet, l'accélération des événements a conduit à ce qui est apparu tantôt comme une confusion, tantôt comme une contradiction, au sein des Forces Armées Nationales, source d'inquiétude pour le peuple burkinabé.

Aujourd'hui, 1^{er} novembre 2014, 54^{ème} anniversaire des Forces Armées Nationales, la haute hiérarchie militaire, après concertation à l'Etat-major Général des Armées, informe l'opinion nationale et internationale que le Lieutenant-colonel ZIDA Isaac a été retenu à l'unanimité pour conduire la période de transition ouverte après le départ du pouvoir du Président Blaise COMPAORE.

Cette période de transition, dont la forme et la durée seront déterminées ultérieurement de concert avec toutes les composantes de la vie nationale, interpelle l'accompagnement de tous les citoyens de notre pays et de la communauté internationale.

Par conséquent, l'ensemble des Officiers, Sous-officiers, Militaires du Rang et personnel civil de la défense nationale se réjouissent de cette unité et de cette cohésion réaffirmées au sein des Forces Armées Nationales.

Tout en déplorant les pertes en vie humaine, les blessés, les préjudices matériels et moraux, ils promettent au peuple burkinabé tout entier, de tenir leur engagement de relever le défi qui vient de leur être soumis dans ces circonstances exceptionnelles.

Ouagadougou, le 1^{er} novembre 2014



Pour l'ensemble des Forces Armées Nationales.
Général de division Nabéré Honoré TRAORE
Chef d'Etat-Major Général des Armées

Déclaration commune des forces de défense et de la sécurité signée par le Chef d'Etat-major Honoré Nabéré Traoré.



En présence de Yacouba Isaac Zida, les FDS ont fait une déclaration commune, le désignant comme chef d'Etat devant conduire la période de la Transition.



Photo de famille la hiérarchie militaire avec le nouveau Chef de l'État après la déclaration commune.



SEM Yacouba Isaac Zida rend visite aux blessés de l'insurrection populaire au CHU-Yalgado Ouédraogo.



SEM Yacouba Isaac Zida rend visite aux blessés de la population civile.



SEM Yacouba Isaac Zida reçoit les premiers responsables des entités militaires.



Yacouba Isaac Zida avec les autorités religieuses et coutumières.



Accueilli chaleureusement par le Mogho Naba Baongho.



Après avoir dirigé le pays durant 3 semaines Yacouba Isaac Zida passe les charges de la magistrature suprême à Michel Kafando.



Cérémonie officielle d'hommage national aux martyrs, héros de de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2015.



Cérémonie officielle d'hommage national aux martyrs du coup d'État manqué de septembre 2015.



Monument des martyrs et des héros nationaux morts pour la patrie.



Au milieu d'un groupe d'élèves de Léo. L'éducation une priorité pour Yacouba Isaac Zida.



SEM Yacouba Isaac Zida encourage le monde paysan. Les produits de la recherche et les outils modernes de production au profit des agriculteurs.



Avec SEM Mushingi Tulinado, ambassadeur des USA au Burkina Faso.



SEM Mushingi Tulinado, ambassadeur des USA au Burkina Faso rend visite à YIZ dans sa cellule au sein du RSP.



Avec le président SEM Roch Kaboré.

Une sagesse africaine nous enseigne qu'« *avant de décider de se taire, la bouche a appris à parler* ». Si, durant les deux années qui ont suivi la fin de la Transition politique que notre pays a connu de 2014 à 2015, j'ai décidé de me taire, ce n'est pas parce qu'il n'y avait pas matière à parler ou que les occasions ne se sont pas présentées ; Bien au contraire !

La conscience collective reconnaît que si un homme oublie d'où il vient, cet homme ne saura jamais où il va non plus. Cela vaut autant pour les peuples ! « **Je sais qui je suis** » est un livre autobiographique, premier tome d'une série de Témoignages, qui restitue certains faits et événements que le pays des hommes intègres a connus dans le parcours de son histoire pendant ces trois dernières décennies. L'auteur, Yacouba Isaac ZIDA, ancien commandant adjoint du régiment en charge de la sécurité du Président, ancien Président du Faso, ancien Premier Ministre, est un observateur avisé, mais aussi et surtout un acteur incontestable de la scène politique du Burkina Faso. Écrit dans un langage de vérité, sans langue de bois, cet ouvrage se veut également être un livre historique pour les futures générations du Burkina Faso.

« ... votre attitude et votre fin doivent servir à quelque chose, celle d'éclairer le comportement des jeunes Burkinabè et Africains en général, qui choisiront de s'engager en politique. Ils doivent le savoir et comprendre une fois pour toutes que l'on embrasse la politique avec le désir ardent de servir sa communauté ou son pays, et rien d'autre que cela ; il s'agit bien d'un sacerdoce ... »

L'action politique, est un don de Dieu Tout-Puissant à l'homme, moyen à travers lequel celui-ci doit se rendre utile à ses semblables ; mais la tentation de pervertir ce merveilleux privilège est une menace grave et constante. Au demeurant, l'histoire des nations et celle du monde nous enseigne que nulle personne, quelle que soit sa race, noire, blanche, jaune, rouge ou métis, quel que soit son sexe, homme ou femme, quelle que soit sa religion, musulmane, chrétienne, judaïque, ou même sans religion, que cela soit individuellement ou collectivement, nulle personne, ne peut se moquer de Dieu, car ce qu'un homme aura semé il le moissonnera aussi !!!

Né dans une famille polygame vivant dans la précarité, comme la large majorité des familles Burkinabè, Yacouba Isaac Zida (YIZ) a vécu diverses expériences de vie aussi exaltantes les unes que les autres. De son enfance dans sa ville natale, Yako, à ses hautes fonctions de Président du Faso puis premier ministre, il véhicule partout cette image d'un homme de devoir, de paix et de consensus, ayant le sens élevé de l'intérêt général. Il est diplômé de l'école d'état-major de Yaoundé au Cameroun et titulaire d'un master en droit, économie, option affaires internationales de l'université Jean Moulin Lyon3. YIZ est Général de division et Grand-croix des ordres burkinabè.

